Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 12752 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 28 JANVIER 1986

VIVE TENSION AU PENDJAB

Les extrémistes sikhs défient New-Delhi

La tension est à nouveau très vive au Pendjab, où les extrémistes sikhs – défiant New-Delhi – ont repris, le dimanche 26 janvier, le contrôle du Temple d'or d'Amritsar.

De notre correspondant

New-Delhi. – *« A bas Rajiv Gandhi ! », « A bas le président de la République ! », « A bas le pouvoir hindou ! », « Bhindrawale et le Khalistan* (Etat sikh) *indépendant ! »* C'est reparti. Vingt mois après l'assaut de l'armée indienne contre le Temple d'or d'Amritsar et le massacre d'au moins six cents jeunes sikhs, les extrémistes ont repris le contrôle du *sanctum sanctorum* de leur religion.

Ils étaient au moins quinze mille, le dimanche 26 janvier, sur le marbre blanc du temple pour entendre la nouvelle déclaration de guerre des ultras et soutenir le véritable *pronunciamento* opéré par eux contre les autorités religieuses modérées et légitimes de la secte.

PATRICE CLAUDE.

(Lire la suite page 4.)

Les déboires de M. Gandhi

L'état de grâce semble terminé pour le jeune premier ministre, qui avait accédé au pouvoir, voilà quinze mois, à la suite de la tragique disparition de sa mère, dont les assassins viennent d'être condamnés à la pendaison. Celui qui avait su, avec habileté, apaiser les passions à l'intérieur et séduire à l'étranger doit, aujourd'hui, accepter une évidence : il faut davantage que de la bonne volonté pour triompher du fanatisme et réduire des tensions profondément ancrées dans la société.

Certes, l'ensemble du tableau est loin d'être négatif. Dans le domaine économique, une relative libéralisation contribue à favoriser une relance. Sur le plan extérieur, tout en restant fidèle à son alliance avec Moscou, M. Rajiv Gandhi a jeté les bases d'une coopération plus sereine avec les Etats-Unis et d'un dialogue assez chaleureux avec l'Europe de l'Ouest. Surtout, il est parvenu à détendre l'atmosphère entre New-Delhi et Islamabad en accueillant le président Zia Ul-Haq et en relançant le commerce bilatéral entre les deux « frères ennemis ».

Mais, depuis quelques mois, plusieurs crises qui paraissaient s'apaiser ont resurgi. Des élections ont pu se tenir en Assam, mais au prix d'un effondrement du Congrès-Indira, le parti du premier ministre, et de l'accession au pouvoir de jeunes politiciens très hostiles à la présence d'une forte minorité d'immigrés bengalis, dont ils réclament le renvoi.

La médiation indienne dans le conflit sri-lankais n'a pas produit les effets escomptés, puisque le président Jayewardene s'est, le dimanche 26 janvier, prononcé, pour la première fois explicitement, pour une solution militaire. « J'appliquerai une solution militaire à ce que je pense être un problème militaire, et, après cela, je m'occuperai de l'aspect politique », a-t-il déclaré, tuant l'espoir mis dans le cessez-le-feu imposé en juin dernier par New-Delhi à Colombo et aux séparatistes tamouls.

Mais c'est encore une fois au Pendjab que les risques, pour le premier ministre indien, sont les plus pressants. Non seulement les extrémistes sikhs ne désarment pas, mais, en occupant le Temple d'or d'Amritsar ce week-end, ils signifient qu'ils souhaitent l'épreuve de force avec New-Delhi. Pour M. Gandhi, le danger est d'autant plus grand qu'il ne peut laisser ainsi bafouer l'autorité du gouvernement local du Pendjab, formé par l'aile modérée des sikhs à la suite d'un scrutin qui s'était relativement bien déroulé. Tout se passe donc comme si, au Pendjab, on en revenait à la case départ. Faudra-t-il recourir une seconde fois à la force pour chasser les extrémistes du Temple d'or ?

Ces derniers développements ne sont guère réjouissants pour le premier ministre indien. L'Inde, qui reçoit Jean-Paul II à la fin de la semaine, traverse une nouvelle passe délicate, la crise du Pendjab en particulier va continuer de miner la « plus grande démocratie » du monde.

LES « RESTAURANTS DU CŒUR » A TF1

Droite et gauche cohabitent autour des « nouveaux pauvres »



La campagne électorale suit son cours : les socialistes continuent d'affirmer qu'une victoire de l'opposition conduirait à la *« pagaille »* ; et l'opposition réplique que le seul moyen d'éviter la pagaille, c'est un gouvernement RPR-UDF.

Mais ces échanges ont été éclipsés par l'événement créé sur TF1 par Coluche, qui a rassemblé, le dimanche 26 janvier, des personnalités politiques de droite et de gauche afin de promouvoir les « restaurants du cœur ».

A sept semaines des élections législatives, au moment où se cristallise le phénomène de bipolarisation, les uns et les autres ont laissé leurs discours au vestiaire et se sont rassemblés pour une cause commune. Seuls le PCF et le Front national protestent, mais parce qu'ils ont été, disent-ils, exclus de l'émission.

(Lire page 8 l'article de JEAN-YVES LHOMEAU.)

La victoire des rebelles en Ouganda

Un épisode dans une débâcle

Les troupes de M. Yoweri Museveni, chef de l'Armée nationale de résistance (NRA), ont pris le contrôle de Kampala, le samedi 25 janvier, contraignant les forces du chef de l'Etat, le général Tito Okello, à fuir vers l'est et le nord du pays. Elles se seraient regroupées à Jinja, deuxième ville d'Ouganda, située à 80 kilomètres à l'est de la capitale, et ne semblent pas avoir renoncé à combattre.

La tragédie ougandaise – des dizaines de milliers de victimes sous la dictature d'Idi Amin Dada et autant, sinon davantage, depuis sa chute – semble sans fin. Dans ce pays sans structures s'affrontent aujourd'hui des bandes armées s'appuyant sur les ethnies dominantes – dont les alliances se font et se défont – et dont les « faits d'armes » sont, le plus souvent, des massacres de populations sans défense.

On avait pu croire, en 1979, que la fuite d'Idi Amin, devant les légions tanzaniennes, allait mettre fin à la période la plus sombre de l'histoire de cet ancien protectorat de la Couronne. Les années qui viennent de s'écouler – débouchant sur la guerre civile en cours – ont démenti cet espoir. A Kampala comme en province, la loi du plus fort prévaut aujourd'hui avec la NRA, comme hier avec Obote, Okello ou Idi Amin, au mépris de tous les principes dont se réclament les uns et les autres.

Pourtant l'Ouganda semblait mieux armé que d'autres futurs Etats africains à l'aube de l'indépendance. Doté d'un climat agréable et d'un potentiel agricole important, il bénéficiait des traditions administratives du royaume des Bougandais, qui forment le cinquième de la population. Enfin, les Britanniques n'y avaient pas élu domicile, l'administration du protectorat y demeurant indirecte et peu pesante, ce qui ne fut pas le cas du Kenya voisin, colonie de peuplement, et théâtre avant l'indépendance, du sanglant soulèvement des Mau-Mau, fer de lance de l'ethnie prédominante des Kikouyous.

Comme bien d'autres pays africains, l'Ouganda est mal parti : Milton Obote, le premier ministre de l'indépendance, en 1962, attisa, en effet, les rivalités ethniques pour réduire l'influence des Bougandais, dont le kabaka (roi), avait été nommé chef de l'Etat, en 1963, lors de la proclamation de la République. En 1966, il parvenait à ses fins avec la déposition du kabaka et la mise à sac de son palais, opération confiée par Obote à un colonel improvisé, jugé aussi peu dangereux que doué, nommé Idi Amin Dada. L'histoire allait bégayer : Idi Amin, en 1971, renversa Obote, avant de mettre son pays à feu et à sang et, de surcroît, d'en désorganiser complètement l'économie.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 3.)



Le mythe des socialistes

Que faire avec 30 % ?

par OLIVIER DUHAMEL (*)

Quel est l'objectif des socialistes pour le 16 mars ? Obtenir le plus de voix possible, bien entendu, mais encore ? Un démocrate simpliste pourrait croire qu'il s'agit de recueillir une majorité absolue de députés décidés à gouverner avec le PS. La dernière affiche électorale de Lionel Jospin invite à persévérer dans cette naïveté, puisqu'elle se contente de la formule curieusement peu mobilisatrice : *« Le 16 mars, on continue. »*

Pourtant, cet objectif – *continuer* – apparaît hors d'atteinte. Ni le RPR et l'UDF, ni le Front national, ni les communistes ne veulent gouverner avec les socialistes en 1986. A eux seuls, ces derniers n'ont aucune chance d'obtenir la majorité absolue des sièges, et ce ne sont pas les deux ou trois non-inscrits récupérables ou l'éventuel élu écologiste qui suffiront pour porter les socialistes au-dessus de la barre des deux cent quatre-vingt-huit députés nécessaires à une majorité.

La gauche paraît ainsi condamnée à la défaite électorale, ne serait-ce que par la réforme du mode de scrutin, qui a mis en bière le cadavre de l'union de la gauche et empêché la réanimation du mourant entre deux tours – comme en mars 1978. Tel n'est pas le moindre paradoxe du choix de François Mitterrand pour la proportionnelle : sous prétexte d'éviter la déroute des socialistes en cas de succès RPR-UDF, il empêche toute possibilité de victoire de la gauche en mars prochain.

On comprend alors qu'il faille inventer un objectif. Comment se battre sans autre perspective que la défaite, et ne pas l'aggraver de ce seul fait. L'invention du mythe des 30 % remplit d'abord cette fonction.

Il s'agit bien d'un mythe, non qu'il soit impossible que le PS parvienne à recueillir 30 % des voix, mais parce qu'on ne gagne évidemment pas des élections sous prétexte que l'on convainc un petit tiers du corps électoral. Surtout, si vos adversaires obtiennent la majorité absolue des sièges, peu importe que vous ayez recueilli 25, 30 ou 35 % des voix.

Le véritable objectif de François Mitterrand est que RPR et UDF n'obtiennent pas cette majorité, ce qui exige un triple succès socialiste, communiste et lepéniste. Mais cet objectif est évidemment inavouable : on ne peut plaider pour une Assemblée ingouvernable.

Mais, si le RPR et l'UDF n'ont pas de majorité sans Le Pen, alors un score socialiste de 30 % reprend un sens. Il peut servir à légitimer un gouvernement socialiste minoritaire, après que la participation de l'extrême droite au gouvernement aura été écartée. Mais il ne saurait suffire durablement, la droite demeurée dans l'opposition ne se laissant probablement pas abuser longtemps.

Le gouvernement socialiste minoritaire ne pourrait guère durer qu'à la condition que toutes les droites réunies (RPR, UDF et Front national) soient en deçà de la majorité absolue. Hypothèse peu vraisemblable, car elle suppose un sérieux redressement électoral des communistes.

(Lire la suite page 10.)

(*) Professeur de droit public à l'Institut d'études politiques de Paris et à l'université Paris X-Nanterre. Directeur de la revue *Pouvoirs*.

débats

EXTRÉMISMES

Les ennemis de la liberté préfèrent porter un masque, même en démocratie. Nicole Fontaine attire l'attention sur l'importance d'un rapport du Parlement européen sur le sujet. De son côté, Paul Giniewski souligne les risques d'extension d'un mal plus voyant : le terrorisme.

Kadhafi et les leçons de l'histoire

N'oublions ni les Barbaresques ni Munich

par PAUL GINIEWSKI (*)

ON dit communément qu'il faut retenir les enseignements de l'histoire, sous peine de se condamner à répéter sans cesse les mêmes erreurs.

Dans l'affrontement du monde civilisé avec le terrorisme, nous voyons l'Occident négliger cette « loi » de l'histoire, une négligence qui risque, à terme, de lui coûter excessivement cher. Même si la complaisance envers les acheteurs de Mirage et les fournisseurs de pétrole explique les calculs à court terme des gouvernements occidentaux.

La première leçon est celle des Barbaresques.

Jusqu'au dix-neuvième siècle, Tripoli, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, menaient en Méditerranée une guerre de piraterie, prenant des dizaines de milliers d'Européens en otages pour les *rançonner ou* les *réduire en* esclavage, détournant leurs bateaux.

Les Européens, comme aujourd'hui, prenaient des résolutions pour *« réprimer efficacement les pirateries exercées par les Barbaresques »*, comme au Congrès d'Aix-la-Chapelle en 1818. Leurs textes ressemblaient à s'y méprendre aux résolutions adoptées en 1963 à Tokyo, en 1970 à La Haye, en 1971 à Montréal, sur la punition et l'extradition des pirates, et récemment par les Nations unies (où siègent des gouvernements pirates !) pour interdire d'accorder des sanctuaires aux terroristes et condamner les enlèvements.

*Mais les textes les mieux ins*pirés demeurent inobservés. Les pays arabes accueillent les pirates. Les pays occidentaux, dont on assassine les citoyens, se désolidarisent des mesures de rétorsion économique américaines et ne songent pas même à inquiéter les Etats terroristes ou à s'en prendre à leurs valises diplomatiques truquées. Les représentants du terrorisme international continuent de jouir d'un statut quasi-diplomatique, et leurs bureaux, comme ceux de l'OLP à Paris, demeurent ouverts.

Or, il y a un siècle et demi, l'Europe ne mit fin aux menées des pirates qu'en utilisant la force contre la barbarie. Thomas Jefferson envoya la flotte des Etats-Unis devant Tripoli, comme aujourd'hui Reagan. Et, en 1816, les flottes anglaise et hollandaise bombardèrent Alger.

On n'apaise pas Moloch

La deuxième leçon est celle que devrait nous inspirer le *précédent* du nazisme.

Le monde occidental pratique la même politique suicidaire qu'après 1933 envers Hitler : la politique de l'apaisement. Elle avait culminé en 1938 avec Munich, avec le sacrifice de la Tchécoslovaquie au Moloch nazi. Mais on n'apaise pas Moloch. On ne fait qu'aiguiser son appétit. Et les démocraties ont eu la guerre de 1939, dans des conditions infiniment plus désastreuses que si elles avaient fait barrage en 1933 ou en 1936.

Sommes-nous aujourd'hui en 1933 ou déjà en 1936 ? Il est difficile de le dire. Mais, quand les démocraties seront obligées d'agir, comme elles y ont été acculées il y a près de cinquante ans, l'effort sera infiniment plus difficile. L'attente leur aura coûté des centaines, des milliers de morts.

Et elles payeront pour leur *pusillanimité (comme elles ont eu* à payer pour celle de Daladier et celle de Chamberlain) dans la même monnaie qu'en 1939-1945 : avec les hécatombes de Dunkerque et de Stalingrad, la honte de Vichy. Le peuple juif a payé à Auschwitz...

Comme le disait Churchill, les démocraties n'auront pas évité la guerre. Elles auront eu, en plus, le déshonneur.

(*) Ecrivain et journaliste.

Un appel des Européens à la vigilance

Contre le fascisme et le racisme rampants

par NICOLE FONTAINE (*)

LE débat qui s'est déroulé le 15 janvier à Strasbourg, en assemblée plénière du Parlement européen, fera date. Il s'agissait d'envisager les suites opérationnelles qui pouvaient être données au rapport que M. Dimitri Evrigenis (député grec démocrate chrétien) avait présenté sur la montée du fascisme et du racisme en Europe.

Sujet grave et, s'agissant plus particulièrement du racisme, d'une brûlante actualité. Il tend, dans certains de *nos Etats*, à être abusivement exploité comme un enjeu électoral. La montée du racisme suscite de légitimes *inquiétudes dans l'opinion publi*que en raison des souvenirs proches et terribles qu'il évoque. Dès lors, il était essentiel que le travail *du Parlement européen se dégage* des éléments passionnels qui paralysent trop souvent les confrontations sur cette question. Ce n'est *pas le moindre mérite du rapport* que d'être parvenu à dépasser les clivages politiques traditionnels et à recueillir l'unanimité de la commission compétente.

Son second mérite est d'avoir évité les amalgames excessifs ou sommaires et fait apparaître la *réalité*, dans sa *diversité* et sa complexité. Ainsi, le fascisme et le racisme ne sont pas délimités par les clivages traditionnels gauche-droite. *Ils sont*, avant tout, les fruits pervers de tous les régimes autoritaires, des dictatures qui, pour se maintenir, exacerbent le sentiment nationaliste, désignent les étrangers comme des bouc émissaires d'où viendraient tous les maux, et tentent de conduire leur peuple d'une xénophobie latente à un racisme déclaré.

De même, le terrorisme international, qui choisit souvent ses cibles en fonction de critères raciaux, se réclame tantôt d'une idéologie de gauche, tantôt d'une idéologie d'extrême droite. Entre tous ces mouvements existent, on le sait, non seulement des dénominateurs mais aussi de puissants moyens d'action communs. Leur connivence objective vise notamment à déstabiliser nos démocraties. Mais la commission d'enquête du Parlement a surtout *examiné les moyens de contribuer* à lutter contre le fascisme et le racisme rampants.

A cet égard, le racisme ne doit *pas seulement être combattu par* la répression, il doit d'abord être prévenu, et le rapport comporte une *série* de recommandations *constructives. L'Assemblée* européenne a rappelé le devoir de contribuer à régler positivement le sort des minorités culturelles, *religieuses*, politiques et raciales qui vivent dans un état de tolérance plus ou moins précaire au sein de la Communauté et qui sont, de ce fait, *plus* particulièrement vulnérables, lors des poussées racistes.

Cinq axes

La ligne de conduite dégagée est à la fois raisonnable et généreuse. Je retiens pour ma part cinq axes, essentiels, me semble-t-il, parce qu'ils sont particulièrement opérationnels et tracent la voie d'une véritable politique de la Communauté dans ce domaine :

– l'intégration sociale des immigrés dans leur pays d'accueil ;

– la ratification des conven*tions internationales contre* le racisme et la mise en place de mesures réellement contraignantes qui obligeraient les pays signataires ;

– la *révision* et *l'adaptation* des législations nationales relatives à la lutte contre l'extrémisme politique, le racisme et la *discrimination raciale* ;

– la généralisation de l'éducation contre les préjugés raciaux ;

– la déontologie de l'informa*tion face aux problèmes* de la violence et du racisme.

D'ores et déjà, une première réponse a été apportée par la Commission des *Communautés* européennes. La rédaction d'une *déclaration commune* des trois institutions (Commission-Parlement-Conseil) est envisagée. Dans l'attente de l'adoption de mesures plus concrètes, elle sera un appel solennel de l'Europe unie à la vigilance de tous les démocrates, de ceux pour qui les hommes sont tous égaux en droit et constituent une même communauté universelle dans laquelle la diversité des races et des cultures doit être reconnue comme une *richesse* et non comme une source de discrimination.

(*) Député au Parlement européen, membre de la commission d'enquête sur la montée du fascisme et du racisme en Europe.

COURRIER DES LECTEURS

Affaires et diplomatie

M. Roland Dumas déplore le petit nombre de Français de l'étranger intéressés à l'économie, ce qui interdit d'envisager une grande diaspora *(le Monde* du 10 janvier).

Notre association s'est particulièrement intéressée aux commerçants et industriels français installés au Zaïre. Ces derniers ont été totalement spoliés de leurs biens en 1973 lors de mesures dites de « zaïrianisation » de l'économie.

Depuis treize ans le gouvernement zaïrois s'est toujours refusé à signer un protocole d'accord d'indemnisation et propose une indemnisation en monnaie convertible. Par contre l'aide française au Zaïre au titre de la coopération s'élève à 400 millions de francs en 1985.

Si depuis treize ans les services du Quai d'Orsay à Paris aèrent régulièrement les dossiers de spoliation, les négociations à Kinshasa sont confiées à un représentant du ministère du commerce extérieur. Deux ministères sur un même dossier, double problème. Affaires et relations extérieures ne peuvent faire bon ménage. (...).

PIERRE DUBOIS,
secrétaire général
de l'Association française des rapatriés industriels, commerçants et artisans
(La Grande Motte).

L'emploi en URSS

Le Monde daté du 15 janvier. Un titre m'attire : « Des centaines de milliers de Soviétiques sont au chômage ».

Ma première réaction est de m'en étonner, car je croyais l'URSS davantage confrontée au manque de main-d'œuvre qu'à un surplus de travailleurs. Ma seconde réflexion est que, rapporté à la population soviétique, le taux de chômage est dérisoire. Désireux d'en savoir plus, *j'aborde la lecture de l'article. J'y* apprends que la plupart des chômeurs soviétiques ont... quitté leur travail volontairement. Par démission donc, et non par licenciement. (...)

Concept étranger à la définition du chômage retenue par le Bureau international du travail, qui ignore que le chômage puisse ne pas être imposé et que, dans les sociétés totalitaires, on peut être volontaire pour l'inactivité. (...)

Gorbatchev, entre autres mérites, vient d'inventer le « bureaucrate licencié », qui sera tout de même rémunéré. (...) En outre, le chômage est tel en URSS que les licenciés se garderont bien de se présenter devant les commissions *ad hoc* (en russe ANPE) qui leur proposeront du travail. (...) Je n'en saurai guère plus. De l'aveu de l'auteur, *« l'essentiel est sans doute ailleurs. Le problème de l'URSS n'est pas le chômage, mais le manque de main-d'œuvre ».* (...)

JEAN-LOUIS PERU
(Paris).

[Deux raisons mettent à l'ordre du jour le problème de l'emploi en URSS :

1) La volonté de M. Gorbatchev de réduire le rôle des échelons intermédiaires de l'administration entraîne des diminutions d'effectifs – comme dans les départements chargés de l'agriculture, – dont le reclassement pose problème ;

2) Il est de notoriété publique que si l'on peut parler d'un « manque de main-d'œuvre » en URSS, *c'est en grande* partie parce qu'elle souffre d'une productivité trop faible et qu'elle est contrainte d'employer en compensation, pour une tâche donnée, un nombre excessif d'ouvriers. Cette réalité risque d'être mise en évidence si les efforts annoncés pour accroître la productivité du travail sont suivis d'effet. *A fortiori*, si tous les oisifs volontaires devaient alors faire valoir *leur droit au travail*.]

Les droits des « dhimmis »

Dans son « offensive de charme », le chef de la communauté musulmane de France, tout en se déclarant partisan de *« l'amputation de la main du voleur »* (ce supplice pire que le délit), s'est montré assez charitable envers les dhimmis, chré*tiens et juifs, en leur offrant* la tolérance islamique *(le Monde* du 10 janvier 1986). Mais comment, donc, peut-on me tolérer chez moi ? Les dhimmis, assure-t-il, ont accès à tous les droits, sauf au titre d'imam. C'est méconnaître que l'islam, à mesure qu'il se renforce, traite la plupart des gens du Livre (1) de *« pervers »* (Coran, 3, 110 ; 5, 59) et les voue au feu de l'enfer (voir entre autres 2, 39). Dès l'émigration du Prophète à Médine en 622, le non-musulman est devenu un impur (9, 28), un impie (3,98 ; 9, 30), indigne de la convialité des musulmans (5, 51 ; 3, 28), condamné à l'humiliation (9, 29).

MAGDI SAMI ZAKI,
universitaire (Paris).

(1) Les juifs et les chrétiens.

L'Europe et la pizza

Je crois avoir compris que *le Monde* n'aime guère M. Berlusconi. Pour autant, il ne lui est pas permis de publier n'importe quelle insinuation (...) (de l'un de ses lecteurs) sans préciser que l'Europe existe, avec une liberté de circulation et d'établissement, et sans rappeler à M. Jean Vincent (*le Monde* du 21 janvier), que la pizza, hier plus cosmopolite qu'italienne, ne confère pas automatiquement la qualité de « ressortissant d'état membre ».

Norbert BASTON-OLSZAK
(Saverne, Bas-Rhin).

LU

« S'ADAPTER OU PÉRIR », d'Alvin Toffler

L'« adhocratie »

UN livre qui n'est pas comme les autres. Alvin Toffler a eu l'idée, cette fois, de proposer un texte « en partie double » – comme on dit en termes de comptabilité – composé d'un *rapport écrit à la demande* d'ATT (American Telephone and Telegraph Company) en 1972 dont chaque chapitre est précédé d'un commentaire qui actualise, juge, recadre la version originale, à laquelle l'auteur n'a apporté aucune retouche.

Entreprise fort intéressante pour plusieurs raisons. Bien avant qu'ATT ait dû, dans la vague de déréglementation américaine, éclater en sept *compagnies régionales* ayant chacune de nombreuses succursales, les dirigeants de la firme monolithique avaient bien senti que l'organisation devait être revue profondément. Et Alvin Toffler n'y avait pas été de main morte dans ses propositions. Ce rapport eut une sorte de vie souterraine pendant trois ans, puis servit de base à une discussion dans la maison qui prépara peu à peu les dirigeants à des changements d'importance. Ils ne pensaient tout de même pas que la barque allait être secouée à ce point-là.

L'adaptation au changement, *l' « adhocratie »*, comme dit Toffler, est devenu le secret des entreprises, quelle que soit leur taille. Envolés les préceptes d'hier, les stratégies linéaires. Il faut remonter aux années 50 pour que l'on sente en Amérique la nécessité de tourner le dos à la standardisation. Les années 60 marquent l'explosion de la demande de services en matière de communication. Les évolutions jointes à l'incertitude croissante de l'environnement conduisent à modifier les structures de l'organisation de *l'entreprise. C'est une nouvelle* génération de managers qui apparaît dans les années 70. Demain ? L'entreprise conduira un ensemble de structures très souples divisées en « modules » maintenus dans des « cadres », la firme étant liée à ses fournisseurs au sein d'une « constellation » fluctuante de sociétés, d'organismes et d'agences.

Comment appeler cette ère nouvelle ? Peu importe. Dans un premier temps, *Toffler parlait* de « superindustrialisme » *(le Choc du futur)*, puis il évoqua la fin de la civilisation industrielle *(la Troisième Vague)*, comme Daniel Bell avait, lui, parlé de la *société* postindustrielle.

Les *hésitations* sont caractéristiques : on entre dans une période où les mutations s'accélèrent, sans qu'on puisse lui trouver une *référence* aussi simple que celle de la vapeur, *de l'électricité, du pétrole, du* nucléaire. La communication ? Bon, mais si l'industrie a beaucoup moins de cheminées d'usines, pourquoi la diluer dans le champ sémantique puisque, aussi bien, il faudra toujours transformer des matières premières ou des semi-produits *même s'il s'agit d'enzymes ou* d'informations ?

PIERRE DROUIN.

★ Denoël, 211 p., 82 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
570 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
Société anonyme
des lecteurs du *Monde*,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.

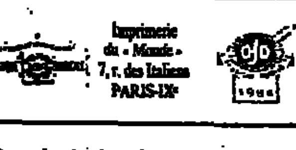
ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

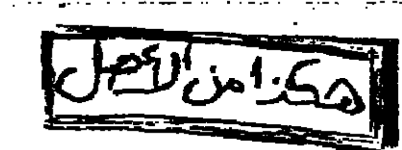

Imprimerie du « Monde » 7, r. des Italiens PARIS-IXe


Le Monde PUBLICITE S.A.
5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,50 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1,25 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,80 f. ; Yougoslavie, 110 nd.



étranger

La victoire des rebelles en Ouganda

Les troupes de M. Yoweri Museveni, chef de l'Armée nationale de résistance (NRA), ont pris le contrôle de Kampala samedi 25 janvier en fin d'après-midi, contraignant à la fuite les partisans du chef de l'Etat, le général Tito Okello. Ils se seraient regroupés à Jinja, la deuxième ville du pays, située à 80 kilomètres à l'est de la capitale. Selon de nombreux témoignages parvenus à Nairobi, le départ de l'armée « régulière » de Kampala s'est accompagné de meurtres, de viols et de pillages, commis par les soldats gouvernementaux à l'encontre de civils. Certains témoins, cités par les journaux kenyans, disent avoir vu des soldats égorger des habitants dans les rues, avant de prendre la fuite. Les citadins, qui s'étaient terrés chez eux depuis plusieurs jours par peur des troupes du général Okello, ont accueilli les vainqueurs par des manifestations d'allégresse. Les violents combats qui se sont déroulés pour la prise de la capitale auraient fait des centaines de morts, dont les corps jonchent les rues.

On ignore si le chef de l'Etat se trouve avec ses partisans, dans l'est du pays, ou si, comme l'indiquent certaines informations, il se serait réfugié au Kenya, en compagnie de son ministre de la défense, le colonel Wilson Toko. M. Museveni a proclamé dimanche soir la dissolution du conseil militaire au pouvoir, ainsi que celle du gouvernement, et la formation d'un Conseil national de la résistance, créé pour une période transitoire. Il a, d'autre part, annoncé son intention de mettre en place *« le plus tôt possible »* une nouvelle administration choisie *« sur une large base »*, à la suite de *« consultations avec d'autres secteurs politiques »*.

Dans ce message diffusé par la radio nationale, qui a recommencé à émettre après une interruption de deux jours, due, semble-t-il, à son sabotage par les partisans du général Okello, le chef de la NRA a offert un *« dialogue »* aux autres groupes armés représentés au sein de l'ex-conseil militaire. Il a également demandé aux fonctionnaires de rester à leurs postes et a décrété la suspension de toutes les transactions en devises. M. Museveni a, d'autre part, indiqué qu'il souhaitait que tous les habitants des *« zones récemment libérées »* – la NRA occupe maintenant l'ouest, le sud-ouest et la capitale – mettent en place des comités au niveau des villages, des comtés et des districts.

Demandant aux forces du président renversé de déposer les armes, il a assuré que six mille d'entre eux ont déjà fait leur soumission. Le chef de la NRA a solennellement averti la population que la prise de Kampala ne signifiait pas la fin de la guerre, soulignant que *« des milliers de soldats indisciplinés des précédents régimes criminels »* sont encore en liberté.

En occupant Kampala, la NRA, qui contrôle également l'aéroport d'Entebbe, situé à une trentaine de kilomètres du centre de la capitale, se voit poser d'importants problèmes logistiques. Les principaux axes routiers et ferroviaires permettant d'approvisionner la capitale passent en effet par le Kenya, puis par l'est du pays, région où sont regroupées les troupes du général Okello, notamment par Jinja, où passent la voie ferrée et la route qui relient Kampala au port kenyan de Mombasa, sur l'océan Indien. En outre, l'électricité de la capitale, comme celle de tout l'ouest du pays, passe également par Jinja en provenance de la centrale hydraulique d'Owen Falls. L'armée gouvernementale a donc toute latitude pour couper l'électricité dans la zone contrôlée par les maquisards de la NRA. La situation est la même pour l'eau, qui vient du lac Victoria. L'Ouganda importe enfin son carburant de la raffinerie de Mombasa. La NRA va très vite connaître un problème de ravitaillement en munitions après les violents combats de la semaine dernière.

L'Ouganda est aujourd'hui coupé en deux, la NRA contrôlant tout le territoire de Kampala jusqu'à la frontière ouest et sud-ouest, mais le conseil militaire du général Okello restant présent dans l'est et le nord du pays. – (AFP, Reuter, UPI.)

Une revanche attendue

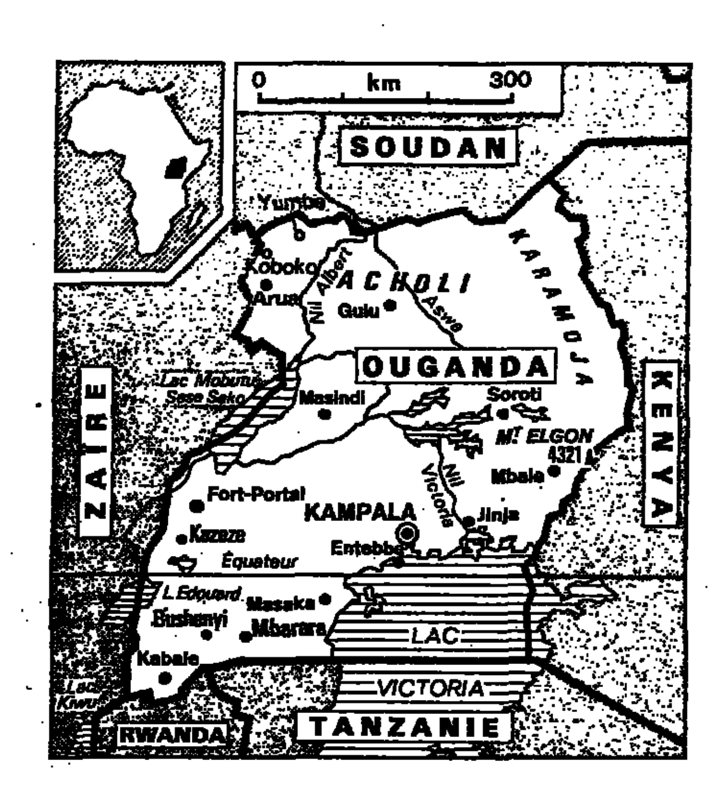
De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. – C'était il y a six mois, presque jour pour jour, le 27 juillet. Descendus du nord du pays en camions, les hommes du général Basilio Olara Okello entraient dans Kampala pour en chasser M. Milton Obote. Ce fut vite et bien fait, sans qu'un coup de feu soit tiré. L'adversaire s'était évanoui dans la nature. Le pouvoir était à prendre. Il l'a toujours été depuis lors, car les nouveaux maîtres – militaires cette fois – de l'Ouganda n'avaient pas assuré leur victoire. Beau joueur, M. Yoweri Museweni, le chef de l'Armée nationale de résistance (NRA) qui, pendant quatre ans et demi, avait conduit dans le « bush » une guerre d'usure contre le précédent régime, applaudit à son renversement. Très vite, cependant, il réagit à la prétention de l'équipe au pouvoir de s'attribuer les mérites d'une victoire qu'il estimait leur avoir apportée sur un plateau. Il prit ses distances vis-à-vis de ces anciens « compagnons de route » de Milton Obote et dénonça une simple *« révolution de palais »*, un *« changement de garde »*.

A l'évidence, le général Tito Okello et les siens commirent, dès le départ, l'erreur de traiter la NRA comme un groupe armé parmi d'autres, sans tenir compte de la part déterminante qu'elle avait prise dans l'effondrement du précédent régime. Mais les nouveaux maîtres de Kampala étaient probablement aussi prisonniers d'une alliance conclue avec les anciens soldats d'Idi Amin Dada, gens du Nord comme eux, qui cherchaient à profiter des événements pour sortir d'un isolement dans lequel ils avaient été confinés depuis la chute du dictateur.

Plus grave encore pour sa crédibilité : la nouvelle équipe au pouvoir se montra incapable de se faire obéir des troupes régulières, qui, comme par le passé, continuèrent à se livrer à toutes sortes de violences contre la population civile, alors que, dans le camp adverse, le mot d'ordre était à la discipline. *« Votre conduite rend la guerre contre la NRA beaucoup plus difficile à gagner »*, les avait avertis le général Basilio Okello, leur commandant en chef. Qu'avaient gagné en définitive les Ougandais à ce changement de régime, hormis la libération de plusieurs centaines de prisonniers politiques ? La sécurité des biens et des personnes n'était pas mieux garantie qu'avant le putsch du 27 juillet. Chacun avait fini par se rendre compte que le général Okello se maintenait artificiellement au pouvoir et que, d'autre part, la NRA passerait à l'action un jour ou l'autre.

Cette attente était si éprouvante pour les nerfs que les habitants de Kampala accordaient crédit à toutes les rumeurs qui circulaient en ville, au point de succomber à la panique. *« Ils* [la NRA] *arrivent ! » :* ce bruit suffisait à vider les rues de la ville. *« Qu'on en finisse une bonne fois pour toutes »*, souhaitaient beaucoup d'Ougandais, qui ajoutaient : *« Vivement demain qu'on y voie un peu plus clair. »*



La NRA ne semblait pas pressée de précipiter les choses, c'est-à-dire de s'emparer de la capitale, alors que celle-ci paraissait prête à tomber sans grande résistance. M. Museweni préférait se donner le temps de la réflexion et consolider ses positions dans l'ouest et le sud-ouest du pays en créant même, début novembre, dans ces zones libérées, une « administration provisoire ».

La comédie des négociations de paix

La comédie des négociations de paix, suspendues à plusieurs reprises, ne trompa personne. Il fallut toute l'insistance de M. Daniel Arap Moi, le chef de l'Etat kényan en quête d'un succès diplomatique, pour faire asseoir à la même table deux adversaires qui n'en avaient guère envie, se suspectant mutuellement des pires arrière-pensées, non sans raison.

Et pourtant, l'*« accord de paix »* fut signé le 17 décembre dernier, permettant à M. Arap Moi de sauver les apparences. Les « durs » de la NRA n'étaient, à l'évidence, pas prêts à en respecter les clauses. Le général Okello avait dû lâcher beaucoup de lest, au point de faire de M. Museweni le numéro deux du régime, au grand dam de ceux qui, au sein de son équipe, voyaient ainsi le loup entrer dans la bergerie.

Les « loups » sont maintenant entrés dans Kampala. S'il parvient au faîte du pouvoir, M. Museweni devra, nécessairement, pour s'y maintenir, le partager avec les autres « tombeurs » de M. Obote. Il ne semble pas que l'Ouganda puisse être gouvernable autrement. Le chef de la NRA, qui n'a pas, à première vue, le profil d'un homme de compromis, réussira-t-il à refaire l'unité d'un pays malade du tribalisme, à éviter que sa victoire ne se présente comme une revanche tant attendue du Sud contre le Nord ?

JACQUES DE BARRIN.

Yoweri Museveni : vétéran politique à quarante ans

Déjà presque un vétéran politique à quarante ans, M. Yoweri Museveni a joué l'un des tout premiers rôles sur la scène politique ougandaise depuis une quinzaine d'années. Depuis plus de quatre ans, ce diplômé de sciences politiques et d'économie (université de Dar-Es-Salaam) se consacre à la lutte armée contre le régime de Kampala, à la tête de l'Armée nationale de résistance (NRA), mouvement fondé au début de 1981, après les élections générales qui avaient vu le retour au pouvoir de M. Milton Obote. M. Museveni, selon qui ces élections avaient été truquées, avait alors pris le maquis avec une poignée de partisans.

Né en 1944 ou 1945 à Ntugamu, dans le sud-ouest du pays, membre de la tribu banyankole, Yoweri Museveni fait des études supérieures en Tanzanie, de 1966 à 1970. A cette époque, impressionné par la lutte du mouvement indépendantiste mozambicain FRELIMO contre les forces portugaises, il se rend dans les « zones libérées » du Mozambique, et y noue des amitiés qui lui seront utiles plus tard. A son retour en Ouganda, il occupe quelque temps un poste dans le cabinet du président Obote, avant que celui-ci soit renversé par son chef d'état-major Idi Amin Dada, en janvier 1971. Revenu en Tanzanie, il prend part à la tentative infructueuse de renversement d'Amin Dada fomentée par les exilés ougandais. C'est vers cette époque qu'il se détachera de M. Obote, qu'il juge trop modéré.

Le Mozambique devenu indépendant, grâce à ses contacts avec le FRELIMO, il y fait entraîner ses hommes et crée son Front de salut national (FRONOSA). Son mouvement, fort de neuf mille hommes, rejoint ceux qui, à l'intérieur ou à l'extérieur de l'Ouganda, participeront au renversement d'Amin Dada, avec l'aide de la Tanzanie, en avril 1979. Ministre de la défense dans le gouvernement du président Yusuf Lule, il perd son portefeuille lorsque M. Godfrey Binaisa accède au pouvoir, mais devient par la suite vice-président de la puissante commission militaire.

Réputé pour sa détermination et sa ténacité, M. Yoweri Museveni insiste depuis longtemps sur la nécessité d'une réforme radicale des forces armées ougandaises. Pour lui, les conflits sanglants et l'instabilité chronique que connaît l'Ouganda depuis son indépendance sont dus à la présence de *« mauvais éléments »* dans les forces armées. Depuis la mort, début 1985, de l'ancien président Yusuf Lule, le chef de la NRA assume également la présidence de l'aile politique du mouvement, le Mouvement national de résistance.

L. Z.

Un épisode dans une débâcle

(Suite de la première page.)

Il est vrai que les Britanniques avaient eux-mêmes introduit le ver dans le fruit en recrutant dans les rangs de leurs King's African Rifles des éléments pris dans les ethnies marginales, mais guerrières, de la frontière soudanaise, comme les Kwakwa une petite tribu islamisée à laquelle appartenait Idi Amin, boxeur de talent et illettré, *« le type de matière grise que les officiers britanniques aiment voir dans leurs rangs »*, ainsi que le souligneront plusieurs rapports militaires.

Mais dans les indépendances bâclées, les « sous-off de la coloniale » sont vite promus officiers, puis chefs d'état-major. Dans des Etats qui se sont voulus modernes, mais qui sont faibles et où les équilibres sont précaires, le contrôle des mitraillettes en fait alors des arbitres ou des redresseurs de torts. L'Ouganda n'a pas échappé à la règle.

Acclamé comme un « libérateur » par une foule naïve, Idi Amin a pu gouverner à sa guise, semant la terreur, jouant ses protecteurs libyens contre ses adversaires tanzaniens, éliminant les élites et désorganisant son pays. Son éviction du pouvoir fut à coup sûr populaire.

Mais comment oublier que l'ancien président de la Tanzanie, M. Nyerere, rival juré du maréchal ougandais, en fut l'artisan et que les troupes tanzaniennes ramenèrent avec elles Milton Obote, revanchard vieilli avant l'heure, qui reprit le pouvoir au bout de deux ans ? Idi Amin, réfugié en Libye avant de s'installer en Arabie saoudite, où il vit aujourd'hui, laissait derrière lui un pays exsangue et brisé.

Il n'y a pas eu de miracle. L'Ouganda a versé dans l'anarchie, sa police et son armée ressemblant fort, même après le renversement de Milton Obote, à des bandes de kondos – les bandits armés de l'ancien régime. Les hommes en uniforme malmenèrent les populations, suscitant ici et là des révoltes armées, comme celle de la NRA, qui a fini par prendre Kampala le week-end dernier et y former son gouvernement.

Depuis longtemps, la population de ce pays sans administration – une quinzaine de millions d'habitants – s'est habituée à se replier sur ses provinces, dans une sorte de semi-autarcie que permet la richesse des sols, notamment dans la région des lacs.

Faire taire peurs et rancœurs

Qui se souvient encore que l'Ouganda abrite Makerere, l'ancienne grande université de l'Afrique orientale, où firent leurs études – et enseignèrent – des hommes de tout premier plan tels le poète ougandais Okot P'Bitek et le romancier kenyan Ngugi Wa Thiong'o ? Qui se souvient que ce pays de vertes collines suspendues à 1 000 mètres d'altitude à la hauteur de l'équateur avait eu la chance de ne pas connaître les formes extrêmes de l'exploitation coloniale et n'avait donc pas été acculé à un nationalisme agressif ?

Tout cela n'a servi à rien. Aujourd'hui, l'une des factions a pris à son tour le dessus, mais il lui faudra autre chose que des bonnes paroles et l'affiche d'un programme alléchant pour faire taire peurs et rancœurs. Une fois de plus, les vivats de la foule resteront sans échos si les nouveaux maîtres de Kampala ne parviennent pas à se faire respecter, et d'abord par leurs propres troupes.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Lesotho

Levée du blocus économique de Pretoria

De notre correspondant en Afrique australe

Johannesburg. – Le blocus économique du Lesotho imposé depuis le 1er janvier par l'Afrique du Sud a été levé, samedi 25 janvier, quelques heures après l'expulsion de cinquante-sept militants de l'ANC (Congrès national aficain) vers Lusaka (Zambie). La levée de ces sanctions, qualifiées par Pretoria de *« mesures de sécurité renforcées »* et qui ont largement contribué au coup d'Etat du 20 janvier, a été annoncée par M. « Pik » Botha, ministre des affaires étrangères. Dans un communiqué, celui-ci a déclaré que *« les deux gouvernements étaient tombés d'accord sur le principe qu'aucune des parties ne permettrait que son territoire soit utilisé pour la préparation et l'exécution d'actions de violence et de terreur, et que toutes les mesures seraient prises par les deux gouvernements pour s'assurer que ce principe soit effectivement respecté »*.

La première de ces mesures a donc été l'expulsion de cinquante-sept membres de l'ANC, qui, lors du survol du territoire sud-africain, ont craint à tout moment que leur avion ne soit abattu. Bien qu'aucun accord formel n'eût été signé par les deux Etats, l'« entente cordiale » entre les deux nations a été rétablie au prix de l'évacuation de Maseru des réfugié de l'ANC, dont le nombre n'est pas connu avec précision. Trente autres sympathisans se sont également envolés samedi vers Nairobi pour se rendre ensuite en Tanzanie.

M. « Pik » Botha a aussi adressé samedi un sévère avertissement aux autorités du Botswana, leur indiquant que *« la route d'infiltration devait être fermée, sinon l'armée prendrait des mesures appropriées »*. C'est la deuxième fois en moins d'un mois qu'une telle menace est proférée. La première le fut après l'explosion d'une mine, le 4 janvier, à proximité de la frontière du Botswana, au cours de laquelle deux fermiers blancs avaient été tués. Le 14 juin dernier, l'Afrique du Sud avait lancé un raid sur Gaborone et « exécuté » douze membres présumés de l'ANC.

M. B.-R.

République sud-africaine

● *Winnie Mandela reçoit le prix Kennedy des droits de l'homme.* – L'épouse du président de l'ANC emprisonné, M. Nelson Mandela, a reçu, vendredi 24 janvier, le prix Kennedy pour 1985. Mme Mandela est colauréate de ce prix, qui couronne une action en faveur des droits de l'homme, avec deux autres militants anti-apartheid, le pasteur Alan Boesak, président du Conseil mondial des Eglises réformées, et M. Beyers Naude, secrétaire général du Conseil sud-africain des Eglises. La remise du prix – un buste de Robert Kennedy et une somme d'argent d'un montant non révélé – s'est effectuée dans un hôtel de la banlieue blanche de Standton, au nord de Johannesburg. – *(AFP.)*

EUROPE

Portugal

Le second tour de l'élection présidentielle opposera M. Soares à M. Freitas do Amaral

Le premier tour de l'élection présidentielle qui s'est déroulé le dimanche 26 janvier au Portugal, n'a donné la majorité absolue à aucun des quatre candidats. Un second tour opposera donc, le 16 février, le candidat conservateur, M. Freitas do Amaral, arrivé en tête, à l'ancien premier ministre socialiste, M. Mario Soares.

De notre correspondant

Lisbonne. – Euphorie chez les supporters de M. Freitas do Amaral. A l'annonce des premiers résultats, les grandes avenues de Lisbonne ont été envahies par des groupes de jeunes gens en liesse qui, brandissant les drapeaux du CDS (Centre démocratique et social) et du PSD (Parti social-démocrate), célébraient par anticipation la victoire de leur leader. Pour eux, pas de doute : ayant recueilli plus de 46 % des suffrages, M. Amaral sera élu au deuxième tour président de la République.

Moins exubérants, les socialistes ne cachaient pourtant pas leur joie : M. Mario Soares venait de gagner la première bataille. Celle qu'il a livrée contre les autres candidats de la gauche. Avec 25,5 % des voix exprimées, il devance de 5 % M. Zenha, soutenu par les communistes et le PRD (Parti rénovation démocratique), alors que Mme Pintasilgo, véritable outsider de cette élection présidentielle, a enregistré le score modeste de 7,4 %.

La campagne « à l'américaine » menée par M. Freitas do Amaral a porté ses fruits. Par rapport aux législatives d'octobre, le dirigeant démocrate-chrétien améliore de six points le résultat obtenu alors par les deux partis qui soutenaient sa candidature. Son succès a été particulièrement net dans les départements ruraux du nord du pays : 59 % à Viana-do-Castelo, 64 % à Vila-Real, 66 % à Viseu et à Bragança. Il obtient, d'autre part, 40 % des suffrages à Lisbonne et 45 % à Porto.

On attendait mieux de la candidature de Mme Pintasilgo, qui pendant plusieurs mois avait figuré en tête de tous les sondages. Successivement désavouée par le général Eanes, par le PRD et par le PCP, elle a néanmoins déclenché une vague d'enthousiasme dans le pays. *« Votez avec le cœur », « décidez par vous-même »*, lisait-on sur ses autocollants. Mais l'adhésion populaire n'a pas été confirmée le jour du vote. La logique des partis l'a finalement emporté.

Tous les observateurs considéraient que la chute de Mme Pintasilgo favoriserait inévitablement l'autre candidat qui se réclamait de la même inspiration politique, c'est-à-dire M. Salgado Zenha. Le scrutin de dimanche montre pourtant que M. Mario Soares en a lui aussi bénéficié.

Sans avoir atteint son objectif principal, celui d'écarter M. Soares, le Parti communiste ne sort pas battu. L'écrasante majorité de son électorat a en effet suivi la consigne donnée par le comité central de voter pour M. Zenha. A Setubal, à Evora et à Beja, bastions du PCP situés dans la région de la réforme agraire, M. Zenha recueille respectivement 45,3 %, 52,7 % et 54,8 % des votes.

La remontée du PS

Au début, la tâche du PCP semblait pourtant difficile. Il fallait surmonter l'obstacle posé par le « phénomène Pintasilgo » et surtout faire oublier le rôle joué dans le passé par M. Zenha, un des meneurs de la croisade anticommuniste de 1975. Patiemment, les amis de M. Cunhal ont fait le tour des cellules du parti pour expliquer aux militants que M. Zenha ayant reçu l'appui explicite du général Eanes, il était le seul candidat susceptible de battre les « représentants de la droite ». Ce même argument a été maintes fois développé à la radio et à la télévision. Mais le résultat d'un tel engagement s'est révélé contradictoire : les militants communistes ont répondu à l'appel ; en revanche, d'éventuels électeurs modérés de M. Zenha ont pris la clé des champs.

Aussi les rénovateurs démocratiques apparaissent-ils comme les grands vaincus de la consultation. L'optimisme sans doute exagéré manifesté par les amis du général Eanes au lendemain des élections législatives d'octobre avait déjà été refroidi par les résultats médiocres obtenus lors des municipales de décembre. L'heure est désormais à la réflexion. Certains considèrent que le parti, n'ayant pas consolidé ses structures ni approfondi son projet politique, risque de se pulvériser. On spécule d'autre part sur les intentions du général Eanes : assumera-t-il, après avoir terminé son mandat présidentiel, la direction du PRD ? Prendra-t-il ses distances à l'égard d'une formation politique dont l'avenir paraît déjà quelque peu compromis ?

« Le PRD n'a été qu'un épiphénomène », soulignent de leur côté les dirigeants du PS. Statistiques à l'appui, ils expliquaient dimanche soir qu'une partie importante des socialistes, naguère déçus par l'expérience gouvernementale de M. Soares et séduits par les promesses « eanistes », étaient revenus à leur parti.

Pour les stratèges de la campagne de M. Soares, tout n'est pas encore perdu. La remontée du PS est à leurs yeux un fait indéniable. Le pourcentage d'abstentions relativement élevé (24,4 % contre 15,6 % à la présidentielle de 1980) aurait atteint en particulier l'électorat découragé par les divisions.

Enfin, arithmétiquement du moins, la gauche reste majoritaire. Sans perdre de temps, M. Zenha et Mme Pintasilgo ont déjà appelé à voter pour M. Soares. Au quartier général socialiste, on assure que le PCP sera contraint d'en faire autant. *« A partir de ce moment,* a dit M. Soares dans une brève communication à la presse, *je suis le seul candidat des forces progressistes, le seul représentant des pauvres, des humbles de ce pays. »*

JOSÉ REBELO.

La minutieuse « mise en scène » du candidat conservateur

De notre envoyé spécial

Lisbonne. – Comment transformer un professeur d'université plutôt terne, dépourvu de charisme personnel, au physique très quelconque de quinquagénaire empâté, en un gagneur ? Jusqu'à cette campagne présidentielle M. Freitas Do Amaral était un politicien fort ordinaire n'ayant ni le métier de M. Mario Soarès, ni l'épaisseur historique du secrétaire général du PC, M. Alvaro Cunhal, ni même la chaleur affective, communicative de Mme Pintasilgo. L'accoucheur du *« nouveau Freitas Do Amaral »*, qui « pèse » maintenant 46 % de l'électorat portugais, s'appelle Daniel Proença de Carvalho. Ancien ministre de l'information du gouvernement de M. Sa Carneiro, il mit en scène plutôt qu'il n'organisa *la campagne du candidat* conservateur.

Il s'agissait d'abord de « lisser » le personnage, d'en gommer toutes les aspérités, presque de l'aseptiser. Il fallait en faire un *candidat acceptable par tous et* non pas simplement le porte-parole d'une droite portugaise agressive et revancharde. L'affaire a failli mal tourner lors d'une réunion publique dans le nord du pays, lorsque le mandataire local du candidat commit l'énorme lapsus de lui donner la parole en l'appelant : *« Le professeur Oliveira Salazar ! »*

Mais l'incident fut vite oublié et la campagne de M. Freitas Do Amaral se poursuivit dans des bains de foules enthousiastes.

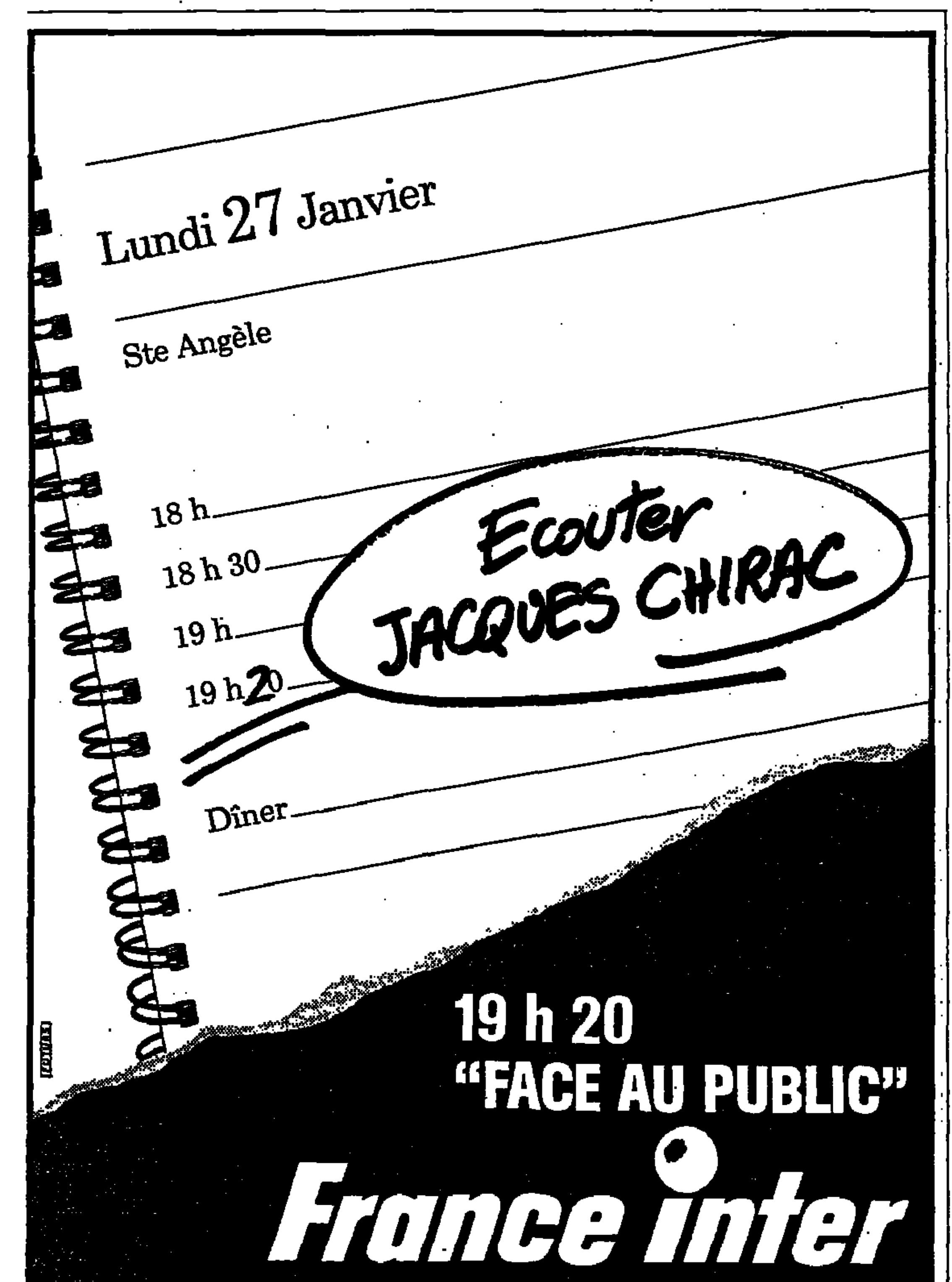
Les observateurs de ce premier tour de l'élection présidentielle n'ont pu qu'être frappés par le nombre de jeunes, en particulier de lycéens, qui se sont donnés sans compter pour assurer le *succès de ce candidat.* Jeunes gens et jeunes filles parcourant les rues de Lisbonne dans des automobiles sonorisées, assommant les passants d'un « tube », composé tout exprès pour la campagne, *intitulé : En avant Portugal...* Lorsqu'on l'a entendu, il ne vous lâche plus de la journée, on se prend même à le fredonner sans y prendre garde.

Cet engagement d'une partie *de la jeunesse en faveur de* M. Freitas Do Amaral a été, lui aussi, soigneusement programmé. Des projections ininterrompues de clips vidéo américains dans les permanences électorales ont attiré les jeunes lycéens sortis de cours. Une fois le spectacle terminé, les affiches étaient collées et les tracts distribués dans une ambiance sympathique et décontractée.

Le contenu du discours de M. Freitas Do Amaral enfin se distingue de celui de ses concurrents *par l'originalité du message.* Alors que, comme le veut la tradition, les autres candidats déclinaient sur tous les tons : *« Je suis le meilleur, votez pour moi »,* M. Freitas Do Amaral disait en *substance* : vous êtes les plus beaux, et si vous m'élisez, nous serons encore plus beaux ensemble !

Ainsi s'est-il payé le luxe de n'utiliser lors de sa dernière *adresse télévisée aux électeurs* que quatre des dix minutes accordées à chacun des candidats. Le reste du temps on voyait sur l'écran un simple carton : *« Meilleurs vœux au Portugal ! Diogo Freitas Do Amaral. »* Du grand art !

LUC ROSENZWEIG



Tchécoslovaquie

● *Le prix Jan Palach.* – Le prix Jan Palach, du nom de l'étudiant tchèque qui s'était immolé par le feu le 16 janvier 1969 pour protester contre l'occupation de son pays par l'armée rouge, a été décerné pour 1985 à l'écrivain Josef Vohryzek, interdit de publication à Prague, a annoncé le Comité international pour le soutien de la Charte 77 en Tchécoslovaquie. Le Comité veut récompenser Josef Vohryzek pour *« l'ensemble de son œuvre et pour son inlassable dévouement dans le domaine des publications en* « samizdat ».

URSS

● *Un « refuznik » condamné à quatre ans de camp.* – Un médecin géorgien qui cherche à quitter l'URSS, M. Edouard Gudava, a été condamné lundi 20 janvier, à Tbilissi, à quatre ans de camp à régime sévère pour « houliganisme criminel ». M. Gudava avait été arrêté en novembre dernier après avoir suspendu au balcon de son appartement une pancarte accusant le KGB de harceler sa famille. Son frère Tenguiz a lui-même été arrêté en mai dernier. – *(UPI, AFP.)*

ASIE

Inde

Les extrémistes sikhs défient New-Delhi

(Suite de la première page.)

Des jeunes en majorité, sabre au clair et turban safran – la couleur du « sacrifice », – le symbole de la réouverture des hostilités.

En quelques heures, les bellicistes ont quasiment réduit à néant les efforts de paix entrepris depuis un an par le premier ministre indien et les sikhs modérés du Pendjab.

Les armes à feu ont refait leur apparition dans le saint des saints, et des troupes paramilitaires ont repris position autour du complexe religieux. Une nouvelle opération de police à l'intérieur du temple n'est pas à exclure.

Deux groupes, fidèles à la mémoire de Bhindrawale, le grand prêtre extrémiste tué avec plusieurs centaines de ses partisans, il y a deux ans, conduisent la révolte. Il s'agit de la faction autonomiste de la Fédération des étudiants sikhs (AISSF) et du Damdami Taksal, le « séminaire », le « couvent » dont Bhindrawale était en *quelque sorte le « père supérieur ».* Ils sont soutenus par Baba Joginder Singh, le propre père du « prêtre fou » disparu, qui dirige à soixante-dix-huit ans une petite organisation en perte de vitesse parce que jugée *« trop molle »* par les séparatistes.

Après avoir qualifié les dignitaires modérés de *« traîtres à la cause sikh »*, les extrémistes ont fait huer les noms d'une quinzaine de personnalités hindoues, militaires, politiques et journalistiques, jugées hostiles à leur communauté et dont il faudra désormais renforcer la protection. A propos des trois sikhs – dont deux policiers et un fonctionnaire civil – condamnés la semaine dernière à la peine de mort pour l'assassinat d'Indira Gandhi, les extrémistes ont fait savoir que s'ils étaient pendus, ils deviendraient des *« martyrs »*, et qu'une *« réponse appropriée »* serait apportée à leur *« sacrifice ».*

La parole donnée

Le coup d'Etat religieux qui a eu lieu peu après s'est déroulé en deux temps. Première phase : sous prétexte de lancer l'opération « reconstruction » du siège temporel de l'autorité sikh (1), les extrémistes ont convoqué un *sarbat khalsa,* une grande congrégation religieuse comme il n'y en a pas eu depuis deux siècles. Théoriquement, seul le *sarbat* est autorisé à réformer l'organisation hiérarchique de la secte.

Deuxième temps : encouragés par les vociférations des spectateurs, trois représentants du « Damdami Taksal » assènent des coups de marteau symboliques sur le balcon du bâtiment sacré. La « sainte démolition » commence et se poursuivra lundi, des volontaires, armés de masses et de marteaux, s'attaquant alors au monument qui avait été reconstruit sans l'accord des autorités religieuses après les graves dommages subis en 1984. Puis un porte-parole annonce au public les décisions prises par la congrégation (en fait, seules quelques dizaines d'extrémistes ont participé à la rédaction du document).

En cinq minutes, le tout-puissant comité de gestion des temples (SGPC), contrôlé par les modérés du Parti Akali Dal, est dissous, les cinq « prêtres suprêmes » de la religion sont démis de leurs fonctions et remplacés au pied levé par des hommes moins susceptibles de *« collaboration avec le pouvoir hindou »*. Parmi eux, un neveu de Bhindrawale, actuellement en prison. Le pronunciamento religieux est consommé. Mais la bataille est loin d'être terminée car les autorités religieuses légitimes de la secte (élues il y a sept ans) refusent leur mise à l'écart. Une assemblée extraordinaire du SGPC qu'on appelle aussi le « Parlement des sikhs » a été convoquée pour mardi 28 janvier. *« Ridicule »*, dira l'un de ses dirigeants, *le* sarbat khalsa *ne peut être convoqué que par nous. Si on les laisse faire, demain ces gens vont carrément dissoudre le gouvernement du Pendjab. »*

Et, de fait, jamais depuis sa victoire électorale ; fin septembre, l'avenir du gouvernement de l'Akali Dal n'avait paru aussi compromis. M. Rajiv Gandhi et les électeurs pendjabistes, qui espéraient qu'un gouvernement légal dominé par les sikhs ramènerait la paix dans la région, découvrent cent jours après qu'il n'en est rien. Après une courte période d'accalmie, les attentats ont repris au rythme de deux ou trois morts par jour et, depuis une semaine, les extrémistes tiennent à nouveau le haut du pavé dans la ville sainte du sikhisme.

La journée de dimanche, qui devait être celle de la fête et des réjouissances – la République indienne a célébré son trente-sixième anniversaire par des défilés militaro-culturels sans innovations – a *sans doute été pour toute* l'Inde du Nord la plus pénible et la plus dangereuse depuis longtemps. Des milliers de policiers dans les rues de la capitale et sur les routes du Pendjab et de l'Haryana ; tous les trains entre les deux régions (l'une à majorité sikh, l'autre essentiellement hindoue) suspendus ; une surveillance sans précédent dans tous les grands aéroports.

La première secousse a eu lieu samedi. Une commission spéciale constituée dans l'idée de régler une fois pour toutes la délicate question de l'attibution de Chandigarh (capitale commune au Pendjab et à l'Haryana) au seul Pendjab annonçait son échec. Les quatre-vingt-trois villages qui devaient être alloués à l'Haryana pour compenser la perte de sa « demi-capitale » resteront, jusqu'à nouvel ordre, sous administration pendjabiste. L'échange « historique » n'a pas eu lieu, et le premier ministre, qui l'avait pourtant solennellement promis, a raté son rendez-vous avec les sikhs. Pire *sans doute* : le manquement à la parole donnée a placé le gouvernement sikh modéré du Pendjab dans une situation tout à fait périlleuse face aux extrémistes.

La question du transfert de Chandigarh a non seulement été le prétexte numéro un à la révolte sikh de ces trois dernières années, mais elle est évidemment l'élément-clé de l'accord du 15 août qui avait permis le retour à une certaine paix civile et la tenue d'élections au Pendjab.

Certes, tout n'est pas perdu, affirme-t-on à New-Delhi. L'accord du *15* août prévoit en effet que les villages du Pendjab à prédominance linguistique hindie (par opposition au pendjabie parlé par les sikhs) ne pourront être rattachés à l'Haryana que s'ils lui sont contigus. Or les quatre-vingt-trois localités réclamées par cet Etat lui sont géographiquement séparés par un village sikh (Kandukhara) de langue pendjabie, aux confins occidentaux des deux régions.

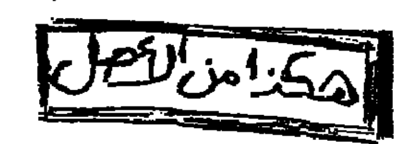
M. Barnala, chef du gouvernement sikh du Pendjab, propose à son collège haryanais (et hindou) de lui donner en échange d'autres villages à l'est du Pendjab, mais celui-ci refuse. M. Bhajanlal, qui tient à ses quatre-vingt-trois villages – situés dans une riche région cotonnière, – suggère au contraire à son homologue sikh de lui abandonner Khandukhara en échange de quoi il lui offrira quatre autres localités, qu'il reste à trouver. M. Barnala rejetait encore, lundi matin, ce compromis. *« Le transfert de Khandukhara n'est pas négociable »*, ajoutait-il, tandis que, de son côté, le chef de l'Haryana promettait à ses administrés que, *« en aucun cas, Chandigarh ne sera abandonnée si nous n'avons pas ces quatre-vingt-trois villages ».* Dangereuses empoignades en perspective...

PATRICE CLAUDE.

(1) L'Akal Thakt, situé à 100 mètres du Temple d'or proprement dit, avait été en partie détruit par l'armée au cours de l'assaut de juin 1984. Il avait été reconstruit en un temps record avec des fonds publics, sur ordre d'Indira Gandhi, qui craignait à juste titre la réaction des sikhs moyens. Mais les autorités de la secte s'étaient juré de redémolir le bâtiment pour le rebâtir dans les règles à l'aide de bras et de fonds « purs », c'est-à-dire sikhs. Suite à une partie de bras de fer entre les modérés et les extrémistes, ce sont des « grands prêtres » du séminaire de feu Bhindrawale qui furent désignés pour diriger les « saints travaux ».

Cambodge

● *Incident à la frontière thaïlandaise.* – Trois soldats thaïlandais ont été tués et trois autres blessés dans un affrontement, vendredi 24 janvier, avec des soldats vietnamiens à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, a-t-on appris dimanche de source militaire thaïlandaise. L'affrontement a duré près de deux heures, ponctué de tirs à l'arme lourde, et les soldats vietnamiens, qui étaient entrés en territoire thaïlandais, ont été contraints de battre en retraite, précise le communiqué militaire thaïlandais. Aucune information n'a été fournie sur les pertes dans les rangs vietnamiens. Cet incident frontalier est intervenu au lendemain du bombardement par les troupes vietnamiennes d'une base navale thaïlandaise, à l'extrême sud-est, au cours duquel quatre marins thaïs ont été tués et trois autres blessés. – *(AFP.)*



PROCHE-ORIENT

LES NÉGOCIATIONS DE PAIX

« On ne peut pas parler de progrès »

estime M. Shimon Pérès

Le premier ministre israélien, M. Shimon Pérès, a entamé, ce lundi 27 janvier, une visite de trois jours en RFA, dernière étape d'un voyage européen qui l'a déjà conduit en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. Durant son séjour en RFA, le premier ministre doit, notamment, se rendre sur le site du camp de concentration de Bergen-Belsen et s'entretenir, à deux reprises, à Bonn, avec le chancelier Helmut Kohl. M. Pérès a profité de son passage à Londres pour rencontrer à plusieurs reprises le secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Proche-Orient, M. Richard Murphy, en visite dans la capitale britannique. Il a cependant estimé qu'il n'était pas en mesure, à la suite de ces entretiens, de *« faire état de progrès concrets »* quant à d'éventuelles négociations de paix dans la région. Dans une déclaration publiée dimanche par le *Jerusalem Post*, et faite peu avant son départ de Londres pour Bonn, M. Pérès souligne qu'*« il existe une énorme quantité de détails techniques à préparer très soigneusement et que nous mettons au point »*. *« On ne peut donc parler de progrès,* poursuit-il, *mais* [seulement] *de comparaison attentive entre les positions d'Israël, de la Jordanie et celles des Etats-Unis. »*

Les entretiens Hussein-Arafat

Le roi Hussein de Jordanie, a estimé M. Pérès, *« se rend compte que les délais dont il a disposé à ce jour sont en train de s'épuiser et qu'il doit très rapidement décider de négocier avec Israël, même si l'OLP et la Syrie refusent de se joindre à lui (...). Nul doute qu'il s'agira d'une décision historique »*.

Cette question a été au centre des deux entretiens qu'ont eus, dimanche à Amman, le roi Hussein et le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat. Le souverain jordanien demande à l'OLP qu'elle reconnaisse publiquement les résolutions 242 et 338 de l'ONU sur le conflit du Proche-Orient (qui valent reconnaissance implicite d'Israël).

C'est à cette seule condition que les Etats-Unis accepteraient que des membres de l'OLP fassent partie d'une délégation jordano-palestinienne chargée d'entamer des pourparlers de paix. A plusieurs reprises, et pas plus tard encore que la semaine dernière, la centrale palestinienne a fait savoir qu'elle ne concéderait ce geste qu'à la condition d'obtenir, en échange, la reconnaissance du droit des Palestiniens à l'autodétermination.

Plusieurs personnalités palestiniennes modérées, susceptibles de faire partie d'une éventuelle délégation jordano-palestinienne, se trouvent aussi actuellement à Amman, de même que deux assistants de M. Murphy, MM. Rocky Sudders et Watt Cluverius. – *(AFP, Reuter.)*

MINISTRE ISRAÉLIEN SANS PORTEFEUILLE

M. Weizman a tenté de débloquer au Caire les négociations sur l'enclave de Taba

De notre correspondant

Jérusalem. – M. Ezer Weizman, ministre israélien sans portefeuille et *« grand ami »* de l'Egypte, devait regagner Tel-Aviv ce lundi soir 27 janvier après un voyage surprise de deux jours au Caire. Accompagné de M. Avraham Tamir, directeur général de la présidence du conseil, M. Weizman a eu dimanche un premier entretien d'une heure et demie avec le président Moubarak et le ministre égyptien des affaires étrangères, M. Esmet Abdel Maguid. Une seconde rencontre était prévue pour lundi.

M. Weizman s'est fixé pour principal objectif, indique-t-on dans son entourage à Jérusalem, de convaincre le président Moubarak d'accepter le principe d'une rencontre avec M. Shimon Pérès *« dans un très proche avenir »*. L'Egypte a récemment fait savoir qu'un tel entretien au sommet ne pourrait avoir lieu avant la signature du compromis concernant le règlement par arbitrage du litige frontalier de Taba. Or les négociations à ce sujet pourraient bien prendre encore plusieurs mois.

Une marge de manœuvre étroite

MM. Pérès et Weizman craignent qu'en attendant les rapports égypto-israéliens ne continuent de se détériorer. Le récent refus du Caire de transmettre à Jérusalem un rapport circonstancié sur l'assassinat début octobre de sept touristes israéliens dans le Sinaï n'a pu que renforcer leurs craintes. D'où leur souci de porter un coup d'arrêt à une telle évolution par une initiative spectaculaire. M. Weizman a donc saisi l'occasion d'une invitation adressée par le chef de l'Etat égyptien.

Le secret du voyage a été bien gardé. Parmi les ministres, seuls MM. Pérès, Rabin et Shamir étaient dans la confidence. Compte tenu de la mésentente notoire entre MM. Weizman et Shamir et de la méfiance du second envers l'*« activisme »* diplomatique du premier, il est à noter que, cette fois, le chef du Likoud a soutenu et même encouragé le projet de voyage. Estimerait-il que la démarche de M. Weizman est vouée à l'échec ?

Rien ne prouve, il est vrai, que le président égyptien soit prêt à faire une geste envers les travaillistes. Sa marge de manœuvre semble trop étroite sur le plan intérieur pour qu'il puisse se permettre de faire des concessions à Israël, du moins pas avant d'avoir réglé à son avantage la querelle de Taba. Là réside le danger pour M. Pérès. Car si son ministre rentre bredouille du Caire, le chef du gouvernement sera tenu pour comptable de ce pas de clerc.

J.-P. LANGELLIER.

YÉMEN DU SUD

La situation redevient normale à Aden, mais le président évincé regroupe ses forces en province

Le retour à la normale au Yémen du Sud s'est confirmé dimanche 26 janvier à Aden où, selon la radio officielle, le conseil des ministres a tenu sa première réunion depuis le coup de force du 13 janvier, sous la présidence du président provisoire du Yémen du Sud et premier ministre, M. Haydar Abou Bakr el Attas, rentré de Moscou samedi. Toutefois, selon l'agence d'information du Golfe, GNA, des poches de résistance subsisteraient à la périphérie d'Aden, où les dégâts sont *« indescriptibles »*, selon le correspondant de l'AFP dans la capitale sud-yéménite. On ignore tout de la situation dans les cinq autres gouvernorats du pays, mais, selon des informations rapportées par les journaux du Golfe, les partisans du président Ali Nasser se regrouperaient dans la province d'Abyan en vue d'une contre-attaque.

La première réunion du gouvernement sud-yéménite a été principalement consacrée, selon Radio-Aden, à l'examen des mesures de reconstruction à prendre après les combats acharnés de blindés et les bombardements de l'aviation qui ont ravagé le quartier de Tawahi, dans la région du port et celui de Khomaksar, où se trouvent les ambassades. La radio officielle n'a pas nommé les participants à cette réunion et l'on ignore toujours quels sont les ministres du gouvernement Ali Nasser demeurant en fonctions. Radio-Aden s'est bornée à indiquer que le ministre de l'habitat, M. Fadel Mohsen a été désigné par le gouvernement à la tête d'un comité chargé de la reconstruction. M. Mohsen avait regagné Aden samedi venant de Moscou en compagnie du premier ministre et du ministre des affaires étrangères, M. Abdel Aziz el Dali.

L'incinération des milliers de victimes des combats a débuté dimanche à Aden où leS bulldozers déblayaient les rues encombrées de chars et de véhicules incendiés. Les banques et les écoles demeuraient fermées, mais l'eau et l'électricité ont été rétablies ainsi que les communications téléphoniques avec l'étranger. Les transports en commun fonctionnent et les fonctionnaires se sont rendus normalement à leur travail. Des travaux sont en cours pour rétablir les vols de nuit à l'aéroport, rouvert au trafic aérien.

Ces informations rapportées par les correspondants de l'AFP et de l'agence Reuter infirment les rapports de l'agence du golfe GNA selon lesquels de violents combats se dérouleraient depuis samedi à la périphérie d'Aden, le président destitué Ali Nasser n'ayant pas déclaré forfait et se considérant toujours comme le chef de l'Etat. Selon l'agence libyenne Jana, il aurait eu une conversation téléphonique samedi soir avec le colonel Kadhafi, pour l'assurer, en dépit de la situation, du *«* soutien *»* de son pays à la Libye.

Soutien soviétique

Sur le plan politique, l'homme fort de la nouvelle direction collégiale serait, selon certaines informations, M. Salem Saleh Mohamed, membre du bureau politique du parti et secrétaire du comité central chargé de l'idéologie. M. Salem Saleh Mohamed passe pour être un partisan de M. Abdel Fattah Ismaïl, ancien président de la République, qui serait actuellement hospitalisé à Aden à la suite de blessures reçues au début du coup de force du 13 janvier.

Le nouveau chef de l'Etat *par interim*, M. Haydar Abou Bark el Attas, a rencontré dimanche l'ambassadeur soviétique, M. Vladislav Joukov, avec qui il a discuté des moyens de stabiliser la situation. A la suite de cet entretien, il a affirmé que le soutien soviétique était *« essentiel »* pour développer le pays. De son côté, M. Adel Aziz el Dali, ministre des affaires étrangères, après avoir rencontré l'ambassadeur de Koweït, a souligné qu'Aden poursuivrait sa politique d'amélioration des relations avec les autres pays de la péninsules Arabique.

A Damas, M. Anis Yehya, membre du bureau politique et secrétaire du comité central du Parti socialiste yéménite, a dénoncé les récentes mesures prises par les *« rebelles »* au niveau du commandement du parti et de l'Etat, les qualifiant d'*« illégales »*. Dans un communiqué rendu public samedi à Damas, M. Yehya a, d'autre part, estimé que *« ces mesures, entièrement contraires à la charte du parti, portent gravement atteinte à l'expérience révolutionnaire du pays et aux acquis de notre peuple, consacrent les divisions et fomentent la guerre civile »*.

Emissaire du président Ali Nasser auprès des autorités syriennes, M. Yehya avait été reçu jeudi dernier par le président Assad. Il s'est ensuite rendu en Algérie où il s'est entretenu avec le numéro deux du FLN algérien, M. Mohamed Chérif Messaadia. – *(AFP, Reuter.)*

LE DÉBAT SUR L'ACCORD DE DAMAS

Le premier ministre libanais s'oppose à la convocation du Parlement

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. – A peine annoncée, dimanche 26 janvier, la décision du président Gemayel de faire discuter l'accord intermilices de Damas – qu'il a lui-même refusé d'entériner – par le Parlement libanais a été rejetée par le premier minstre, M. Rachid Karamé. *« Si l'on cherche par cette convocation à renvoyer la balle dans le camp d'autrui, c'est inadmissible et d'ailleurs vain »*, a-t-il déclaré. *« La balle reste dans le camp du pouvoir, et c'est à lui qu'il revient de prendre une attitude positive en adoptant l'accord. »*

L'initiative de M. Gemayel, la première depuis son retour de Damas le 14 janvier, est habile dans le principe : c'est une nouvelle tentative – après le communiqué des Forces libanaises et la déclaration du congrès maronite de Bkerké de montrer à la Syrie et à ses adversaires de l'intérieur que son hostilité à l'accord n'est pas totale.

En faisant appel au Parlement, le chef de l'Etat va en effet dans le sens de la déclaration du congrès maronite de Bkerké, qui, samedi, se disait *« favorable aux objectifs de l'accord tripartite tout en soulignant que celui-ci devait être soumis aux institutions constitutionnelles, selon la règle »*. Après des débats très houleux, les présents étant divisés à peu près par moitié entre partisans de la reprise du dialogue avec Damas et jusqu'auxboutistes prêts à rejeter en bloc l'accord intermilices, le congrès maronite avait publié une déclaration très modérée, demandant notamment à la Syrie de *« poursuivre ses efforts »* au Liban. En tentant de transférer le règlement de la crise au Parlement, le président Gemayel veut sans doute aussi prendre de vitesse ses adversaires, qui étudiaient la possibilité de le démettre par une procédure constitutionnelle consistant à s'assurer une large majorité au Parlement.

Toutefois, l'heure ne semble plus au jeu politique, et on voit mal le président du Parlement, qui, après sa visite à Damas s'est rallié au boycottage du chef de l'Etat, accepter de convoquer l'Assemblée dans la situation actuelle. C'est d'ailleurs une proposition que le président Gemayel avait déjà faite à Damas, qui l'avait rejetée à ce stade. Coup politique ou fuite en avant, l'initiative du chef de l'Etat risque donc de faire long feu au moment où va se tenir à Damas – où se trouve toujours M. Hobeika – une réunion des trois signataires de l'accord.

La Syrie n'a pas répondu aux nombreuses tentatives de conciliation et d'apaisement venues du camp chrétien, hostile à l'accord. Sur le terrain, le canon s'est tu depuis quarante-huit heures sur le front de Bickfaya, où l'armée syrienne a considérablement renforcé ses positions face à la huitième brigade de l'armée libanaise.

FRANÇOISE CHIPAUX.

AMÉRIQUES

LA STRATÉGIE AMBIGUË DE M. REAGAN AUX PHILIPPINES

Washington prend ses distances à l'égard de M. Marcos sans vraiment s'engager auprès de l'opposition

Après des mois d'hésitations et de divergences internes, un consensus se serait fait jour récemment au sein de l'administration américaine pour estimer que le départ du président Marcos est la condition d'un régime non communiste et du maintien des intérêts des Etats-Unis aux Philippines. Selon le *New York Times*, qui fait état de cette évolution, *« l'administration aurait néanmoins décidé de ne pas forcer M. Marcos à quitter le pouvoir par des actions clandestines, bien que certains officiels les aient envisagées »*.

De notre correspondant.

Washington. – Comme en Iran ou au Nicaragua hier, les Etats-Unis sont aujourd'hui confrontés aux Philippines à la difficulté de savoir rompre à temps, mais sans risques, avec une dictature aussi compromise que compromettante. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, M. Reagan éprouve, avec seulement beaucoup plus de discrétion, le même mal que M. Carter à faire de vrais choix.

A moins de deux semaines de l'élection présidentielle du 7 février, Washington s'efforce donc d'afficher – entre Ferdinand Marcos, le président sortant, et Mme Aquino, la candidate de l'opposition – une neutralité dont l'authenticité a la valeur de l'indécision. Parallèlement, l'évolution de cette campagne électorale et ses enjeux prennent une place chaque jour de plus en plus grande dans la presse et le débat politique américains. Si les Philippines n'ont ni l'importance stratégique de l'Iran ni la proximité géographique du Nicaragua, elles étaient jusqu'après la guerre une colonie des Etats-Unis, où résident un très grand nombre de leurs citoyens. Elles abritent surtout les deux bases sur lesquelles repose la présence militaire américaine dans le Pacifique.

Autant dire que le dossier philippin suscite autant d'attention au Pentagone que de réflexes émotionnels dans l'influente frange de l'opinion intéressée au monde étranger. Sont ainsi réunis, pour la Maison Blanche, tous les ingrédients qui font les crises majeures.

Jusqu'à il y a trente mois, les Philippines n'étaient pourtant pas un sujet qui se discutait dans le bureau ovale. Elu sur un arrière-plan de dénonciation des faiblesses iraniennes de son prédécesseur et fermement convaincu qu'une dictature pro-américaine est préférable à une instabilité dont pourrait profiter l'URSS, M. Reagan n'était aucunement porté à vouloir anticiper l'usure de M. Marcos. Seuls comptaient le maintien des bases et leur éventuel agrandissement et il fallut, pour que les choses commencent à bouger, que le sénateur Aquino fût assassiné, en août 1983, sur l'aéroport de Manille, à son retour d'un long exil volontaire aux Etats-Unis.

Personnalité modérée, le sénateur Aquino était très lié aux milieux libéraux américains. Le scandale fut tel à Washington qu'il conduisit M. Reagan à faire officiellement souligner la nécessité d'une enquête indépendante et à annuler aussi, après un mois d'hésitation, l'escale qu'il aurait dû faire à Manille à l'occasion d'une longue tournée en Asie.

Des pressions renouvelées

La Maison Blanche avait dès lors mis le doigt dans l'engrenage des prises de position publiques au moment même où la dégradation de la situation s'accélérait dans le pays sous les effets conjugués d'années de corruption, du renforcement de l'opposition légale, de l'élargissement spectaculaire des activités de la guérilla communiste et de l'inquiétude croissante des investisseurs. La période des pressions, de moins en moins discrètes, sur M. Marcos était ouverte, et elles allaient être centrées sur le besoin de réformer le commandement militaire (totalement inefficace contre la guérilla car les galons sont distribués comme des prébendes), de supprimer les monopoles économiques attribués aux parents et aux amis de la famille présidentielle, et de programmer enfin un retour à la démocratie sur quelques années.

M. Marcos fit d'abord la sourde oreille, car rien ne pouvait le convaincre qu'il s'agissait bien là d'une politique soutenue par M. Reagan et non pas de simples gesticulations destinées à calmer la presse et le Congrès. Quand il fut enfin persuadé du contraire par le sénateur Laxalt, un ami personnel du président, connu comme tel et envoyé tout exprès à Manille, M. Marcos réagit en annonçant l'organisation d'une élection présidentielle anticipée destinée, tant qu'il avait toujours les moyens de contrôler l'organisation du scrutin, à prouver sa popularité.

Washington, depuis, ne rate plus une occasion de se démarquer de ce dictateur déclinant. *Il y a dix* jours, c'était le porte-parole du département d'Etat qui était chargé de déplorer très directement le maintien en fonction du général Fabian Ver, chef d'Etat-major de l'armée, soupçonné d'avoir joué un rôle majeur dans l'assassinat du sénateur Aquino. Vendredi dernier, c'est le secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, M. Wolfowitz, qui déclarait devant le Sénat que, si M. Marcos ne permettait pas que les élections se déroulassent librement, *« cela aggraverait sérieusement la situation* [et conduirait] *les gens à se tourner vers des solutions alternatives radicales, c'est-à-dire les communistes »*. M. Wolfowitz dénonçait également *« un climat d'intimidation croissante dans de nombreuses régions »*.

La veille, le *New York Times* avait publié en une des extraits de documents officiels de l'armée américaine démentant que M. Marcos ait jamais eu le passé de résistant anti-japonais dont il s'est toujours prévalu. Activement recherchés depuis plusieurs années par l'opposition philippine, ces documents étaient jusqu'à présent demeurés inaccessibles, et seul un hasard véritablement prodigieux aurait permis au quotidien libéral *de se les procurer*.

Des biens immobiliers à New-York

Depuis plusieurs jours aussi, les détails s'accumulent sur la valeur des biens immobiliers possédés à New-York par la famille Marcos, et des voix très autorisées se sont élevées au Congrès pour demander si ces investissements n'avaient pas été réalisés avec l'argent des contribuables américains. Samedi, enfin, le président (républicain) de *la commission sénatoriale* des affaires étrangères, M. Richard Lugar, acceptait, à la demande de la Maison Blanche, de prendre la tête d'une équipe d'observateurs officiels américains chargés d'aller surveiller la régularité du scrutin. *« Ce serait,* expliquait-il, *une sérieuse erreur pour les Etats-Unis de ne pas démontrer leur soutien à la démocratie aux Philippines. »*

Pour autant, aucun officiel américain n'a, à ce jour, ouvertement souhaité une défaite de M. Marcos ou marqué une sympathie quelconque à l'égard de Mme Aquino. La raison en est, d'abord, que le manque d'expérience politique de la candidate de l'opposition fait craindre aux dirigeants américains qu'elle ne puisse, une fois élue, être débordée sur sa gauche. L'équipe de M. Reagan, ensuite, veut à tout prix éviter à la fois de précipiter une crise difficile à contrôler en acculant M. Marcos et de lâcher à la face du monde un ancien allié – ce qui reviendrait, estime-t-on, à un aveu de faiblesse beaucoup trop similaire à ceux que l'Amérique s'était permis à la fin des années 70.

La ligne est donc de prendre position pour le respect de normes électorales démocratiques et d'espérer, en ne s'en cachant guère, que la grave maladie qui ronge de toute manière M. Marcos l'amènera à se retirer, après un vote dont on ne doute pas qu'il sera *suffisamment manipulé* pour lui assurer la majorité.

La démarche se veut habile et prudente. Elle pourrait bien, en fait, apparaître vite pour ce qu'elle est : une absence de politique qui déstabilise un peu plus encore M. Marcos sans que l'opposition non communiste puisse se prévaloir d'un soutien de Washington. A ne prendre aucun risque, on court celui de les conjuguer tous.

BERNARD GUETTA.

Chili

VINGT-HUIT MORTS DANS L'EXPLOSION D'UNE USINE D'ARMEMENTS

Iquique *(AFP)*. – Une colonne de fumée noire s'élevait le dimanche 26 janvier au-dessus de l'usine d'armements située dans le désert d'Atacama, dans le nord du Chili, où une violente explosion a fait au moins vingt-huit morts et onze blessés. Les premières informations non officielles font état de l'explosion d'une bombe de forte puissance, mais des responsables de l'usine de Cardoen ont indiqué que la déflagration se serait en fait produite dans la section où sont fabriqués des explosifs moins puissants. Les attachés militaires de plusieurs ambassades étrangères à Santiago, qui montrent un grand intérêt pour les armements de cette usine, venaient de quitter Iquique au moment de l'explosion. Le directeur de l'usine n'exclut pas un sabotage.

Haïti

Dissolution de la police politique et importantes mutations dans l'armée

Port-au-Prince *(AFP.)* – Le président Jean-Claude Duvalier a dissous la commission d'enquête permanente des casernes Dessalines (la police politique haïtienne) et a procédé à d'importants changements au sein de l'armée, a annoncé dimanche 26 janvier un communiqué officiel.

Douze officiers supérieurs ont été mis à la retraite par le président, qui a également remplacé les commandants de deux unités de combats des forces armées – le bataillon tactique des casernes Dessalines et le corps d'intervention antiguérilla des « léopards », – ainsi que les responsables de l'aviation et de la marine haïtiennes.

Au nombre des douze officiers supérieurs mis à la retraite figurent deux des plus importants responsables de la police politique, le colonel Albert Pierre (la brigade anti-contrebande qu'il commandait a par ailleurs été dissoute) et le lieutenant-colonel Emmanuel Orcel, ainsi que les colonels Willy Gaillard (commandant de l'aviation), Francis Charles, Antoine Charles, les lieutenants-colonels Raymond Cabrol (commandant des « léopards »), Delius P. Calixte (commandant des transmissions), Jean-Henock Clerisme, Reynold Desmoyer, Samuel Jérémie et les majors Joffre Carre et Yonel Elysée.

Le président Duvalier a nommé le colonel Jean-Claude Paul à la tête du bataillon tactique des casernes Dessalines (cet officier était auparavant commandant en second de cette unité) et le colonel Fritz Romulus, à la tête du corps d'intervention des « léopards ». Le colonel Fritz Romulus, responsable de la sécurité de M. Jean-Claude Duvalier au début des années 70, avait été mis à la retraite en septembre 1983, et a donc été réintégré dans l'armée à l'occasion de ces changements. La direction de l'aviation revient au colonel Cecilio Dorce, ancien attaché militaire haïtien à Washington, et celle de la marine au colonel Jean-Claude Laurenceau.

Trois autres officiers supérieurs mis à la retraite en septembre 1983 ont également été réintégrés dans l'armée. Il s'agit des colonels Acedius Saint-Louis, nommé assistant du chef d'état-major ; de Louis Thony, nommé chef du service juridique de l'armée et de Gérard Lacrete, nommé attaché militaire naval et de l'air aux Etats-Unis.

Ces changements interviennent alors que le président doit faire face depuis le 28 novembre dernier à la plus grave crise politique intérieure que traverse le pays depuis son accession au pouvoir en 1971 et que les écoles et les universités du pays sont fermées depuis le 8 janvier par décision gouvernementale.

Tortures et disparitions

La police politique – qui n'a aucun rapport avec les « tontons macoutes », ou volontaires de la sécurité nationale – avait été créée au début des années 60 par le président Françis Duvalier (« Papa Doc ») pour éliminer toute opposition *politique*. Appelée à l'époque « haute police secrète d'Etat », elle était confiée à des civils, « Papa Doc » éprouvant pour les militaires une méfiance viscérale.

Disposant d'importants moyens financiers, la police politique haïtienne comptait un effectif de trois cents à six cents membres, militaires et civils, tous gradés, surnommés les « SD ». Sa mission consistait dans le *quadrillage policier de la capitale* et des villes de province, le renseignement, la filature et l'infiltration des éléments et des secteurs considérés comme subversifs. Les interrogatoires étaient effectués aux casernes Dessalines, où sont installée plusieurs cellules. Plusieurs cas de torture et des disparitions ont été signalés par la Ligue haïtienne des droits de l'homme.

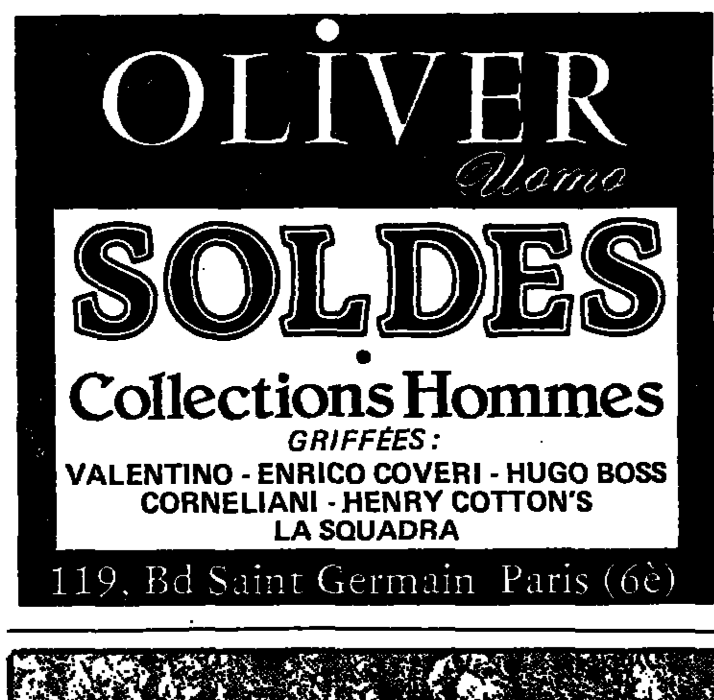
• *Manifestation anti-Duvalier à Cap-Haïtien.* – Cap-Haïtien *(Reuter)*. – Plusieurs milliers de personnes criant *« A bas Duvalier ! »* ont manifesté, dimanche 26 janvier, dans les rues de Cap-Haïtien, petite ville touristique du littoral, et la police, armée de matraques, les a poursuivies jusque dans la cathédrale, mais on ne fait état d'aucun blessé grave. Des touristes étrangers, principalement des Américains, des Français et des Canadiens, ont été pris dans ces manifestations.

Colombie

• *Trente guérilleros et onze soldats tués dans des affrontements.* – Une trentaine de guérilleros et onze militaires ont trouvé la mort lors d'affrontements dans la province de Cauca, dans le sud-ouest de la Colombie, a-t-on appris, dimanche 26 janvier. Selon des radios, un millier de guérilleros appartenant à la Coordination nationale de la guérilla, qui regroupe les mouvements opposés à la trêve avec le gouvernement, opéreraient un mouvement de repli en direction de la cordillère pour échapper à l'offensive des forces armées. – *(AFP.)*

DIPLOMATIE

• *M. Jacques Attali à Cuba.* – M. Jacques Attali, conseiller de M. Mitterrand, est arrivé dimanche 26 janvier à La Havane pour une visite au cours de laquelle il devait rencontrer M. Fidel Castro. M. Attali doit ensuite se rendre à Mexico, où il rencontrera M. Miguel de La Madrid. Au cours de ses entretiens avec le président cubain et le président mexicain, M. Attali devait aborder le thème de la dette latino-américaine.





A TRAVERS LE MONDE

BERLIN-OUEST

Le maire impliqué dans une affaire de corruption

Berlin-Ouest. – Le maire chrétien-démocrate de Berlin-Ouest, M. Eberhard Diepgen, a convoqué pour ce lundi 27 janvier une réunion d'urgence des représentants des principaux partis avec diverses notabilités locales. La ville est en effet aux prises avec un nouveau scandale : une affaire de corruption dans laquelle sont impliqués une trentaine de personnalités politiques et de promoteurs immobiliers, dont *M. Kurt Franke, arrêté le 20 janvier. 500 000 DM (1,5 million de FF)* auraient été versés sous forme de pots-de-vin aux partis politiques. Le scandale touche directement le maire, M. Diepgen, qui a reconnu, samedi, avoir reçu pour la CDU 75 000 DM du promoteur Franke. M. Wolfgang Antes, un conseiller municipal CDU, a été arrêté le mois dernier pour avoir touché des pots-de-vin en échange de la cession d'un marché de 2 000 logements de la ville à un promoteur. La liste Alternative (équivalent des Verts à Berlin) a refusé de répondre à la convocation de M. Diepgen et va demander la création d'une commission d'enquête parlementaire. Les sociaux-démocrates avaient perdu le pouvoir à Berlin en 1981 à la suite d'affaires comparables. – *(AFP.)*

CORÉE DU SUD

Pas de trêve politique jusqu'aux JO

Séoul. – Le plus important parti d'opposition au régime de Séoul a rejeté, samedi 25 janvier, une proposition du pouvoir d'instaurer une trêve politique jusqu'au lendemain des Jeux olympiques de 1988 prévus en Corée du Sud.

M. Lee Min-Woo, président du Parti démocratique pour une nouvelle Corée (NKDP), a déclaré lors d'une conférence de presse que la démocratisation du pays constituait un objectif prioritaire, *« même si le parti au pouvoir prend prétexte d'événements sportifs internationaux ou d'impératifs de sécurité nationale pour tenter de maintenir le mode de désignation actuel du président »*. Il a qualifié le système politique sud-coréen de simple *« prolongement »* du régime dictatorial de l'ancien président Park Chung-Hee dans les années 70.

Ces propos font suite à une proposition du président Chun Doo-Hwan de repousser à 1989, terme de son septennat, le débat sur l'amendement de la Constitution demandé par l'opposition. Le NKDP s'est prononcé en faveur d'une élection au suffrage universel du président, qui est aujourd'hui désigné de façon indirecte par un collège électoral. – *(AFP.)*

POLOGNE

Du matériel d'imprimerie saisi dans un camion venant de France

Varsovie. – Selon la télévision polonaise, du *« matériel d'imprimerie »* apparemment destiné à des éditeurs clandestins a été découvert le 23 janvier à un poste-frontière entre le RDA et la Pologne, dans un camion chargé de dons humanitaires envoyés par une mission de l'Eglise catholique française et destinés à une paroisse de Varsovie. Deux photocopieurs, un duplicateur, des matrices et des rames de papier auraient été dissimulés sous des paquets de sucre.

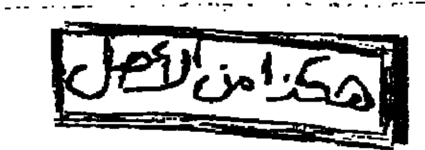
Par ailleurs, plus de huit mille personnes, massées à l'intérieur et autour de l'église Saint-Stanislas, en dépit de la neige qui tombait dru, ont assisté à Varsovie à la messe mensuelle *« pour la patrie »*. L'officiant s'est demandé *« de quelle paix et de quelle liberté pouvait jouir une population qui n'a aucune garantie de participation à la vie publique, et qui est gouvernée par un parti unique identifiant ses propres intérêts à ceux de l'Etat »*. La présence dans l'assistance d'*« étudiants de l'université Lomonossov de Moscou »* a été annoncée.

Enfin, dans un article écrit à l'intention de l'hebdomadaire clandestin *Tygodnik Mazowsze*, le secrétaire général de la CGIL (le syndicat italien procommuniste), M. Luciano Lama, a apporté son soutien *« aux propositions de dialogue faites par les dirigeants de Solidarité aux autorités* (de Varsovie) *»* et a rendu hommage au *« courage »* des militants du syndicat interdit. – *(AFP.)*

SUISSE

Une gigantesque escroquerie financière

Bâle. – Les mille trois cents victimes de l'escroquerie monstre montée par le financier suisse André Plumey ne récupéreront probablement jamais leur argent. Elles vont apprendre ce qu'il en coûte de faire fructifier en Suisse de l'argent non déclaré : 80 % sont en effet des étrangers. André Plumey, un Jurassien de cinquante-sept ans, après quelques déboires à Genève, avait monté en 1976 une société de placement à Bâle. Il offrait à ses clients des participations dans des mines d'or et des compagnies pétrolières dans l'Etat du Colorado. Mais André Plumey a utilisé illégalement une bonne partie des fonds qui lui avaient été confiés, soit environ 750 millions de francs français. Après quoi, il a disparu et court toujours. – *(AFP).*



Le Monde

politique

COLUCHE, LES « PAUVRES » ET LA POLITIQUE

Un week-end pas comme les autres

Bien annoncée à la télévision (TF 1, Canal Plus...), bien relayée par d'autres médias (Europe 1...), l'opération Coluche-Restaurants du cœur a atteint et même dépassé ses objectifs : récolter 20 millions de francs pour fournir encore des millions de repas d'ici au 21 mars. Depuis l'ouverture fin décembre de cette opération, cinq cents restaurants du cœur se sont ***ouverts, contrôlés ou non par l'organisation*** **mise en place par l'humoriste, qui ont distribué, selon Coluche, quelque 1 400 000 repas depuis un mois. La Société française de production et TF 1 avaient mis en place de gros moyens pour cette émission, qui a dépassé le temps d'antenne prévu et s'est poursuivie jusqu'à 18 h 45. Plus de quatre heures d'antenne, des dizaines de milliers d'appels, des chèques allant de 20 francs à plusieurs** ***milliers de francs, un spectacle politique et de*** **variétés... La télévision a, une fois encore, démontré sa puissance.**

Qui a fait l'actualité politique — celle qui touche la plus large partie de l'opinion — le week-end dernier, à sept semaines des élections législatives ? La jeune couturière au chômage qui a piqué sa colère vendredi soir à FR 3 face à M. Barre. Michel Piccoli, qui a donné un *sérieux* coup de main aux socialistes (*« Les déçus de la gauche, j'en ai de plus en plus marre ! »*), à peu près au même moment sur TF 1, en répondant aux questions, très souvent politiques, du « Jeu de la vérité », et bouquet final, Coluche qui, un dimanche encombré de campagne électorale, rassemble sur TF 1 le ban et l'arrière-ban de la classe politique afin d'alimenter, par appel au peuple, ses « restaurants du cœur ».

On a vu autour de Coluche, dans le désordre, Michel Rocard et Dominique Baudis, Alain Juppé et Lionel Jospin, Bernard Stasi, Jean Auroux et Henri Nallet. Et, enregistrés, Valéry-Giscard d'Estaing et Gaston Defferre. *« Il y a à boire et à manger »* a remarqué Guy Bedos, dont le cœur penche à gauche.

Il s'est produit en tout cas un phénomène rare, au-delà de cette réunion d'opinions habituellement contradictoires. Il y a eu contact, rencontre même fugitive, entre des hommes politiques professionnels, quelques autres qui souvent les brocardent ou même les méprisent, et un public sollicité pour une entreprise commune et qui répond à l'appel.

Il y a eu, ce week-end, manifestation d'une rupture entre le discours politique et ceux qui n'y croient pas, ou qui n'y trouvent pas leur compte (la couturière et M. Barre) ; expression d'une curiosité, voire d'une passion, face à l'engagement politique d'un homme qui n'en fait pas profession (les questions adressées à Michel Piccoli) ; réunion pour une noble cause de personnalités qui avaient laissé au vestiaire des discours impuissants à la servir (Coluche et la pauvreté).

Un raccourci des contradictions

En trois événements, la télévision a offert un raccourci des contradictions de la société française face à la politique. La politique agace, mais elle passionne ; elle est rejetée parfois pour cause, pense-t-on, d'inutilité — Coluche a été le héraut de ce projet — mais le recours à ceux qui en sont les représentants est jugé nécessaire.

Ceux-là ont continué, hors plateau télévisé et plus discrètement qu'à l'ordinaire, à se disputer les suffrages pour un scrutin législatif dont dépend — catégorie par catégorie, si l'on examine à la loupe les programmes des partis — le sort quotidien de millions de Français. M. Bérégovoy affirme qu'une victoire de l'opposition conduirait tout droit au *« désordre social »*. M. Pasqua tonne contre M. Barre qui prétend faire campagne pour l'opposition et voter contre elle lorsqu'elle aura gagné. M. Jospin, après avoir tenté d'aspirer les voix communistes, fait porter l'essentiel de ses efforts à détourner des Français de voter RPR-UDF, afin que l'opposition tombe au-dessous de 43 %, seuil qui lui donnerait une majorité absolue à l'Assemblée nationale. M. Chevènement, appliquant en cela le principe des vases communiquants, estime que le 16 mars doit marquer une étape de l'envolée des socialistes vers les 40 %.

En gros, les socialistes relaient le thème lancé par M. Mitterrand au Grand Quevilly : on ne change pas une équipe qui gagne et la plate-forme de l'opposition c'est « le programme des riches contre les pauvres ». Mais qui, en dehors de Coluche, a un « programme pour les pauvres » ?

JEAN-YVES LHOMEAU.

EN GUADELOUPE

Patrick Thimalon aurait eu des contacts avec des indépendantistes

Pointe-à-Pitre. — *« Le soir de son arrestation par les fonctionnaires de la police judiciaire, Patrick Thimalon avait rendez-vous avec un individu se réclamant de la mouvance indépendantiste »*, a déclaré à Pointe-à-Pitre, un fonctionnaire bien placé dans la hiérarchie judiciaire. Selon ce fonctionnaire, Patrick Thimalon, assassin du gendarme Guy Haussy (*le Monde* du 24 janvier), serait passé aux aveux sur tous les points, ou presque, niant seulement sa participation à l'un des hold-up pour lesquels il était recherché. Armé d'un colt Python chargé et possédant dans son blouson quelque soixante-six cartouches de 357 mm lors de son arrestation, le « Robin des bois » du ghetto de Point-à-Pitre a fait, selon cette même source, des *« aveux circonstanciés »* aux policiers qui l'ont interrogé dans l'après-midi du 22 janvier. Patrick Thimalon, vingt-six ans, devait donc se rendre, accompagné de deux acolytes, à un endroit précis du ghetto de Point-à-Pitre où un rendez-vous avec *« un individu se réclamant de la mouvance indépendantiste »* (dont l'identité n'a pas été révélée par ce même fonctionnaire) lui avait été donné. Ce rendez-vous, si tant est qu'il ait existé réellement, devait avoir pour but *« dans un premier temps »*, indique-t-on, de *« procurer à Patrick Thimalon une planque »*.

Toutefois, en fin de semaine, dans les milieux indépendantistes, l'on considérait que ces aveux participaient d'une *« cabale montée par le SRPJ dans un but purement politique »*. Dans le ghetto de Boissard, on indiquait même que l'un des deux hommes qu'accompagnaient Patrick Thimalon le soir de son arrestation, et qui ont pris la fuite, un Guadeloupéen avait bizarrement déserté le ghetto depuis ce soir-là. Seul l'autre individu, un Dominicain, auquel le repris de justice aurait indiqué au moment de sa capture qu'il avait été *« donné »*, se trouve encore dans le bidonville.

La manœuvre, en apparence habile, des policiers de la PJ pour capturer celui que le procureur général Jean Dupuis considérait récemment comme l'« ennemi public numéro 1 » en Guadeloupe pourrait donc, dans un avenir très proche, se retourner contre eux, en commençant, déjà, par la perte plus que probable d'un informateur.

Quant aux aveux de Patrick Thimalon, bien que contresignés, ils inspirent une certaine réserve, l'évadé multirécidiviste cherchant généralement à se faire une « publicité personnelle », et n'ayant jamais mis en cause qui que ce soit jusqu'à présent, dans des procédures importantes.

Enfin, pour ce qui concerne les conditions de l'arrestation de Patrick Thimalon, il semblerait que, contrairement à la « version officielle » donnée à la presse par le parquet de Pointe-à-Pitre, les policiers du SRPJ auraient ouvert le feu les premiers lorsque le repris de justice descendait de la voiture dans laquelle il se trouvait. Selon plusieurs témoignages recueillis dans le bidonville, ce serait donc Patrick Thimalon qui aurait répliqué au tir nourri des policiers qui venaient de le blesser aux jambes de trois balles. Cette version est contestée dans les milieux judiciaires.

ALAIN GILLES.

Nouvelle-Calédonie

M. JOXE ÉCRIT A M. WIBAUX

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, s'est félicité, dans une lettre adressée le vendredi 24 janvier au délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Fernand Wibaux, de la mise en place des institutions régionales inscrites dans le nouveau statut du territoire.

Il a également affirmé sa *« confiance, dans le travail accompli »* sur place par les représentants de l'Etat. Cette lettre est interprétée localement comme une réponse négative à la lettre que les trois présidents des régions contrôlées par les indépendantistes avaient envoyée quarante-huit heures auparavant au ministre de l'intérieur pour réclamer le départ de M. Wibaux (*le Monde* du 24 janvier). Pour sa part, M. Wibaux a estimé, le 25 janvier, dans un entretien avec l'AFP, que le souhait des dirigeants indépendantistes était *« légitime mais non justifié »*. *« La mise en place de la régionalisation sur le territoire en l'espace de deux mois tient du record, alors que la décentralisation en France a mis plus de deux ans à être appliquée,* a-t-il ajouté. *Je reste dans le droit fil de la mission qui m'a été confiée. »*

Au « Grand jury RTL-*le Monde* »

M. CHEVÈNEMENT : un gouvernement de minorité n'est pas à exclure

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, invité du « Grand jury RTL-*le Monde* », le dimanche 26 janvier, a fixé deux objectifs au PS :

« Le premier, c'est d'être le solide rempart de la démocratie et de la justice sociale de notre pays contre le retour éventuel de la droite, qu'on ne peut pas tout à fait exclure.

» Le deuxième, c'est de se bâtir lui-même comme le pôle d'une majorité de progrès.

» Notre objectif, c'est d'aller — mais peut-être pas le 16 mars — à plus de 40 %, c'est de faire un grand Parti socialiste qui rassemble toute la gauche, qui soit le grand parti du monde du travail, qui soit le parti héritier de toute la gauche et de toute la tradition républicaine avancée. C'est cela qu'il s'agit de faire, et je pense que mars 1986 peut être une étape décisive sur ce terrain.

» Je dis que la droite n'est pas majoritaire, loin de là, dans le pays. Elle n'est pas attirante. Elle n'offre pas de perspective sérieuse. Sa plate-forme est très inquiétante (...). Elle ne respecte pas les acquis sociaux de la gauche. Je pense, premièrement, que la droite n'est pas majoritaire ; deuxièmement, qu'elle est divisée ; troisièmement, que son programme amènerait la pagaille ; quatrièmement, qu'elle éclaterait. »

M. Chevènement précise :

« Le premier objectif, c'est d'être un rempart contre le retour de la droite. Il se peut que, le 16 mars au soir, la droite ne soit pas en mesure de constituer un gouvernement. C'est même, pour ne rien vous cacher, notre objectif.

» L'hypothèse d'un gouvernement de minorité n'est pas à exclure. »

M. Mitterrand candidat

M. Chevènement a poursuivi : *« M. Mitterrand pourrait, s'il le décidait, abréger son mandat. Il pourrait, par exemple, se représenter, car on ne peut pas exclure que, pour poursuivre l'œuvre entreprise, François Mitterrand décide de se représenter. C'est une hypothèse, je n'ai pas de confidences, mais il faut l'avoir à l'esprit. Il serait bien que François Mitterrand, ayant la personnalité que nous lui connaissons, place les Français devant un choix clair, qui est le choix de continuer sur la voie où nous nous sommes engagés. »* Le ministre de l'éducation nationale indique que son *« conseil serait de mettre en application avant 1988 »*, par référendum, la proposition 45 des 110 propositions du candidat Mitterrand (*« le mandat présidentiel sera ramené à cinq ans renouvelable une fois, ou limité à sept ans sans possibilité d'être renouvelé »*).

Il ajoute : *« Pour ma part, je n'ai jamais dit : « Je suis candidat ! » Et cela même si, par ailleurs, je n'ai jamais exclus et je n'exclu pas que je pourrais un jour me porter candidat. Mais, à mes yeux, ce jour n'est pas arrivé. Je considère qu'il n'y a pas aujourd'hui dans le Parti socialiste, pour une échéance présidentielle rapprochée, d'autres bons candidats que François Mitterrand capables de rassembler largement et incarnant la continuité de l'effort que nous devons poursuivre. »*

● *La CGG : non au texte du Sénat sur la flexibilité.* — Le comité confédéral de la CGC, réuni le samedi 25 janvier, a estimé que les amendements adoptés par la majorité de la commission sénatoriale sur le projet d'aménagement du temps de travail *« dénaturent complètement l'esprit du texte que la CGC a approuvé »*. Refusant, particulièrement la possibilité d'accord d'entreprise, la CGC explique, que les sénateurs *« n'ont pas su, ou voulu voir les réelles chances de relance de la politique contractuelle qu'offre aux partenaires sociaux le projet de loi »*. Ce communiqué de la CGC titré *« Des sénateurs aveugles et sourds »* se conclu par cette phrase : *« Décidemment dans notre pays, il y en a encore trop, hélas, qui semblent ne rien avoir appris ni compris »*.

Propos et débats

M. Chirac : caméléon

« Les Français doivent se méfier de ce parti caméléon qu'est le PS », a déclaré M. Jacques Chirac, le dimanche 26 janvier, au Mans (Sarthe) devant quelque deux mille personnes. Le président du RPR a appelé les militants de l'opposition à la mobilisation *« pour répondre à la campagne de propagande mensongère menée par le guvernement et les socialistes »*, considérant qu'il faut *« convaincre nos concitoyens que nous ne pouvons pas avoir confiance dans les représentants du'un parti qui cherche à s'adapter aux circonstances du terrain »*. Enfin, le maire de Paris a estimé que voter pour le Front national serait faire *« le seul jeu de M. Mitterrand »* et faire *« prendre le risque à l'opposition parlementaire de ne pas être demain en mesure de gouverner »*.

M. Bérégovoy : pagaille

Si la droite l'emporte aux élections législatives de mars prochain, ce sera la *« pagaille »* sur le plan économique. Tel est le jugement que M. Pierre Bérégovoy a porté au micro de Radio-Monte-Carlo le dimanche 26 janvier. Invité au « Forum » de RMC, le ministre de l'économie et des finances a estimé que *« les conditions sont remplies pour que l'économie française se porte bien en 1986 »* en évoquant notamment la baisse du dollar et celle des prix du pétrole. Mais pour que la France avance, a-t-il ajouté, *« il faut une économie qui fonctionne bien, la cohésion sociale, et il ne faut pas de désordre politique »*. Or, selon M. Bérégovoy, la plate-forme UDF-RPR est *« un programme de revanche sociale »* qui *« ne peut que créer le désordre social »*.

M. Pasqua (RPR) : contradictions

Commentant la déclaration de M. Raymond Barre selon laquelle l'ancien premier ministre irait jusqu'à censurer un éventuel gouvernement de cohabitation, M. Charles Pasqua a affirmé, le samedi 25 janvier aux Andelys (Eure) que *« chacun de nous doit gérer ses propres contradictions »*. Pour le président du groupe RPR au Sénat, *« il y aurait contradiction à faire campagne pour l'opposition et voter contre le gouvernement issu de ces élections »*. M. Pasqua a, par ailleurs, dénoncé *« les tentatives de manipulation de l'opinion à l'aide de sondages, à la veille de chaque élection »*.

M. Soisson (UDF) : pour ou contre M. Mitterrand

« Le président prend la responsabilité d'un affrontement, bloc contre bloc. La défaite du PS sera d'abord la sienne », a déclaré M. Jean-Pierre Soisson (UDF, barriste), le vendredi 24 janvier à Auxerre. Considérant que M. Mitterrand *« s'engage comme le général de Gaulle en 1967 et Georges Pompidou en 1973 »* mais *« plus fortement que ne l'avait fait Valéry Giscard d'Estaing en 1978 »*, l'ancien ministre note que *« l'élection de 1986 se jouera pour ou contre François Mitterrand »*.

M. Marchais : sans limite

M. Georges Marchais a affirmé, le samedi 25 janvier à Bègles, dans la banlieue de Bordeaux, que son parti ne limite pas ses ambitions à 10 % aux prochaines législatives, contrairement à ce que lui font dire, selon lui, *« la presse liée à la droite, la presse liée au Parti socialiste, la radio et la télévision gouvernementales »*. Le secrétaire général faisait allusion aux commentaires qui ont suivi son passage à « L'heure de vérité » sur Antenne 2, la semaine dernière (*le Monde* daté des 24 et 25 janvier). *« Notre ambition,* a souligné M. Marchais, *ce n'est pas de tomber plus bas qu'aujourd'hui, jusqu'à 10 % c'est de progresser, c'est de rassembler plus largement que nous ne l'avons fait aux élections précédentes. »* Pour le leader communiste, *« c'est un objectif réaliste »*, car *« la droite marque le pas »* et le PS *« ne parvient pas à récupérer les lourdes pertes qu'il a enregistrées depuis 1981 »*.

M. Herzog (PCF) : match truqué

« J'ai l'impression que le match droite-Parti socialiste est un match truqué et que sur le ring il y a deux poulains du CNPF », a déclaré, le samedi 25 janvier, à Lille, M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du PCF. *« Quand j'entends M. Gattaz donner une certaine reconnaissance au PS pour la politique qu'il a menée »*, a ajouté le responsable du secteur économique du Parti communiste au cours de l'émission « Franc parler », de Radio-France Fréquence Nord, *« ou M. Barre dire qu'au fond M. Delebarre serait pas mal dans une équipe ministérielle de droite, je considère que le CNPF a actuellement deux poulains »*. Selon l'économiste du PCF, *« celui qui va voter socialiste, dans une certaine mesure, va voter éventuellement son propre licenciement, ou le chômage de ses enfants, ou encore la dégradation du pouvoir d'achat des retraites »*.

M. Le Pen : la légion des cocus

« Le programme de l'opposition, qui est déjà le troisième, aura encore changé avant les élections. Les cocus vont être légion mais ils ne pourront pas dire que nous ne les avons pas avertis. » C'est en ces termes que M. Jean-Marie Le Pen a stigmatisé la plate-forme UDF-RPR, le dimanche 26 janvier, à Reims (Marne). Parlant devant six cents personnes environ, le président du Front national a expliqué que, *« sous la pression de la gauche, c'est-à-dire le CDS »*, l'opposition a rédigé un programme largement en retrait par rapport à ses précédentes déclarations, que ce soit en matière d'économie, de sécurité ou d'immigration. *« Un socialisme peut en cacher un autre »*, a poursuivi M. Le Pen, qui a estimé également que *« M. Chirac commence à prendre peur de devoir gouverner »*.

POLITIQUE

LA VISITE DU PREMIER MINISTRE DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

« Nous voulons la réconciliation sociale »

déclare M. Laurent Fabius

De notre correspondant

Lille. – *« Nous avons besoin de la durée. »* Tel a été le leitmotiv des interventions dont Laurent Fabius a *ponctué sa visite*, le samedi 25 janvier, dans la région Nord-Pas-de-Calais, de Roubaix, capitale du textile, à Béthune, ville en pointe dans le projet URBA 2000, en passant par Lille, Villeneuve-d'Ascq et le bassin minier. Besoin de la durée pour moderniser cette région et le pays tout entier. Besoin de la durée pour poursuivre l'action engagée depuis l'élection de M. François Mitterrand en 1981. Car c'était à la fois le premier ministre et le chef de la majorité sortante qui s'exprimait.

« Pour bâtir, pour construire, pour moderniser et pour gagner, nous avons besoin de temps, a-t-il dit devant plus de 10 000 militants réunis le soir à Béthune sous quatre immenses chapiteaux. *« Au nom de quoi, alors que les autres ont eu plus de vingt ans pour agir, il nous faudrait en cinq ans avoir tout résolu ? » « Et pourtant*, a-t-il ajouté, *en cinq ans, malgré la crise mondiale et la succession très lourde, il a été plus fait dans ce pays pour le peuple qu'il n'avait été fait pendant vingt-trois ans. C'est nous qui, en cinq ans, avons réussi à rendre la fierté et à donner de nouveaux droits au peuple de France. » « Ce bilan se compare à celui de 1936, mais nous y avons ajouté ce que nos prédécesseurs n'avaient pu réaliser : une bonne gestion. Et l'on continue*, a souligné M. Fabius, *à vouloir nous donner des leçons d'économie. Je préfère être le premier ministre qui a fait 5 % d'inflation que d'être un grand économiste et d'avoir fait, comme un de mes prédécesseurs, 14 % ! »*

M. Fabius a mis en garde contre le retour au pouvoir de la droite. Ce serait la pagaille, a-t-il assuré, en raison de la division de l'opposition et en raison même de son programme. Et le premier ministre de dénoncer la volonté de la droite d'*« ouvrir toutes grandes les portes du licenciement en supprimant l'autorisation administrative préalable »* et de diminuer les impôts pour les plus fortunés : *« Immédiatement*, a-t-il dit, *il sortirait des caisses du pays 10 milliards de francs au profit des cent mille personnes qui, en France, chaque mois, gagnent plus de 5,5 millions de centimes. Un tel programme créerait dans notre pays des tensions sociales graves. Nous pensons qu'un pays comme la France travaillera mieux s'il est plus juste. Nous voulons la réconciliation sociale. Nous disons non à l'esprit de revanche. Nous voulons l'égalité des chances. (...) La gauche n'est pas une parenthèse, pas une expérience. Nous avons tant de choses à faire ensemble. » « Alors une seule question se posera le 16 mars : voulez-vous continuer à construire ou rebrousser chemin? Voulez-vous une région, une nation plus justes, plus modernes, ou voulez-vous abandonner l'expérience? Nous avons cinquante jours pour gagner »*, lança-t-il.

Réconciliation sociale, égalité des chances, modernisation. Ces thèmes; le premier ministre les avait repris tout au long de son périple dans le Nord-Pas-de-Calais. A Roubaix, où il rencontrait les maires du secteur de Roubaix-Tourcoing, en majorité d'opposition, conduits par M. Diligent, sénateur du CDS.

A Villeneuve-d'Ascq, où il inaugurait la nouvelle usine Bull, l'une des plus modernes d'Europe, d'où sort un micro-ordinateur toutes les deux minutes.

A Loos-en-Gohelle, où il inaugurait un collège construit sur l'ancien carreau de la mine et où les petites-filles et les petits-fils de mineurs s'initient à l'informatique. A Liévin, où il visitait le tout nouveau et luxueux stade couvert d'athlétisme. A Lens, où il posait la première pierre d'un futur institut universitaire de techologie. Partout, il a prêché pour la modernisation de la région et la formation des jeunes, conditions du renouveau, seul passeport pour l'emploi et gage d'égalité des chances.

JEAN-RENÉ LORE.

« Cher Laurent..., cher Pierre. »

A la mairie de Lille, le premier ministre retrouvait son prédécesseur à Matignon. *« Mon cher Laurent »... « Mon cher Pierre. »* Les deux hommes dont les images s'opposent ont voulu gommer les différences mais aussi revendiquer chacun sa part du bilan de la gauche.

« Mon cher Laurent, a déclaré M. Pierre Mauroy, *je veux personnellement vous saluer avec amitié et vous assurer de mon soutien. Durant trois ans, nous avons été ensemble pour construire le socle du changement. Ensemble nous avons lancé les grandes réformes et réalisé la plupart des cent dix propositions de François Mitterrand. Nous avons été ensemble pour engager la politique de rigueur, la désinflation, conditions de la modernisation. Aujourd'hui vous poursuivez l'œuvre entreprise. Vous la consolidez. Il y a nécessairement des temps marqués par la réforme, d'autres par la bonne gestion et les résultats que l'on obtient. Ce qui nous rapproche fondamentalement, c'est d'avoir servi l'un et l'autre de la même manière la France auprès du président de la République, c'est la même idée que nous nous faisons de la France, la même espérance que nous avons pour elle. »*

« Mon cher Pierre, a répondu en écho le premier ministre, *j'ai apprécié notre travail commun, j'apprécie aujourd'hui la solidarité amicale que vous manifestez à l'égard du gouvernement que je dirige. »* Et l'actuel premier ministre de poursuivre en évoquant les grandes réformes et la bonne gestion : *« Il ne s'agit pas de deux phases successives, mais au contraire d'une même volonté car les grandes réformes n'auraient pas de sens, ni de portée, si elles n'étaient pas renforcées par une bonne gestion. Mais celle-ci n'aurait pas de sens non plus si elle ne s'appuyait, comme sur un socle, sur de grandes réformes. »*

Les « bulles » de M. Jospin

De notre envoyé spécial

Angoulême. – La culpabilité a changé de camp. Voilà un acquis inattendu du socialisme. Aucun potache français n'a plus honte de lire *Lucky Luke* ou *Adèle Blanc Sec*. Mieux encore, depuis que M. Jack Lang a reconnu dans la bande dessinée un mode d'expression à part entière, ce sont les parents, corde au cou, qui viennent confesser leur ignorance. Et M. Lionel Jospin, en visite au royaume de la « bulle », n'a pas échappé à cet aveu d'inculture : *« Honnêtement, je lis davantage de bandes dessinées à travers mes enfant, que par moi-même. Beaucoup de mes copains me le reprochent. »*

En quelques minutes de promenade pédagogique à travers le salon de la bande dessinée, le premier secrétaire du PS aura pu combler, le samedi 25 janvier, une partie de ces impardonnables lacunes. *« Popularisez bien d'autres livres !* lance-t-il au dessinateur Wolinski, qui vient de publier une satire hilarante du programme de la droite. Il s'arrête à un dessin montrant le couple Giscard d'Estaing en train de prendre son petit déjeuner : *« Il faut faire quelque chose pour les déshérités »*, lâche Monsieur. *« Déshérités, qui ? »* demende Madame. Et les deux hommes de se faire longuement photographier ensemble. *« C'est pour la une de l'Huma »*, pouffe Wolinski qui vient d'abandonner le quotidien communiste au profit du *Nouvel Observateur*. On passe au pas de charge, en revanche, devant le stand de Pif le chien, dont l'éditeur est contrôlé par le PCF.

« Georges Marchais vient de déclarer que le PCF avait pour ambition de rassembler 10 % des suffrages, lance M. Jospin, le soir, lors du grand meeting à Poitiers. *Si eux veulent faire 10 %, c'est bien qu'il nous appartient à nous, socialistes, de rassembler le reste ! »* Est-ce l'embellie des sondages de ces derniers jours ? Etait-ce les huîtres et le muscadet dégustés à La Rochelle, en compagnie de M. Michel Crépeau. Ou alors, le premier secrétaire est-il tombé dans la marmite de potion magique lors de l'étape d'Angoulême ? Toujours est-il qu'il apparaît en pleine forme, moulé avec volupté dans une belle et bonne campagne droite-gauche. Pouvoir enfin boxer ! Et vlan pour la droite qui veut *« abolir la loi Quilliot, supprimer les lois Auroux. Son programme choisit systématiquement en faveur des riches, une centaine de milliers de privilégiés*, dit-il. *Mais les dizaines de millions de salariés de ce pays seraient en peine d'y trouver la moindre mesure positive »*.

Et vlan pour M. Raymond Barre et sa trouvaille du *« Travail, famille, patrie, souillé dans la fange de la collaboration »*. Si M. Barre est en peine de devise, M. Jospin lui en propose aimablement une : *« Pourquoi pas liberté, égalité, fraternité !* Et vlan, indifféremment pour l'UDF et le RPR. D'ailleurs, remarque M. Jospin *« les frontières idéologiques entre les deux droites tendent à s'effacer. Le gaullisme n'existe plus depuis que le RPR nous propose de suivre le programme de militarisation de l'espace des Etats-Unis »*.

Et de choisir les exemples de la dénationalisation de Renault, ou de la taxe professionnelle : *« Ce qui justifie que l'un dise non, c'est que l'autre a dit oui avant »*. De toute façon, interroge M. Jospin sous les applaudissements des militants, *comment imaginer qu'ils pourront gouverner puisque M. Barre vient de promettre de censurer un éventuel gouvernement de cohabitation ?*

Il faisait si beau sur le Poitou-Charentes ce week-end que M. Jospin n'a pas souhaité assombrir le climat en analysant les déclarations rocardiennes d'Aurillac sur la cohabitation : *« C'est un livre que je n'ai pas décidé d'ouvrir. Je verrai le 16 mars si ça vaut la peine ou pas. »* En bref, « Jospin le raisonnable » a une priorité et une seule : *« réduire, diviser, émietter, affaiblir le bloc conservateur du RPR et de l'UDF pour le faire descendre au-dessous de 43 % qui lui assureraient la majorité absolue* [en siège] *à l'Assemblée nationale. »* Pour le reste, on verra au prochain épisode.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

SITUATIONS 86

EURE-ET-LOIR : confusion accrue au sein de l'opposition

De notre correspondant

Chartres. – Loin de tout éclaircir, la visite à Chartres de M. Jacques Toubon, le vendredi 24 janvier, a ajouté à la confusion qui règne au sein de l'opposition (*le Monde* du 24 janvier). En inaugurant la permanence de M. Michel Junot, le secrétaire général du RPR a conforté le secrétaire général du CNIP dans ses fonctions de chef de file de la liste RPR. Il a inscrit d'office en deuxième position Mᵉ Jean Lelièvre, conseiller général RPR de Chartres, gaulliste qualifié d'historique. Mais le célèbre commissaire-priseur a décliné l'offre, préférant une place aux régionales. La liste de M. Junot se cherche en effet des personnalités RPR de premier plan. Elle compte ensuite M. de Dreux-Brézé (CDS), puis M. Letilleul (RPR), le docteur Fourtané (RPR) et Mᵉ Jean-Paul Gibier (CNIP).

Pour les régionales, M. Toubon a investi le maire RPR de Châteaudun, M. Alain Venot. Il est suivi de M. Michel Fichet, secrétaire fédéral du RPR et conseiller municipal de Chartres. Vient ensuite M. Charles Coudray, secrétaire fédéral du CDS, ce qui traduit l'éclatement du parti centriste. La confirmation officielle de l'axe Junot-Venot creuse un peu plus le fossé avec le tandem constitué par le président du conseil régional, M. Maurice Dousset (UDF-PR), et le président du conseil général, M. Martial Tangourdeau, exclu du RPR. Le président du conseil régional se retrouve de plus en plus marginalisé au sein du conseil départemental de l'UDF. Le délégué départemental de ce parti, M. Jean Legué (CDS) vient en outre, d'adresser sa démission à M. Jean Lecanuet. Ce geste accroît le trouble du parti centriste, dont les *membres sont* contraints *à la dissi*dence sur les listes Junot-Venot.

Côté majorité, M. Georges Lemoine (PS), maire socialiste de Chartres, a confirmé dimanche sa liste pour les législatives. Sont présents derrière le secrétaire d'État aux DOM-TOM le député sortant de Dreux, Mᵐᵉ Françoise Gaspard, son ancien suppléant, M. Jean Gallet, M. François Huwart (MRG), fils de l'ancien président du conseil général battu en 1985, un rocardien, M. Yves-Pierre Plassard, et le maire de Vernouillet, M. Maurice Legendre, qui a accueilli vendredi M. Pierre Mauroy dans sa commune. En outre, M. Philippe Lamirault, figure du radicalisme en Eure-et-Loir, a démissionné du MRG pour rejoindre le PS. L'ancien directeur commercial de la régie Renault, conseiller général de Thiron-Gardais, n'a pas apprécié d'être marginalisé dans ce scrutin.

ALAIN BOUZY.

MAYENNE : ultime démarche de M. Jospin

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, devait se rendre ce lundi 27 janvier, à Laval (Mayenne), dont le maire a été exclu du Parti socialiste pour avoir pris la tête d'une liste dissidente aux élections législatives. Ce dernier s'oppose à M. Jean-Paul Planchou, actuel député (CERES) de Paris, désigné par le PS pour conduire la liste aux législatives. Ce parachutage a été contesté par la base et M. André Pinçon, maire (rocardien) de Laval, a décidé de conduire la liste présentée par sa fédération aux législatives, tandis que M. Claude Blanc, maire de Mayenne, sera tête de liste aux régionales.

ORNE : les socialistes contre M. Doubin

(De notre correspondant.)

Alençon. – Sans attendre la décision des instances nationales du PS, les candidats socialistes aux législatives et aux régionales dans l'Orne se sont présentés, le samedi 25 janvier à Argentan, lors d'une réunion présidée par MM. Michel Lambert, rocardien, député sortant ; Pierre Mauger, maire d'Alençon, secrétaire général de l'Association des maires de France, vice-président national des élus républicains et socialistes et Pierre Pavis, mitterrandiste, premier secrétaire fédéral, conseiller général à Argentan, chargé de mission au cabinet de M. Mexandeau. Les deux listes se présenteront sous le titre *« d'union socialiste pour l'Orne » afin de défendre le bilan de la législature et de donner à François Mitterrand les moyens de poursuivre l'œuvre engagée »*.

Les candidats ne se font aucune illusion. Refusant de s'incliner devant la candidature de M. François Doubin, conforme à l'accord national PS-MRG, ils s'attendent à être exclus du PS. Leur position est approuvée à l'unanimité par les militants. Une rencontre est prévue mercredi, entre les instances nationales du PS et les socialistes du département.

● *VOSGES : démissions.* – Le maire de leur petite commune de Bionville (Meurthe-et-Moselle) ayant fait acte de candidature sur la liste régionale du Front national sans les avoir prévenus de son intention, les huit autres conseillers municipaux se sont démis, dimanche 26 janvier, de leurs fonctions. Ils avaient auparavant demandé au maire de se retirer de la liste d'extrême droite ou de démissionner, mais celui-ci avait refusé.

Le PS diffuse un vidéo-clip

Un film de six minutes intitulé : *Nous avons tant à faire ensemble* a été réalisé par le PS et par le groupe socialiste à l'Assemblée nationale, et produit par l'agence *Transcontinental Production*. Ce vidéo-clip a été présenté le 22 janvier à Paris par M. André Billardon, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et membre du comité directeur du PS, M. André Laignel, membre du secrétariat national du PS, chargé de la trésorerie et directeur de la campagne électorale, et M. Jean-Jack Queyranne, porte-parole du PS. Tous trois se sont employés à expliquer les raisons qui ont conduit à la réalisation de cette cassette qui, transmise aux fédérations du PS, donne la possibilité à chacune d'entre elles d'y introduire des éléments caractérisant les spécificités régionales.

Plus qu'une simple évocation des thèmes chers au PS ou qu'une énumération des mesures prises depuis 1981, le film concrétise, aux yeux de ses réalisateurs, une phase « dynamique, positive » de la campagne électorale des socialistes : avec 30 % des intentions de vote, pour le PS aux prochaines législatives, *« Il devient possible que la droite n'ait pas la majorité au Parlement »*. Traduisant ce mouvement dans l'opinion publique, le film inscrit sur sa dernière image : *« 15 mars 86. On n'arrête pas le progrès... »*

Deux élections cantonales

MARNE : canton de Heiltz-le-Maurupt (2ᵉ tour)

Ins., 3 065 ; vot., 2 392 ; suff. ex., 2 358. – MM. de Courson, app. CDS, 988, ÉLU : Gruzelle, div. opp., 823 : Walczak, div. g., 547.

[M. Charles-Amédée de Courson, app. CDS, qui a été élu avec 41,89 % des suffrages exprimés, succède à son père, Aymar de Courson, UDF-CDS, décédé le 28 novembre dernier. Aymar de Courson, qui détenait ce siège depuis une trentaine d'années, avait été réélu dès le premier tour des élections cantonales de mars 1982 avec 1 187 voix, contre 589 à M. Walczak, alors candidat du PS, 416 à M. Cochard, div. opp., et 114 à M. Haffner, PC, pour 2 306 suffrages expriméds, 2 369 votants et 3 063 électeurs inscrits.

Au premier tour de ce scrutin partiel, huit candidats briguaient la succession d'Aymar de Courson, quatre d'entre eux seulement avaient fanchi la barre des 10 % des inscrits, indispensable pour se maintenir au decond tour, et les candidats du PS et du PC avaient été éliminés. D'un tour de scrutin à l'autre, M. Charles-Amédée de Courson a amélioré son score (+ 6,21 points), mais moins que M. Gruzelle, son premier adjoint à la mairie de Vanault-les-Dames (+ 17,30 points) et que le candidat divers gauche, M. Walczak (+ 7,44 points).

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : ins., 3 065 ; vot., 2 350 ; *suff.* ex., 2 329. – MM. de Courson, 829 ; Gruzelle, 395 ; Ménard, div. opp., 371 ; Walczak, 366 ; Cochard, UDF-PR, 251 ; Blondeau, PS, 51 ; Legentil, FN, 34 ; Levasseur, PC, 26.]

SOMME : canton de Molliens-Dreuil (2ᵉ tour).

Ins., 6 828 ; vot., 4 522 ; suff. ex., 4 365. MM. D'Halluin, RPR, 2 550, *ÉLU* ; Lefebvre, PS, 1815.

[M. Jean D'Halluin, RPR, succède à Jacques Defetelle, UDF-CDS, décédé accidentellement le 30 octobre dernier et qui avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1985 avec 2 398 voix contre 1 714 à M. Lefebvre (PS) et 1 032 à un candidat div. opp. M. Lavert, pour 5 144 suffrages exprimés, 5 360 votants et 6 797 électeurs inscrits.

Trois candidats avaient, au premier tour de ce scrutin partiel, obtenu suffisamment de voix pour participer au second, mais M. Desfossés, div. opp., arrivé en deuxième position derrière *M. D'Halluin, s'est retiré de la compétition.* M. D'Halluin était ainsi assuré de l'emporter. Il a recueilli 58,41 % des suffrages et n'a pas retrouvé l'ensemble des voix qui s'étaient portées sur les candidats de droite et d'extrême droite au premier tour. Le 19 janvier l'opposition y compris le Front national avait totalisé 66,14 % des suffrages. *Le candidat socialiste*, pour sa part, a fait mieux qu'au second tour de mars 1985 (41,58 % au lieu de 33,32 %). Et il a sensiblement amélioré le score de la gauche au premier tour (33,85 %).

Le 19 janvier les résultats avaient été les suivants : ins., 6 827 ; vot., 4 343 ; suff. *ex.*, 4 224. MM. D'Halluin, RPR, 1358 ; Desfossés, div. opp., 972 ; Lefebvre, PS, 943 ; Delbarre, PC, 487 ; Lesage, div. opp., 232 ; Dupille, FN, 230 ; Dessaint, div. opp., 2.]

Le mythe des socialistes

(Suite de la première page.)

L'objectif des 30 % remplit cependant une troisième fonction, qui est de diminuer l'effet d'une victoire de l'opposition. Le résultat d'une élection se mesure certes en termes de voix et de sièges, mais, dans nos sociétés médiatiques, il se *mesure aussi en fonction de la lecture* que l'on en fait.

Si l'on parvient à persuader l'opinion qu'il est important de savoir quel est le premier parti de France et légitime de décompter séparément RPR et UDF, puisqu'ils formeront deux groupes parlementaires (et bien qu'ils aient présenté des listes uniques *dans* les deux tiers des départements), et si le PS avec 30 % a quelques élus de plus que le RPR, on atténuera d'autant l'impression de victoire de la droite. Si en plus RPR et UDF obtiennent, comme il est probable, moins de 50 % des suffrages exprimés, l'altération de leur légitimité majoritaire n'en sera que plus réussie. Mais de là à faire admettre que 30 % valent mieux que 45, il y a un pas que même l'immense talent de campagne électorale de M. Mitterrand ne peut pas faire franchir aux esprits doués de bon sens.

Pour qu'un tiers des voix puis*sent donner une majorité des* sièges, il aurait fallu adopter une tout autre voie que l'instauration de la proportionnelle. L'histoire de la Vᵉ République nous en offre un exemple avec les élections de 1962. Au premier tour, UNR-UDT et républicains indépendants n'obtinrent que 36 % des voix. En atteignant 42 % des voix au second tour, ils eurent 269 sièges, 27 de plus que la majorité absolue.

Pour renouveler un exploit de ce type, les socialistes auraient dû conserver le scrutin majoritaire, redécouper *les* circonscriptions, conquérir un tiers de l'électorat au premier tour, en regrouper 10 % de plus au second et diviser l'opposition. La naissance du Front national comme l'a noté Jérôme Jaffré s'y prêtait à merveille : il suffisait de revenir à la règle de 1962 permettant à tout candidat ayant obtenu 5 % des suffrages exprimés de se maintenir au deuxième tour (1). RPR et UDF auraient alors été réduits à se compromettre avec Le Pen, au *risque de perdre des électeurs centristes*, ou à affronter le Front national dans des triangulaires qui pouvaient servir la gauche (2).

Une telle stratégie aurait été audacieuse, le succès étant, en politique comme ailleurs, rarement garanti. Mais au moins n'excluait-elle pas la réussite, à la différence du type de proportionnelle qui a été choisi et qui ne permet ni une déconstruction de la droite en la confrontant à son extrême devant les électeurs, ni une reconstruction électorale de la gauche en contraignantr les électeurs communistes à voter socialiste au deuxième tour.

Pour dire les choses crûment, la stratégie mitterrandiste ne permet aucune victoire de « la gauche » et repose sur la non-victoire du RPR et de l'UDF seuls, c'est-à-dire sur le nombre d'élus du Front national. *« Pour Mitterrand, votez Le Pen »*, en quelque sorte. Voilà qui pousse le paradoxe aux confins du cynisme.

Une fois repérée la fonction largement symbolique du *mythe* – « le PS à 30 %, pour gouverner », – on pourra alors, sans illusions, convenir qu'un tel résultat serait important. A court terme, il permettrait d'éviter une victoire trop écrasante de la droite. Il donnerait à la cohabitation entre un président de gauche et un gouvernement RPR-UDF quelques chances de se dérouler dans un minimum de sérénité, ce que ne refusera aucun adepte de la démocratie douce. Pour l'avenir, il dissuaderait les socialistes de renouer avec leur culture d'opposition et constituerait le PS en pôle dominant de la gauche. Or telle est la condition d'une alternance tranquille et régulière au pouvoir, c'est-à-dire de la démocratie moderne.

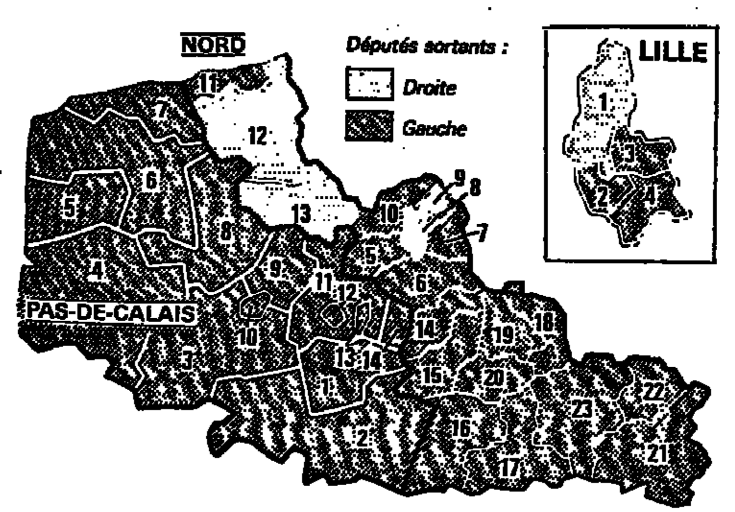
Tout cela est bel et bon, sans qu'il soit nécessaire de solliciter les chiffres et de laisser croire que 30 = 50.

OLIVIER DUHAMEL.

(1) Et non 12,5 % des inscrits, comme aux élections de mars 1978 et juin 1981.

(2) Il y eut encore 40 % de triangulaires au deuxième tour des élections de 1962. Elles disparurent par la suite avec l'élévation du seuil d'accès au deuxième tour.

NORD-PAS-DE-CALAIS (I)



Les numéros portés sur cette carte sont ceux des circonscriptions.

Le PS menacé dans son fief ?

Dans le Nord-Pas-de-Calais plus qu'ailleurs en France, les difficultés économiques et le chômage vont peser d'un poids déterminant sur les résultats du scrutin. La région est en effet l'une des plus touchées par la crise des industries traditionnelles – le charbon, l'acier, les chantiers navals – qui, selon la formule de Pierre Mauroy, ont fait sa force et font aujourd'hui sa faiblesse. La délimitation de trois « pôles de conversion » – le bassin minier du Pas-de-Calais et son prolongement dans le Valenciennois, la vallée de la Sambre, le littoral Calais-Dunkerque – désigne les zones les plus sombres, mais l'ensemble des deux départements peut être considéré comme sinistré.

Les partis en présence se renvoient mutuellement la responsabilité de cette situation. Le Parti socialiste accuse la droite de n'avoir pas su prendre à temps les mesures nécessaires, tandis que celle-ci reproche à la gauche de s'être opposée à la modernisation avant 1981 et de l'avoir rendue plus compliquée encore depuis cette date. Quant au PC, il renvoie dos à dos majorité et opposition, qu'il juge coupables conjointement de sacrifier le potentiel de la région.

Le département du Nord – qui fait l'objet de la première partie de notre enquête – est, avec 2,5 millions d'habitants, le plus peuplé de France. Il enverra donc à l'Assemblée nationale le plus grand nombre de députés : 24. Le PS, qui a 13 sortants, escompte 7 élus ; le PC, qui en a 6, peut en conserver 4 ; et l'opposition, qui en a 4, en prévoit 11 ; les deux sièges restants iraient au Front national (avec Bruno Chauvière, transfuge du RPR) et aux écologistes (avec Yves Cochet, porte-parole national des Verts). Ces chiffres ne donnent qu'un ordre de grandeur, mais ils laissent au moins présager un duel serré entre la gauche et la droite.

La présidence du conseil régional sera l'un des enjeux de cet affrontement. Avec l'appoint des voix du Pas-de-Calais, elle devrait rester acquise au PS, mais le combat sera particulièrement ouvert. Au-delà de la bataille régionale, l'élection prendra une valeur nationale, en raison de la personnalité des principaux protagonistes : Pierre Mauroy, chef de file socialiste, joue dans cette élection une part de son avenir personnel, tandis que le PC lutte pour sa survie ; à droite, où le RPR a fait appel à un ancien ministre de de Gaulle, Albin Chalandon, pour diriger sa campagne législative et l'UDF au propre petit-fils du général pour conduire sa liste régionale, on se bat pour garder ou pour conquérir la prééminence en vue de scrutins futurs.

RÉGIONALES

Président du conseil régional : Noël JOSÈPHE (PS)

Nombre de sièges à pourvoir : 113

NORD : 72 — PAS-DE-CALAIS : 41

LÉGISLATIVES

NOMBRE DE SIÈGES A POURVOIR

NORD : 24 — PAS-DE-CALAIS : 14

DÉPUTÉS SORTANTS

NORD	PAS-DE-CALAIS
Georges Delfosse (UDF-CDS)	André Delehedde (PS)
Pierre Dassonville (PS) suppléant de Pierre Mauroy	Jean-Pierre Defontaine (MRG)
Jacqueline Osselin (PS)	Lucien Pignion (PS)
Bernard Derosier (PS)	Claude Wilquin (PS)
Arthur Notebart (PS)	Michel Sergent (PS), suppléant de Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer
André Laurent (PS)	Dominique Dupilet (PS)
Pierre Prouvost (PS)	Jean-Jacques Barthe (PC)
Alain Faugaret (PS)	Roland Huguet (PS)
Serge Charles (RPR)	Jacques Mellick (PS)
Gérard Haesebroeck (PS)	Marcel Wacheux (PS)
Albert Denvers (PS)	Noël Josèphe (PS)
Charles Paccou (RPR) suppléant de Maurice Cornette décédé le 15 novembre 1983	Jean-Pierre Kucheida (PS) suppléant de Henri Darras décédé le 2 juillet 1981
Maurice Sergheraert (NI)	Jean-Claude Bois (PS) suppléant d'André Delelis ancien ministre du commerce et de l'artisanat
Emile Roger (PC)	Joseph Legrand (PC)
Georges Hage (PC)	
Denise Cacheux (PS) suppléant de Jean Le Garrec secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique	
Paul Moreau (PS)	
Georges Bustin (PC)	
Alain Bocquet (PC)	
Gustave Ansart (PC)	
Marcel Dehoux (PS)	
Umberto Battist (PS)	
Jean Jarosz (PC)	

Contre Pierre Mauroy, l'opposition cherche un chef

A moins de deux mois du scrutin, Pierre Mauroy est soulagé : le courant repasse, semble-t-il, entre la population et lui. A l'automne dernier encore, l'ancien premier ministre ne cachait pas son inquiétude : lui qui avait su, depuis plus de dix ans, incarner dans le Nord la nécessaire et délicate « alchimie » entre le respect des traditions et la préparation de l'avenir se voyait soudain accusé de brader l'héritage et de renier le passé. L'affaire de Trith-Saint-Léger avait pris valeur de symbole : en acceptant la prochaine fermeture de cette usine sidérurgique malgré des engagements antérieurs, les socialistes renonçaient, disait-on, à défendre la région et à sauvegarder son âme.

Associé, comme chef du gouvernement, à la politique de restructuration industrielle, Pierre Mauroy avait retrouvé, après une longue absence, des électeurs désorientés, déçus, parfois hostiles : il lui fallait tenter de les reconquérir. L'entreprise est en bonne voie, estime le maire de Lille, qui considère que son discours sur *« l'autre Nord »*, le Nord de l'an 2000 et des technologies nouvelles, est enfin compris. Il s'est produit, selon lui, une récente *« prise de conscience »*, une sorte de *« maturation »*, qui rend les gens du Nord plus réceptifs aux thèmes de la modernisation et de la conversion.

A ces thèmes le futur tunnel sous la Manche donne une consistance nouvelle, que le maire de Lille exploite avec habileté. Ses adversaires n'ont pas manqué de dénoncer le *« show »* électoral qu'a représenté la venue à Lille, le 20 janvier, de François Mitterrand, présenté par Pierre Mauroy comme *« le messager du redressement »*, et de Margaret Thatcher. De fait, ce vaste chantier, par ses retombées économiques et psychologiques (*« on va enfin penser à autre chose qu'aux mines et à la sidérurgie »*, confie un responsable régional) vient à point nommé pour relancer l'action de la gauche et rétablir l'autorité de Pierre Mauroy.

A ceux qui avaient pu douter des socialistes, ce projet indique, comme le souligne l'ancien premier ministre, qu'*« ils sont encore là »* et qu'on peut toujours compter sur eux. Jacques Legendre, maire RPR de Cambrai, a beau critiquer la *« captation partisane »* d'une opération qui n'est, dit-il, *« la propriété d'aucun groupe politique »*, il ne peut empêcher Pierre Mauroy et ses amis de s'en prévaloir et d'en faire même un excellent argument électoral, en opposant leur esprit d'initiative aux *« discours de pleureuses »* de la droite.

Des « hommes providentiels »

Voici donc le PS en ordre de bataille, sous la conduite d'un capitaine assuré de son crédit, et flanqué de deux lieutenants, Michel Delebarre, chef de file de la liste régionale, qui tente de s'implanter dans le nord du département, à Dunkerque, et Jean Le Garrec, numéro deux de la liste législative, déjà installé dans le sud du département, à Cambrai. Les premiers meetings – en particulier le banquet des cinq mille à Lille le 19 janvier – ont révélé une bonne mobilisation des militants et des sympathisants. Bref, le « système Mauroy », un moment ébranlé, s'est apparemment reconstitué, et, selon l'ancien premier ministre, sa *« montée en puissance »* est déjà notable.

En face, l'opposition a, semble-t-il, quelque mal à s'organiser. Depuis la mort de Norbert Ségard en 1981, la droite est à la recherche d'un dirigeant capable de lutter à armes égales contre Pierre Mauroy. Faute de le trouver sur place, elle a choisi de s'en remettre à des « hommes providentiels » : Albin Chalandon pour le RPR, Charles de Gaulle pour l'UDF, associés à des élus locaux de moindre notoriété, Jacques Vernier, maire de Douai, dans le premier cas, et Georges Delfosse, maire de Lambersart, dans le second.

Albin Chalandon, qui a quitté la « politique politicienne » en 1973 pour prendre la tête du groupe Elf-Aquitaine, n'y retourne, dit-il, que parce que Jacques Chirac le lui a demandé, et parce que *« s'occuper d'une région sinistrée, c'est un peu comme reprendre une entreprise en perdition »*. Son programme propose notamment de supprimer les *« blocages »* qui freinent la conversion industrielle et de faire de la région un *« pôle scientifique lourd »*, comme on l'a fait, précise-t-il, autour de Grenoble et de Toulouse, à l'image de la Silicon Valley américaine.

Libéral de longue date (il a, dit-il, introduit le terme de « désétatisation » dans le vocabulaire politique français lorsqu'il était ministre de l'équipement à la fin des années 60, Albin Chalandon se veut *« pragmatique »* et demande que l'on supprime *« progressivement »* les subventions aux secteurs en difficulté. Appelé à la rescousse comme spécialiste de l'économie, il n'a pas l'intention, dit-il, de recommencer une carrière politique : il cédera volontiers la place dès qu'apparaîtront à droite des hommes capables d'assurer la relève.

Maire de Douai depuis 1983, Jacques Vernier, qui conduit la liste du RPR aux régionales, pourrait être un de ceux-là. A quarante et un ans, ce polytechnicien, qui fut pendant près de dix ans le directeur de l'agence régionale de bassin, est l'homme qui monte à droite. Précis et courtois, il mène, sans hausser le ton, une campagne active. Il affirme que pour les socialistes la modernisation est un mot récent, rappelle les tentatives de relance du charbon et de l'acier après 1981, fait le compte des promesses non tenues. Il lui reste encore à se faire connaître, mais son style, apparemment, plaît.

La mystique gaulliste

A l'UDF aussi on prépare l'avenir. Derrière Georges Delfosse, seul député UDF sortant et, à ce titre, tête de liste pour les législatives, se profilent, à la deuxième et à la troisième place, deux hommes qui pourraient, le moment venu, briguer la succession de Pierre Mauroy à Lille. L'un Jean-Jacques Descamps, cinquante ans, est giscardien : conseiller municipal, il appartient à une grande famille d'industriels du Nord. L'autre, Bruno Durieux, quarante ans, est barriste : polytechnicien, il est à Paris, l'un des collaborateurs de l'ancien premier ministre.

Reste le cas de Charles de Gaulle. Le petit-fils du général conduira la liste pour les régionales. Son arrivée inopinée (*« une histoire imprévue »*, reconnaît Georges Delfosse) a permis au moins de régler les querelles de préséance entre les divers notables de l'UDF, tout en embarrassant le RPR. La mystique gaulliste est assez forte sur la terre natale du général pour que, sur ses seuls nom et prénom, Charles de Gaulle bénéficie d'un courant de sympathie, qui pourrait même gêner, selon Georges Delfosse, le parti socialiste. Elu au conseil régional, Charles de Gaulle nourrira-t-il d'autres ambitions ? C'est probable, mais il lui faudra auparavant montrer ce dont il est capable.

THOMAS FERENCZI.

Trith, c'est (presque) fini...

Une forteresse RPR au centre, une grosse ceinture rouge et quelques îlots socialistes : le Valenciennois est, avec le Douaisis, l'un des deux bastions du PC dans le Nord. Les trois députés de l'arrondissement sont communistes, et deux d'entre eux, Gustave Ansart et Alain Bocquet, occupent les deux premières places sur la liste des législatives. Il faut dire que, avec un taux de chômage proche de 15 %, ce secteur est probablement dans le département le plus gravement atteint par la récession du charbon et de l'acier. Aussi la suppression prévue de sept cent soixante-dix emplois à Trith-Saint-Léger a-t-elle provoqué, il y a six mois, une vive émotion jusqu'au sein du Parti socialiste, que plusieurs élus municipaux ont alors quitté avec fracas.

Cette émotion, les candidats socialistes la comprennent et, dans une certaine mesure, la partagent. Mais, dit Daniel Bois, maire de Condé-sur-l'Escaut, quarante-six ans, *« nous allons à la bataille sans complexes »*. Le PS, en effet, a obtenu que l'usine Unimétal de Trith-Saint-Léger ne soit pas fermée avant que ne soient créés sept cent soixante-dix emplois nouveaux : *« Quoi qu'en disent les donneurs de leçons,* ajoute notre interlocuteur, *on travaille encore à Unimétal. »* Quant aux emplois promis, quelques dizaines sont déjà effectifs, et on attend la prochaine installation d'une usine Thomson. *« C'est grâce à la volonté des élus socialistes qu'Unimétal tourne toujours »*, affirme André Parent, maire d'Anzin, cinquante ans. Les électeurs leur en sauront-ils gré ?

Le PC, ici comme ailleurs, dénonce la collusion du PS et de la droite. Mais, selon Henri Coestier, adjoint au maire d'Auinoy-lès-Valenciennes, cinquante-huit ans, cette polémique crée un malaise chez les militants communistes, qui se sentent *« mal dans leur peau ». « L'union de la gauche n'est pas morte dans les cœurs »*, dit-il.

S'ils s'attendent à enlever au moins deux sièges au conseil régional, les socialistes du Valenciennois ne sont pas assez bien placés sur la liste des candidats aux législatives pour espérer être élus à l'Assemblée nationale (où l'arrondissement devrait être représenté, au lendemain du 16 mars, par deux communistes et un RPR, Olivier Marlière, adjoint au maire de Valenciennes). Cependant, au scrutin proportionnel, toutes les voix comptent : après la crise de confiance de l'été dernier, il faut reprendre le combat. *« On est repartis »*, assure Daniel Bois.

Th. F.

REPÈRES

NORD

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 1 601 851 ; abst., 14,85 % ; suff. ex., 1 338 746. MARCHAIS, 287 069 (21,44) ; MITTERRAND, 346 897 (25,91) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 365 377 (27,29) ; GISCARD D'ESTAING, 366 297 (27,36) ; CHIRAC, 195 828 (14,62) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 232 671 (17,37).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 1 604 717 ; abst., 25,31 % ; suff. ex., 1 179 708 ; PC, 269 633 (22,85) ; PS, 448 597 (38,02) ; UDF-PR, 420 223 (35,62).

EUROPÉENNES, (17 juin 1984)

Ins., 1 609 180 ; abst., 38,63 % ; suff. ex., 944 578 ; PC, 149 111 (15,78) ; PS, 195 363 (20,68) ; UDF-RPR, 348 409 (36,88) ; FN, 99 289 (10,51).

PAS-DE-CALAIS

PRÉSIDENTIELLE, 1er tour (26 avril 1981)

Ins., 945 564 ; abst., 13,61 % ; suff. ex., 800 384. MARCHAIS, 185 427 (23,16) ; MITTERRAND, 221 988 (27,73) ; MITTERRAND + CRÉPEAU, 231 479 (28,92) ; GISCARD D'ESTAING, 209 454 (26,16) ; CHIRAC, 110 377 (13,79) ; CHIRAC + GARAUD + DEBRÉ, 128 315 (16,03).

LÉGISLATIVES, 1er tour (14 juin 1981)

Ins., 946 834 ; abst., 22,37 % ; suff. ex., 722 683. PC, 183 875 (25,44) ; PS-MRG, 318 991 (44,13) ; UDF-RPR, 212 627 (29,42).

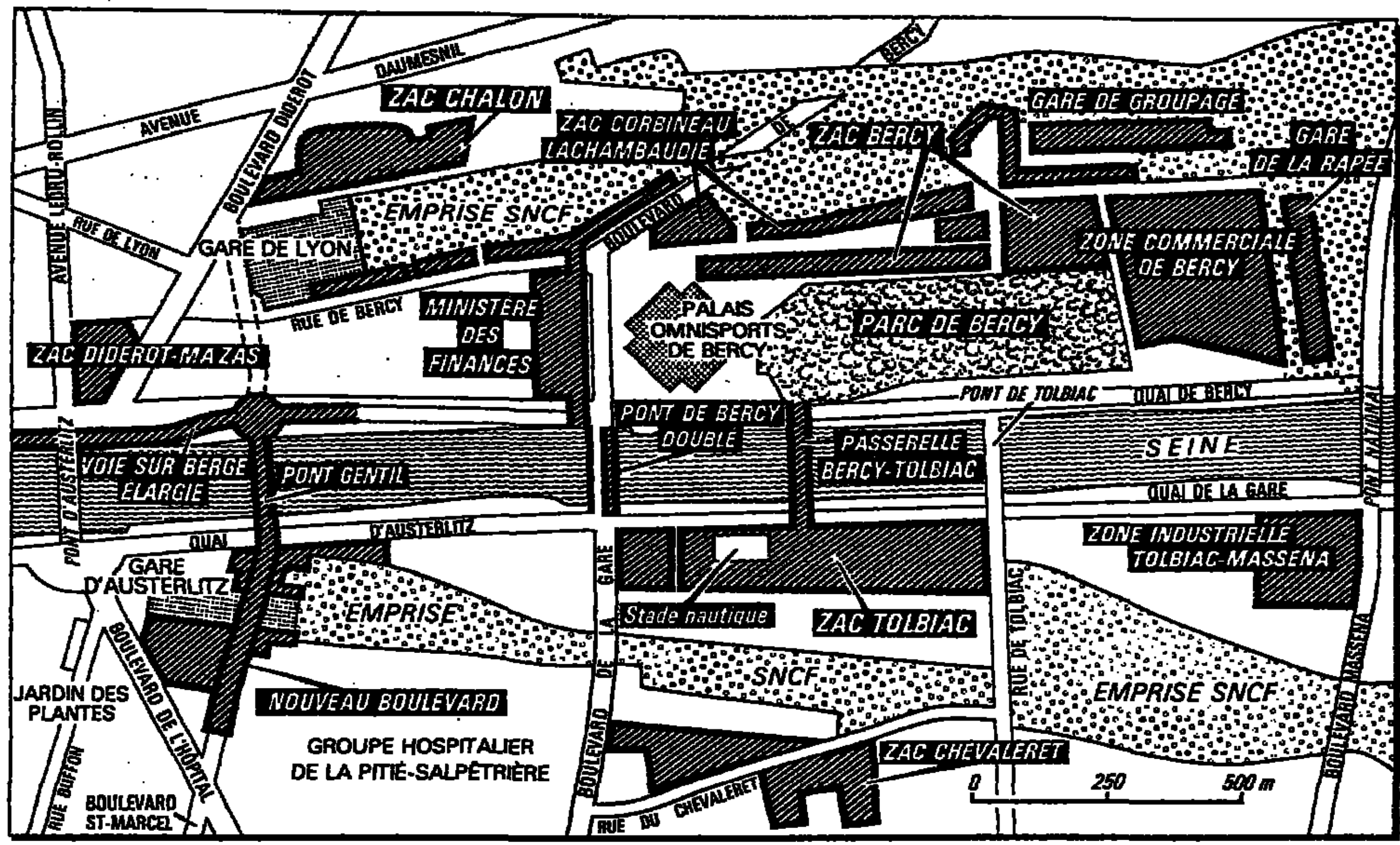
EUROPÉENNES (17 juin 1984)

Ins., 963 801 ; abst., 36,53 % ; suff. ex., 580 311. PC, 104 597 (18,02) ; PS, 141 099 (24,31) ; UDF-RPR, 197 488 (34,03) ; FN, 38 601 (6,65).

société

PARIS

Un nouveau front de Seine



Sur 2,5 kilomètres, de part et d'autre de la Seine, dans les 12e et 13e arrondissements, le paysage parisien est en train de changer. Les hachures désignent, sur notre carte, les équipements, les ouvrages et les zones de construction actuellement en chantier ou en projet.

Entre les gares de Lyon et d'Austerlitz, dans le sud-est de Paris, toute une portion de la capitale va sortir de l'ombre. Ces grands travaux commenceront l'an prochain.

L'admirable guirlande des vingt-quatre ponts de Paris va s'enrichir de nouvelles perles. Entre l'immense verrière d'Austerlitz et le beffroi de la gare de Lyon sera jeté le pont Gentil, large de 18 mètres. Un peu en amont, le pont-viaduc de Bercy recevra enfin la seconde chaussée qui lui manque depuis un siècle. Et si Paris organise les Jeux olympiques en 1992 une passerelle unira le quai de la Gare au quai de Bercy, autrement dit les deux villages des athlètes, celui des filles et celui des garçons.

En outre, la voie sur berge rive droite, qui s'engorge quotidiennement sous le pont d'Austerlitz, sera élargie de 6 mètres, permettant aux voitures de rouler sur cinq files au lieu de trois.

Ainsi en a décidé le conseil de Paris lors de sa séance du 20 janvier. Les travaux commenceront dès l'an prochain et dureront cinq ans. Le devis est actuellement estimé à 460 millions. Il sera très largement dépassé, car on n'y a inscrit ni les indemnités à verser au port de Paris qui devra évacuer certaines de ses installations, ni les travaux d'aménagement de la gare d'Austerlitz, qui sera traversée par le prolongement du pont Gentil.

Les derniers ouvrages de franchissement de la Seine furent ceux du périphérique, à l'est et à l'ouest. C'était il y a dix-sept ans. Or, à l'époque, on parlait déjà de doubler le pont d'Austerlitz. Avec l'ouverture de l'autoroute de l'Est A 4, la mise en service du TGV et le succès du Palais omnisport de Bercy, la circulation s'est accrue dans ce secteur quatre fois plus vite que dans le reste de Paris.

En début et fin de journée, on voit défiler 5 000 véhicules à l'heure sur le pont d'Austerlitz : autant que sur le périphérique sud. Cette situation ne pourra qu'empirer lorsque 6 000 fonctionnaires emménageront dans le nouveau ministère des finances. Bref, il y a urgence. La candidature de Paris aux JO de 1992 a fini de convaincre les élus.

C'est toute un portion du territoire parisien qui sort de l'ombre. Elle avait été littéralement colonisée, voici plus d'un siècle, par les immenses installations ferroviaires de la gare de Lyon et de la gare d'Austerlitz, s'étalant de part et d'autre de la Seine. Entre les rails et l'eau, les entrepôts avaient proliféré, interdisant toute autre construction. La reconquête de ses espaces a commencé autour de la gare de Lyon : elle va être accélérée et facilitée par le lancement des nouveaux ponts. Sur 2,5 kilomètres, soit le quart de son parcours parisien, la Seine retrouvera ici sa vocation d'axe monumental structurant la capitale.

La SNCF a déjà concédé plus d'une dizaine d'hectares à des opérations de construction, et elle devrait en lâcher au moins autant dans les années à venir. Mais il serait illusoire de penser qu'elle renoncera à ces immenses échangeurs de voyageurs et de marchandises que sont les gares de Lyon et d'Austerlitz. La première voit passer chaque année 87 millions de personnes, utilisant aussi bien le TGV que les rames du RER. La seconde traite 40 millions de voyageurs. Une partie de ceux-ci iront à Montparnasse prendre le TGV Atlantique, mais on estime que la croissance naturelle du trafic à Austerlitz comblera les vides en moins de quinze ans.

20 000 habitants

Au chapitre des marchandises, Lyon et Austerlitz reçoivent, trient et réexpédient annuellement des dizaines de millions de colis pesant au total 1,5 million de tonnes, sans oublier les 200 000 véhicules grimpant à bord des rames autos-couchettes. Si certains de ces services peuvent éventuellement déménager en banlieue, il est actuellement impensable de repousser à des kilomètres de Paris la totalité de ce trafic et ses installations afférentes.

Les urbanistes sont donc obligés de composer avec le rail. La gare d'Austerlitz, par exemple, se trouve exactement au débouché du futur pont Gentil. Qu'à cela ne tienne : un nouveau boulevard de 10 à 12 mètres de large la tranchera en deux, passant à 4 mètres au-dessus des quais de départ. Défilant devant le porche de l'hôpital de la Pitié, il « donnera la main » au boulevard Saint-Marcel, ouvrant ainsi une nouvelle voie d'accès aux gares. Pour compenser cette « agression », la SNCF sera autorisée à construire autour d'Austerlitz un vaste ensemble de bureaux. Sur cette même rive de la Seine, une zone industrielle de 60 000 mètres carrés, dite de Tolbiac-Masséna, est programmée depuis longtemps près du pont National.

Passons sur la rive droite, où de nombreux chantiers sont en cours ou en projet. D'abord celui du ministère des finances, dont les 150000 mètres carrés de bureaux feront pendant au Palais omnisport de Bercy. Fait unique dans l'urbanisme parisien, et contresens évident, l'hôtel des ministres passera par-dessus les quais et aura les pieds dans la Seine, brisant ainsi une perspective que personne n'avait osé jusqu'ici agresser de la sorte. Une fausse « porte de Paris » puisque la capitale, justement, a l'ambition de reconquérir son territoire jusqu'au périphérique.

En remontant la Seine, on trouvera en effet les 12 hectares du parc de Bercy et ses 650 platanes centenaires. Une terrasse comme celle des Tuileries l'isolera du bruit des voitures, mais une passerelle permettra d'atteindre les quais. Les pinardiers des « maisons » représentant les terroirs vinicoles français et des industries agro-alimentaires *devraient s'installer tout au fond*, sur 10 hectares à réaménager entièrement. Alentour, la SNCF modernise l'extraordinaire gare souterraine de la Rapée et envisage de construire une nouvelle halle pouvant héberger les entreprises de transport évincées de l'ancienne gare de Reuilly.

Tels seront les pôles d'activité de ce secteur. Mais sur les deux rives on ne compte pas moins d'une demi-douzaine de ZAC où monteront dans l'avenir des immeubles abritant logements, commerces, bureaux et équipements publics. Diderot-Mazas, Gare de Lyon, Chalon, Corbineau-Lachambeaudie, Bercy, dans le 12e arrondissement, Tolbiac, Chevaleret-Jeanne d'Arc, dans le 13e : ces noms encore peu connus des Parisiens seront demain des lieux de vie. Ils compteront 20 000 habitants. On y prévoit des commerces sur 17 000 mètres carrés, des bureaux sur 300 000 mètres carrés (soit 18 000 emplois), trois ou quatre hôtels, des écoles, des crèches, un gymnase, une piscine, une caserne de pompiers et des jardins.

Entre les futurs fronts de Seine on voit que les nouveaux ponts ne seront pas du luxe. Mais s'ils seront reliés par-dessus l'eau, ces quartiers resteront séparés du tissu urbain par *les gares et leurs voies ferrées*. Les rubans de rails qui les coupent du reste de Paris mesurent parfois 400 mètres, soit plus de deux fois la largeur de la Seine. Les ponts du futur, c'est sur ces rivières d'acier qu'il faudra les lancer. Une œuvre de longue haleine, mais indispensable si l'on veut que vive le futur Paris-sur-Seine du sud-est.

MARC AMBROISE-RENDU.

LA DÉCHARGE DE VILLEPARISIS EST « MURÉE » PAR DES MANIFESTANTS

Des murs de parpaing ont été élevés, samedi 25 janvier, aux deux grilles d'entrée de la plus grande décharge de la région parisienne, aux confins de la Seinte-Saint-Denis et de la Seine-et-Marne, pour protester contre les nuisances occasionnées par les anciennes carrières de gypse transformées en dépôts d'ordures ménagères (*le Monde* du 6 décembre 1985).

Les manifestants, conduits par MM. Jean-Claude Delarue, président de SOS-Environnement, et Jean-Claude Fourré, député (PS) de Seine-et-Marne, ont pris bonne note d'une lettre de Mme Bouchardeau, ministre de l'environnement, parvenue la veille : il y est précisé que la société France-Déchets, qui gère la décharge de Villeparisis, est actuellement en cours de « restructuration ». Il faudra donc attendre que les trois partenaires (Lyonnaise des eaux, Générale des eaux et ELF) se concertent pour connaître l'avenir de la décharge.

ANGOULÊME 13 : LA BD FAIT SON AUTOCRITIQUE

Un centre national de la bande dessinée et de l'image devrait ouvrir en 1988

De notre correspondant

Angoulême. – Les lampions sont éteints, mais le malaise demeure. La retransmission par FR 3 de la remise des Alfred n'a rien arrangé, avec son show ringard et ses incidents techniques. Bref, ce treizième Salon international de la bande dessinée, qui vient de fermer ses portes à Angoulême, n'avait pas le sourire : l'année aura été celle de tous les doutes, de toutes les remises en question, même si l'Alfred 86 (*la Femme du magicien*, de Boucq et Charyn, chez Casterman) prolonge encore un peu les tendances élitistes des années fastes.

L'affluence était là pourtant : cent mille personnes, peut-être, et trente exposants de plus qu'en 1985. Les bédéphiles pouvaient célébrer leur grand-messe annuelle et communier dans cet œcuménisme qui va des opéras-BD d'Alliance Média (un disque ou une cassette pour accompagner un livret d'opéra réécrit en bande dessinée) jusqu'aux *comics* américains. C'est pourtant de ce foisonnement, de cette inflation, que la BD est malade.

Le treizième Salon a donc été celui de l'examen de conscience : on ne nie plus aujourd'hui la médiocrité du dessin, la faiblesse des scénarios et surtout l'inflation de la production, dans un marché qui se ferme. « *On n'est plus sûrs de récupérer le public sortant de l'adolescence*, reconnaît Jean-Luc Fromontal, directeur de Metal Hurland. *Si cela continue, dans quelques années, le marché de la BD sera celui de la philatélie.* » Il poursuit : « *La baisse de la qualité est particulièrement sensible dans la presse de BD qui a longtemps été le vivier et le laboratoire de l'édition alors que, maintenant, c'est la presse qui est à la remorque des albums.* » Cette analyse semble celle de Hachette, qui a annoncé à Angoulême son intention de redonner à *Spirou* son lustre d'antan et qui, par Edimonde interposé, relance *Metal Hurlant*.

Un pôle national de référence

En crise ou pas, le salon d'Angoulême est une institution. Cette reconnaissance officielle avait culminé en 1985 par la visite du président de la République. Cette année, le Salon n'a eu à se mettre sous la dent que M. Lionel Jospin, venu entre les portes de deux meetings, et M. Jack Lang, un habitué. Le ministre de la culture et M. Jean-Michel Boucheron, député et maire d'Angoulême, ont annoncé le lancement du projet de Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI), l'un des grands projets culturels du septennat pour la province. Il ne s'agit pas moins que de faire d'Angoulême « *le pôle national de référence sur la BD et l'image dans le monde* ».

Le CNBDI regroupera un musée-médiathèque, alimenté notamment par le dépôt local de la Bibliothèque nationale; un observatoire international des nouvelles images sur un marché qui représente actuellement 55 milliards de francs (on prévoit 350 milliards en 1989) ; un département formation ; et, enfin, un laboratoire. Denis Raison, le directeur du CNBDI, était précédemment chargé du département recherche au Carrefour international de la communication à La Villette. L'architecte Roland Castro rêve de faire de son projet une sorte de « *jardin anglais, un lieu qui, par sa magie et sa poésie, évoque l'univers de la bande dessinée* ».

Reste à boucler le dossier financier. L'Etat s'est engagé à hauteur de 45 millions sur une estimation totale de 75 millions de francs, le reste étant partagé entre les collectivités territoriales. Or ni M. Monory, président du conseil régional (UDF), ni M. Houssin, président du conseil général (RPR), n'ont formellement accepté les dernières propositions du maire d'Angoulême. M. Houssin, qui n'est pas hostile au projet, attend en particulier de savoir si l'Etat plafonnera forfaitairement son aide à 45 millions de francs, ou si le ministère de la culture s'engage sur un taux de 60 %, quel que soit le coût final du projet.

Le CNBDI devrait ouvrir ses portes à l'automne 1988, ce qui laisse du temps pour régler le problème des frais de fonctionnement (le chiffre de 8 à 10 millions de francs par an en régime de croisière a été avancé). La cohabitation entre l'actuelle majorité et l'actuelle opposition, entre les crédits publics et les intérêts des éditeurs se posera peut-être alors en termes différents.

JEAN-PIERRE DUFRENNE.

LE PALMARÈS

– Grand prix de la ville d'Angoulême : Jacques Lob, pour l'ensemble de son œuvre (c'est donc Jacques Lob qui présidera le jury du prochain Salon).

– Alfred du meilleur album 1985 : *la Femme du magicien*, de Boucq et Charyn (Casterman).

– Alfred de la communication publicitaire : Franck Margerin, pour la campagne contre le vandalisme dans les cabines téléphoniques.

– Alfred de la meilleure BD étrangère traduite en français : *Torpédo*, de Burnat et Abuli (Albin Michel).

– Grand prix national des arts graphiques : Albert Uderzo.

SCIENCES

LES RÉSULTATS DE L'OBSERVATION D'URANUS PAR VOYAGER-2

Chaleur polaire et froid tropical

Un qunizième satellite, un dixième anneau, un champ magnétique en rotation rapide, une couronne d'hydrogène autour de la planète, une activité géologique insoupçonnée sur certains satellites : les découvertes se sont accumulées au fur et à mesure que la sonde Voyager-2 transmettait les informations *enregistrées lors de son passage au voisinage d'Uranus*. La moisson est belle, parfois stupéfiante, bien qu'encore réduite aux aspcects *immédiatement* visibles sur les images ou, la seule lecture des chiffres. Bien d'autres phénomènes n'apparaîtront qu'après de longues et scrupuleuses analyses. Comme pour Jupiter et Saturne, il faudra des années pour épuiser les informations apportées sur Uranus.

● **L'atmosphère d'Uranus.** – On attendait une météorologie étrange pour cette planète dont le pôle sud fait face au Soleil pendant quarante-deux ans, le pôle nord étant alors plongé dans l'obscurité. Le résultat est stupéfiant : la température est la même aux deux pôles, la même aussi à l'équateur. Il y aurait en revanche une zone plus froide aux latitudes qui, sur Terre, seraient qualifiées de tropicales. Il est clair que des courants très importants brassent l'atmosphère *d'Uranus*. Des modèles ont déjà été imaginés, et des analyses fouillées de l'ensemble des mesures devraient permettre d'en savoir plus.

● **Le champ magnétique.** – Vainement cherché pendant plus d'un an, mesuré seulement jeudi et vendredi, ce champ magnétique, qu'on avait cru nul, puis très faible, est finalement de grandeur normale : plus faible que celui de Jupiter, un peu inférieur au champ terrestre, un peu plus grand que celui de Saturne. Mais il n'est pas là où on l'attendait. L'axe magnétique d'Uranus fait un angle de 55 degrés avec l'axe de rotation. Comme la planète tourne sur elle-même en une quinzaine d'heures, le champ magnétique en fait autant. En un point fixe de l'espace, sa variation est rapide. Cela pourrait expliquer la noirceur des satellites et des anneaux d'Uranus. Ce champ variable accélère les protons (noyaux d'atomes d'hydrogène) qui entourent la planète. Les satellites et les blocs formant les anneaux sont ainsi soumis à un effroyable bombardement : cent mille milliards de protons par centimètre carré et par an. Si les satellites étaient initialement couverts d'une couche de méthane solide, ce qui est une hypothèse raisonnable, ce bombardement a progressivement dissocié les molécules, faisant évaporer l'hydrogène et laissant un substrat de carbone et d'hydrocarbures lourds. En d'autres termes, la brillante couche de glace de méthane s'est transformée en charbon.

● **La couronne d'hydrogène.** – Uranus est entourée d'une couronne d'hydrogène, ce qui lui donne un statut intermédiaire entre les planètes géantes – Jupiter et Saturne et les planètes « terriennes » – outre celle que nous habitons, Mercure, Vénus et Mars. Ces dernières ont perdu leur hydrogène, à l'origine le constituant le plus abondant ; il a été chassé par l'intense rayonnement reçu du Soleil. Jupiter et Saturne l'ont pour l'essentiel gardé. Uranus continue d'en perdre – sa masse étant moins grande que celle de Jupiter et de Saturne, il le retient moins bien. Heurté par des électrons venant de la haute atmosphère, cet hydrogène coronal émet un rayonnement : à l'observation en lumière ultraviolette, la planète apparaît entourée d'un brillant halo.

● **Les anneaux.** – On connaissait neuf anneaux étroits autour de la planète. Deux Français, Bruno Siccardi et André Brahic, en avaient observé un dixième lors d'une occultation d'étoile, mais une confirmation manquait. Voyager-2 l'a apportée. Il a apporté bien plus. Quand la sonde est passée derrière la planète, elle a pu observer la lumière transmise à travers les anneaux. La plupart des clichés alors pris sont sous-exposés. Mais l'un d'eux montre de très nombreuses et complexes structures. Les expérimentateurs ont d'ailleurs beaucoup de mal à le raccorder aux autres images des anneaux, à identifier précisément ce qu'ils voient. Des mesures d'occultation radio ont aussi été faites : on a étudié précisément l'atténuation des signaux transmis par Voyager-2 quand les ondes traversaient les anneaux. Il en ressort que les anneaux sont très fins (20 à 30 mètres d'épaisseur), très étroits (l'anneau gamma a une largeur de 600 mètres), mais très opaques, avec des bords abrupts. Quel mécanisme peut stabiliser de tels anneaux, dont les particules subissent d'incessantes collisions, en présence d'un champ magnétique variable qui crée des perturbations importantes ? Les spécialistes y perdent leur latin.

● **Les satellites.** – Uranus possède un quinzième satellite, qui avait échappé aux observations... parce que, trop brillant ! Il n'était pas visible sur les premières images. Il est apparu souvent sur les suivantes, mais les membres de l'équipe d'analyse des images ont cru qu'il s'agissait d'une nouvelle occurrence des satellites déjà trouvés. Cherchant des objets moins lumineux, ils l'ont négligé. C'est par hasard qu'ils ont découvert qu'il s'agissait d'un satellite nouveau.

Le plus gros des dix nouveaux satellites a été observé de près; il exhibe un superbe cratère. Quant aux cinq anciens, ils ont été proprement mitraillés par les caméras. Obéron possède une montagne haute de 6 kilomètres, peut-être due au choc d'une météorite, et l'on observe des dépôts au fond de ses cratères. Poussières ou laves ? La question reste ouverte. Titania est aussi couvert de cratères, mais également de sortes d'écorchures brillantes. La première impression est que quelque chose a coulé sur sa surface. Seul Umbriel, très sombre, ne montre preque aucune structure.

Le mieux connu est maintenant Miranda, observé de très près. Par un tour de force de pilotage, les ingénieurs de la NASA ont pu faire très légèrement pivoter la sonde pendant les prises de vues, pour compenser l'effet de bougé dû au déplacement. Résultat : on voit des détails de quelques centaines de mètres. Et c'est un résumé de tous les satellites antérieurement observés : fractures, dépôts, failles de compression, et même « rivières » : tous les accidents géologiques semblent présents sur cette « lune » dont le diamètre n'est que de 480 kilomètres. Comprenne qui pourra. Pour l'instant, les géologues disent que : « *Ça dépasse l'imagination.* »

MAURICE ARVONNY.

TROIS DEFIS, TROIS PARTAGES

LE DEFI DE LA PAUVRETE, LE PARTAGE DES RICHESSES

De l'autre côté du monde, on meurt toujours de faim. Mais la pauvreté est aussi à nos portes. Les militants sont partis. Des artistes réaniment la solidarité. Pourtant, quoi de plus politique que le partage des richesses ?

LE DEFI DU CHOMAGE, LE PARTAGE DU TRAVAIL

Le plein emploi n'est pas pour demain. Et l'intolérance gagne du terrain. Nous avons réhabilité l'entreprise mais le syndicalisme s'interroge. Le travail est plus rare. Il faudra le partager. Dure négociation.

LE DEFI DE LA COMMUNICATION, LE PARTAGE DES CULTURES

La communication fait éclater les horizons de la civilisation. Mais, après l'enchantement technologique, une formidable bataille s'engage pour le pouvoir des images. Les empires multimédias contre la république des radios libres. Assister au partage des ondes, ou choisir le partage des cultures ?

IL PARAIT QUE NOUS N'AVONS PLUS DE PROJET. POURTANT, NOUS SOMMES EN TRAIN DE REUSSIR. C'EST LA PREMIERE FOIS. NOUS AVONS ENCORE BEAUCOUP A FAIRE. VOUS AVEZ ENCORE BEAUCOUP A DIRE.

DEBAT
LIBRE GAUCHE

Présidé par Huguette BOUCHARDEAU
avec la participation de
Jean-Michel BELORGEY — Jean-Pierre COT
Michel DELEBARRE — Georgina DUFOIX — Edgard PISANI
qui répondront aux questions de
André CAMPANA et Albert DU ROY

Mardi 4 février 1986 (19 heures-22 heures) - Hôtel Méridien, Paris (Porte Maillot)

Contact « LIBRE GAUCHE » - Téléphone 47.47.04.46

HERVÉ TISSOT

هكذا من الأصل

RELIGION

AU NOM DE LA PAIX

Jean-Paul II convoque un « sommet » de toutes les religions à Assise

Jean-Paul II vient de prendre une initiative sans précédent en invitant à Assise, dans la ville natale de saint François, les représentants de toutes les religions du monde, pour une réunion de prières en faveur de la paix. Ce « sommet » religieux aura lieu en 1986 – année mondiale de la paix pour l'ONU – mais à une date qui reste à déterminer.

C'est le samedi 25 janvier à la basilique Saint-Paul-hors-les-Murs de Rome, où il présidait la célébration de clôture de la Semaine de l'unité des chrétiens, que le pape a rendu publique son invitation. C'est dans la même église, le 25 janvier 1959, que Jean XXIII avait annoncé la convocation du concile Vatican II. Et l'an dernier, dans ce même lieu, Jean-Paul II avait convoqué un synode extraordinaire d'évêques.

« La guerre peut être décidée par quelques personnes : la paix exige un engagement solidaire de tous », a dit le pape, soulignant que le Saint-Siège désirait *« contribuer à susciter un mouvement mondial de prières pour la paix qui, dépassant toute frontière nationale et incluant les croyants de toute religion, embrassera le monde entier ».*

« Je lance un appel pressant, a-t-il ajouté, *à tous les frères et sœurs chrétiens et à toutes les personnes de bonne volonté pour s'unir en 1986 dans une prière fervente implorant Dieu pour le grand don de la paix... Le présent et l'avenir de l'humanité sont étroitement liés à ce problème devant lequel aucun chrétien, et même aucun humain croyant en Dieu créateur du monde ne peut rester indifférent. »*

Le choix d'Assise pour une telle rencontre internationale de prières pour la paix s'explique par une double raison : réunir les autres responsables chrétiens et non chrétiens à Rome eût pu paraître inconvenant. En outre, au treizième siècle, saint François a transformé Assise en lieu de l'*« universelle fraternité »*. L'une des dates de cette rencontre aurait pu être le 4 octobre, jour de Saint-François, mais Jean-Paul II sera, ce jour-là, en visite à Lyon. Une autre date possible pourrait être le 24 octobre, jour anniversaire de la création des Nations unies.

Les détails de cette réunion de prières devraient être réglés au cours de consultations qui ont commencé avec les différentes confessions chrétiennes et les autres religions. Le Conseil œcuménique des Eglises s'intéresse à une telle initiative. Et l'archevêque de Canterbury, le docteur Runcie, aurait déjà fait part de sa réaction favorable.

C'est d'ailleurs en *« pèlerin de paix »*, a-t-il dit dimanche, que Jean-Paul II se rendra en Inde à partir du 1er février, pour une visite de dix jours. Dans ce sous-continent où le catholicisme est très minoritaire, le pape entend montrer *« du respect, de l'estime et de l'encouragement à tous ceux qui cherchent Dieu et s'engagent à la recherche de la perfection, travaillent au service de leurs frères pour construire la paix et la justice ».*

MÉDECINE

La bataille perdue des opposants de l'ordre

De notre correspondant

Grenoble. – L'Union nationale des médecins pour la dissolution de l'ordre (UNAMDOR), créée en novembre 1984 à l'initiative de praticiens de la région Rhône-Alpes, a estimé, samedi 25 janvier à Grenoble, lors de son assemblée générale, avoir perdu *« par KO »* la bataille qu'elle voulait infliger à l'ordre des médecins. Les médecins de l'UNAMDOR, qui escomptaient obtenir, avant la fin de la législature, la dissolution de l'ordre, comme l'avait annoncé en 1981 dans son programme M. François Mitterrand, entendent désormais mener *« une guerre de tranchées »* contre une institution dont ils contestent les méthodes, mais surtout dénoncent l'existence.

« Nous avons cru que le pouvoir de gauche respecterait ses engagements ; aussi sommes-nous partis avec retard pour imposer la dissolution de l'ordre », regrette un membre de l'association. Selon l'UNAMDOR, 34 % des cent cinquante mille médecins ne cotisent pas à l'ordre, et ce pourcentage ne cesserait de croître. Certes, parmi ceux-ci, un nombre élevé de médecins ne versent pas leurs cotisations pour des raisons autres que la contestation de l'ordre. Cependant, une enquête menée auprès de deux mille médecins du Rhône montre, parmi les deux cents réponses parvenues à l'UNAMDOR, que 28 % des médecins sont favorables à la dissolution pure et simple de l'ordre, 35 % sont favorables à des réformes profondes comme le huis clos et le mode d'élection et 37 % sont favorables au maintien dans son état actuel de l'ordre.

« Le président de l'ordre, le professeur Villey, se discrédite en estimant à 1 % le nombre des opposants à l'ordre », souligne le professeur Pierre Cœur, président de l'UNAMDOR. L'association, qui reconnaît le bien-fondé de la loi de juillet 1985 interdisant aux ordres nationaux (médecins, architectes, sages-femmes...) de suspendre de leur exercice professionnel les personnes qui ne cotisent pas à leur ordre respectif, relève qu'à la suite du vote de la loi, l'ordre des médecins a jugé que sa légitimité avait été renforcée et a, de ce fait, multiplié les procès contre les non-cotisants. Au 1er janvier 1986, deux cent cinquante médecins étaient poursuivis par leur ordre, selon l'UNAMDOR.

Conscient des difficultés que ne manquera pas de soulever son action pour obtenir la dissolution rapide de l'ordre des médecins, le président de l'UNAMDOR a indiqué qu'il était de la plus extrême urgence de supprimer le huis clos des débats ordinaux et d'introduire des magistrats professionnels dans les structures disciplinaires de l'ordre.

CLAUDE FRANCILLON.

[Le professeur R. Villey, président du Conseil national de l'ordre des médecins, que nous avons interrogé, nous confirme, chiffres à l'appui, que 6 % des médecins ne cotisent pas à l'ordre. Sur ces 6 %, 1 % à 2 % seulement sont des « non cotisants volontaires », les autres comportant les médecins décédés dans le cours de l'année, ou qui ont changé d'adresse ou de mode d'exercice.

M. Villey rappelle qu'un référendum national a indiqué que 70 % des praticiens sont favorables au maintien de l'ordre. Il précise aussi que les deux tiers des ordres départementaux ont cessé de poursuivre les médecins qui ne cotisaient pas, jusqu'à ce que la loi de juillet 1985 rende ces poursuites obligatoires devant les tribunaux d'instance en reconnaissant le bien-fondé de l'obligation de cotisation. – Dr. E.-L.]

FAITS DIVERS

A Nice

M. JACQUES MÉDECIN HOSTILE A LA REPRISE DU CASINO RUHL PAR UNE SOCIÉTÉ ÉTRANGÈRE

M. Jacques Médecin, député et maire de Nice (apparenté RPR), s'est déclaré hostile, samedi 25 janvier, *« à la reprise du casino Ruhl par une société étrangère »*. M. Médecin, qui s'exprimait au micro de Radio Baie des Anges a indiqué qu'il avait *« l'impression que depuis Paris, à travers les milieux politiques locaux et la télévision française, on est en train de vouloir imposer à la ville de Nice un* Berlusconi des casinos *»*.

M. Médecin a expliqué ensuite *« qu'il avait été contacté il y a quelques mois par une société qui est l'assemblage de Libanais résidant au Maroc, d'Anglais résidant aux Antilles néerlandaises et de Britanniques résidant à Londres »* (le *Monde* du 1er janvier).

« Le conseil municipal n'a pas de raisons majeures pour donner son accord à une société étrangère », a indiqué M. Médecin, qui a ajouté : *« Je ne veux pas avoir à Nice un casino étranger. Il y a assez de Niçois et de Français en France pour que le casino de Nice soit entre les mains de Niçois et de Français. »*

JUSTICE

DEUX PEINES PERPÉTUELLES ET UNE DE QUATORZE ANS POUR LES CRIMINELS DU BORDEAUX-VINTIMILLE

Une condamnation de la sauvagerie et du racisme

Contre l'avis de l'avocat général, le jury a accordé les circonstances atténuantes à l'un des trois accusés. Mais le verdict ne risque guère d'être controversé.

De notre envoyé spécial

Montauban. – L'arrêt rendu samedi 25 janvier par la cour d'assises de Tarn-et-Garonne, au terme d'un procès de quatre jours, ne court pas grand risque de controverses. Les déclarations de culpabilité des trois accusés du meurtre de Habib Grimzi étaient attendues. La distinction faite, après une heure cinquante de délibérations, entre, d'une part, Anselmo Elviro-Vidal et Marc Béani condamnés à la réclusion perpétuelle (1) pour meurtre sans circonstances atténuantes et, d'autre part, Xavier Blondel, tenu seulement pour auteur de coups et blessures sans intention de donner la mort, qui, grâce aux circonstances atténuantes, lui valent quatorze ans de réclusion criminelle, n'est pas de nature à susciter la critique.

Sans doute les réquisitions de l'avocat général, M. Jean-Louis Brignol, qui avait mis sur le même plan les trois jeunes gens et demandé contre eux le maximun de la peine, n'ont pas été suivies à la lettre. Ce n'est, à vrai dire, pas sans raison. Xavier Blondel était des trois celui qui se trouvait le moins engagé dans le drame du Bordeaux-Vintimille. Certes, il avait montré, dès le premier moment de cette chasse à l'homme, un empressement certain. Mais il avait en sa faveur un mot du dernier instant, un cri qui lui a valu ce meilleur sort : alors que Béani avait déjà frappé Grimzi d'un coup de couteau, il avait abaissé le bras de son camarade criant : *« Ah non ! Pas ça »*. Ses avocats, Mes Joseph-Hilaire Wotto et surtout Guy Debuisson, surent évidemment le rappeler avec toute l'insistance qui s'imposait. Les jurés en ont assurément conservé le souvenir, même si, ensuite, Blondel fut celui qui, sommé de la faire par Elviro-Vidal, avait finalement, non sans hésitation, ouvert la porte donnant sur la voie.

Les efforts de Me Jean-Louis Pelletier, pour obtenir de la cour que son client, Marc Béani, bénéficie d'une même mansuétude, furent violents et pathétiques à la fois. Pourtant, ils demeurèrent vains. C'est que celui dont son avocat pouvait dire sans risque d'être contredit qu'il avait *« un petit pois dans la tête sur des épaules de déménageur »* se trouvait accablé par deux charges terribles : il était, avant que Blondel ait pu l'arrêter, celui qui porta à Grimzi le coup de couteau dont les médecins légistes avaient dit qu'il fut donné avec une telle force qu'il perça l'omoplate. Il fut ensuite celui qui, ayant relevé sa victime, lui défonça le thorax d'un coup de pied tel – et l'avocat général l'avait rappelé – que Béani en eut lui-même l'ongle d'un orteil arraché.

Innocence

Si ces abominations doivent encore être rappelées, c'est qu'elles faisaient partie de l'affaire et, surtout, qu'elles en expliquent le dénouement. Le dossier conjuguait racisme et sauvagerie. Les trois que l'on devait juger portaient assurément en eux une violence dont les psychiatres avaient tous indiqué la dangerosité. Il est fort possible que, en d'autres circonstances, elle ait pu s'exercer par un autre « passage à l'acte » sur une victime qui n'aurait pas été algérienne ni même forcément étrangère. Mais, du fait même de ce qui se passa dans la soirée du 14 novembre 1983 dans le train 343, de ce qui fut dit à propos des Arabes par ce trio moins éméché qu'énervé et devant celui-là même qui en avait la charge – le caporal-chef Logel, – il ressortait qu'Elviro-Vidal d'abord, les autres ensuite, ne s'en prenaient pas ce soir-là à n'importe qui.

Ainsi, contre une victime inattaquable, Algérien de surcroît, s'était déchaînée la violence la plus extrême, et, durant un temps qui n'en finissait plus, avec une volonté bien arrêtée. La supplication, entendue par des témoins : *« Laissez-moi, laissez-moi, je ne vous ai rien fait »* demeurait dans toutes les oreilles. La largeur des coulées de sang, le diamètre d'autres taches, rappelés par l'avocat général, ajoutaient encore à ce tableau terrible. Elviro-Vidal, qui jusqu'au bout a revendiqué *« le crime dégueulasse »* et approuvé l'avocat général dans sa demande contre lui et les autres de la réclusion criminelle à perpétuité, avait beau dire qu'il n'était pas raciste – non sans glisser que Béani, lui, l'était bel et bien et à 100 %, – il ne pouvait échapper à cette simple évidence : le garçon expédié d'un ultime coup de talon sur le ballast s'appelait Habib Grimzi et pas autrement.

La défense sentait tellement que c'était là sa tunique de Nessus, qu'elle ne put faire autrement que rejoindre, sur la question du racisme, les parties civiles elles-mêmes, que ce soit la famille, que ce soit les cinq associations qui étaient intervenues. Des avocats comme Mes Georges Catala, Jean-Hilaire Wotto, Guy Debuisson et Jean-Louis Pelletier n'avaient pour cela pas besoin de forcer leur nature. Ils furent sincères, autant qu'ils pensaient pouvoir du même coup être utiles. Car ce ne sont pas, en cette circonstance, les avocats ordinaires du Front national que l'on a vu prendre en charge Elviro-Vidal et ses deux compagnons. Si bien que, pour les avocats du MRAP, de la LICRA, de la Ligue des droits de l'homme, de l'Association France-Algérie et de l'Association de solidarité aux travailleurs immigrés, l'adversaire en cette circonstance n'était pas celui qu'ils rencontrent et auxquels ils s'opposent dans le combat quotidien. Ainsi furent-ils quelque peu en porte-à-faux. Autant ils s'étaient montrés ardents le premier jour contre les trois accusés, dont en fait ils ne connaissaient encore que les déclarations reproduites par les procès-verbaux, autant, à mesure qu'ils découvraient la triste réalité, charnelle et intellectuelle de chacun d'eux, ils donnèrent le sentiment de reconsidérer leur attitude, pouvant difficilement se faire à l'idée d'une alliance sans réserve ni retenue avec le ministère public.

Du moins leurs plaidoiries, auxquelles la défense affecta de s'en prendre, donnèrent un argument au ministère public. L'avocat général, M. Brignol, voulait d'avance écarter l'argument consistant à dire que le garçon avait été victime de ceux qui distillent, par la parole et les cris, les idées de racisme et de xénophobie. *« Ces idées,* dit-il, *on les adopte librement. Car s'il est vrai qu'elles circulent, il est non moins vrai que circulent tout autant celles de l'antiracisme. Ainsi, les choix sont faits librement et quand ils conduisent à donner une mort atroce et voulue à un garçon de vingt-six ans, il n'y a plus d'échappatoire. »*

Maintenant, tout est donc achevé. Ceux qui furent aux derniers instants de ce procès garderont longtemps en mémoire le spectacle de Marc Béani au moment de la lecture de l'arrêt qui le condamnait à la peine perpétuelle. Il demeura d'abord hébété, stupide comme s'il n'avait pas compris. Peu à peu, l'idée de la condition qui venait de lui être faite prit corps. Alors ses dents s'entrechoquèrent, son corps si puissant se ramassa et se détendit comme celui d'un animal voulant échapper au piège. Les gardes ordinaires furent insuffisants à le contenir. Il fallut cinq ou six policiers pour l'emmener. Chacun en fut saisi de pitié et d'effroi mêlés. Pitié pour ce malade, car il l'est ; effroi parce que, en cet instant, l'image était bel et bien celle du Béani que le doux Grimzi eut en face de lui. La scène ne fut pas pour rien dans cette réflexion finale de Me Roland Rappaport, avocat du MRAP, sollicité de donner son sentiment. *« Je souhaite seulement*, devait-il dire, *qu'il n'y ait plus d'affaires qui donnent l'occasion de pareil jugement. »*

Pour autant, en cette soirée, le racisme n'a pas été jugulé, muselé, mis hors de vue parce que Béani l'a été. Ceux qui se battent contre lui le savent pertinemment. Les autres émules d'un caporal-chef Logel amnésique ou de ces voyageurs peureux et restés passifs, malgré le nombre, vont s'empresser d'oublier ce qu'ils voudraient tellement n'avoir été qu'un *« fait divers »*.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

(1) La peine de sûreté n'a pas été ordonnée. Les deux condamnés sont donc soumis au régime normal. Ils peuvent, à ce titre, bénéficier éventuellement d'une mesure de grâce ramenant leur peine à vingt ans. Dans ce cas, au bout de dix ans, ils peuvent obtenir une réduction de peine.

DEVANT LE PALAIS DE JUSTICE DE TOURS

Grève de la faim pour une indemnisation

De notre correspondant

Tours. – Il a été reçu à l'Elysée et au ministère de la justice. Mgr Honoré, archevêque de Tours, lui a rendu visite. Mais, pour l'instant, rien n'y a fait ; et, ce lundi 27 janvier, un habitant du Grand-Pressigny (Indre-et-Loire), M. Jacques Clérissy, entamait son vingt-sixième jour de grève de la faim dans sa voiture, face au palais de Justice de Tours.

M. Clérissy attend depuis dix ans de la justice une indemnisation de 490 000 francs. Celle-ci devait lui être versée après l'assassinat de son épouse par un individu qui avait été surpris en train de s'emparer du contenu du tiroir de son tabac-épicerie à La Puisaye (Eure-et-Loir).

Cette indemnisation devait être prise sur le produit de la vente de la maison du meurtrier qui avait mis fin à ses jours, mais la saisie immobilière n'a jamais pu avoir lieu à cause de la mésentente entre les héritiers. M. Clérissy a fait, en 1984, un recours devant la commission d'indemnisation des victimes de Chartres, mais celui-ci s'est soldé par un jugement déclarant sa demande irrecevable. En clair, la commission estimait que ce n'était qu'après la vente de la maison que le dossier pourrait être examiné.

M. Clérissy, qui vit avec 3 000 francs d'allocation-chômage par mois et élève six enfants – sa seconde femme s'est donné la mort – ne peut plus attendre. Il a décidé, il y a trois semaines, d'entamer une action spectaculaire avec l'aide d'un comité de soutien et d'une association de consommateurs. Mais M. Clérissy devra tenir encore au moins une semaine, car le juge qui préside la commission d'indemnisation des victimes à Tours n'a l'intention de prendre une ordonnance que le 31 janvier.

ALEXIS BODDAERT.

sports

FOOTBALL

Les Girondins en coupe réglée

Hiérarchie bousculée, tradition respectée. Les trente-deuxièmes de finale de la Coupe de France, qui voyaient, les 25 et 26 janvier, l'entrée en lice des équipes de première division, ont provoqué leur lot de surprises.

L'exploit a été réalisé par les promotionnaires d'Evry, vainqueurs 1 à 0 d'une équipe toulonnaise à la dérive. En se qualifiant pour les seizièmes, les banlieusards parisiens sont entrés dans la légende : depuis trente ans, aucune équipe de leur niveau n'était parvenue à ce stade de la compétition (El-Biar avait sorti le grand Reims en 1957). Mais Evry doit partager la vedette avec Limoges, équipe de deuxième division, qui a réussi à éliminer Nantes l'Européenne grâce à l'épreuve des coups de pied au but (2-2 après prolongations). Enfin, Le Havre, promu cette saison en première division, a terrassé le tenant de la coupe, Monaco, pourtant en net regain de forme (2-1). Au total, six clubs de première division ont été éliminés dès leur apparition en Coupe. D'autres, comme Bastia, Marseille et Lille ont éprouvé les pires difficultés à se qualifier face à Rodez, Montauban et Melun.

Deux ténors de seconde division, Alès et Le Puy, ont également plié face aux petits clubs du Crès et de Pont-Saint-Esprit (division d'honneur).

De notre correspondant

Bordeaux. — Assiste qui veut aux séances d'entraînement des Girondins, sur la plaine des sports Haillan, mise à la disposition du club par la ville de Bordeaux. Samedi matin, il n'y avait qu'une centaine de personnes, c'est-à-dire une toute petite assistance à la veille d'une confrontation au sommet, Bordeaux-Toulouse, sur le terrain neutre de Mont-de-Marsan, pour les 32es de finale de la Coupe de France. Aucun sport n'a pourtant cristallisé autant que le football l'antique rivalité entre les deux cités.

« C'est un baromètre, constatait un spectateur, *au lendemain du match contre Monaco* (défaite 9-0) *comme aujourd'hui le stade était pratiquement vide. »* Loin de l'ambiance des tribunes, un jour de derby, on se serait plutôt cru au rond de présentation d'un champ de courses ou au moment de l'apartado avec une corrida. Dans un silence presque religieux, jauger l'équipe comme s'il s'était agi d'un cheval ou d'un taureau. Serait-elle capable de battre Toulouse ? Avant le faux pas de Monaco, ils auraient été plusieurs centaines de supporters à venir se poser cette question. Samedi matin, personne n'accompagnait les joueurs vers les vestiaires. Tigana s'est tout de suite esquivé. *« Le pépin de Monaco,* disait Rohr, *ce n'est rien d'autre qu'un enchaînement fatal. Lorsque vous êtes mecés 4 à 0, se pose la question de savoir quoi faire. Perdu pour perdu, nous n'avons pas voulu fermer le jeu. Cela nous a coûté cinq buts de plus. »*

Mais ne faut-il pas y voir le signe d'un quelconque malaise, d'une crise latente? Quelle est l'incidence, par exemple, des transferts de joueurs actuellement à l'étude? *« Rien de tout cela,* répond Rohr. *Je ne vois pas en quoi cela peut provoquer un malaise. Six joueurs sont en fin de contrat. Pour eux, c'est plutôt le moment de se montrer sous leur meilleur jour, sans pourtant courir le risque d'une blessure. Mais n'oubliez pas que la situation est la même dans toute équipe. »*

« C'est la vie »

Vendredi soir, à Biarritz, Tigana, pressenti pour Marseille, a rencontré Bernard Tapie et Michel Hidalgo. Les joueurs auraient préféré ne pas l'apprendre par les journaux, la veille d'un grand match. *« Mais Tigana joue actuellement son avenir,* commente Alain Giresse. *Il lui arrive ce qui se passe quand on est libre. C'est la vie! S'il est à ce niveau, c'est qu'il a fait ses preuves sur le terrain, et c'est le cas de beaucoup des joueurs de Bordeaux. »*

Aimé Jacquet, l'entraîneur, était résolument confiant : *« Bordeaux a été assommé, mais ne peut pas ne pas se relever. Au bout de quatre ans de travail, d'ambitions, de vie commune, je suis assuré d'un sursaut. Nous avons eu des coups durs. Nous les avons toujours digérés. Et même si nous perdions contre Toulouse, en Coupe de France, tout est possible, je resterais optimiste. »*

Quant au président Claude Bez, il veillait sur tout cela avec des grâces de dogue de Bordeaux. *« Pas de commentaires. La chape de plomb est tombée sur le club. Je sais qu'on nous le reproche. C'est comme ça »*, disait-il, même si cela ne devait pas l'empêcher d'aller quelques secondes plus tard déclarer au micro d'Europe 1 tout le mal qu'il pensait de Bernard Tapie et son intention d'« *interdire* » toute venue à Bordeaux de Michel Hidalgo.

« Une crise aux Girondins ? Je ne la vois pas. Vous pouvez allez parler aux joueurs. Ils ne vous répondraient pas. Ce sont des citoyens. Ils sont libres de parler ou de se taire. Mais je leur ai demandé de se taire. Tout le monde voudrait trouver du linge sale à laver à Bordeaux. Monsieur, il n'y a pas de linge sale chez nous. Seulement un équipe qui travaille et qui va gagner demain ».

Bordeaux a gagné dimanche après-midi. Lundi, on attendait beaucoup de supporters sur la plaine des sports du Haillan.

PIERRE CHERRUAU.

ESCRIME

Philippe Omnès déjoue la botte italienne

Dix ans après Bernard Talvard, désormais entraîneur national, un Français, Philippe Omnès, a inscrit son nom au palmarès du plus prestigieux des tournois internationaux de fleuret, le Challenge Martini. Qualifié avec sept Italiens dans le tableau final, ce futur professeur de sports, âgé de vingt-cinq ans, s'est imposé dans l'ultime assaut par 10 touches à 3 contre Numa, qui détient les titres européen, mondial et olympique.

Sept fleurettistes d'un même pays qualifiés pour le tableau final d'un grand tournoi international : de mémoire d'escrimeur on n'avait jamais vu pareille démonstration de force. Pourtant, des treize bretteurs italiens qui avaient posé le pied, samedi 25 janvier au petit matin, sur le plancher du stade Coubertin pour le marathon des qualifications du Challenge Martini, il en restait bien sept, dimanche 26, à 14 heures, avant les assauts du tableau final.

Cette réussite n'étonnait qu'à demi les familiers des pistes électrifiées. Depuis une dizaine d'années, la Fédération transalpine a investi en profondeur dans ce sport olympique — grâce à l'aide financière apportée au Comité national olympique italien par le Totocalcio, — avec des résultats probants. Les mousquetaires de la Squadra azzura ont réussi le grand chelem du fleuret, c'est-à-dire ont gagné les championnats d'Europe et du monde, les Jeux olympiques et la Coupe du monde.

A partir d'une technique de base très orthodoxe, les maîtres d'armes de la botte ont laissé leurs tireurs donner libre cours à leur tempérament. Les uns sont sobres, comme Numa, les autres exubérants, comme Dal Zotto, mais tous gagnent à tour de rôle.

Cette collection d'individualités brillantes ne constitue pas à proprement parler une école italienne. Mais cela n'a pas été un handicap, car celles de Hongrie, de Pologne, de Roumanie, d'Union soviétique et même d'Allemagne fédérale ont mal passé de leur côté le cap des années 80. En fait, les fleurettistes italiens, s'ils sont de plus en plus forts, ont aussi occupé à propos le terrain abandonné par les autres équipes. La France, en particulier, n'a plus une « garde de fer » comme celle que formaient naguère les Revenu, Talvard, Noël et Boscherie. Seuls des isolés résistent encore à la vague italienne.

Numa crispé

De tous ceux qui avaient été sélectionnés pour ce challenge par la Fédération nationale, il ne restait d'ailleurs en piste, dimanche après-midi, que Philippe Omnès. Contre sept Italiens, pouvait-il espérer faire mieux que la troisième place déjà acquise ces deux dernières années ? *« D'habitude, le Martini est une compétition très éprouvante pour les Français. Les cinq mille spectateurs qui remplissent le stade s'attendent à les voir gagner. La pression est dure à supporter. Aujourd'hui, en revanche, je n'avais rien à perdre, alors que les Italiens, qui étaient en surnombre, se sont crispés au fur et à mesure des combats »*, a expliqué Omnès après sa victore.

Il connaissait particulièrement bien son ultime adversaire, Numa, contre lequel, la saison passée, il avait lutté jusqu'au dernier tournoi sans parvenir à lui ravir la Coupe du monde. Celui-ci est un spécialiste des retours fulgurants, dont l'Allemand de l'Ouest Behr, menant 8-3 en finale olympique pour finir battu, a notamment fait les frais. Connaissant les sautes d'humeur du Français, on pouvait donc nourrir les plus vives inquiétudes lorsqu'il a eu 4 touches à 0 en sa faveur. *« Numa a alors essayé d'accélérer. Habituellement, dans ces situations, il se déplace de plus en plus rapidement, en raccourcissant le bras pour tromper son adversaire sur la distance. De la sorte, il a pu revenir à 4-2, mais il n'a pas réussi à prendre l'ascendant. Philippe, qui ne s'est pas laissé tromper, a repris le commandement jusqu'au bout »*, a remarqué Jean-Michel Opperdeck, le directeur technique national de la Fédération française d'escrime.

En fait, une fois passé le premier obstacle — Borella battu 10-4, — le Français a gardé, contre le jeune Rossi (10-1) puis l'expérimenté Numa (10-3), une cadence qui témoignait de la maturité atteinte ces derniers mois. Depuis 1981, Omnès avait régulièrement échoué aux marches des podiums mondiaux et olympiques par manque de maîtrise nerveuse. L'ancien champion Bernard Talvard, qui est en charge de l'entraînement national, l'a convaincu de mieux utiliser ses qualités athlétiques pour aller « piquer » l'adversaire plus loin devant lui. Cette amélioration de son registre s'est accompagnée d'une plus grande maîtrise émotionnelle. C'était ce qui lui manquait pour remporter une grande victoire.

En empêchant Numa de gagner le seul challenge qui manquait encore à son palmarès, Omnès a définitivement pris rang parmi les meilleurs. Comme la préparation du professorat de sport l'empêchera de s'aligner dans les prochaines épreuves de la Coupe du monde, de laquelle il est provisoirement le leader, il a reporté ses ambitions sur les championnats du monde de Sofia. Mais, là, il aura besoin d'aide pour tenir en échec les Italiens.

ALAIN GIRAUDO.

ATHLÉTISME

L'avenir derrière la haie

Précédant de quelques minutes l'inauguration officielle par M. Laurent Fabius, Suzanne Griesbach a étrenné à sa façon le nouveau stade couvert de Liévin (Pas-de-Calais), samedi 25 janvier, en battant la meilleure performance française du 3 kilomètres marche en 14 mn 4 s 54/100. La marcheuse alsacienne donnait ainsi dès la première épreuve le «la» à des championnats de France en salle d'un bon niveau, conclus le lendemain par un phénoménal déboulé de Stéphane Caristan sur 60 mètres haies. En réalisant (7 s 55/100, il pulvérisait son propre record de France 7 s 63/100), établissant la troisième performance mondiale de tous les temps, à 7/100 seulement du record du monde de l'Allemand de l'Est Thomas Munkelt. Sur 60 mètres plat, Antoine Richard a égalé la meilleure performance française en 6 s 62/100, tandis que Olivier Gui battait le record du 400 mètres en 46 s 96/100.

De notre envoyé spécial

Nettement devancée par Anne Piquereau dans la finale du 60 mètres haies, Laurence Elloy arborait un grand sourire à sa descente du podium. *« Déçue, moi ? »* La jeune femme écarte la question d'un haussement d'épaules désinvolte. *« Anne et moi, il y a longtemps que nous avons dépassé ce problème de suprématie nationale,* dit-elle; *ce qui compte, c'est notre progression à toutes les deux sur le plan international. »*

Depuis qu'elle court, Laurence Elloy a toujours connu les bienfaits de la concurrence. Au début, sa rivale a été Marie-Noëlle Savigny. Puis ce fut Michèle Chardonnet, médaillée de bronze (à retardement) aux Jeux olympiques de Los Angeles. Et, depuis l'an dernier, elle est menacée par Anne Piquereau, avec qui elle partage son entraînement quotidien à l'INSEP, mais aussi les victoires. *« Sans cette émulation constante, je plafonnerais peut-être encore à 13 s 30/100 »*, reconnaît-elle. Au lieu de cela, elle a couru un 100 mètres haies en 12 s 79/100 le 12 juin 1985 à Joinville, soit la sixième performance mondiale de l'année.

Revanche dans l'air

Ce fut le signal de sa resurrection morale, après la terrible désillusion de Los Angeles. Pour avoir trébuché sur une haie, elle était éliminée en série, privée d'un espoir de médaille par une erreur de quelques millimètres dont elle a bien failli ne pas se relever.

A vingt-sept ans, Laurence Elloy ne tire plus de plans sur la comète. *« En 1980, à Moscou, j'étais trop jeune* [cinquième en demi-finales]. *Alors, j'avais tout misé sur Los Angeles. Pour Séoul, je serai peut-être trop vieille. Je prends donc les saisons comme elles viennent. Mon objectif, cette année, est de bien figurer en demi-finales des championnats d'Europe, fin août à Stuttgart, afin d'espérer une place en finale. »*

Tout le reste, y compris un titre de championne de France en salle, ne serait-il que péripétie ? Anne Piquereau n'est pas convaincue par l'apparente indifférence de son amie et néanmoins rivale : *« A chaque fois, l'une des deux est forcément déçue. Comment faire abstraction de ça? Même à l'entraînement, on se surveille du coin de l'œil. »* Pour la jeune Clermontoise, dont les progrès en deux saisons ont été fulgurants, l'objectif est aussi une place en finale à Stuttgart. Mais elle ne fera pas l'impasse sur les championnats d'Europe en salle à Madrid, fin février : *« En compétition, on ne se pose pas de question. On rentre dedans. Et puis, entre Laurence et moi, il y aura de la revanche dans l'air. »*

Cette rivalité réjouit leur entraîneur, Fernand Urtebise. En tant que responsable du sport de haut niveau, et plus paticulièrement des haies au sein de la Fédération française d'athlétisme, il exulte même en voyant arriver *« des jeunes aux dents acérées » comme Isabelle Kaltandjian,* Christine Sallaz, et surtout Monique Ewanje-Epée, sœur de la recordwoman de France du saut en hauteur, qui a pulvérisé à deux reprises à Liévin le record junior sur 60 mètres haies (8 s 12/100 au lieu de 8 s 36/100). Avec le retour possible de Michèle Chardonnet à son meilleur niveau, Fernand Urtebise disposerait de six athlètes pour atteindre son objectif de la saison : *« placer cinq filles en moins de 13 secondes au 100 mètres haies »*.

« C'est le but que je poursuivais lorsque je suis arrivé en 1978, se souvient l'entraîneur national. *Ne pas se contenter d'un bel arbre qui cache la forêt, mais constituer un groupe pour favoriser l'élévation vers le haut niveau. »* Pour cela, l'homme a un secret, bien dissimulé derrière un sourire permanent : *« Je suis méchant. Dès le début, j'ai eu une attitude rugueuse. Il fallait être gourmand pour gagner sa place dans le groupe ».* Pour lui, Anne Piquereau, vingt-deux ans, étudiante en kinésithérapie, est la plus « professionnelle ». Cette mentalité, ajoutée à des qualités musculaires exceptionnelles, devrait la propulser au sommet. *« A Madrid, je vois Anne à la première place, la seule qui compte »* pronostique Fernand Urtebise.

L'affaire de deux ou trois saisons

Pour cet été, il est plus évasif : *« Les haies sont une épreuve aléatoire. La moindre imperfection peut coûter le podium. »* Mais il veut mettre toutes les chances de son côté. Tous les « hurdlers » français se retrouveront bientôt en stage à Karl-Marx-Stadt pour se frotter aux méthodes des entraîneurs est-allemands Klaus Eidam et Peter Dost. En retour, les athlètes de RDA pourraient venir faire un séjour à Font-Romeu.

Ces échanges devraient être fructueux, non seulement pour le 100 mètres haies, mais aussi pour Olivier Gui sur 400 mètres haies, auteur d'un « chrono » prometteur sur le plat à Liévin, voire pour Marie-Christine Cazier, bien décidée à tenter une expérience d'ici au mois de juin sur 400 mètres haies avant de « redescendre » sur 200 mètres pour le rendez-vous de Stuttgart.

Pour Stéphane Caristan, le nouveau prodige français du 110 mètres haies, la comparaison avec les étrangers commencera dès le 21 janvier à Los Angeles, point de départ d'une tournée américaine. *« Avec ce que j'ai réalisé ici en étant tout seul, je devrais tourner autour de 7 s 50/100, en me bagarrant avec les Américains. J'y vais pour accroître mon bagage technique et mon expérience de la haute compétition, en me battant d'égal à égal avec les meilleurs. »*

Valeur sûre de l'athlétisme français, Caristan n'est cependant pas seul. A la grande satisfaction de Fernand Urtebise, qui dévoilait aux entraîneurs de haies présents à Liévin son ambition suprême : *« Avoir une équipe de courses de haies, toutes distances confondues, qui soit redoutée par toute l'Europe. C'est l'affaire de deux ou trois saisons. »*

JEAN-JACQUES BOZONNET.

HIPPISME

Ourasi survole le Grand Prix d'Amérique

Le soixante-deuxième prix d'Amérique, disputé dimanche 26 janvier à Vincennes devant trente mille spectateurs, fera date dans l'histoire du trot attelé. Ce championnat du monde des demi-sang a été gagné par Ourasi, un cheval de six ans qui a établi le record de vitesse de l'épreuve en 1 min. 7 sec. 6/10 sur le kilomètre. Drivé par Jean-René Gougeon, qui, à bientôt cinquante-huit ans, a signé sa sixième victoire dans le prix d'Amérique, égalant ainsi le record d'Alexandre Finn en 1952, Ourasi, qui a rappporté à son propriétaire 1,1 million de francs, a devancé Mon tourbillon, qui avait pourtant pris sept longueurs aux dix-huit autres partants, et l'italo-américain Micron Hanover, qui a été la révélation de la course. Vainqueur de neuf courses sur treize cette année, Ourasi paraît être le successeur de Lutin d'Isigny. Félicitant Jean-René Gougeon, surnommé le « pape » de Vincennes, M. Henri Nallet a estimé que « les trotteurs français sont les meilleurs du monde » *et que leur élevage constitue* « une activité économique riche ».

LES RÉSULTATS

Athlétisme

MEILLEURES PERFORMANCES MONDIALES

Samedi 26 janvier, à Albuquerque (Nouveau Mexique), le perchiste américain Billy Olson a amélioré sa meilleure performance mondiale en salle en franchissant 5,89 m à son premier essai. La semaine dernière, l'Américain avait franchi 5,88 m à Los Angeles.

Le même jour, à Berlin-Est, l'Allemande de l'Est Heike Drechsler a battu la meilleure performance mondiale du saut en longueur en salle avec 7,29 m, soit 4 cm de plus que le record de la Soviétique Galina Christiakova. Sa compatriote Cornelia Oschkenat a établi aussi une meilleure performance mondiale sur 50 m haies en 6 s 73, soit un centième de moins que l'Allemande de l'Est Erhardt et la Polonaise Bienczyk.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Vingtième journée)

*Antibes b. Villeurbanne 92-80
RCF Paris b. *Limoges 97-96
*Caen b. Monaco 94-91
*Vichy b. Challans 120-70
*Orthez b. Avignon 96-72
*Stade Français b. Le Mans ... 121-90

Classement. — 1. Villeurbanne, 36 pts ; 2. Orthez, 34 ; 3. Monaco, 33 ; 4. Limoges et Antibes, 32.

Cyclo-cross

CHAMPIONNAT DU MONDE
(A Lembeek, Belgique)

Professionnels. — 1. Zweifel (Sui.), 1 h 16 mn 33 s ; 2. Richard (Sui.), à 38 s ; 3. Stamsnijder, (P-B), à 1 mn 15 s ; 4. Groenendaal (P-B), à 3 mn 16 s ; 5. Gayant (Fr.), à 3 mn 44 s ; (...) 9. Thévenard (Fr.), à 5 mn 26 s.

Amateurs. — 1. Di Tano (It.), 1 h 8 mn 30 s ; 2. Messelis (Bel.), à 1 mn 19 s ; 3. De Rey (Bel.), à 1 mn 36 s ; (...) 6. Daniel (Fr.), à 2 mn 26 s

Football

COUPE DE FRANCE
(Trente-deuxièmes de finale)

Division I entre eux
Bordeaux b. Toulouse 2-0
Le Havre b. Monaco 2-1
Sochaux b. Metz 2-1
Strasbourg b. Nancy 2-1

Division I-Division II
Limoges b. Nantes (4 pén. à 3) ... 2-2

Division II-division III
Paris-SG b. Dijon 2-0
Nice b. Mont-de-Marsan 4-2
Lille b. Melun (ap. pr.) 2-1
Marseille b. Montauban 3-2
Brest b. Bourg 3-1
Bastia b. Rodez (5 pén. à 3) 0-0

Division I-division IV
Auxerre b. Pont-l'Abbé 3-0
Rennes b. Lucé 5-3

Division I-honneur
Lens b. Garges 3-0
Laval b. Saint-Jean-de-Luz 1-0

Division I-promotionnaire
Evry b. Toulon 1-0

Division II entre eux
Mulhouse b. Reims (ap. pr.) 2-1
Red Star b. Caen 1-0
Tours b. Quimper 1-0

Division II-division III
RC Paris b. INF Vichy 2-0
Montpellier b. Avignon (4 pén. à 3) 2-2
[illegible] 4-0

Division II-division IV
Sète b. Aix 2-0
Moulins b. Abbeville 3-1
Beauvais b. AS Strasbourg (ap. pr) 2-1

Division II-honneur
Le Crès b. Alès (3 pén. à 1) 0-0
Pont-St-Esprit b. Le Puy (4 pén. à 2) . 0-0
Angers b. St-Sébastien-L. 2-0
Chaumont b. Moutiers 2-0

Division III entre eux
Concarneau b. US Montagnarde .. 3-2

Division III-division IV
Blénod b. Chalon 2-0

Division III-honneur
Meaux b. Chambéry 1-0

Hockey sur glace

COUPE MAGNUS

Français Volants b. Saint-Gervais . 7-3
Megève b. Briançon 7-4
Amiens et Gap 8-8

Classement. — 1. Saint-Gervais, 46 pts ; 2. Français Volants, 44 ; 3. Megève, 31 ; 4. Amiens, 27 ; 5. Briançon, 27 ; 6. Gap, 25.

Ski alpin

SLALOM MASCULIN DE SAINT-ANTON

Le Suédois Ingemar Stenmark a remporté, samedi 25 janvier, la quatre-vingt-unième victoire de sa carrière en Coupe du monde, dans le slalom de Saint-Anton (Autriche), après deux ans d'insuccès dans cette spécialité.

Classement. — 1. Stenmark (Suè.), 1 mn 47 s 59 ; 2. Petrovic (You.), 1 mn 47 s 87 ; 3. Nilsson (Suè.), 1 mn 47 s 93 ; (...) 7. Bouvet (Fr.), 1 mn 49 s 50 ; (...) 10. Galdet (Fr.), 1 mn 50 s 35.

SLALOM FÉMININ DE SAINT-GERVAIS

Classement. — 1. R. Steiner (Aut.), 1 mn 31 s 04 ; 2. P. Pelen (Fra.), 1 mn 31 s 60 ; 3. M. Svet (You.), 1 mn 31 s 64 ; (...) 5. M. Mlalka-Mogore (Fr.), 1 mn 31 s 79 ; (...) 10. H. Barbier (Fra.), 1 mn 32 s 63.

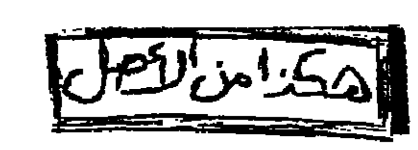
SUPER GÉANT FÉMININ A MEGÈVE

Classement. — 1. M. Marzola (It.), 1 mn 20 s 73 ; 2. E. Kirchler (Aut.), 1 mn 20 s 83 ; 3. T. Haechter (RFA), 1 mn 21 s 01 ; (...) 7. A.F. Rey (Fr.), 1 mn 21 s 88.

RUGBY

L'ÉQUIPE DE FRANCE CONTRE L'IRLANDE

Pour le deuxième match du Tournoi des cinq nations, samedi 8 février, contre l'Irlande au Parc des Princes, les sélectionneurs ont procédé au remplacement du troisième ligne agenais Jacques Gratton par le Toulonnais Eric Champ. L'équipe de France aura la composition suivante : Blanco, Lafond, Sella, Chadebech, Estève, Laporte, Berbizier, Erbani, Joinel, Champ, Condom, Haget, Garuet, Dubroca (cap.), Marocco.



En Grande-Bretagne

EN DÉPIT DE LA GRÈVE DU SYNDICAT DU LIVRE

M. Rupert Murdoch a fait sortir une partie du tirage du « Times » et du « Sun »

De notre correspondant

Londres. – Fleet Street n'est plus tout à fait dans Fleet Street. Deux des principaux journaux du dimanche, le *Sunday Times* et *News of the World* ont été publiés en dehors du célèbre quartier de la presse londonienne; dans une imprimerie ultra-moderne, à Wapping, dans la zone des anciens docks de la capitale britannique. Au cours de la nuit du 26 au 27 janvier, c'était au tour des quotidiens *The Times* et *The Sun*. C'est une première, l'un des événements d'une révolution longtemps redoutée attendue ou redoutée.

Ces quatre titres forment le groupe News International (près d'un tiers du tirage global de la presse nationale britannique), que possède M. Rupert Murdoch. Ce magnat des médias, dont l'empire s'étend de l'Australie au Etats-Unis, vient ainsi de lancer un défi qui pourrait sonner le glas du monopole séculaire que détiennent les syndicats de l'imprimerie. Ces organisations sont, en effet, de plus en plus controversées, parce qu'elles s'opposent à la mise en œuvre des techniques nouvelles et maintiennent une situation de sur emploi dans des installaions très vétustes, rendant la gestion de plusieurs journaux très précaire.

La semaine dernière, d'ultimes négociations entre M. Murdoch et les deux principaux syndicats, SOGAT et NGA, ont échoué. M. Murdoch a refusé de garantir à terme l'emploi des six mille ouvriers du groupe. On lui prête l'intention de licencier progressivement près de quatre mille personnes. Une grève illimitée a été aussitôt décidée et, samedi matin, le *Times* et le *Sun* n'ont pas pu paraître. Mais M. Murdoch se préparait depuis longtemps à l'épreuve de force. Après avoir fait appel à un syndicat jusque-là étranger à la presse, l'EETPU (Industries électriques et électroniques), il a transféré sa production dans l'imprimerie de Wapping, dont la capacité est encore limitée, mais une partie du tirage a pu être diffusée, malgré les piquets de grève et le boycottage des services de messageries.

Les dirigeants de SOGAT et de NGA affirment que M. Murdoch ne pourra pas tenir longtremps avec une diffusion très restreinte. Mais le patron de News International n'est pas de cet avis. Il pense, au contraire, que les grévistes seront obligés de céder, ouvrant ainsi la voie à *une « ère nouvelle »*. M. Murdoch souligne que cela fait six ans que le projet de l'imprimerie de Wapping est bloqué par la *« résistance »* des syndicats.

La plupart des autres propriétaires de journaux attendent avec impatience le résultat de cette épreuve de force, car ils sont eux aussi prêts à réduire considérablement leurs effectifs et à créer de nouvelles unités de production : celles du *Daily Telegraph* et du groupe *Mirror* de M. Robert Maxwell sont en cours de construction dans le même quartier de Dockland. M. Maxwell a conclu *in-extremis*, en décembre, un accord avec les syndicats de Fleet Street mais ce n'est qu'un arrangement provisoire. Tous les directeurs de journaux doivent non seulement rentabiliser leur entreprise aussi faire face à un nouveau venu : M. Eddie Shah. Celui-ci lancera en mars, avec toutes les ressources de l'automatisation et de l'électronique, un quotidien en couleur, moins cher que ses concurrents. M. Shah a tout prévu pour réduire au minimum le coût de fonctionnement : *Two Days* n'emploiera que cinq cents personnes, journalistes compris. M. Shah s'est, lui aussi, entendu avec l'EETPU.

Les syndicats traditionnels de la presse ont demandé à la Confédération générale, le TUC (Trade Union Congress), l'exclusion de l'EETPU. Mais cette organisation, l'une des plus importantes du mouvement ouvrier britannique, qui a déjà enfreint la discipline du TUC ces derniers mois, est disposée à faire front. Son exclusion de la confédération affaiblirait danvantage le TUC qu'elle-même. Dans ces conditions, les dirigeants de NGA et de SOGAT ne sont pas pris très au sérieux quand ils laissent entendre que leur grève pourrait s'étendre à l'ensemble de la presse. Le soutien dont ils auraient besoin est loin de leur être acquis.

FRANCIS CORNU.

● PRÉCISIONS. – Dans notre article « M. Berlusconi a-t-il tué le cinéma italien ? » publié dans *le Monde* du 21 janvier, nous avons attribué au groupe Berlusconi « une participation à beaucoup de films X ». Il convenait en réalité de lire : « En tenant compte du fait qu'il se produit beaucoup de films X, nous pouvons dire que le groupe Berlusconi est présent dans plus de la moitié des images projetées ».

D'autre part, M. Zana est le responsable des relations publiques du groupe Berlusconi et n'a donc aucun lien professionnel avec l'Association nationale des industries du cinéma, comme un raccourci l'a laissé entendre.

Par ailleurs, M. Joseph Belmont cité dans l'article sur la démission du directeur du Patrimoine (*le Monde* du 11 janvier) a été président du conseil d'administration de l'Etablissement public d'aménagement de la défense de janvier 1982 à janvier 1985. Le directeur général de cet établissement est M. Jacques Deschamps.

SELON UNE ENQUÊTE DE L'UNAF

Les Français ne sont pas contre la violence à la télévision

Les armes, les bagarres, le sang... vous pensez que les téléspectateurs sont contre? Pas du tout! Les morts par douzaine n'effrayent plus personne. Les Français constatent qu'il y a de plus en plus de violence à la télévision, mais, contrairement à ce qu'on pourrait croire, ils l'acceptent relativement bien. C'est en tout cas ce que révèle l'enquête menée en mars 1985 par l'Union nationale des associations familiales (la très traditionnelle UNAF, qui ne s'attendait sans doute pas à ces résultats...) auprès de 7 288 téléspectateurs, enquête qu'elle vient de rendre publique.

La violence est plutôt *« bien reçue »* : 72 % des téléspectateurs constatent son augmentation sur le petit écran et près des trois quarts ne la critiquent pas pour autant; 65 % estiment même qu'elle peut avoir *« parfois »* un effet d'antidote ou une valeur éducative, 9 % estiment qu'elle peut l'avoir *« souvent »*.

Toutefois, même si la majorité des personnes interrogées sont d'accord pour la présentation de scènes ou images violentes à la télévision (quitte à en discuter ensuite avec les enfants), 87 % préféreraient que les films violents soient diffusés à une heure tardive : 14 % seulement souhaitent des coupures : les Français sont contre la censure, mais ils sont nombreux à réclamer le « carré blanc ».

Les réponses ayant été analysées aussi en fonction des catégories sociales, de l'âge ou du sexe, on découvre que les femmes remarquent plus souvent que les hommes les situations de haine, de peur, d'agressivité et de domination (les ouvriers sont plus sensibles que la moyenne à ces mêmes situations) ; les cadres et les intellectuels relèvent plus souvent que les agriculteurs les bagarres physiques et les blessures ; les personnes âgées sont beaucoup plus sensibles à la violence que les adultes, et les adultes que les adolescents. Ces derniers apprécient davantage l'humour... Et, résultat peu surprenant, les téléspectateurs sont beaucoup plus troublés par les scènes de violence dans les informations et magazines d'actualités que dans les fictions.

A la question : *« Quels types de violence vous paraissent les plus nocifs ? »*, viennent par ordre décroissant : celle qui s'exerce contre les enfants, puis la violence sexuelle, la violence entre hommes et femmes et enfin les scènes de guerre. Dans les questions « ouvertes », il apparaît que la violence, ce n'est pas seulement la guerre et le crime, mais aussi l'érotisme, la pornographie, et encore le langage, la vulgarité de certaines émissions.

Les personnes interrogées portent des jugements plutôt sévères sur les émissions destinées aux enfants, en particulier sur les dessins animés, et parmi ceux-ci les séries japonaises (sont citées le plus souvent comme violents, par ordre décroissant : *« X 02 »*, *« Goldorak »*, *« Judo Boy »*, *« Récré A 2 »*, *« Les enfants du rock »*, *« Musclor »*). Parmi les émissions ou films qui ont le plus frappé pour leur violence (rappelons que l'enquête s'est déroulée en mars dernier) : *Wolffen, le Mur de la haine*, la série « Dallas », *la Guerre des polices, le Prix du danger*, les « Série noire »...)

Coïncidence ? *Le Times* du jeudi 23 janvier fait état d'une enquête qui donne des résultats à peu près similaires : la violence à la télévision n'est pas la préoccupation majeure des téléspectateurs d'outre-Manche. En fait, une faible minorité, chez nos voisins britanniques, se disent agressés, d'abord par les gros mots (18 % pour la chaîne BBC 1), puis par la violence (16 %) et la sexualité (11 %). Shocking ? No.

CATHERINE HUMBLOT.

LES PROJETS DE « LIBÉRATION »

Le personnel du quotidien *Libération* (rédaction, administration, fabrication) s'est réuni en assemblée générale samedi 25 janvier afin de discuter des projets de développement du journal. Deux sujets de réflexion ont été présentés par la direction : Une nouvelle formule rédactionnelle et la réorganisation interne de la rédaction. Prévue pour la fin du mois de mars, la nouvelle formule devrait être centrée sur deux « événements » (au lieu d'un actuellement), le premier choisi dans le champ de la politique intérieure, des communications, de l'entreprise et de la politique étrangère, le second dans celui de la culture et des modes de vie. Le style des papiers et leur longueur, seraient revus, la maquette réaménagée et la couleur (bichromie ou quadricromie) introduite.

La réorganisation des différents services du journal et le problème de sa structure hiérarchique (rédaction en chef notamment) seront revus en fonction de cette nouvelle formule.

Le lancement d'une édition à Lyon, dès septembre, d'un « quotidien de ville » (*Libération-Lyon*, qui comportera 16 pages propres) a été confirmé.

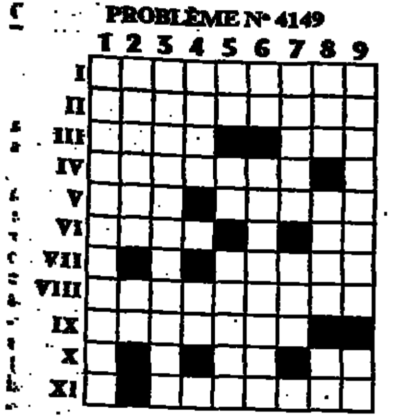
L'informatisation de la rédaction, ainsi que la révision de la grille des salaires ont également été évoquées. Des décisions concernant ces questions devraient être prises dans les prochains jours.

● *Le Front national a sa radio libre.* – Sauf retard de dernière minute, le Front national aura, à partir du 1er février, sa radio libre : Caroline-FM, du prénom de l'une des filles de M. Jean-Marie Le Pen. Cette nouvelle station, qui émettra depuis Asnières (Hauts-de-Seine), disposera d'un émetteur de 10 KW, sera animée par une équipe de quinze permanents et de quinze pigistes et diffusera les émissions les plus diverses. Le directeur général de la station est M. Henri Falavignat, la responsable des programmes Mme Annie Rimorini et le directeur de l'information M. Martin Pelletier.

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4149



HORIZONTALEMENT

I. Homme d'Etat. – II. Conduit sous les ponts quand on est au bas de l'échelle. – III. Un art dans la manière de jouer. Abréviation universitaire. – IV. Peut faire quelques mètres mais manque visiblement de souffle. – V. Entraîne l'apparition d'un petit creux. A donc été apprécié ou s'est déprécié. – VI. Est donc « décrit » dans son ensemble. Symbole. – VII. Spécialité de glace. – VIII. Vieille arme à base de silex. – IX. Reconnu inapte pour le service. – X. Nouveau, il fait donc suite à une période de travail. Note. – XI. Arrêts de travail entraînant une période d'alitement.

VERTICALEMENT

1. Comme une compagnie qui peut nous mener loin. – 2. Un mot à plusieurs sens. Sur une carte routière. – 3. Donnent bonne mine. – 4. Nettoyée ou lessivée. Note. – 5. Degré. Abréviation. Se prend en payant ou entraîne un certain abattement. – 6. Participe passé. Que l'on peut donc facilement amener à la rupture. – 7. Un homme de la terre. Laisse froid ou irrite. – 8. Que l'on a appelé en le nommant. Place du trône. Préposition. – 9. Renvoie donc ou réintègre. Forme de bec.

Solution du problème nº 4148

Horizontalement

I. Obstétrique. Peu. – II. Saur. Eh ! Unanime. – III. Entourage. Usuel. – IV. Intit. Bénéf. Ré. – V. Lire. Lino. Al. – VI. Lee. Militariste. – VII. Eres. Platitudes. – VIII. Es. Epelé. Elise. – IX. Pré. Est. Ec. – X. Potager. Ri. – XI. Piano. Amphibien. – XII. Ossature. Emu. Vᵉ. – XIII. Si. Cénesthésie. – XIV. Ev. Huissier. Duc. – XV. Sévère. En. Amère.

Verticalement

1. Oseille. Opposés. – 2. Bannière. Oisive. – 3. Suturées. Tns. – 4. Troie. Panaché. – 5. Ut. Ergoteur. – 6. Ter. Lippée. Unie. – 7. Rhabille. Rares. – 8. Géniale. Messe. – 9. Quenottes. Tin. – 10. Un. Ai. Hé-hé. – 11. Eau-forte. Limera. – 12. NS. Iule. Bus. – 13. Pià. Asdic. Ide. – 14. Emérites. Rêveur. – 15. Uélé. Esérine. Ce.

GUY BROUTY.

TRANSPORTS AÉRIENS

La « Bible » s'informatise

Sources indispensables d'informations sur les déplacements aériens, les guides bleu et rouge de l'ABC World Airways Guide étaient considérés jusqu'à présent comme la bible des professionnels du voyage et des hommes d'affaires. Diffusés dans 197 pays à raison de 83 000 exemplaires par mois, ils n'étaient cependant faciles ni à manier ni à remettre à jour. D'où le lancement, en janvier 1985, de l'ABC Electronique, consultable en France sur Minitel par Télétel. En avril 86, il décuplera la capacité des guides actuels, avec en mémoire plus de 2 millions de tarifs (normaux et spéciaux) et les horaires de 620 compagnies aériennes, informations remises à jour très rapidement.

Complète et neutre, la base de données a (presque) réponse à tout, en français, en clair et dans la monnaie de votre choix. Il permet d'élaborer et d'enregistrer des itinéraires complexes en fonction des dates de départ et d'arrivée, de la compagnie préférée et aux meilleures conditions tarifaires. A quoi s'ajouteront bientôt plus de 40 000 hôtels et des loueurs de voitures.

Pour un abonnement annuel, il en coûte près de 3 000 F pour 2 000 messages et près de 3 500 F pour 5 000 messages, ce qui, précise-t-on, répond aux besoins moyens d'une agence de voyages.

★ ABC Electronique, c/o EPC, 30, rue Saint-Augustin, 75002 Paris. Tél. : (1) 42-68-18-40.

EN BREF

CONCOURS

INSTITUTEUR. – Un concours spécial de recrutement d'instituteurs est organisé par le département de Paris. Trente-cinq places sont offertes aux jeunes de moins de trente ans (sauf dérogations) titulaires d'un diplôme de fin de premier cycle universitaire. Les épreuves écrites auront lieu le samedi 22 février. Les dossiers d'inscription sont à retirer au Service interacadémique des examens et concours, 7, rue Ernest-Renan, 94114 Arcueil, tél. : 46-57-11-90, avant le vendredi 7 février, à 17 heures.

DÉBAT

LA Vᵉ SANS LES FEMMES ? – Bien que représentant la majorité du corps électoral (53 %), les femmes ne sont qu'une faible minorité dans les instances dirigeantes des partis politiques et parmi les élus. Pour *« obtenir une plus juste représentation des femmes »,* l'Association des femmes journalistes (AFJ) organise un débat public : « La Vᵉ République sans les femmes ? », le mardi 28 janvier, à 19 h 30, au PLM, 17, boulevard Saint-Jacques, Paris-13ᵉ, avec la participation de Mᵐᵉ Edwige Avice (PS), Huguette Bouchardeau (Libre gauche), Nicole Chouraqui (RPR), Laurence Douvin (PR), Alix de la Bretesche (UDF), Gisèle Moreau (PC) et Mariette Sineau (politologue). Renseignements 42-97-47-91.

EXPOSITION

L'ANNÉE DE LA COMÈTE. – Le Centre scientifique d'Orsay, université de Paris-Sud, organise jusqu'au 2 février inclus une exposition *« Halley 86, une recherche internationale ».* Thèmes traités : la comète et ses divers passages ; son étude scientifique par sondes spatiales et observation au sol ; la coopération internationale France-Europe, URSS, Etats-Unis et Japon, l'intérêt de ces recherches et les budgets spaciaux des divers pays ; la participation aux missions spatiales de l'Institut astrophysique d'Orsay.

★ De 9 heures à 18 heures, en semaine, et de 14 heures à 19 heures, le dimanche. Accès par le RER B, gare Orsay-Ville, et par la N 118. Renseignements : tél. 69-41-77-30.

FORMATION

ANIMATEURS RADIO-TÉLÉVISION. – L'école de reportage des Amandiers de Paris organise, du 3 février au 28 avril prochain, un stage de trente heures (une heure trente par semaine) de formation aux techniques de l'animation radio et télévision. Le prix de la session est de 2 050 francs. Renseignements et inscriptions aux Amandiers de Paris, 110, rue des Amandiers, 75020 Paris, tél. 43-66-41-17.

GUIDE

VIEILLIR A PARIS. – La Ville de Paris a mis en place à l'intention des personnes du troisième âge un réseau de prestations et services, qui sont répertoriés dans une petite brochure intitulée *Un guide pour les personnes âgées à Paris* selon six thèmes : « Les ressources », « Le logement », « Le choix d'un nouveau mode de logement », « Les facilités pour la vie quotidienne », « La santé » et « Les déplacements et loisirs ». Ce fascicule est disponible dans les sections d'arrondissement du bureau d'aide sociale de Paris et au bureau d'aide sociale de Paris, 2-4, rue Saint-Martin, 75004 Paris.

JEU GAGNANT Nº 23 – LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2	Résultat
1	HERCULES	SEVILLE	X N 2
2	BARCELONE	ATLETICO BILBAO	X N 2
3	CADIZ	OSASUNA	X N 2
4	VALLADOLID	ATLETICO MADRID	X N 2
5	REAL MADRID	SARAGOSSE	X N 2
6	GIJON	ESPANOL	1 X 2
7	REAL SOCIEDAD	VALENCE	X N 2
8	BETIS	LAS PALMAS	1 X 2
9	AVELLINO	MILAN A.C.	1 X 2
10	COME	BARI	1 X 2
11	INTER MILAN	UDINESE	X N 2
12	JUVENTUS	VERONE	X N 2
13	LECCE	FIORENTINA	X N 2
14	PISE	ATALANTA BERGAME	1 X 2
15	ROMA	NAPLES	X N 2
16	SAMPDORIA	TORINO	1 X 2

Tirage des " 7 Numéros de la Chance " du Vendredi 24 Janv. 1986 : 2 3 6 7 11 14 15

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUS CUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

CLASSEMENT DES SERIES D'APRES LES RESULTATS DE LA COURSE :

Classée première [illegible]
Classée deuxième [illegible]
Classée troisième [illegible]

TERMINAISON	FINALES ET NUMEROS	SERIE 6	SERIE 8	SERIE 2	AUTRES SERIES
1	1 1 061	F. 250(1) 20 000	F. néant 10 000	F. néant 4 000	F. néant 2 000
2	2 52 422 0 572	250(1) 2 000 10 000 20 000	néant 1 000 4 000 10 000	néant 500 2 000 4 000	néant 250 1 000 2 000
3	3 63 1 713	250(1) 2 000 20 000	néant 1 000 10 000	néant 500 4 000	néant 250 2 000
4	4 104	250(1) 10 000	néant 4 000	néant 2 000	néant 1 000
5	5 05 655 826 2 286 5 725 7 366	250(1) 2 000 10 000 10 000 20 000 20 000 20 000	néant 1 000 4 000 4 000 10 000 10 000 10 000	néant 500 2 000 2 000 4 000 4 000 4 000	néant 250 2 000 1 000 2 000 2 000 2 000
6	6 36 3 066	250(1) 2 000 20 000	néant 1 000 10 000	néant 500 4 000	néant 250 2 000
7	7 87 5 827 9 667 9 947	250(1) 4 000 20 000 20 000 20 000	néant 2 000 10 000 10 000 10 000	néant 1 000 4 000 4 000 4 000	néant 400 2 000 2 000 2 000
8	8 12 108	250(1) 500 000	néant 250 000	néant 100 000	néant 40 000
9	9 1 029 4 509 8 909 12 349	250(1) 20 000 20 000 20 000 200 000	néant 10 000 10 000 10 000 100 000	néant 4 000 4 000 4 000 70 000	néant 2 000 2 000 2 000 20 000
0	0 70 19 700	250(1) 2 000 6 500 000	néant 1 000 500 000	néant 500 250 000	néant 250 70 000

(1) Les lots de 250 F sont attribués aux billets de la série 6 qui ne bénéficient d'aucun autre lot.

86 TRANCHE DU PRIX D'AMERIQUE 9ᵉ
TIRAGE DU SAMEDI 25 JANVIER 1986

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 26 janvier :

DES DÉCRETS

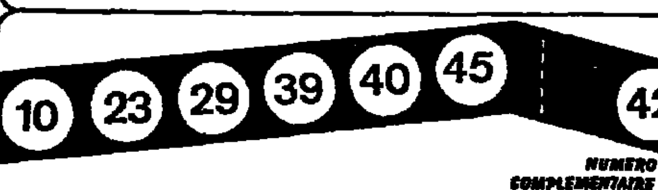
• Nº 86-111 du 20 janvier 1986 complétant le décret nº 84-455 du 14 juin 1984 fixant la liste des institutions administratives spécialisées de l'Etat prévue au 3º de l'article 3 de la loi nº 84-16 au 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

• Nº 86-112 du 23 janvier 1986 portant modifications du code des pensions civiles et militaires de retraite (troisième partie : décrets).

• Du 2 janvier 1986 relatif à la limitation du niveau sonore des bruits aériens émis par les marteaux piqueurs ou les brise-béton.

NATIONAL LOTO Nº 4

TIRAGE DU SAMEDI 25 JANVIER 1986



NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 29 JANVIER 1986 ET SAMEDI 1er FEVRIER 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nºˢ	4	2 201 135,00 F
5 BONS Nºˢ + complémentaire	26	158 030,00 F
5 BONS Nºˢ	1 461	8 835,00 F
4 BONS Nºˢ	86 759	145,00 F
3 BONS Nºˢ	1 633 411	11,00 F

BONUS DU SAMEDI 145 489
3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 11,00 F X 2 = 22,00 F

CARNET DU Monde

Naissances

– **Jérôme JAFFRÉ et Claire VERRY**

ont la joie d'annoncer la naissance de

Alice.

Paris, le 12 janvier 1986.

– **M. Guy SORMAN et Mᵐᵉ, née Marie-Dominique DENIAU,**

sont heureux de faire part de la naissance de

Marie-Liesse.

Paris, le 14 janvier.

Fiançailles

– **Christine AUBALE GERSCHEL et Peter LLOYD DAHL**

sont heureux d'annoncer leurs fiançailles.

Le mariage sera célébré, en août, à Aspen, Colorado (Etats-Unis).

P.O. Box 2985,
Aspen Colorado,
81612 (Etats-Unis).

Mariages

– **Pilar Garcia GAOS et Henri-François REY**

sont heureux d'annoncer leur mariage, célébré à Paris le 17 janvier 1986.

Décès

– Mᵐᵉ Albert Arthaud,
son épouse,
M. et Mᵐᵉ Philippe Arthaud,
M. François Arthaud,
M. et Mᵐᵉ Jacques Arthaud,
ses enfants,
M. et Mᵐᵉ Jean-François Arthaud,
M. et Mᵐᵉ Henri Boutier,
Christophe, Isabelle Arthaud,
Catherine, Laurent, Julien Arthaud,
Rodolphe Arthaud,
Véronique, Stéphane Arthaud,
ses petits-enfants,
Nicolas, Mathieu Boutier,
ses arrière-petits-enfants,
M. et Mᵐᵉ Marcel Arthaud
et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ René Arthaud et leur fille,
ses frères, et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert ARTHAUD,
ancien élève de l'Ecole polytechnique (promotion 1932),

survenu le 21 janvier 1986, à l'âge de soixante-treize ans.

L'inhumation a eu lieu le 29 janvier 1986 à Arcachon, dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue des Abondances,
Boulogne.

– Le conseil d'administration,
La direction générale,
Et les collaborateurs de la SITB,

ont le regret de faire part du décès de

M. Albert ARTHAUD,
fondateur
et président d'honneur de la Société.

SITB, 38, rue des Jeûneurs,
75002 Paris.

– Berlin. Paris.

Karl-Heinz et Inge Drowski,
Jürgen Drowski,
Reinhold et Sabine Drowski,
Ricarda et Sabrina Drowski,

ont la tristesse d'annoncer le décès de leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

Mᵐᵉ Walter DROWSKI,
née Frieda Druschke,

survenu en son domicile à Berlin, le 21 janvier 1986, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

La cérémonie religieuse aura lieu à Berlin.

– Camille Todd,
Emmanuel et Laure Todd
et David, Olivier Todd,
Henriette Nizan,
Patrick et Maud Nizan,
Florence, Jean-Marie et Marianne,
Jean-Pierre Cerquant et Marion,
Jean-Paul et Françoise Alphen,
Corinne et Frédéric,

ont la tristesse de faire part du décès de

Mᵐᵉ Anne-Marie TODD,

survenu le 23 janvier 1986.

Les obsèques auront lieu le mercredi 29 janvier, à 11 heures, au cimetière de Montmartre.

On se réunira à la porte principale, avenue Rachel, à Paris-18ᵉ.

Cet avis tient lieu de faire-part.

21, rue Hallé,
75014 Paris.

Remerciements

– Mᵐᵉ veuve Henri Bensadoun
et sa petite-fille, Albanie,
M. et Mᵐᵉ Jean Bensadoun
et leurs enfants,
M. et Mᵐᵉ Alain Sorignet
et leurs enfants,

remercient les nombreuses personnes qui ont témoigné leur sympathie à l'occasion du décès de leur fille, mère, sœur, belle-sœur, nièce et tante,

Renée BENSADOUN,

ravie à leur affection, en sa jeunesse, le 10 janvier 1986.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

– Université Paris-II, jeudi 30 janvier, à 17 h 30, salle des Commissions, M. Frahani Ghaemmagham : « Les motifs de succès de l'arbitrage. »

LA MORT DE JACQUES TRÉMOLIN

Du PCF au monde animal

Jacques Trémolin, le grand spécialiste des histoires de bêtes, est mort, vendredi 24 janvier, d'un cancer. Il était âgé de soixante-quinze ans *(le Monde, daté 26-27 janvier)*

Né le 1ᵉʳ novembre 1910 à Lyon, Jacques Trémolin, de son vrai nom Jacques de Sugny, appartenait à une vieille famille de l'Ardèche qui remontait, disait-il, à la première croisade. Sa vie aura été une suite d'aventures et d'engagements que cet homme discret, cultivé, doué d'humour et de courage, n'avait jamais laissé connaître à ses auditeurs – en majorité des enfants et des adolescents pour qui il était devenu une véritable vedette : élevé chez les Jésuites, puis devenu directeur de banque, le jeune vicomte avait rompu avec les idées de sa jeunesse et adhéré au Parti communiste en 1936.

Pendant la guerre d'Espagne, il ravitaille les républicains en armes soviétiques qu'il fait transiter de Vladivostok à Bilbao avant de devenir, sous le nom de Loyola, un des chefs des maquis FTP pendant la Résistance. Préfet de l'Ardèche à la libération, il sera chef de cabinet de François Billoux dans divers cabinets ministériels jusqu'au départ des ministres communistes en 1947, puis administrateur de la presse communiste (l'Humanité, Ce soir, les Lettres françaises, Pif, *etc.*)*, et membre du bureau de la Fédération de la presse jusqu'en 1954, date à laquelle il quitte le PCF.*

En 1959, sous le pseudonyme de Jacques Trémolin, il commence à écrire des histoires de bêtes pour l'Echo de la mode, *dont la rédactrice en chef est Françoise Verny, puis à soixante ans passés, il entreprendra une nouvelle carrière à la radio et à la télévision dans des émissions pour enfants qui en feront un des personnages les plus populaires et les plus écoutés. De l'hôpital de Bicêtre, il y a deux semaines, il s'était fait transporter à la Maison de la radio pour enregistrer ses dernières émissions.*

Ses amis, Jean et Dominique Desanti, lui avaient donné un surnom qui lui convenait parfaitement : Cheval, car de tempérament, de courage, il était vraiment un pur-sang.

Il avait publié plusieurs livres sur le monde animal qu'il connaissait admirablement : Mes plus belles histoire d'animaux *(Grasset, 1977, Hachette, 1979) ;* le Monde secret des animaux *(Hachette, 1981) ;* Des bêtes pas si bêtes *(Hachette, 1981) ;* le Chien d'accueil *(Hachette, 1982) ;* la Vie privée des dinosaures *(Hachette, 1984).*

Sous le nom de Jacques de Sugny, il avait également publié deux albums aux Editions Rencontre : la Hollande *et* la Belgique.

N. Z.

culture

MUSIQUE

Le rock français ne vivra que lorsque ses musiciens en vivront

Le rock français va mal. Le public le boude, les médias l'ignorent, les maisons de disques l'observent de loin. Cinq groupes ont pourtant gagné un concours, Rock'Envol, organisé par le ministère de la culture. Leurs 45 tours et leurs vidéo-clips sont présentés, le lundi 27 janvier, au MIDEM.

A défaut de qualité, on se gorge de quantité : quarante mille musiciens, vingt-cinq mille groupes de rock en France, nous dit-on. Formidable ! Où sont-ils ? Dans les caves, les quatrièmes sous-sols de parkings, en panne sur le bord de la route, en liste d'attente pour les poubelles des maisons de disques. Ils répètent. Demain, ils se séparent. Le rock français n'est pas fréquentable.

Quelles perspectives aujourd'hui pour un groupe dans l'Hexagone ? L'absence d'infrastructures ne lui permet pas de tourner. Il n'existe pas, comme un peu partout en Europe, de circuits à sa mesure (des salles de deux cents à cinq cents personnes). Le passage sans transition du local de répétitions (quand il existe) à une scène trop grande est catastrophique : les erreurs, les hésitations sont multipliées, mais surtout le son n'est plus le même. Difficile dans ces conditions de se roder et de s'exposer à un public qui d'ailleurs est rarement au rendez-vous, qui par habitude et peut-être à force de déconvenues, préfère les groupes anglo-saxons. Résultat : les organisateurs, après nombre d'échecs, ne veulent plus prendre le risque d'une tournée hasardeuse. Les maisons de disques sont prudentes : entre 1978 et 1979, après le succès fulgurant de Telephone, elles ont signé à tort et à travers, accordé de gros budgets. Les groupes n'étaient pas prêts, les enregistrements approximatifs, les ventes nulles. On en subit encore le contrecoup.

En français ou en anglais

Le marché du disque est particulièrement lent en France. Les radios sont longues à réagir ; elles programment longtemps une chanson qui fera une longue carrière. De même, à la télévision, où une fois accepté, un artiste est de toutes les émissions. Ce processus n'encourage pas la nouveauté alors qu'en Grande-Bretagne au plus bas de l'échelle il existe, à côté des classements officiels, des hit-parades, qui permettent une émulation. De son côté, la presse, même spécialisée, boude les groupes français. Enfin, et ce n'est pas le moindre mal, le rock n'est pas un métier en France : il n'y a pas de managers adaptés ni de producteurs artistiques capables d'imaginer un son qui ait une identité et qui soit compétitif (le ministère de la culture envisage de former des producteurs mais cela prendra du temps).

Le rock français ne vivra que lorsque ses musiciens en vivront. Ils sont une poignée dans ce cas : Telephone, loin devant, qui dépasse invariablement les 500 000 albums vendus, Indochine qui tourne autour des 200 000, quelques autres en dessous des 100 000. Combien sont entrés en 1985 dans le « Top 50 », la nouvelle bible du marché français ? Une misère. Rita Mitsouko, Bill Baxter, Etienne Daho, ces petits nouveaux qui enregistrent depuis au moins trois ans.

Pour Claude Brunet, directeur général de RCA-Ariola, les groupes manquent de foi dans leur capacité à réussir et de confiance dans celle des maisons de disques à les aider. Pourtant les succès de Telephone et d'Indochine suffisent, selon lui, à démontrer que le rock français est viable. *« Si nous savons vendre des groupes anglo-saxons,* dit-il, *nous savons vendre des groupes français. Notre défaut est peut-être de ne pas savoir les trouver. »*



Les Porte-Mentaux : *« C'est vrai, on ne gagne pas d'argent, mais on a de quoi mettre de l'essence dans le camion »*

On reçoit peu de cassettes chez RCA-Ariola. Ailleurs, on en reçoit davantage, mais partout, on déplore leur médiocrité. Principal reproche : le rock français ne sonne pas, au mieux il sonne malingre. Alain Lévy, PDG de Polygram, dit ne rien avoir entendu d'intéressant depuis six mois. La légende de l'artiste maudit n'existe pas, selon lui. Si un groupe existe, ça se sait : tôt ou tard un maison de disques signera un contrat. Lorsqu'Alain Lévy était à la tête de CBS, différentes expériences ont été tentées : salarier les musiciens, soutenir leurs tournées. Rien n'y a fait. L'absence de salles est un mauvais argument, un groupe tourne s'il le veut, le véritable mal du rock français, c'est son absence de créativité.

Et pourtant Barclay, qui appartient à Polygram, a beaucoup signé ces derniers mois. Chez CBS aussi on signe des contrats de maquette. Mais, bien sûr, il faut avoir passé le cap de la première écoute. Bientôt, il y aura même un studio sur place à la disposition des groupes. Pour Henri de Bodinat, son nouveau PDG, l'un des gros handicaps des groupes français c'est de ne pas chanter en anglais. Ils s'interdisent ainsi les marchés étrangers. Mais s'ils le font, c'est du public français qu'ils se coupent. En France, Telephone vend plus de disques que les Rolling Stones...

Malgré ce climat de défaite, cinq groupes de rock viennent d'enregistrer un 45 tours assorti d'un vidéo-clip. Ce sont les cinq finalistes d'un concours, Rock'Envol, organisé en mars 1985 par le ministère de la culture avec la participation de la SACEM, de la FNAC et de Yamaha Music. Mille deux cents cassettes ont été reçues. Sur les soixante-dix retenues, une vingtaine à peine était écoutables. L'Affaire Luis Trio, Jean-Claude Arnault, 2ᵉ Prix de beauté, les Porte-Mentaux, Vienna, ont été choisis par un jury constitué de professionnels du disque et de journalistes. D'une pierre, on a fait trois coups : les 45 tours ont été confiés à de jeunes producteurs, les vidéo-clips à de jeunes réalisateurs. Budget : 110 000 francs par 45 tours, 150 000 francs par vidéo-clip. Les résultats sont convaincants. Sous label Rock'Envol, les disques vont être distribués par différentes maisons. Libre à elles ensuite de signer avec les artistes.

L'influence des Beatles

Ce qui frappe avant tout chez ces cinq groupes, c'est l'amorce d'un changement de mentalité. Si le tronc commun des influences reste les Beatles et de façon plus surprenante XTC (mais c'est la même chose, version années 80), on s'affranchit un peu du modèle anglo-saxon en pratiquant le métissage. C'est le cha-cha-cha et le swing pour l'Affaire Luis Trio ; la tradition du music'hall revendiquée par 2ᵉ Prix de Beauté, c'est la gouaille parisienne façon Mistinguett ; Jean-Claude Arnault écoute aussi bien Laurie Anderson, Alan Vega, que la musique classique, les musiques ethniques, japonaise ou africaine. Partant, ils refusent le terme générique de rock, devenu trop flou à force d'être galvaudé. Quitte à endosser une étiquette, ils préfèrent « pop » car ils entendent populaire. *« La musique n'est pas une corvée, personne n'est obligé d'écouter une chanson, dit l'Affaire Luis Trio. Il faut être accessible, jouer simple, perfectionner sa technique. »*

De quoi vivent-ils tous ces groupes? L'Affaire Luis Trio de parents compréhensifs qui les aident (Dieu les bénisse!). Les trois habitent Lyon, répètent chez leur ancien batteur qui leur prête la cave d'un pavillon en banlieue. Jean-Claude Arnault est illustrateur-graphiste chez Schlumberger. Il joue seul chez lui avec ses synthétiseurs. Chez 2ᵉ Prix de Beauté, Véronique Bes travaille à mi-temps et Serge Saïd a toujours vécu de sa guitare, accompagnant Renaud. Petits protégés d'Indochine, les Marseillais de Vienna sont les seuls à avoir signé un contrat (avec la firme RCA-Ariola).

Quant aux Porte-Mentaux, ils ont laissé leurs jobs depuis six mois pour se consacrer à la musique. Pour l'instant, ils vivent d'un téléfilm dont ils ont composé la musique pour FR3. Ils louent 1 100 F par mois un boxe de Parking 2000 pour répéter.

Purs et durs

Les Porte-Mentaux sont vraiment les purs et durs du lot. L'année passée, ils ont déjà gagné un concours organisé par la SACEM. Ils devaient être en édition chez Paul Beuscher, mais on voulait changer leurs textes, ils sont partis. Leur maquette, ils l'ont distribuée à toutes les associations de France. Ils suivent les circuits parallèles, ont enregistré sur des petits labels alternatifs. Avant, ils jouaient dans les squatts, maintenant ils trouvent ici ou là des petites salles. *« C'est jamais la galère,* disent-ils, *ça va, on mange, les organisateurs nous logent chez eux ou dans de petits hôtels. C'est vrai, on ne gagne pas d'argent mais on a de quoi mettre de l'essence dans le camion. L'important c'est de faire un bon concert, on s'améliore, le public suivra peut-être. »*

Les quatre autres groupes, en revanche, refusent de tourner dans des conditions aussi précaires : jouer avec une demi-sono, un son pourri, devant cinquante personnes ne mène à rien. D'autres, nombreux, s'y sont usés. Ce qu'ils veulent, ce qui leur manque : des managers, des gens qui connaissent bien le métier, qui les aident, pas de beaux parleurs.

Retour à la case départ : cinq groupes existent. Ou plutôt, ils existeront lorsque leurs disques auront quitté les bacs des disquaires pour tourner sur les platines. Avec un 45 tours et un vidéo-clip, le ministère de la culture les a placés sur la piste d'un Rock'Envol. Des concerts sont prévus dans les prochains mois. Les conditions sont cette fois réunies, au public de juger.

ALAIN WAIS.

CINÉMA

« L'HISTOIRE OFFICIELLE », de Luis Puenzo

Disparaître, disaient-ils

Alicia et Roberto sont heureux à Buenos-Aires, en 1983. Autant qu'on peut l'être dans ce pays, en mars de cette année-là, c'est-à-dire en se mentant énormément, sur soi, sur tout. Roberto est un industriel, il travaille beaucoup, avec les Américains notamment. C'est un gagnant, comme il aime l'expliquer à son imbécile de vieux père, resté pauvre et gauchiste.

Roberto a une vision « plus large » des besoins du pays, des « nécessités » de l'économie. Alicia est professeur au lycée, où les garçons chahutent comme dans tous les lycées du monde. Elle leur enseigne l'histoire officielle, celle qui est dans les manuels autorisés, et qui visiblement ne passe plus. Miss Maggie vient de reprendre les Malouines, la junte vacille au pouvoir, en sursis avant les élections, il y a tout de même quelque chose de fêlé dans le bonheur d'Alicia.

Les dîners en ville, les rosseries mondaines, l'ennuient. Et le silence de Roberto l'angoisse, dès qu'elle l'interroge sur Gaby, la petite fille qu'ils ont adoptée il y a cinq ans. Comment l'a-t-il trouvé, ce bébé de quelques jours? Dans quel hôpital? Auprès de quelle mère ? Roberto se tait, boit son whisky.

Jusqu'au jour où « reparaît » Ana, une amie d'Alicia, qui avait précisément « disparu » (au fait, si l'on parle de la langue de bois des marxistes, en quelle autre matière est forgée celle des nazis, qui évoquaient en une forte litote « la solution finale », ou celle des fascistes argentins feignant de constater qu'un malheureux opposant avait *« desaparecido » ?* Un linguiste, moins égaré politiquement que Chomsky, si possible, devrait se pencher un peu sur quelques figures de style lourdes de sang). Et Ana raconte son enlèvement, la torture, les viols, les dizaines de femmes qui criaient, quand parfois on volait l'enfant juste né avant d'achever la mère. Enfant donné, revendu. Alicia se bouche d'abord les oreilles, puis commence son enquête.

Les hôpitaux n'ont pas le bon registre des naissances, l'année 1978. Le curé prie en courant pour ne pas avouer ce qu'il sait. Roberto menace : veut-elle que Gaby perde sa deuxième mère ? Il n'y a que les *abuelas*, les grand-mères qui tournent sur la place de Mai (des « *folles* », disaient les généraux) avec la photo de leurs disparus, qui peuvent aider Alice dans sa recherche de la vérité. Alors, très loin de l'histoire officielle, elle découvre la grand-mère probable de Gaby, l'horreur muette qui régnait dans l'ombre de son « bonheur », ancien, et la vraie nature de salaud de Roberto.

La comédienne Norma Aleandro (Alicia), qui a obtenu le Prix d'interprétation féminine à Cannes en 1985, est bouleversante. Hector Alterio (Roberto) est tout aussi remarquable dans son rôle ambigu. L'histoire qui nous est présentée est exemplaire, la mise en scène – c'est le premier film de Luis Puenzo, jusqu'alors réalisateur de spots publicitaires – est efficace et nette sinon sophistiquée, et donne à comprendre en moins de deux heures plus de choses sur la sensibilié et l'histoire récente de l'Argentine que tous les discours.

Et pourtant ce film indispensable et émouvant n'est pas un grand film, une œuvre d'art. Etait-ce nécessaire ? Pour le témoignage immédiat (500 000 spectateurs l'ont vu en deux semaines à sa sortie en Argentine) ou la postérité esthétique ? C'est un sujet de dissertation creuse, sans doute une question idiote, mais que l'on se pose quand même en quittant une salle à moitié vide et en croisant une queue de deux cents personnes sous le panneau de *Rocky IV*.

MICHEL BRAUDEAU.

NOTES

CINÉMA

« A couteau tiré », de Roberto Fraenza

Le couteau signalé par le titre français de *Cop Killer* est un brave couteau à pain. Il sert à assassiner les flics de la brigade des stupéfiants, à New-York. Et c'est son absence dans le tiroir de la cuisine qui aidera le spectateur à identifier en toute certitude le coupable.

A vrai dire, ils sont tous coupables, dans ce polar italiano-américain bien fait, et propre à coller des frissons aux âmes un peu sensibles. La police, par exemple, est résolument corrompue, et l'inspecteur O'Connor peut mener double vie, partager avec un collègue un appartement dont la vue (sur Central Park) méritait quelque louche tractation.

O'Connor, interprété dans sa brutalité ambiguë par Harvey Keitel, n'est pas moins inquiétant que ce jeune blondinet, Fred, qui prétend être l'auteur des crimes. Très vite, le film devient l'affrontement à huis clos des deux hommes, avec changements de rôle pour ce qui est du chat et de la souris. Le malaise s'épaissit dans la meilleure tradition du suspense psychologique. La présence apaisante et gracieuse de Nicole Garcia met parfaitement en valeur l'évolution du sadisme ambiant.

Cl. D.

★ Voir les films nouveaux.

EXPOSITION

Les sculptures en verre de Gérard Koch

On est ébloui. La lumière, durement canalisée par les récentes sculptures de Gérard Koch, inonde le visiteur dès l'entrée dans cette cité futuriste hérissée de transparents gratte-ciel, dans cette forêt géométrique dont l'élan vertical obéit à des lois strictes. Les armatures en duralumin enchâssent des lames de verre, alternant parfois avec des lames de métal, et qui présentent sur leurs tranches des reflets d'émeraude. Ensembles versicolores épisodiquement polychromes, d'une diversité infinie grâce à la répartition des vides et des pleins, à l'alternance des courbes et des droites, des reliefs. Car il n'y a pas deux pièces semblables dans une sculpture qui ne ressemble elle-même à rien : de quoi dérouter l'amateur de références, qui, conquis, ne trouvera, pour traduire sa vision , que des métaphores musicales. Tout, ici, semble noté pour les portées d'une partition.

Dans la voie ardue que Gérard Koch ouvre obstinément depuis des années, le verre, en dépit de ses sortilèges, n'est peut-être pas le dernier avatar.

JEAN-MARIE DUNOYER.

★ Galerie Nane Stern, 25, avenue de Tourville. Jusqu'au 1ᵉʳ février.

ROCK

Blue Oyster Cult et The Cult en tournée

Attention : ne pas confondre le Blue Oyster Cult et The Cult. Les premiers sont américains, les seconds anglais, les deux effectuent actuellement une tournée en France. Le Blue Oyster Cult est né dans les années 70, urgent, violent, racé. Les vieux briscards avaient du panache, de l'élégance sur la scène comme sur les disques qui ont fait référence. Au hard-rock, ils ont offert des mélodies, une dignité, un son métallique et froid, pour eux on a inventé le terme de heavy-metal rock. Avec le temps, ils se sont empâtés, mais le prestige d'Alan Lanier et d'Eric Bloom a su préserver intacte la légende du groupe. Sur leurs traces, The Cult appartient aux années 80. Un trio métallo-psychédélique avec signes cabalistiques et guitares acérées. De toute évidence, ils n'ont pas inventé la poudre, mais ils savent s'en servir : détonants faute d'être étonnants. – A. W.

★ Blue Oyster Cult : le 27 janvier à la Mutualité, le 28 à Rouen, le 30 à Strasbourg, le 31 à Clermont-Ferrand, le 1ᵉʳ février à Bordeaux, le 3 à Toulouse, le 4 à Montpellier, le 5 à Lyon, le 6 à Nice. Discographie chez CBS.

★ The Cult : le 28 janvier à Rennes, le 29 à Nantes, le 30 à l'Eldorado, le 31 à Lyon. Discographie chez Virgin.

Le cinéaste américain Willard Van Dyke est mort

Le cinéaste américain Willard Van Dyke est mort le 23 janvier 1986. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Né à Denver, Colorado, il étudie à l'université de Californie puis se lance dans la photographie fixe. Il tourne, en 1934, avec le photographe Ralph Steiner, Hands, *au titre symbolique : mains désœuvrées, mains au travail, mains qui remettent en circulation l'argent gagné. Il est, en 1937, un des trois cameramen de* The River, *de Pare Lorentz, sur les inondations du Mississippi. Puis, à nouveau avec Ralph Steiner, il tourne son film le plus célèbre,* The City, *sur la planification urbaine.*

Producteur à l'Office of War Information pendant la guerre, il produit le film officiel de l'inauguration des Nations unies à San-Francisco en 1945. Fuyant le maccarthysme, il s'installe, en 1948, à Porto-Rico, où il crée un groupe documentaire. Il fait débuter Richard Leacock (Toby, *1954*), *Shirley Clarke* (Skyscraper, *1958*). *Il dirige le département cinéma du Musée d'art moderne de New-York, qui, s'ouvre au jeune cinéma mondial, il présente la Semaine de la critique à Cannes, avant de créer, en coproduction avec le Lincoln Center, la série New Directors. En 1977, il se remet à la photographie fixe.*

Willard Van Dyke était un des derniers représentants d'un mouvement documentaire.

L. M.

THÉÂTRE

« LA VIE DE CLARA GAZUL » à Aubervilliers

Le rire de Marilu

Une loge vide, dans un théâtre sombre, à l'abri du soleil d'Espagne. Trois hommes en redingote attendent. Trois Français : l'écrivain blasé-râleur, Alain Salomon, Jean-Marc Bory, metteur en scène bon vivant. Alain Libolt, homme de cœur, amateur de femmes. Ils attendent un homme, un auteur qui doit leur lire son manuscrit et c'est une femme qui apparaît, la comédienne Clara Gazul – Marilu Marini – dont le rire incidemment prend de curieuses tonalités masculines – elle est le double de l'auteur – Facundo Bo...

Prosper Mérimée, pour qui l'Espagne était femme, a imaginé le personnage de Clara Gazul et écrit sous son nom quantité de pièces, dont il a récolté les thèmes un peu partout, en particulier dans les œuvres du Siècle d'or. « Théâtre-paraphrase », selon l'expression de Patrick Berthier, dans sa préface de l'Edition Folio. Parachevant le canular, Prosper Mérimée, le front dissimulé sous une mantille, a fait graver son portrait en Clara Gazul.

Travesti et paraphrases, Alfredo Arias n'a pas résisté. Avec l'aide de Danielle Vezolles, il imagine que Clara, au lieu de lire ses pièces, oblige les trois Français à en jouer avec elle des extraits. Les deux premières, *la Famille de Carjaval* – tragique histoire d'inceste – et *Une femme est un diable* – imitée du *Moine* de Lewis ont un même style de dérision exaspérée, ce qui ne laisse pas aux comédiens une grande marge de manœuvre. Cette partie est comme une ébauche. Tout y est. La situation, les ruptures entre le « jeu-joué » et le jeu, les personnages. Marilu Marini, délicieuse, piquante, charmeuse, fait une éblouissante démonstration de coquine. Elle est la « chatte anglaise » sans masque, on profite donc de son sourire irrésistible, de ses regards fondants. Les comédiens s'amusent. Nous aussi, mais pas tout le temps.

C'est après l'entracte que le spectacle se façonne en un objet parfait, miroitant, si bien agencé que l'artifice disparaît. Les ruptures brodent des apartés, qui se relient à la situation centrale, la mettent en valeur, nous y font entrer. Cette fois, il est vrai, Clara Gazul entraîne ses partenaires à Lima et leur fait jouer *le Carrosse du Saint-Sacrement*, sa meilleure pièce – connue à travers *la Perichole* d'Offenbach, et le film de Jean Renoir, *le Carrosse d'or*. Jean-Marc Bory est un vice-roi redoutable et truculent, Marilu Marini est divine. Elle nous fait passer du divertissement enchanteur à quelque chose de brisé, à la douceur mortelle d'un « à quoi bon » à peine murmuré.

COLETTE GODARD.

★ Aubervilliers, Théâtre de la Commune, 20 h 30.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LES NONNES : Vincennes, Sorano (43-74-81-16), 20 h 30.
DE DOUX DINGUES : Nouveautés (47-70-52-76), 20 h 30.
RHAPSODIE BETON : Huchette (43-26-38-99), 21 h 30.
TÉMOIGNAGES SUR BALLYBERG : Lucernaire (45-44-73-34), 20 h 45.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11). Concert : 20 h : Concert d'ensemble de vents (Mendelssohn, Gounod, Mozart).

CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer, 20 h 30 : A. Badiou et A. Vitez lisent S. Mallarmé.

BEAUBOURG (42-77-12-33) : Débats-Rencontres : de 15 h à 19 h et de 21 h à 23 h : Trouver Trieste : « Psychiatrie et lois, le droit du malade ». Cinéma-Vidéo : Nouveaux films BPI : (lun. 17 h 30) : Révolutionnaires du Yddishland, de N. Lilenstein ; 16 h : Au pays des loups, de B. Mason ; A la recherche de la baleine France, de B. Mason ; 19 h : Autoportrait d'un inconnu : J. Cocteau, d'E. Cozarinsky. Vidéo-Musique : 16 h : Catherine Wheel, de D. Byrne ; 19 h : La leçon de musique, de P. Boulez ; 17 h 30, 20 h 30 : Le cinéma italien 1905-1945, série de films muets (programmes aux caisses). – Salle Garance (42-78-37-29).

Les autres salles

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41) 21 h, Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (42-61-69-14) 21 h, Au secours, elle me veut.

ESPACE GAITÉ (43-27-95-94) 20 h 30 : Jeff ; 22 h 15 : Kamikaze.

ESSAION (42-78-46-42) 20 h 30, Il était une fois... un cheval magique.

HUCHETTE (43-26-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : Rhapsodie Béton.

LUCERNAIRE (45-44-57-34) I. 18 h : Métamorphoses ; 20 h : C'est rigolo ; 21 h 45 : Arsène et Cléopâtre. – II. 19 h : Pardon, M'sieur Prévert ; 20 h 45 : Témoignages sur Ballybeg. Petite Salle, 21 h 30 : A fleur de peau.

NOUVEAUTÉS (47-70-52-76) 20 h 30, De doux dingues.

TAI TH. D'ESSAI (42-78-10-79), I : 20 h 30 : l'Ecume des jours. – II : 20 h 30 : Huis clos.

THÉATRE D'EDGAR (43-22-11-02) 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, Nous, on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35), 20 h 15 : le Bel Indifférent - le Menteur ; 21 h 45 : Au suivant ; 23 h : Banc d'essai des jeunes.

BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Kamikaze de l'Oncle Sam ; 22 h 30 : l'Etoffe des blaireaux. – II. 20 h 15 : les Sacrés Monstres ; 21 h 30 : Sauvez les bébés femmes.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11), I. 20 h 15 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : Orties de secours. II. 20 h 15 : Ça balance pas mal ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.

L'ÉCUME (45-42-71-16), 22 h : Ch. Benichou.

PETIT CASINO (42-78-36-50), 21 h : Les oies sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on sème.

POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 20 h 15 : Moi je craque, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nos désirs font désordre.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), 21 h : Touche pas à mon vote.

DEUX-ANES (46-06-10-26), 21 h : la France au clair de l'urne.

Le music-hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97), 21 h : Chansons françaises.

CIRQUE NATIONAL GRUSS (42-45-85-85), 20 h 30 : 9e Festival du cirque de demain.

L'ÉCUME (45-42-71-16), 20 h 30 : Chansons bleu nuit.

LUCERNAIRE (45-44-57-34), 20 h : M. Illianek.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (42-60-44-41), 22 h 30 et 24 h : Libertango.

ZENITH (45-04-50-30), 20 h 30 : Lily Passion.

Jazz, pop, rock, folk

BAINS (48-87-01-80), 22 h : Zip.

BAISER SALÉ (42-33-37-71), 23 h : P. Verbeke.

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05), 21 h 30 : J. Lacroix Jazz Orchestra.

MONTGOLFIER (45-54-95-00), 22 h : S. Guérault.

MUTUALITÉ (43-29-12-99), 20 h : Blue Oyster Cult.

PETIT JOURNAL (43-26-28-59), 21 h 30 : New Jazz Bandar.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70), 21 h 30 : Jazz Danse Big Band.

PETIT OPPORTUN (42-36-01-36), 23 h : F. Chassagnite, D. Leloup, M. Ducret, M. Michel, U. Pagnini.

LA PINTE (43-26-26-15) : Troop de luxe.

SUNSET (42-61-46-60), 23 h : E. Lelann Quartet.

Les concerts

Th. du Rond-Point des Champs-Elysées, 11 h : Orchestre national de France, dir. Th. Fulton (Mozart, Prokofiev).

Grand Théâtre de la Cité internationale universitaire, 20 h 30 : P. Tortelier et quarante violoncellistes (Brizard).

Ambassade d'Australie, 20 h : La Romanesca (musique médiévale).

Athénée, 20 h 30 : G. Bacquier, P.-L. Aimard.

FIAP, 20 h 30 : Hae-Jung, C. Jacotin (Mozart, Marcello, Bach, Elgar).

Cortot, 20 h 30 : M. Lauffer (violoncelle), D. Selig (piano) (Beethoven, Brahms, Paganini, Klengel, Creuze, Britten).

Théâtre de Paris, 20 h 30 : Live Electronic Music (Campana, Levinas, Mannis, Daubresse, Macias, Terzian).

Radio-France, 20 h 30 : Cycle acousmatique, œuvres de Le Goff, Tosi, Bayle.

Comédie des Champs-Elysées, 20 h 30 : P. Danais (baryton), D. Abramovitz (piano) (Proust, Hahn).

Pleyel, 20 h 30 : Orchestre Colonne, dir. P. Dervaux (Stravinsky, El Khoury, Ravel, Bartok).

Lundi 27 janvier

HAREM (Fr., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

HAUT LES FLINGUES (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-94) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : République, 11e (48-05-51-33).

L'HONNEUR DES PRIZZI (A., v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs Elysées, 8e (43-59-04-67) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (46-36-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Chatelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; République Cinéma, 11e (48-05-51-33) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

ON NE MEURT QUE DEUX FOIS (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95) ; Bergère, 9e (47-70-77-58).

ORIANE (Fr.-Venez., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

OURAGAN SUR L'EAU PLATE (Brit., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; v.f. : Gaîté Boulevard, 9e (42-33-67-06) ; Lumière, 9e (42-46-49-07) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

OZ UN MONDE EXTRAORDINAIRE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

PAPA EST EN VOYAGE D'AFFAIRES (You., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (45-61-10-60).

LA PARTIE DE CHASSE (Brit., v.o.) : Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Marignan, 8e (43-59-92-82).

PEUR BLEUE (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Paramount Mercury, 8e (45-62-75-90). – V.f. : Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LES FILMS NOUVEAUX

A COUTEAU TIRÉ, film italien de Roberto Faenza (v.o.) : Forum, Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; (v.f.) : Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Maxéville, 2e (47-70-72-86) : Bastille, 11e (43-07-54-40).

BANANA'S BOULEVARD, film français de Richard Balducci : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

CHORUS LINE, film américain de Richard Attenborough (v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Danton, 6e (42-25-10-30) ; Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50) ; (v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-26-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

GINGER ET FRED, film italien de Federico Fellini (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Saint-Germain Huchettes, 1er (46-33-63-20) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Colisée, 8e (43-59-29-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Maillot, 17e (47-58-24-24) ; (v.f.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Sud, 13e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27).

L'HISTOIRE OFFICIELLE, film argentin de Luis Puenzo (v.o.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; 14 Juillet Racine, 6e (43-26-19-68) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v. f.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Saint-Lazare Pasquer, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

LA JEUNE FILLE ET L'ENFER (*), film français de François Minet : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

ROCKY IV, film américain de Sylvester Stallone (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Victor-Hugo, 16e (47-27-49-75) ; (v. f.) : Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Grand Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne 6e (42-22-57-97) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (43-43-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99) ; Gambetta, 20 (46-36-10-96).

ZAPPA, film Danois de Bille August (v.o.) : 3 Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

FESTIVAL DE CINEMA PORTUGAIS, (v. o.) : 7 films inédits, (v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24)

En avant-première et en présence de l'auteur : 20 h 30, Mademoiselle B., de B. Queysanne.

BEAUBOURG (42-78-35-57)

17 h, le Chemin de l'espérance, de P. Germi (v.fr.) ; 19 h, Rétrospective du cinéma suédois (1929-1985) : Mademoiselle Julie, de A. Sjoberg.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40). – V.f. : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06).

L'ARROSEUSE ORANGE (Hongrois, v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ASTÉRIX ET LA SURPRISE DE CÉSAR (Fr.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Rialto, 19e (46-07-87-61).

BATON ROUGE (Fr.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

BILLY ZE KICK (Fr.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (46-33-79-38).

BRAZIL (Am., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

LA CAGE AUX FOLLES Nº 3 (Fr.) : Opéra Night, 2e (43-96-62-56) ; George-V, 8e (45-62-41-46).

LE CAVIAR ROUGE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Marignan, 8e (43-59-92-82) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

CHINESE BOXES (All., v.o.) : 3 Luxembourg (Hsp), 6e (46-33-97-77).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (42-45-66-00).

COCOON (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (43-35-21-21). – V.f. : Impérial, 2e (47-42-72-52).

COLONEL REDL (Hongrois, v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

CUORE (It., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; FLM Saint-Jacques, 14e (45-89-68-42).

LA DERNIÈRE LICORNE (A., v.f.) : George-V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74).

DROLE DE MISSIONNAIRE (Brit., v.o.) : St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

L'EFFRONTÉE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Images, 18e (45-22-47-94).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (45-62-41-46).

ESCALIER C (Fr.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (46-33-10-82).

L'ÉVEILLÉ DU PONT DE L'ALMA (Fr.) : République, 11e (48-05-51-33).

L'EXÉCUTRICE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

GARÇON CHOC POUR NANA CHIC (A., v.o.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08).

LES GOONIES (A., v.f.) ; Opéra Night, 2e (42-96-62-56) ; St-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

LES INTERDITS DU MONDE (Fr.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Paramount City, 8e (45-62-45-76) ; Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Paramount Galaxie, 13e (45-80-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (43-35-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (45-40-45-91).

LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : Chatelet-Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

INVASION (A., v.o.) (*) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). – v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; Images, 18e (45-22-47-94).

KALIDOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (42-33-54-58) ; Paris Ciné, 10e (47-70-21-71) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Tourelles, 20e (43-64-51-98).

LES LOUPS ENTRE EUX (Fr.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (43-20-12-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LUNE DE MIEL (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

LE MEDECIN DE GAFIRE (Malien-Nigérien, v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

MORT SUR LE GRIL (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-72-52-36) ; Saint-Germain Village, 5e (46-33-63-20) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16). – V.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Boulevard, 9e (45-74-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Secrétan, 19e (42-41-77-99).

MUSCLOR ET SHE-RA, LE SECRET DE L'ÉPÉE (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

LES NOCES DE FIGARO (All., v.o.) : Vendôme, 2e (47-42-97-52).

PLENTY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; 14-Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-95-40) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

PROFS (Fr.) : Arcades, 2e (42-33-54-58).

RAMBO II (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (42-96-80-40).

RAN (Jap., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Colisée, 8e (43-59-29-46).

RASPOUTINE, L'AGONIE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (45-44-28-80).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (42-33-42-26) ; Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Biarritz, 8e (45-62-20-40). – V.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

RETOUR VERS LE FUTUR (A., v.o.) : Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Gaumont Opéra (ex-Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Capri, 2e (45-08-11-69).

LES RIPOUX (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; UGC Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

RIO ZONE NORD (Brés., v.o.) : République, 11e (48-05-51-33).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; Publicis Matignon, 8e (43-59-31-97).

ROUGE BAISER (Fr.) : Studio de la Harpe, 5e (46-34-25-52) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; Murat, 16e (46-51-99-75).

SANS TOIT NI LOI (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Gaumont Opéra (ex-Berlitz), 2e (47-42-60-33) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83). Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

SANTA CLAUS (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

SHOAH (Fr.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

SILVERADO (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (43-26-79-17) ; Paramount Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Marignan, 8e (43-59-92-82). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Gaîté Boulevard, 9e (42-33-67-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

SOLEIL DE NUIT (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (42-97-49-70) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79). – V.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-62-60-33) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Nation, 12e (43-43-04-67) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Murat, 16e (46-51-99-75) ; Le Maillot, 17e (47-58-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (42-22-46-01).

LE SOULIER DE SATIN (Franco-Portugais, v.o.) : Bonaparte, 6e (43-26-12-12).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (47-07-28-04), h. sp.

STRANGER THAN PARADISE (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

SUBWAY (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (52-97-49-70) ; Gaumont Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Studio de la Contrescarpe, 5e (43-25-78-37) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16) ; Fauvette, 13e (43-31-60-74) ; Montparnos, 14e (43-27-5237) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Grand Pavois (Hsp.), 15e (45-54-46-85) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

TANGOS, L'EXIL DE GARDEL (Franco-Argentin, v.o.) : Studio Cujas, 5e (43-54-89-22).

TARAM ET LE CHAUDRON MAGIQUE (A., V.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Napoléon, 17e (42-67-63-42).

TARGET (A., v.o.) : Colisée, 8e (43-59-29-46) – V.f. Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaîté Rochechouart, 9e (48-78-81-77) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97).

THE SHOP AROUND THE CORNER (A., v.o.) : Action-Christine, 6e (43-29-11-30).

TOKYO GA (All., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-80-25).

TONNERRES LOINTAINS (Indien, v.o.) : Reflet Médicis, 5e (43-54-42-34).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (42-97-53-74) ; Capri, 2e (45-08-11-69) ; Richelieu, 2e (42-33-56-70) ; Quintette, 5e (46-33-79-38) ; Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; George-V, 8e (45-62-41-46) ; Bastille, 11e (43-07-54-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Français, 9e (47-70-33-88) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-52-27) ; Mayfair, 16e (45-25-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

UNE SAISON ITALIENNE (It., v.o.) : Reflet Logos 5e (43-54-42-34).

LE VOYAGE A PAIMPOL (Fr.) : Studio Champollion, 5e (43-26-84-65).

VERTIGES (Fr.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

WITNESS (A. v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

Les grandes reprises

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

AMERICA, AMERICA (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

L'ARRANGEMENT (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (43-24-44-40).

LA BELLE ET LA BÊTE (Fr.) : Templiers, 3e (42-72-94-56).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

CARMEN (Saura) (v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

CE PLAISIR QU'ON DIT CHARNEL (A., v.o.) (*) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A., v.o.) : Saint-Germain-des-Prés, 6e (42-22-87-23) ; Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

CLÉO DE 5 A 7 (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (43-26-48-18).

LES COPAINS D'ABORD (Fr.) : Espace Gaîté, 14e (43-27-95-94).

COMME UN TORRENT (A., v.o.) : Reflet Lafayette, 9e (48-74-97-27).

DÉLIVRANCE (A.) (*) : Studio Galande (H. sp.), 5e (43-54-72-71).

LE DERNIER TANGO A PARIS (Fr.-It., v.o.) (**) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16).

DERSOU OUZALA (Jap., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

DON QUICHOTTE (Sov.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04).

DRAGÉES AU POIVRE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; Marbeuf, 8e (45-61-94-95).

DOCTEUR FOLAMOUR (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44).

EXCALIBUR (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

FALLING IN LOVE (A., v.o.) : Calypso, 17e (43-80-30-11).

GUN CRAZY (A., v.o.) : Olympic, 14e (45-43-99-41).

HAMMETT (A., v.o.) : Olympic Entrepôt, 14e (45-43-99-41).

LA HUITIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (A., v.o.) : Utopia, 5e (43-26-84-65).

L'INSPECTEUR HARRY (A., v.o.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

JACK L'EVENTREUR (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (43-29-11-30) ; Lincoln, 8e (43-59-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21) ; v.f. : Lumière, 9e (42-46-49-07).

JESUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

JOHNNY GUITARE (A., v.o.) : Logos, 5e (43-54-42-34) (h. sp.).

L'AUTRE (A., v.o.) : St-Lambert, 15e (45-32-91-68).

LEGEND (A., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE KNACK ET COMMENT L'AVOIR (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (43-45-42-34).

MARIA'S LOVERS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (47-00-89-16)) ; Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (45-08-11-69).

MONTY PYTHON LA VIE DE BRIAN (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

ORANGE MÉCANIQUE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Studio Galande (h. sp.), 5e (43-54-72-71).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85).

PANDORA (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-29-44-40) ; Cinoches, 6e (46-33-10-82).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14) ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

POLICE (Fr.) : Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE PROCES (A., v.o.) : Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Balzac, 8e (46-61-10-60).

48 HEURES (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

RETOUR VERS L'ENFER (A., v.f.) : Le Club, 9e (47-70-81-47).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (42-67-63-42).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (45-27-77-55).

LA STRADA (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

SUNDOWN (A., v.o.) Action Christine bis, 6e (43-29-11-30).

TERMINATOR (A., v.o.) : Châtelet Victoria, 1er (45-08-94-14).

LE TEMOIN (Hong., v.o.) : République (h.s.p.), 11e (48-05-51-33).

THE BLUES BROTHERS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (46-22-44-21).

THE MAJOR, THE MINOR (A.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) : Champo, 5e (43-54-51-60).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Grand-Pavois, 15e (45-54-46-85) ; Calypso, 17e (43-80-30-11).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : Rialto, 19e (46-07-87-61).

LES VISITEURS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (43-26-48-18) : Lincoln, 8e (43-58-36-14) ; Parnassiens, 14e (43-35-21-21).

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.f.) : Denfert, 14e (43-21-41-01).

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : République Cinéma, 11e (48-05-51-33).

ZORBA LE GREC (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68).

Les festivals

ANIMATION (v.o.), Rialto, 19e (46-07-87-61) ; en alternance : Métal hurlant, le Chaînon manquant.

F. ASTAIRE-G. ROGERS (v.o.), Mac-Mahon, 17e (43-80-24-81) : mer. : Hollyday Inn ; jeu., dim. : Broadway Melody ; ven., mar. : Roberta ; sam. : l'Entreprenant Mr Petrov ; lun. : O Toi ma charmante.

CINQ FILMS POUR LE PRIX D'UN (v.o.), Studio Bertrand, 7e, (47-83-64-66) ; 14 h : l'Espoir ; 15 h 25 : l'Inconnu du Nord-Express ; 17 h 05 : Lady Blue (**) ; 18 h 20 : la Mort aux trousses ; 20 h 40 : la Cinquième colonne ; 22 h 25 : la Femmes aux deux visages.

1) COCORICO - LE CINÉMA FRANÇAIS - REVOIR PARIS : Epée de bois, 5e (43-37-57-47) ; mer. : Simone. Barbes ; jeu. : l'Air de Paris ; ven. : le Pont du nord ; sam. : la Balance ; dim. : Subway ; lun. : le Jour se lève ; mar. : les Quatre nuits d'un rêveur. La Dernière Vague (t.l.j., 22), mer. : Simone Barbes ou la vertu ; jeu. : Passage secret ; ven. : le Pont du nord ; sam. : Du côté des tennis ; dim. : Autonomie d'un rapport ; lun. : Trop tôt, trop tard ; mar. : Aurélia Steiner.

2) COCORICOCINE - CREATEURS DU CINEMA FRANÇAIS : mer. : Don Giovanni ; jeu. : Othello ; ven. : Subway ; sam. : Manèges ; dim. : Monsieur Klein ; lun. : les Portes de la nuit ; mar. : le Jour se lève. La Dernière Vague (t.l.j., 22 h), mer. : Trop tôt, trop tard ; jeu. : Du côté du tennis ; ven. : Anatomie d'un rapport ; sam. : Passage secret ; dim. : Aurélia Steiner ; lun. : Passage secret ; mar. : Simone Barbes ou la vertu.

FESTIVAL DU FILM POUR ENFANTS, Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; mer., 16 h : le Tour du monde de Sadko ; mer., 14 h : le Géant de la steppe ; sam., 14 h : le Conte du tsar Saltan ; dim., 14 h : Rouslan et Lioudmilla.

GODARD ANNÉES 60, Olympic-Entrepôt, 14e (45-43-99-61) : jeu., dim., mar. : Bande à part ; ven., lun. : Masculin féminin.

EISENSTEIN, Action-La Fayette, 9e (48-74-97-27) : mer., sam : le Cuirassé Potemkine ; jeu., lun., mar. : Alexandre Nevski ; ven., dim. : Ivan le Terrible.

KUROSAWA (v.o.), Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68), mer., 18 h 30, dim., 18 h 45 : Dersou Ouzala ; sam., mar. : 18 h 30 : Dodes Caden.

MARX BROTHERS (v.o.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44), mer. 20 h 30, jeu. 22 h, ven. 20 h 30, sam. 20 h 15, dim. 14 h 30 : la Soupe au canard ; mer. 22 h, jeu. 20 h 30, ven. 22 h, sam. 15 h, dim. 16 h 15, mar. 22 h : Chercheurs d'or ; sam. 22 h, dim. 18 h, mar., 20 h 30 : Panique à l'hôtel.

MERYL STREEP (v.o.), Ciné-Beaubourg, 3e (42-71-52-36) : sam., dim., lun, 14 h 10 : la Maîtresse du lieutenant français ; 11 h 50 : Kramer contre Kramer ; sam., lun., 11 h 45 : Falling in love ; 11 h 55 : la Mort aux enchères ; 11 h 30 : le Mystère Sylkwood.

ROHMER, République-Cinéma, 11e (48-05-51-33) : jeu. 16 h : la Marquise d'O ; ven. 16 h : la Femme de l'aviateur ; + Denfert, 14e (43-21-41-01) : mar. 15 h 10 : Perceval le Gallois ; sam. 12 h 10 : Pauline à la plage ; mar. 12 h : le Beau mariage ; jeu. : 18 h : les Nuits de la pleine lune.

F. TRUFFAUT, Denfert, 14e (43-21-41-01), ven. 20 h, dim. 18 h 10 : les Deux anglaises et le continent ; mer. 20 h, dim. 12 h : Vivement dimanche ; jeu. 20 h : la Peau douce ; ven. 22 h 30 : l'Homme qui aimait les femmes ; ven. 16 h, lun. 19 h : la Chambre verte ; jeu. 16 h, sam., mar. 22 h : la Femme d'à côté ; ven. 22 h 20 : l'Homme qui aimait les femmes.

WESTERNS (v.o.), Olympic-Marylin, 14e (45-43-99-41), mer. : Jérémiah Johnson ; jeu. : Rio Bravo ; ven. : José Walles hors-la-loi ; sam. : l'Homme aux colts d'or ; dim. : la Ronde sauvage ; lun. : le Reptile ; mar. : Massacre à Fort-Apache.

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

Les Français aiment les armes

Réponse à une insécurité que l'on dit grandissante ? Succès tricolores dans les compétitions internationales ? Influence croissante des Américains à travers leurs films et leurs séries pétaradantes ? Toujours est-il que les Français n'ont jamais tant aimé les armes. Et n'en déplaise au chanteur Renaud, les Françaises aussi. Elles étaient nombreuses, porte de Versailles, à Paris, samedi et dimanche, au Salon international de la chasse, de l'arme et du tir, l'une des vingt expositions annuelles de plus en plus courues, ouvertes dans notre pays.

Curieux, tout de même, dans une France où la réglementation sur les armes est chaque année de plus en plus contraignante et dont les textes de base restent ceux de 1939, l'année de toutes les craintes. Une réglementation qui fait dire à un armurier parisien : *« Quand toutes les armes seront hors la loi, seuls les hors-la-loi auront des armes. »*

De fait, la majorité des fusils et des carabines détenus par les Français – 12 millions, dit-on, contre 7 millions en 1970 – le sont en toute légalité. Pourtant, avec les chasseurs – ils sont 1 800 000, – les tireurs sportifs – ils sont 135 000 (dont 12 000 femmes), – les collectionneurs – ils sont une dizaine de milliers –, en sachant que chacun d'entre eux possède plusieurs armes, on n'arrive pas à faire le compte. Qui sont les autres ?

C'est la question à laquelle l'émission de Richard Michel tentera de répondre, mardi après-midi, sur Antenne 2. Un commissaire (M. Mansini), un champion olympique de tir (Philippe Heberlé), le directeur technique de la Fédération française de tir (Jean-Richard Germont), une étudiante (Corinne Serra-Tosio) et l'un des responsables de l'enseignement du tir à la police nationale participeront à cette émission qui risque de faire du bruit.

CLAUDE LAMOTTE.

★ « Aujourd'hui la vie : passion et folie des armes », Antenne 2, mardi 28 janvier, 14 heures.

Lundi 27 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 L'avenir du futur : la médecine de catastrophe.
Emission de J.-P. Hutin, présentée par R. Clarke.

20 h 35 Cinéma : le Toubib.
Film français de Pierre Granier-Deferre (1979), avec A. Delon, V. Jannot, B. Giraudeau, F. Bergé.
A la suite d'une grave déception amoureuse, un chirurgien va servir dans une antenne au cœur de l'Europe pendant la troisième guerre mondiale. Arrive une belle infirmière. Etude de caractère et de sentiments.

22 h 5 Débat.
Avec le professeur Huguenard, chef du service du SAMU à Créteil, président de la Société française de médecine de catastrophe : M. R. Noto, médecin-chef de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ; le professeur Petit, du Centre des brûlés à Lyon ; MM. Martinez, chef de travaux des universités à l'hôpital Necker. La médecine de catastrophe. Le SAMU a été inventé pour les urgences : accidents de la route, attentats, etc.

23 h 10 Journal.
23 h 25 C'est à lire.
23 h 40 RFE.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Série : Ellis Island, les portes de l'espoir.
La saga, romancée à l'américaine, sur la grande vague d'immigration aux Etats-Unis au début du siècle.

22 h 20 Série : Pays d'octobre, choses vues dans le Mississippi.
Réal. Bertrand Tavernier et Robert Parrish.
La quatrième et dernière émission sur la petite ville d'Oxford – lieu de prédilection de William Faulkner – évoque l'émeute qui secoua la petite localité en 1962 lorsqu'un Noir, James Meredith, fut refoulé de l'université. Comment est perçu cet événement aujourd'hui ?

23 h 20 Journal.
23 h 45 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Stavisky.
Film franco-italien d'Alain Resnais (1973), avec J.-P. Belmondo, F. Périer, A. Duperey, C. Rich, C. Boyer.
La montée et la chute dans un énorme scandale financier d'un aventurier devenu homme d'affaires. Ce n'est pas à proprement parler une reconstitution historique de l'affaire Stavisky, mais une étrange rêverie sur ce personnage et l'époque où il évolua.

22 h 35 Journal.

23 h Tous en scène.
Magazine du théâtre de Pierre Laville.
Au sommaire : Daniel Mesguich dans « Lorenzaccio » ; show Depardieu-Barbara ; trois pièces de Guitry ; « Californie, paradis de morts de faim », de Sam Shepard ; Ugo Tognazzi à l'Odéon ; Ariane Mnouchkine, Grand Prix national du théâtre 1985 ; l'école du théâtre Florent.

23 h 55 Prélude à la nuit.
0 h 5 Espace 3.

FR3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

16 h, Cinéma : la Terre des Pharaons, film de d'H. Hawks ; 17 h 50, Actualités de jadisn ; 18 h, Sports ; 18 h 55, La panthère rose ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 35, Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, les Nanas, film de A. Lanoe ; 22 h 10, Etoiles et buts ; 22 h 30, Les drives de Canal Plus (skins game 1985) ; 23 h 25, Voile : la course de l'Europe ; 0 h 15, Mars, mars, documentaire d'A. Varda ; 1 h 15, les Amants terribles, film de D. Dubroux.

FRANCE-CULTURE

20 h Musique, mode d'emploi : la musique mécanique.
20 h 30 « Sans croix et sans lumière », de Catherine Lahourdade.
21 h 30 Latitudes : spécial Julio Benavente Diaz, musicien péruvien.
22 h 30 La nuit sur un plateau, avec Alain Robbe-Grillet.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de Cannes) : « la Baraque rouge » opéra-jazz de G. Marais, par Lavelle, P. Auberson, A. Nozati, A. de Frontdeville, Y. Micenmacher, J. Mathieux, le Big Band de guitares électriques, G. Bucquet, Y. Robert, C. Bernard.
23 h Concert (en direct de Cannes) : œuvres de D. del Puerto, A. Aracil Guerrero, Prieto, Villa Roja, Penarocche, par le Trio Arlequin, S. Espasa, flûte, P. Rivière, alto, N. Daza, guitare.
0 h Guido Cantelli : œuvres de Bartok.
1 h Les Hollywoodiens : collages musicaux et démarcations.

Mardi 28 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

20 h 35 Les grands écrans de TF1 : le Commissaire Moulin.
Téléfilm de G.-A. Lefranc, scénario et dialogues de J. Chatenet. Avec Y. Renier, G. Montagné, M. Delcroix.
Enquêtant sur un vol commis chez le baron de Perny, le commissaire Moulin est victime d'un attentat.

22 h Contre-enquête.
Emission d'Anne Hoang. Au sommaire : Retour de manivelle (un jeune tué à coups de manivelle) ; une bougie pour madame (une histoire d'amour qui tourne mal) ; le prix de la souffrance (grièvement blessée lors d'une explosion dans un restaurant, Françoise R. attend toujours son indemnité). Dernier cinéma (des villageois se mobilisent pour empêcher la fermeture de leur dernier cinéma).

23 h Journal.
23 h 15 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Cinéma : le Bon plaisir.
Film français de Francis Girod (1983), avec C. Deneuve, J.-L. Trintignant, M. Serrault, M. Auclair.
Un petit voleur dérobe le sac à main d'une jeune femme. Il y a dans ce sac une lettre compromettante pour l'actuel président de la République, jadis amant de la dame. Comédie ironique (de Françoise Giroud) sur les jeux ; le rituel de la classe politique.

22 h 20 Mardi cinéma.
Avec Alexandra Stewart, Pauline Lafont, Jean Rochefort, Roger Hanin.

23 h 40 Journal.
0 h 5 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR3

20 h 35 Cinéma : Tremblement de terre.
Film américain de Mark Robson (1974), avec C. Heston, A. Gardner, G. Kennedy, L. Greene, G. Bujold.
Une violente secousse sismique dévaste Los Angeles. Des effets spéciaux qui font vraiment frémir.

22 h 40 Journal.

23 h 5 Télévision régionale.
A chaque région son programme. Focales et regards en Alsace ; l'univers de la corrida en Aquitaine, des variétés en Bourgogne-Franche-Comté, un débat politique dans le Limousin-Poitou-Charentes, du music-hall dans le Midi-Pyrénées-Languedoc-Roussillon, un magazine musical en Nord-Picardie, Voltaire au château d'Anet, avec Roger Peyrefitte, pour Paris-Ile-de-France ; la microchirurgie en Provence-Côte d'Azur et le syndicalisme corse.

23 h 55 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

14 h, la Femme et le Pantin, film de J. Duvivier ; 15 h 35, les Amants terribles, film de D. Dubroux ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Les affaires sont les affaires ; 19 h, Maxitête (et à 19 h 55 et 20 h 30) ; 19 h 5, *Zénith* ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 15, Coluche ; 20 h 35, Marche à l'ombre, film de M. Blanc ; 22 h 5, la Femme de mon pote, film de B. Blier ; 23 h 40, Luke, la main froide, film de S. Rosenberg ; 1 h 15, Mike Hammer.

FRANCE-CULTURE

20 h Musique, mode d'emploi : la musique mécanique.
20 h 30 Le journal du corps.
21 h 30 Diagonales : l'actualité de la chanson.
22 h 30 Nuits magnétiques : la nuit et le moment ; profession témoin.
0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 10 Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser.
20 h 30 Trio à cordes... plus (en direct du Grand Auditorium 104) : *Quator à cordes en sol majeur* de Vachon, *Trio a cordes* de Guezec, *Quator à cordes n° 3 en sol mineur* de Herold, *Quator à cordes en ut majeur* de Haydn par le Trio à cordes de Paris, C. Frey, violon, M. Michalakokos, alto, J. Grout, violoncelle, E. Popa, 2e violon.
22 h 30 Récital (en direct du Grand Auditorium) : œuvres de Telemann, Schubert, Poulenc, Fauré, Bartok/Arma et Doppler par S. Kudo, flûte et K. Fujii, piano.
0 h Œuvres de Beethoven.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 27-01-86 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 28.01.86 DÉBUT DE MATINÉE

▼ Averse · /// Pluie · * Neige · ≡ Brouillard · ⌣ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France entre le lundi 27 janvier à 0 heure et le mardi 28 janvier à minuit.

Une perturbation de faibles activité traversera la France de la Bretagne lundi matin jusqu'à l'est du pays mardi soir. Elle sera suivie d'une traine modérée localisée surtout au nord de la Seine. Une seconde perturbation abordera mardi après-midi les côtes de Bretagne en s'accompagnant d'un renforcement important du flux de sud-ouest.

Mardi matin, une large bande de temps couvert et faiblement pluvieux recouvrira le Sud-Ouest et la moitié est du pays, s'accompagnant de chutes de neige ou de pluies verglaçantes sur le Massif Central, le Morvan, les Vosges et les Ardennes. Les précipitations épargneront toutefois l'Alsace, l'est des Alpes, la Côte d'Azur et la Corse où dominera un temps très nuageux. Partout ailleurs, régnera un temps nuageux avec des éclaircies. Des averses se produiront le matin sur le Nord.

En cours de journée, la zone de temps couvert gagnera les régions de l'Est. Des averses de neige se produiront sur les Alpes et les Vosges, des averses de pluie en Corse. A l'arrière se développeront des éclaircies. Cependant une aggravation nuageuse touchera le quart nord-ouest du pays dans l'après-midi avant l'arrivée en soirée d'une zone pluvieuse sur la Bretagne et le Cotentin. Elle sera précédée de vents forts de sud-ouest soufflant en rafales jusqu'à 60 kilomètres à l'heure en Bretagne, 80 kilomètres à l'heure près de la Manche.

Les températures minimales seront légèrement positives sur la moitié ouest, atteignant toutefois 4 à 6 degrés près de la Manche et sur les côtes bretonnes, 6 à 8 degrés sur le littoral atlantique. Des gelées se produiront sur tout le quart nord-est, avoisinant – 3 degrés en Alsace, – 6 degrés dans l'est des Alpes. Les températures maximales avoisineront 8 à 10 degrés sur le quart nord-ouest, 5 à 7 degrés dans l'intérieur, 3 à 5 degrés dans le Nord-Est, 10 à 13 degrés près de la Méditerranée.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 26 janvier, le second le minimum de la nuit du 26 au 27 janvier) : Ajaccio, 11 et – 1 degrés ; Biarritz, 10 et 9 ; Bordeaux, 5 et 3 ; Bréhat, 6 et 6 ; Brest, 8 et 6 ; Cannes, 11 et 2 ; Cherbourg, 6 et 1 ; Clermont-Ferrand, 3 et – 8 ; Dijon, – 2 et – 10 ; Dinard, 6 et 3 ; Embrun, 0 et – 9 ; Grenoble-St-M.-H., 2 et – 5 ; Grenoble-Saint-Geoirs, 2 et – 6 ; La Rochelle, 6 et 2 ; Lille, 4 et – 2 ; Limoges, 4 et – 4 ; Lorient, 7 et 6 ; Lyon, 2 et – 5 ; Marseille-Marignane, 5 et – 5 ; Nancy, 2 et – 5 ; Nantes, 6 et 2 ; Nice, 12 et 1 ; Paris-Paris-Montsouris, 4 et – 4 ; Paris-Orly, 6 et – 5 ; Pau, 7 et 4 ; Perpignan, 8 et – 1 ; Rennes, 6 et 2 ; Rouen, 4 et – 5 ; Saint-Etienne, 1 et – 7 ; Strasbourg, 3 et – 4 ; Toulouse, 7 et 1 ; Tours, 5 et – 4.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 15 et 5 ; Genève, 1 et – 5 ; Lisbonne, 13 et 8 ; Londres, 5 et – 3 ; Madrid, 11 et – 5 ; Rome, 11 et 0 ; Stockholm, – 1 et – 5.

PARIS EN VISITES

MARDI 28 JANVIER

« Le dix-huitième siècle français » (peinture, tapisseries, mobilier, porcelaine), 14 h 30, au Grand Palais, tél. 47-42-03-47.

« La Franc-Maçonnerie », 15 h, 16, rue Cadet (M.-C. Lasnier).

« La seule forêt du dix-huitième siècle à Belleville », 14 h 30, métro Belleville (M. Banassat).

« Le vieux quartier Saint-Quincampoix », 15 heures, parvis Hôtel-de-Ville devant la poste (M. G. Botteau).

« Histoire et fonctionnement du Palais de justice, un procès des flagrants délits », 15 heures, métro Cité, (sortie marché aux fleurs) (M. Ragneneau).

« Tombes célèbres du cimetière du Père-Lachaise », 15 heures, entrée principale (M. Pohyer).

« Monet et les impressionnistes au musée Marmottan », 14 h 30, 2, rue Boilly.

« Un quartier de roture: Belleville et son cimetière », 14 h 30, métro télégraphe (V. de Langlade).

« Hôtels, eglises et ruelles du vieux Marais », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Hôtel et passages du faubourg Saint-Honoré », 14 h 30, métro Madeleine, sortie Trois-Quartiers.

« Un centre chirurgical d'esthétique », 14 h 45, sortie métro Argentine.

CONFÉRENCES

MARDI 28 JANVIER

Musée de l'homme, 18 h 30, « Origine et évolution de l'Univers » (M. H. Reeves).

Mairie du 17e arrondissement, 16, rue des Batignolles, 17 h 30, « Fontainebleau vu par les voyageurs étrangers aux dix-septième et dix-huitième siècles » (M. J.-P. Samoyault).

IFRI, 6, rue Ferrus, 17 h 30, « Images et réalités dans le Sud Pacifique: un point de vue néo-zélandais sur la France » (M. Steve Hoadley) (en anglais).

62, rue Madame, 19 heures, « Le monde hellénistique ».

Salle Chaillot-Galliéra, 28, avenue George-V, 17 heures, « Images d'Apocalypse (l'Apocalypse de saint Jean) ».

26, rue Bergère, 19 h 30, « Au-delà des grandes religions, la vie par-delà la mort » (Père H. Biondi).

55, rue de Varenne, 17 h 30, « La France l'horizon 2005 » (M. H. Guillaume).

Mairie du 1er arrondissement, 4, place du Louvre, 17 h 30, « Napoléon III et les chambres de commerces » (M. André Conquet).

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,08
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde



Seita

Société nationale employant 8 200 personnes dans 40 établissements, nous réalisons un CA HT de plus de 6 milliards de F. Leader du marché des cigarettes en France, nous recherchons, au sein de notre direction financière nos :

Responsable de la centralisation comptable

Vous êtes responsable de nos procédures de comptabilité générale. Vous préparez nos comptes annuels (bilans, résultats et annexes) et nous faites évoluer vers des publications semestrielles puis trimestrielles. Enfin, en parallèle, vous participez à la réflexion menée en matière d'applications informatiques et de consolidation des comptes de notre groupe. Bien entendu, vous êtes soutenu par une équipe de 8 personnes que vous animerez.

La jeune trentaine, de formation supérieure plus DECS, vous avez une bonne expérience de comptabilité générale acquise par exemple dans une importante société. Vos qualités d'animateur et votre potentiel vous permettent d'assumer ces fonctions évolutives. Réf. 7312 M

Opérationnel de l'audit interne

Au sein d'une petite équipe, vous appréciez sous l'angle comptable et financier la qualité et le respect des procédures internes. Vous testez la fiabilité du système d'information et vérifiez l'application de la législation et des décisions de la Direction Générale. De plus, en tant que conseil vous intervenez très pratiquement dans les phases de diagnostic et de propositions.

Environ 28 ans, vous êtes diplômé d'une école de commerce ou maîtrise de gestion, complétée utilement par un DECS. Vos 3 années d'expérience en cabinet ou grande entreprise, votre sens de l'écoute et votre contact vous font penser que vous pourrez imposer vos compétences dans ce poste aux activités diversifiées.
Réf. 7313 M

Merci d'écrire (lettre, CV, photo) sous référence choisie. Nous vous assurons confidentialité et réponse. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

AUDITEURS INTERNES
(audit financier et opérationnel)

HEC, ESSEC, ESCP, IEP
DECS apprécié.

Débutants ou avec une première expérience (un ou deux ans).
Déplacements limités à envisager en province.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo à PHILIPS - D.A.I.
9, cité Paradis, 75010 Paris.

Les possibilités d'évolution dans une très grande entreprise :

■ UN POTENTIEL CONSIDÉRABLE
par la richesse et la diversité des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées. PHILIPS FRANCE représente plus de 30.000 personnes et réalise un CA de 17,3 milliards de francs.

■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL
Au niveau mondial, PHILIPS représente 343.000 personnes : 28% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

CONTEMPORAINE



L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

PHILIPS



LA BANQUE DE L'EDUCATION PRESENTE...

VOTRE AVENIR EST AU PROGRAMME !

Vous êtes jeunes diplômés de l'enseignement supérieur (BAC + 4).

Vous voulez concrétiser vos acquis universitaires.

Nous vous offrons aujourd'hui l'opportunité de vous intégrer dans une banque jeune et dynamique, la CASDEN Banque Populaire (300 personnes, 400 000 clients, plus de 10 milliards de total bilan), située dans un cadre agréable, à MARNE-LA-VALLEE (25 mn en RER depuis Châtelet).

Nous vous proposons une formation bancaire complétée par un tour de banque.

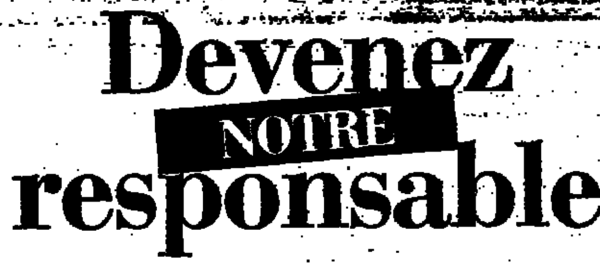
Si vous êtes adaptables et évolutifs, vous êtes prêts à accepter notre challenge pour construire l'avenir.

Pour en savoir plus, appelez le 42.96.15.16 du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h (précisez la réf. 377).

Vous pouvez également adresser votre candidature, sous la réf. 377/LM, à ALLO-CARRIERES 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

42.96.15.16

CASDEN
BK Banque Populaire



DE TRESORERIE
D'EXPLOITATION !

Nous sommes une importante BANQUE située à MARNE-LA-VALLEE et nous recherchons notre Responsable de Trésorerie d'Exploitation.

VOUS AVEZ :
- une formation supérieure (type maîtrise de gestion, ESC),
- une bonne approche informatique,
- une expérience de gestion de trésorerie (2 ans minimum),
- des qualités d'organisation et d'adaptabilité.

VOUS AUREZ POUR MISSION :
- de gérer la trésorerie courante (émission des moyens de paiement...) et les différents comptes à vue (contrôle des dates de valeur...),
- d'optimiser cette trésorerie grâce à votre esprit d'analyse et de décision,
- et à terme, en fonction de votre réussite, de gérer et d'optimiser la trésorerie d'exploitation de nos établissements financiers et de nos filiales.

Si ce challenge vous passionne, appelez le 42.96.15.16 du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h (précisez la réf. 378). Vous pouvez également adresser votre candidature, sous la référence rence 378, à ALLO-CARRIERES 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

(1) 42.96.15.16

MEDIA BA

RESPONSABLE
DE CREDITS
250 000 F+

La filiale française d'un important groupe bancaire recherche pour son siège à PARIS son RESPONSABLE DE CREDITS (classe VII).

Vous avez : environ 30-35 ans ; 5 ans minimum d'expérience de crédits : une solide formation universitaire ou d'école de gestion (ESSEC, HEC...) ; les qualités d'analyse, de méthode et un sens affirmé de l'esprit d'équipe.

Vous aurez pour mission : de diriger et d'animer (sous l'autorité directe du Directeur Général) une équipe de spécialistes ; de préparer et de présenter les dossiers de crédits à la clientèle d'entreprises ; et d'en assurer la surveillance et le suivi.

Votre rémunération sera fonction de votre expérience et votre évolution sera liée à votre réussite (au sein d'une banque dynamique appartenant à l'un des plus grands groupes bancaires européens).

Merci d'envoyer C.V., lettre manuscrite et photo, sous la réf. 6410/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.

MEDIA BA

services

Le Monde L'UNIVERS DE LA GESTION Le Monde

contrôleur de gestion

BANLIEUE SUD OUEST DE PARIS

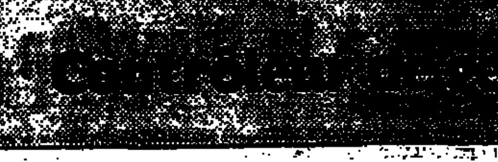
Filiale d'un très important groupe français, notre société au service d'un secteur de pointe du NUCLEAIRE connaît un fort développement : en 15 ans, une implantation nationale au travers de 7 agences en France, une progression constante de notre C.A. Avec des moyens accrus, notre force réside dans la diversité de notre potentiel humain.
Rattaché à notre Directeur Financier, vous assistez l'ensemble des responsables de services, siège et agences, dans l'élaboration et le suivi des objectifs économiques et financiers.
Chargé d'animer et de contrôler l'élaboration des plans et budgets, vous avez également pour mission d'améliorer les procédures existantes afin d'optimiser l'outil de gestion.
Utilisateur de l'outil informatique et familiarisé avec la micro, vous maîtrisez les différents aspects de la comptabilité générale, budgétaire et analytique.
Homme de terrain et de communication, vous avez une formation supérieure en gestion et une expérience de la fonction acquise si possible dans un secteur industriel ou de type BTP.

Merci d'adresser C.V. et prétentions sous référence LV 16 à notre Conseil,
COGEPLAN - 2, rue Louis David - 75016 PARIS

COGEPLAN Finance

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Organisation et Publicité



Une entreprise industrielle et commerciale, située dans l'Est de Paris (200 MF de C.A.), connaissant une forte croissance et une rentabilité élevée, recherche son contrôleur de gestion.

Il devra mettre en place un véritable outil de gestion adapté aux deux divisions industrielle et distribution de la société : budgets, tableaux de bord, analyses financières et des coûts, gestion de la trésorerie, analyse des résultats, conseil de direction opérationnelle.

Rattaché au directeur financier et administratif, il aura une large autonomie et devra s'intégrer à une équipe de 12 personnes utilisant l'informatique.

Une formation supérieure est exigée (ESC...) ainsi qu'une expérience de 5 ans minimum.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et prétentions sous la référence 510 811 M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris
PARIS - LYON - NEW-YORK

Chef comptable :

valorisez vos compétences dans une structure à taille humaine !

Diplômé grande école, DECS en poche, 3 ans d'expérience minimum, de bonnes connaissances fiscales, une maîtrise de l'outil informatique...
Notre société, une structure commerciale de plus de 500 personnes, une activité européenne, un CA de 526 millions de Francs, vous offre aujourd'hui un poste à responsabilités complètes:
- Comptabilité générale et analytique;
- Etablissement des situations mensuelles, du Bilan et reporting à la maison mère;
- Evolution des méthodes comptables et analytiques du groupe...
- Participation à l'élaboration et au suivi du budget.

Par votre dynamisme et votre sens de l'organisation vous saurez animer et former votre équipe (10 personnes).
Si vous voulez associer le développement de votre carrière à la croissance de notre société, envoyez votre dossier complet sous réf. 8584, 2 rue de la Tour-des-Dames, 75009 Paris.

Cadre Comptable

Responsable Comptabilité Générale

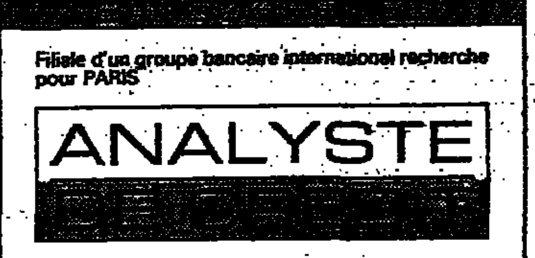
Important Groupe d'Assurances

recherche pour prendre en charge le Service comptabilité générale, un Cadre d'une quarantaine d'années qui joigne à une formation supérieure (DECS ou équivalent) une solide expérience professionnelle au cours de laquelle il aura prouvé sa fiabilité, son dynamisme et son sens des responsabilités.

Directement rattaché au Secrétaire Général, il encadrera et animera une équipe de 15 personnes. Situation intéressante et évolutive pour candidat qualifié et motivé. **Poste à Paris.**

Merci de nous adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous réf. 1838 à LTA 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Filiale d'un groupe bancaire international recherche pour PARIS



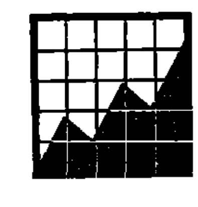
Classe IV - V.
30 ans environ.
Ce poste requiert :
- une bonne connaissance de l'analyse financière et des techniques bancaires,
- une excellente présentation,
- un bon niveau d'anglais.

Adresser lettre manuscrite, photo, C.V. et prétentions, sous réf. 7203/LM, à O.C.B.F. SERVICES - 66, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 PARIS.

MEDIA BA



VOUS ASSISTE DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Notre plan a 4 ans : doubler notre CA

Directeur comptable - 300 KF

Filiale d'un des plus importants Groupes US, 500 MF, notre croissance moyenne annuelle est de 50% depuis notre création en 1977.

Outre la prise en compte de ce CA sur le plan comptable, et la gestion de la trésorerie qui en découle, vous serez associé à la génération du Revenu en encadrant l'administration des ventes.

Vous travaillerez également en collaboration avec notre Directeur Financier sur la mise en place du nouveau système comptable et préparerez notre prochaine organisation en centres de profit.

Diplômé d'une Ecole de Commerce, DECS et familier de la comptabilité anglo-saxonne, vous exercez déjà ces responsabilités dans un environnement similaire.

Vos succès vous donnent à présent l'envie d'encadrer 30 personnes dont 6 cadres, de développer votre savoir-faire dans un contexte expansionniste, sur un marché technologiquement très en pointe. Vous souhaitez également intégrer un Groupe qui se donne toujours les moyens de réaliser ses politiques et offre à chacun de larges possibilités d'évolution.

Le poste est basé à Paris.

Didier LESUEUR, notre Conseil, traitera en toute confidentialité votre dossier (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à lui adresser sous la réf. C/CIT/LM.

MEDIA BA

AFCOREM



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

DIRECTEUR DES VENTES FRANCE

PARIS
Agro-alimentaire

Une Société française (C.A. 250 M.F. - Effectif 370 personnes), qui occupe une position solide sur le marché des volailles fraîches et produits de découpe, et qui accorde une grande importance à la recherche de nouveaux produits et de nouveaux créneaux, recherche UN DIRECTEUR DES VENTES FRANCE. Sous l'autorité du Directeur Commercial et dans le cadre de la politique commerciale à la définition de laquelle il aura participé, il assurera la vente et la promotion de la gamme de produits auprès d'une clientèle de G.M.S. qu'il devra suivre et développer. Il gèrera le personnel placé sous son autorité et il animera et formera son équipe de vente. En liaison avec le siège il contrôlera, de façon très rigoureuse, les livraisons des abattoirs aux points de vente. Il gèrera différents budgets (fonctionnement, promotion, animation). Il informera régulièrement la Direction de ses résultats et il fera des propositions d'actions permettant d'améliorer la productivité de son Service. Dans un second temps, il assurera sous l'autorité de la Direction Commerciale les négociations avec les Centrales d'achat. Ce poste pourrait convenir à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation type E.S.C. et possédant un minimum de 5 à 8 ans d'expérience professionnelle acquise dans la vente de produits frais auprès des G.M.S. Compte tenu du développement de la Société, ce poste offre des perspectives d'avenir extrêmement intéressantes. Des déplacements assez fréquents sont à prévoir.
Ecrire sous référence 817/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
Région AMIENS recherche

DIRECTEUR COMMERCIAL EXPORTATION



- Développer le chiffre d'affaires dans les pays où la Société est implantée et s'introduire dans d'autres pays et assurer le développement
- Animer un réseau commercial et orienter la politique d'exportation
- Développer le négoce à l'exportation.

PROFIL

- Diplômé Ecoles Supérieures de commerce il doit maîtriser parfaitement les langues anglaise et allemande
- Quelques années d'expérience.

Rattaché à la Direction Commerciale de la Division, il assurera les liaisons fonctionnelles nécessaires au développement.

Adresser candidature avec C.V., prétentions et photo sous réf. 1192 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

AMNESTY INTERNATIONAL

recrute

DIRECTEUR DES ÉDITIONS (H./F.)

L'association crée à Paris une structure pour développer ses publications destinées à la France et aux associations des pays francophones (Europe, Afrique et Canada) et recherche celui ou celle qui en prendra LA DIRECTION.
La première étape consistera à traduire, éditer et diffuser des ouvrages et documents d'information d'origine anglo-saxonne.

Ce poste suppose :
- Une parfaite maîtrise de la langue anglaise ;
- La pratique de l'édition (écrite et audiovisuelle);
- Une expérience d'animation d'équipe et de gestion.

La rémunération prévue est de l'ordre de 160 000 F annuels (les ressources d'AI proviennent des seules cotisations de ses membres et des dons des sympathisants).

Prière de manifester votre intérêt en écrivant à Denyse BOYER, A.E.F.A.I., 22, rue de Dunkerque, 75010 PARIS.

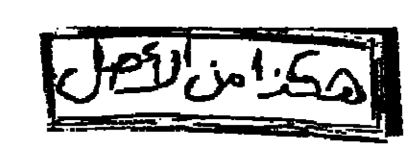
Institution de retraite cadres, recrute pour son siège situé à BLOIS

Directeur des Services Administratif, Financier et Technique

Parfaitement autonome, il prendra en charge :
- le gestion du personnel (environ 250 personnes)
- l'organisation et la gestion du centre administratif
- l'arbitrage du développement informatique
- la gestion financière
- l'établissement des tableaux de bord
- la gestion immobilière et mobilière.

Ce poste à larges responsabilités conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur ayant l'expérience confirmée de l'informatique et des procédures financières et administratives. Le goût de la performance et de la continuité est indispensable.

Ecrire avec CV, photo et prétentions à Patrick NICOLAS CONSEIL
42, square des Groues 92000 NANTERRE
Discrétion assurée.





emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

Consultants internationaux en énergie

SEMA-METRA CONSEIL est une filiale du Groupe SEMA-METRA, l'un des tout premiers groupes européens de Conseil, de Services en Informatique, Management et Marketing (2.500 personnes). Nous développons de nombreuses activités de Conseil de haut niveau dans les pays en développement. Dans ce cadre, nous recherchons des Consultants pour des missions de moyenne durée (6 mois à 2 ans) à l'étranger.

Expert en planification énergétique — P1/M

Très expérimenté dans le domaine de l'énergie, il aura la responsabilité de l'animation d'une cellule de planification au niveau national d'un grand pays d'Afrique francophone et contribuera à l'élaboration de la politique énergétique de ce pays.

Spécialiste des économies d'énergie — P2/M

Il sera chargé de la conception et de l'organisation d'un programme national d'économies d'énergie; il prendra en charge lui-même la partie du programme concernant le secteur du bâtiment (résidentiel et tertiaire) et assurera la coordination d'audits énergétiques spécialisés dans certains secteurs industriels. Langue de travail : anglais.

Ingénieur forestier, expert en énergie — P3/M

Expert en énergie forestière, bois-énergie, biomasse, il sera chargé d'identifier les projets permettant de rationaliser l'utilisation de la biomasse à l'échelle d'un pays d'Afrique francophone.

Les Consultants recherchés ont une formation ingénieur, si possible complétée d'une formation en économie. Ayant au moins une expérience de trois ans dans les domaines cités, ils ont déjà participé à des missions dans les pays en voie de développement. En contact permanent avec les responsables d'organisations locales et internationales, les candidats doivent faire preuve d'excellentes qualités relationnelles et d'une grande autonomie de travail.

Merci de prendre rapidement contact avec Irène MICHARD en adressant une lettre manuscrite, C.V. et prétentions et en indiquant la référence du poste choisi.

SM SEMA-METRA CONSEIL 70, rue Cortambert 75016 Paris

RESPONSABLE EXPORT

U.R.S.S.

Filiale européenne d'une société américaine, nous commercialisons des produits de haute technologie. Notre avantage technologique nous permet d'occuper une position de leader sur plusieurs secteurs de ce marché.

Nous sommes implantés en U.R.S.S. depuis 20 ans. Le titulaire du poste étant amené à prendre d'autres fonctions, nous recherchons son successeur.

Responsable du chiffre d'affaires pour l'U.R.S.S., il est chargé du développement des ventes à travers des centrales d'achats et de la promotion par des congrès et expositions. Il est responsable d'une equipe de deux personnes et de la coordination avec un bureau basé à Moscou.

Diplômé de l'enseignement supérieur scientifique, il possède une expérience de quelques années de la vente de produits techniques en U.R.S.S. ou dans les pays de l'Est. Outre les compétences techniques, les qualités personnelles (maturité, diplomatie, goût des contacts) sont essentielles pour la réussite dans ce poste, laissant une large part à l'autonomie et à l'initiative. Le russe courant ou d'excellentes notions rapidement perfectibles sont indispensables.

Le poste est basé en région parisienne et nécessite des séjours prolongés et fréquents en U.R.S.S.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 12-1675 A, à :

EGOR S.A.
8, rue de Berri 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL — egor — TOKYO

La DIVISION FORMATION PERMANENTE du groupe ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON recherche

20 cadres

commerciaux ou ingénieurs

désireux de suivre un cycle intensif de perfectionnement à l'ensemble des techniques du commerce international
durée de la formation : 580 heures
dates : 24 mars 86 au 8 juillet 86.
Stage ouvrant droit à rémunération par l'État au titre du F.N.E. ou congé formation.

Renseignements et inscriptions : Groupe ESC Lyon, division Formation permanente, Nicole LEVÊQUE *B.P. 174, 69132 ÉCULLY Cedex. Tél. : 78-33-81-22.*



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur Général

Composants Electroniques. Energie Solaire — **Région Nord** — **400 000 F +**

Associée à un groupe américain, leader dans son domaine et à expansion mondiale très rapide, soutenue par d'autres actionnaires importants, français et étrangers, cette société nouvellement créée est spécialisée dans les semi-conducteurs en couches minces appliqués à l'énergie solaire. Elle se dote d'une unité de fabrication à haute technologie. En liaison directe avec administrateurs et actionnaires le «Patron» recherché assumera, après une période d'adaptation, la responsabilité complète de la gestion de cette société sous ses aspects technique, financier, marketing et personnel. Il sera ouvert aux évolutions techniques rapides ainsi qu'aux *contacts commerciaux et avec le personnel*. Vous avez environ 40 ans, un diplôme d'ingénieur (**ECP, IEG, Sup Elec, Physique-Chimie de Paris, AM...**) et vous avez assumé la responsabilité d'une usine dans le secteur électronique et composants. Vous avez un net souci de la qualité technique, votre anglais est courant.
Nous désirons vous rencontrer si vous vous sentez l'âme d'un patron, responsable et autonome, et à même de diriger avec autorité, méthode et dynamisme la production et la commercialisation.
Votre carrière sera liée à l'impulsion que vous saurez donner à cette unité et à sa progression.



Ecrivez à notre Conseil. A. RUELLAN vous remercie de lui adresser votre CV avec photo et rémunération actuelle s/réf.3132M
65 Avenue Kléber - 75116 Paris

MEMBRE DE SYNTEC — *Paris - Lille - Lyon - Strasbourg*

DESSEIN

Société en forte expansion, filiale d'un groupe national, domaine URGENCES INDUSTRIELLES, recherche

DIRECTEUR (H./F.)

Formation supérieure, expérience réussie de gestion d'un centre de profit, secteur services aux entreprises. Outre la direction d'une équipe basée à Paris, ce poste comprend l'animation d'un réseau d'entreprises affiliées et la prospection d'une clientèle diversifiée par techniques de marketing direct.

Anglais nécessaire, allemand souhaité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et prétentions LE MONDE PUBLICITÉ, sous n° 314 674 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

CONSTRUCTEUR DE BIENS D'ÉQUIPEMENTS
implantée dans le Sud-Ouest,
leader international dans sa spécialité, recherche son



DIRECTEUR DES ÉTUDES

Il sera responsable :
- du développement et de l'amélioration de la gamme
- de l'organisation du travail (15 personnes)

Les atouts essentiels pour réussir dans ce challenge, sont :
- une formation d'ingénieur mécanique (A.M. Centrale) de préférence , complétée par une spécialisation électronique
- la pratique des études et du développement industriel des ensembles mécaniques fortement automatisés
- une nature créative
- une sensibilité à l'aspect économique
- une pratique courante de l'anglais

Adresser lettre manuscrite + CV + photo, sous ref. 267 a PA service, 20, rue Margaux, 33000 Bordeaux qui transmettra.

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL D'ÉPINAY-SUR-SEINE

recherche son

DIRECTEUR

(Rémunération nette annuelle : 188.000 F)

Pour assurer la coordination des missions de l'Agence :
- aide à l'implantation et au développement des entreprises locales ;
- soutien à la création d'entreprises ;
- animation et information du secteur économique local.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'école supérieure de commerce (H.E.C. - E.S.S.E.C., SUP de CO) possédant une première expérience du milieu des P.M.E.

Adr. lettre de candid. et C.V. M. le député maire HOTEL DE VILLE 3, rue Quétigny 93800 ÉPINAY-SUR-SEINE.

Important groupe français de distribution recherche le

DIRECTEUR DE L'AUDIT INTERNE

Il est responsable de la conduite de missions d'audit opérationnel et financier effectuées dans les sociétés du Groupe et fait part de ses conclusions au Comité d'Audit.

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESCP, ESSEC, ou équivalent) a assumé des responsabilités dans le domaine financier et/ou dispose d'une solide expérience d'audit acquise, soit dans un cabinet d'audit, soit au sein d'un important service d'audit interne.
Poste basé à PARIS - déplacements à prévoir.

La rémunération prévue pour ce poste est fonction de la valeur et de l'expérience du candidat.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo s/réf. 1440 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Capital Markets Europe

MARKETING EXECUTIVE

to £35,000 + Benefits

The London office of a major Securities house requires a well-qualified person to develop and service its Capital Markets business with Continental clients, the main emphasis being on France.

Aged 25-32, applicants will be bilingual French/English with at least 2 years experience in Capital Markets activities. Frequent travel will be required.

The salary will be negotiable, commensurate with experience and a full range of benefits will also apply.

Applications will be treated in confidence and will not be forwarded to financial institutions precluded by candidates in covering letters. Please write to Leslie Squires at the address below with a full curriculum vitae.

Anderson, Squires Ltd., Bank Recruitment Specialists 127 Cheapside, London EC2

Anderson, Squires

DIRECTEUR de notre FILIALE DE VENTE en ALLEMAGNE

INDUSTRIEL FRANCAIS, nous commercialisons des BIENS D'EQUIPEMENTS à travers notre filiale implantée à KARLSRUHE.

HOMME de TERRAIN, d'ACTION et de VENTE, votre tâche essentielle sera de faire progresser notre image et notre impact sur place, bénéficiant de FORTS APPUIS techniques, administratifs et publicitaires.

HOMME de REALISATION, travaillant dans le cadre de BUDGETS DISCUTES avec la Direction Générale, jouissant d'une LARGE AUTONOMIE, vous disposerez d'une equipe de 10 PERSONNES MOTIVEES pour atteindre un objectif de 5 millions de D.M.

Ce poste comporte une REMUNERATION et un INTERESSEMENT SERIEUX pour un candidat au FORT POTENTIEL, meneur d'hommes.

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et salaire actuel sous la Réf. 2381.

RÉSULTATS
CONSEIL EN RECRUTEMENT
7 place Darcy - BP 1388 - 21051 DIJON Cedex

Cabinet audit international
recherche pour DOUALA

Auditeur confirmé

(3 à 5 ans)

Nationalité camerounaise

Merci d'adresser votre dossier complet sous réf. 164 G à Gérard Pont 15, rue du Louvre 75001 Paris.



nervet pont conseil



emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

AFRIQUE FRANCOPHONE

Notre client est une importante société industrielle d'origine anglo-saxonne. Nous recherchons pour son compte des

responsables financiers

afin de leur confier la totalité des responsabilités administratives et financières de leurs filiales du **CAMEROUN, SENEGAL et COTE D'IVOIRE.**

Chacun de ces établissements emploie environ 800 personnes dans la fabrication et la distribution de produits de consommation courante.

Le Responsable Financier sera directement rattaché au Directeur Général et supervisera une équipe de 10 à 12 personnes. Il aura sous sa responsabilité la comptabilité générale et analytique, la gestion de trésorerie et le planning financier, la fiscalité et le reporting à la maison-mère ainsi que des responsabilités administratives.

Nous recherchons un diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de Gestion et/ou DECS) possédant 4 à 6 ans d'expérience dans la fonction. La connaissance de la langue anglaise serait un atout appréciable.

Le poste offre de très intéressantes possibilités d'évolution dans un réseau international.
A une rémunération motivante s'ajoutent des avantages liés à l'expatriation (logement meublé, voyage annuel en France etc.).

Veuillez envoyer votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone *où l'on puisse vous joindre, sous réf. M 603 à* ***MARIE JO MARTIAL,***
Tour Manhattan, 6 place de l'Iris, 92095 Paris La Défense 2

UNIVERSITY OF CAPE TOWN
CHAIR AND LECTURESHIP IN CULTURAL HISTORY OF WESTERN EUROPE

Applications are invited for the above posts. Applicants for the Chair should be outstanding scholars in Cultural History and should have proven records of teaching and research. Applicants for both the Chair and the Lectureship may be specialised in any branch of the discipline and proficiency in English is essential. In the case of the Lectureship, preference will be given to applicants with teaching experience. Salary ranges : Professor R34 070 - R40 962, Lecturer R17 267 - R28 889 per annum, with an annual bonus and attractive staff benefits. Applicants should submit a full curriculum vitae and the names and addresses of three referees not later than 15 March 1986 to the Registrar (Attention : Appointments Office), University of Cape Town, Rondebosch, 7700, Republic of South Africa, quoting Ref. : 28 clearly on envelope and letter. Further information should be obtained from the above address. The University is opposed to apartheid and the University's long stand against racially discriminatory legislation is on record. Information on this as well as on the University's policy not to discriminate in the appointment of staff or the selection of students on grounds of sex, race, or religion, is obtainable on request.

CITIBANK

Libreville

Cadres débutants

de nationalité Gabonaise

Vos études en Europe ou aux U.S.A. (Ecole Supérieure de Commerce, Maîtrise Universitaire...) font aujourd'hui de vous un jeune diplômé en gestion.
Conscient des données de l'économie contemporaine et intéressé par le secteur bancaire, vous êtes disponible et motivé, et vous saisirez les opportunités professionnelles pouvant se présenter au sein d'un Groupe aussi important que le nôtre.
Compte tenu de ces atouts et de votre valeur personnelle, nous vous offrons de développer une carrière dans les secteurs du Crédit, du Marketing, des Opérations, de la Trésorerie et du Contrôle Financier.
Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.
Merci d'adresser vos candidatures (lettre manuscrite et C.V.) à
CITIBANK - Citicenter - Service des Ressources Humaines
- Cédex 36 - 92073 Paris-La Défense.

CONSEIL EN BREVETS BRUXELLES

recherche

DIRECTEUR

Ingénieur ou juriste, mandataire européen, il est trilingue et possède une excellente expérience de la propriété industrielle.

Adresser votre dossier de candidature
(C.V., photo, prétentions) ss n° 314.828 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e
Confidentialité assurée.

URGENT : Action internationale contre la faim

recherche pour ses missions en
AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OUEST

CHEFS DE MISSION

(LOGISTIQUE - GESTION ET ANIMATION)
Anglais indispensable.
Première expérience souhaitée.

Envoyer C.V. + photo à : A.I.C.F.
156, rue de Rivoli, 75001 Paris.

CONSEIL EN BREVETS BRUXELLES

recherche

INGÉNIEUR-CONSEIL

Diplômé de l'enseignement supérieur.
De préférence généraliste, débutant ou ayant une première expérience professionnelle.

Adresser votre dossier de candidature
(C.V., photo, prétentions) ss n° 314.827 M,
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e
Confidentialité assurée.

AFRIQUE FRANCOPHONE
Société Agro-industrielle recherche
DIRECTEUR COMPTABLE
pour ses exploitations

Diplômé Ecole de Commerce ou DECS. Expérience professionnelle minimum nécessaire d'une dizaine d'années dont une partie en AFRIQUE.
Séjour isolé sur lieu de travail. Conditions habituelles aux expatriés.

Envoyer CV, photo et prétentions sous réf. 43926 à COFAP 39, rue de l'Arcode, 75008 Paris.

cofap

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.



emplois régionaux

emplois régionaux emplois régionaux

Responsable de production
INDUSTRIE DE LA MODE

Notre société crée, fabrique et commercialise des chaussures Femmes, dites de "confort" (CA : 45 millions, effectif : 130 personnes). Nous bénéficions d'une très bonne image - sérieux et respect des livraisons - auprès de notre clientèle qui se compose de détaillants spécialisés : 1 700 sur la France. Pour faire face à notre développement, nous créons aujourd'hui le poste de RESPONSABLE DE PRODUCTION. A partir d'objectifs fixés en commun avec notre Directeur Général, ce nouveau collaborateur devra assurer la production en termes de quantité, qualité, prix et délais. Nous souhaitons recruter un ingénieur (Arts et Métiers par exemple), ayant exercé des responsabilités de production et connaissant la fabrication de moyenne série. C'est en fait notre numéro 2 que nous recherchons : il sera étroitement associé à la politique générale de l'Entreprise. Ce poste est basé dans les **Pays de Loire.**

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 560.85 M à notre conseil - 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

NANCY

Organisme d'études et de réalisations immobilières offre une opportunité pour création d'un poste de

RESPONSABLE D'OPÉRATIONS

chargé de l'administration économique et financière de programmes et de leurs montages, à un diplômé ESCAE, ICN, maîtrise sciences économiques ou ingénieur T.P., justifiant d'une première expérience opérationnelle.

Faire offre de candidature par lettre manuscrite, c.v. et prétentions à l'attention de M. D. Besoin

ANPE

12, place de la Croix-de-Bourgogne,
54042 NANCY Cedex.
Tél. : 83-27-46-62.



Homme (ou femme) de plans pour l'écureuil
180 000 +

Nous vous proposons de rejoindre la SOREFI Provence Alpes Côte d'Azur, l'organisme financier régional chargé de conseiller les Caisses d'Epargne.

Votre démarche est celle d'un conseil auprès de notre réseau. Vous l'assistez dans l'établissement de ses plans ce développement. En ce sens vous "faites passer" aux caisses ce concept de plan, et vous savez convaincre vos interlocuteurs... Aider à concevoir, établir, rendre cohérent et appliquer sont les mots clés qui définissent votre rôle...

La trentaine environ, diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une expérience dans le domaine de la planification, de la gestion prévisionnelle et idéalement du marketing financier. Homme ou femme d'écoute et de dialogue, vous êtes diplomate mais savez aussi convaincre. Constructif, proche du terrain, vous êtes aussi capable de recul et de hauteur de vue. Le poste est basé à Marseille.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Nous vous rencontrerons à Paris ou sur place. Référence 1301 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

DES INGENIEURS

LYON A.M., mines, INSA

Importante société française spécialisée dans la préfabrication, le montage de la tuyauterie industrielle, la chaudronnerie et la construction d'ensembles clés en main, recherche :

- **INGENIEURS COST CONTROL** — réf. 159/CC
Il aura la responsabilité du cost control et participera à l'élaboration des méthodes. Connaissances informatiques indispensables. Expérience de la fonction de 3 ans minimum.
- **INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES** — réf. 159/CA
Mission : prendra en charge l'ensemble des problèmes (techniques, budget, humains et commerciaux) liés à la commercialisation d'importants chantiers en France ou à l'étranger.
- **INGENIEURS POUR DIRECTION D'ETABLISSEMENT** — réf. 159/DE
Mission : adjoint au Directeur, il dirigera l'ensemble des services techniques, atelier de tuyauterie et chaudronnerie, service devis, achats ; il mettra en place une organisation permettant d'optimiser la productivité.

Pour tous ces postes :
— Diplômé A.M., mines, INSA ou équivalent — Anglais lu, écrit, parlé indispensable — Expérience 3 ans minimum — Age : 28-35 ans.
— Postes basés à Lyon ou sur site France - étranger.
Ecrire avec CV, photo et prét., en précisant la réf. choisie à MEDIA 84

Ingénieur marketing-produits
Traitement de capteurs (anémobarométrie)

Le responsable du marketing-produits de notre département "traitement de capteurs" recherche un ingénieur à qui seront confiés :

- la définition des lignes de produits adaptées aux besoins des avionneurs dans le domaine de l'anémobarométrie;
- le plan de développement de ces produits;
- la conduite d'actions commerciales et la recherche de modes de financement des développements.

Ingénieur de formation aéronautique (ENSAE, ENSICA...) vous souhaitez donner une nouvelle dimension à votre expérience acquise dans un secteur exigeant. Votre éventuel complément de formation en management (ISA...) vous a donné le goût du management d'une gamme de produits dans ses aspects stratégie, rentabilité, prospective...

Ce poste est à pourvoir à Valence

Crouzet

Envoyer votre dossier de candidature au responsable du recrutement, Crouzet S.A. 25, rue Jules-Védrines 26027 Valence Cédex en précisant la référence ANEM/LM.



L'UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS D'ÉLECTRONIQUE PROFESSIONNELLE

RECHERCHE
pour son centre d'études de Lannion (70 personnes)

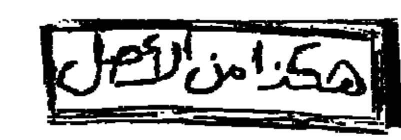
1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Domaine de travail :
– Système Intégré de Téléphonie Rurale ;
– Expérience en Transmission et Téléphonie Numérique appréciée.

2 INGÉNIEURS INFORMATICIENS

Domaine de travail :
Téléphonie Rurale – Gestion de Réseaux.
Connaissances en langages évolués – Moniteur temps réel.
Expérience d'application à la Téléphonie et/ou aux Réseaux de données appréciée.

Merci d'adresser votre candidature à : T.R.T.
B.P. 340, 22304 LANNION CEDEX.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Productique automatismes industriels

Cette entreprise, jeune filiale de grands groupes internationaux, poursuit une expansion rapide qui la positionne au 2e rang européen. Sa vocation : concevoir, fabriquer et commercialiser du matériel électronique sophistiqué lié à la productique et aux automatismes industriels. Pour renforcer ses équipes, elle recherche :

● **Responsable service achats hors production - Midi-Pyrénées** - Dépendant du directeur des approvisionnements, il sera responsable de l'ensemble des achats hors production pour tous les établissements, agences et filiales étrangères de la société. En liaison avec la direction générale, il sera chargé de concevoir, développer, mettre en place une politique d'achats spécifique à ce type d'investissement. Il traitera un budget de plus de 150 millions de francs dont les travaux neufs et les investissements informatiques représenteront une forte proportion. Nous recherchons un candidat de formation supérieure, ayant une première expérience des achats en milieu industriel ou une forte motivation pour poursuivre sa carrière dans ce domaine. Réf. A/T 7087M

● **Ingénieur régulation - Rhône Alpes** - Au sein d'une équipe plus particulièrement centrée sur les applications de régulation et commande de process continu, il devra participer puis, progressivement, prendre en charge, concevoir et gérer des projets d'étude de développement de cartes à micro processeurs (spécificité matériel et conception de logiciels d'application). Nous recherchons un ingénieur automaticien, même débutant, mais pouvant faire preuve de compétences spécifiques en régulation. Réf. A/T 7111M

● **Ingénieur commandes numériques - Rhône Alpes** - Au sein d'une équipe spécialisée sur la commande numérique, sa mission sera la même que pour le poste précédent. Nous recherchons un ingénieur automaticien même débutant, mais pouvant justifier cette fois d'une compétence particulière en commande numérique. Réf. A/T 7112M

● **3 ingénieurs électroniciens - Midi Pyrénées** - Intégrés dans des équipes de conception et d'étude pour l'architecture de base d'automates programmables, ils seront chargés de concevoir des cartes à micro processeurs depuis les schémas jusqu'au prototype et pré-séries. Ces postes conviennent à des ingénieurs type SUPELEC, ENSI, INSA motivés par une fonction à dominante matériel. Une orientation ou des compétences en télé-communication et/ou informatique et/ou analogique (alimentation), sera appréciée. Réf. A/T 7113M

● **Ingénieur mécanique - Midi Pyrénées** - Au sein d'un bureau d'études, il participera à la conception et au suivi de la réalisation de tout ce qui touche à la mécanique et à l'enveloppe d'automates programmables. Il prendra en charge les projets complets et pilotera des bureaux d'études extérieurs. Nous recherchons un ingénieur de formation mécanique ou généraliste avec d'importantes connaissances mécaniques. L'anglais ou l'allemand est vivement souhaité. Réf. A/T 7114M

Ecrire en précisant la référence du poste choisi.

PA

71 bis, allées Jean Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. 61.63.70.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC



LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE AU SERVICE DE L'INDUSTRIE

BERTIN & CIE recherche pour sa Division OPTIQUE, OPTO-ELECTRONIQUE basée à AIX EN PROVENCE

DES INGENIEURS

Grandes Ecoles ou Doctorat dans les domaines suivants :

– **OPTIQUE SPATIALE :**
Conduite (technique et gestion) de projets.

– **TRANSMISSIONS OPTIQUES :**
Etudes, Développement de Technologies Fibres optiques.

– **LASER :**
Recherche et Développement de procédés avec éventuellement gestion de sous-traitance.

Une première expérience en recherche industrielle ou universitaire dans ces domaines serait appréciée. Des déplacements fréquents en Région Parisienne sont à envisager.

DES TECHNICIENS SUPERIEURS

– **BTS OPTIQUE ou DUT MESURES PHYSIQUES :**
Conception d'équipements de laboratoire et conduite des essais.

La forte expansion de cette division, le dynamisme de ses équipes, les responsabilités confiées à chacun sont autant d'atouts pour une activité professionnelle riche et passionnante dans un environnement évolutif.

Merci d'écrire en précisant le domaine d'activité souhaité et les prétentions à Melle GUERMONT

BERTIN & Cie
BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex

Pierre Lichau S.A.

L'OFFICE DU TOURISME DE COURCHEVEL recherche

UN COORDINATEUR D'ANIMATION

homme ou femme, 30/35 ans, cultivé, sportif, disponible, créatif. Il ou elle sera chargé(e) de gérer le budget animation, préparer les manifestations culturelles et sportives durant les saisons hiver et été. Contrat saisonnier, avec possibilité d'évolution vers un contrat à temps complet. Envoyer c.v. manuscrit + photo + prétentions à : Office du tourisme « la Croisette », 73120 Courchevel-1850.

Rhône-Alpes

Ingénieur chef de produit échangeurs thermiques

Cette entreprise française, l'une des premières en Europe sur son marché, connaît un important développement grace à ses facultés d'innovation et d'adaptation. Elle vous propose le poste d'Ingénieur Responsable "Produits" de l'une de ses unités. A la tête d'une quinzaine de collaborateurs, votre mission sera de faire vivre et évoluer toute une gamme de produits, depuis le recueil des besoins du marché jusqu'aux études de faisabilité industrielle et à la mise en fabrication. Rattaché au Directeur Commercial, vous serez en relation constante avec le réseau de distribution intégré et la Fabrication. Ce poste, basé à 30 km d'une ville universitaire, exige un minimum de 5 ans d'expérience professionnelle. Il convient à un ingénieur ENSAM possédant de bonnes connaissances en Thermique et désireux d'exercer une responsabilité associant recherche technique, animation d'équipe et approche technico-commerciale du marché. Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. et prétentions, sous réf. 4085/M à Guy PELLAE, Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

Membre de SYNTEC

sélé CEGOS

Publival

Vallée du Rhône

Développez votre carrière dans l'industrie nucléaire

Intégrez le service Entretien/Travaux Neufs de cette société, filiale d'un des premiers groupes français (820 personnes)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Cette société fabrique un produit de très haute technicité destiné à l'industrie nucléaire. Son développement la conduit à renforcer les structures du service entretien/travaux neufs et à créer un poste d'ingénieur-électronicien.

Il anime une équipe de 5 techniciens spécialisés et d'un dessinateur. Il a pour mission principale la conception : définition, étude, choix des matériels, suivi des réalisations ou sous-traitance. La maintenance : des équipements et améliorations, des performances des matériels.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur débutant, diplômé d'ESE, ISEP, ENSEM, ENSERG, ENSERB, ENSEEC, spécialisé en électronique et automatisme, ayant de bonnes bases en physique et informatique. La pratique de l'anglais est indispensable.

L'évolution technologique de cette entreprise aux techniques de pointe, les perspectives de carrière, votre résidence dans une belle ville de la vallée du Rhône peuvent vous intéresser. Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M13/512 J, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais - 129, rue Servient - 69431 LYON Cedex 03

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

SOCIÉTÉ SPÉCIALISÉE EN ÉLECTRONIQUE ET INFORMATIQUE
(simulation, imagerie, traitement de signal...)
filiale d'un grand groupe aéronautique français.

Nous recherchons pour notre établissement de RENNES :

DES INGÉNIEURS

GRANDES ÉCOLES (ESE, ENST, ENSTA, débutants ou 2/3 ans d'expérience)

DES TECHNICIENS D'ÉTUDES EN INFORMATIQUE ET MICRO-ÉLECTRONIQUE

intéressés par les domaines d'activités suivants :

– Développements matériels et/ou logiciels ;
– Etude et intégration de systèmes.

Adresser c.v. et prétentions à Havas, nº 8 126 AT B.P. 2009 X, 35040 RENNES CEDEX.

PREMIERE ENTREPRISE FRANÇAISE

dans son secteur (8000 personnes), notre établissement de LYON accroît ses activités de prestations de services techniques pour des secteurs industriels très avancés.

Le marché est prometteur et nous disposons de sérieuses références en France et à l'étranger. Nous recherchons notre

RESPONSABLE EMPLOI

pour nos unités de maintenance, conçues par des hommes innovateurs et résolument entrepreneurs.

En contact permanent avec les différents services opérationnels et fonctionnels pour satisfaire tant au plan qualitatif que quantitatif leurs besoins en personnel, il s'implique dans un premier temps dans les recrutements d'ingénieurs, de cadres et de techniciens d'interventions, ainsi que dans la mobilité interne.

Ayant acquis une bonne connaissance de la vie et de l'esprit d'entreprise, il saura promouvoir la gestion prévisionnelle et jouer un rôle d'animateur.

C'est un homme ou une femme d'expérience qui a envie de s'investir dans une gestion moderne et dynamique du personnel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous réf. 79472 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

---

cette graine a nécessité 10 ans de recherche

VILMORIN

propose à un

INGENIEUR HORTICOLE OU AGRONOME

des fonctions diversifiées au sein du Centre de Recherches.

Dans le cadre de cette création de poste, il sera chargé d'assister le Directeur de la Recherche dans les domaines de l'organisation et de la gestion administrative du Centre. Il assurera également la responsabilité d'un programme d'amélioration d'espèces potagères.

Homme de contact, il aura acquis une expérience de 5 ans environ dans des fonctions techniques ou de gestion. La connaissance des espèces horticoles est une condition indispensable pour postuler à ce poste.

Les dossiers détaillés doivent être adressés, s/réf. LM à VILMORIN - La Ménitré - 49250 BEAUFORT-EN-VALLEE.

Vilmorin

TOTAL COMPAGNIE MINIERE FRANCE

recherche pour sa division Uranium du NORD MASSIF CENTRAL (Jouac - Haute Vienne)

INGENIEUR CHIMISTE adjoint au chef de laboratoire

qui participera :
- à l'amélioration du procédé de traitement,
- au développement des activités analytiques,
- à l'élaboration et à la réalisation des programmes d'études,
- à l'animation d'une équipe de techniciens.

Vous êtes diplômé d'une école supérieure ou d'un institut de chimie.
Vous avez une expérience de contrôle, d'essais industriels ou de pilotage en chimie minérale ou en minéralurgie.

Envoyer lettre manuscrite, c.v., photo et salaire actuel s/réf. 1490 à TCMF, Division Nord Massif Central, Boîte Postale 1 - 87360 Lussac-les-Eglises.

200.000 F+ *BRETAGNE*

Filiale d'un groupe privé leader sur le marché de l'agro-industrie, nous exportons 20 % de notre CA et connaissons une croissance de 50 % depuis 2 ans. Nous recherchons

jeune directeur administratif et financier

Vous avez le sens du challenge et vous êtes ambitieux.
Vous avez au moins 2 ans d'expérience en comptabilité et/ou contrôle de gestion.
Vous avez une formation supérieure de type DECS - IAE - ESSEC - SUP DE CO.
Vous prendrez la responsabilité de la comptabilité analytique et générale du contrôle de gestion, des finances, du service juridique, des assurances et du personnel.
Intégré à une jeune équipe de direction, vous devrez faire la preuve de vos compétences et de votre sens de l'organisation pour assurer le suivi d'une gestion budgétaire performante.

Fonction évolutive dans une société en expansion.
Rémunération motivante.
Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature, C.V. et photo sous référence 9143 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.
DISCRETION ASSUREE.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Chef de service sécurité

Industrie nucléaire - Vallée du Rhône - Filiale de groupes français de tout premier plan, cette société (1500 personnes sur 3 sites) est leader mondial dans sa spécialité, la production de combustible nucléaire. Elle recherche, pour l'une de ses unités récemment créée, le chef du service sécurité. Rattaché au directeur de l'établissement, il aura pour mission, en animant une équipe de 8 personnes (ingénieurs, techniciens, administratifs) d'assurer la protection des personnes et de l'environnement. Il prendra personnellement en charge les relations avec tous les partenaires, organismes extérieurs et autres sociétés concernées par la protection du site. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé, âgé d'au moins 35 ans et ayant exercé soit une activité similaire, soit des responsabilités de production, contrôle, sécurité... dans l'industrie nucléaire, le pétrole, la chimie, l'armement... Une bonne connaissance des problèmes de radioprotection et la pratique de la langue anglaise constituent des atouts supplémentaires. La rémunération et les possibilités d'évolution du poste sauront motiver des candidats de valeur. Ecrire à P. GYSELINCK en précisant la référence A/3916M

MEMBRE DE SYNTEC



78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. 78.93.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur bonneterie

adidas® recherche pour son équipe de création textile un responsable du développement des matières dont la mission consistera à concevoir et réaliser des applications de tricots pour les collections commerciales et pour les collections spéciales liées aux grands évènements sportifs. Il devra également participer aux études et recherches de nouvelles matières avec les fournisseurs. Nous souhaitons rencontrer des personnes de formation supérieure textile, âgées d'au moins 32 ans, ayant impérativement une bonne expérience de fabrication ou de développement de produits en bonneterie. Des compétences dans d'autres techniques (chaîne et trame, teinture et apprêts, impression) seront appréciées, ainsi que des connaissances en langues (allemand ou anglais). Le poste est basé au siège, près de Strasbourg, et requiert une grande disponibilité. La rémunération sera motivante. Ecrire à D. HATT en précisant la référence A/6358M

MEMBRE DE SYNTEC

PA

3, Quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ALSTHOM

CGE

recherche pour son unité d'études et de production de matériels électronique complexes, situés à Villeurbanne

(500 personnes dont 100 ingénieurs)

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN
SUPÉLEC ou TÉLÉCOM

pour participer à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques complexes de haute fiabilité.
Notre activité nécessite des déplacements parfois importants, en France ou à l'étranger.

Envoyer c.v., photo et lettre manuscrite à :
ALSTHOM, service du personnel,
11-13, avenue du Bel-Air,
69627 Villeurbanne Cedex.

SOCIÉTÉ MUTUALISTE
recherche
pour son centre de vacances :
CHATEAU DE GRANES
près de CAUSSADE (82)

MAITRE OU MAITRESSE DE MAISON

Ecrire avec c.v. (photo souhait.) et prétentions financières à :
M.N.D.G.I.
3, place des Victoires
75098 PARIS CEDEX 08.

Clinique 40 lits
cherche

INFIRMIER(ÈRE) D.E.

- Spécialiste de bloc opératoire.
- Poste libre immédiatement.
- C.C.N. 1951.

Adresser candidature :
Monsieur le Directeur
clinique Saint-Martin
38, rue Jean-Jaurès,
11300 LIMOUX.
Tél. : 68-31-00-78.

Chef de Production

Notre métier, la transformation des matières plastiques est un métier jeune, vivant, évolué.
Nous employons 1300 personnes et exportons près de 60 % de notre CA. Chez nous, l'évolution technologique, l'amélioration de la productivité et le développement des ressources humaines qui accompagnent ces avancées techniques constituent l'un des axes stratégiques de notre développement. Dans notre métier, nous sommes comptés au plan des techniques de transformation des matières plastiques parmi les entreprises phares.
Notre taux de croissance nous conduit à étoffer nos structures et à renforcer l'encadrement dirigeant de notre production.

Rendant compte au directeur d'usine, le chef de production aura pour mission l'encadrement d'une unité d'injection employant près de 400 personnes et travaillant en 3 × 8.
Ce poste s'adresse à un praticien de la production de biens en moyenne et en grande série.
Agé de 30 ans, il aura une formation technique supérieure (AM, ENI...) et surtout une solide expérience de l'animation des hommes et de l'organisation acquise au sein d'une entreprise évoluée.

Homme de terrain et de dialogue il fondera son autorité sur ses équipes grâce à sa capacité d'engagement et son esprit de service. Homme de reflexion il participera étroitement avec la direction technique aux évolutions technologiques de l'entreprise.
Le poste est basé en région RHONE-ALPES.

Merci d'adresser très confidentiellement à Hervé ZEBROWSKI un courrier rapide et concis.

CREACT

Conseil en Recherche et Evaluation de Cadres
6, rue Victorien Sardou 69007 LYON
qui traitera très confidentiellement votre candidature.

Saint Gobain Vitrage

recherche
pour sa filiale SULLY PRODUITS SPECIAUX
(SULLY-S/LOIRE)

Un jeune ingénieur de production

SULLY PRODUITS SPECIAUX (250 personnes) est la Société en France fabriquant des vitrages pour l'aéronautique (pare brise d'avions, coupoles d'hélicoptères et d'avions de chasse...). Il s'agit de vitrages composites de haute technologie.
Dans un premier temps, pour apprendre ce métier, l'ingénieur se verra confier des missions techniques d'amélioration du process existant, de choix et de mise en œuvre d'investissements. Dans un deuxième temps, il prendra la responsabilité d'un secteur de fabrication.
Ce poste nécessite une formation de base en mécanique thermique et automatisme.
Les candidats sont diplômés d'une école d'ingénieur et ont acquis une première expérience en atelier de production.
La connaissance de la langue anglaise est vivement souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à
Madame Françoise TRIDON - Direction du personnel
SAINT-GOBAIN VITRAGE
Cédex 27 - 92096 PARIS LA DEFENSE

SOURCES

ÉPICENTRE
Boutique de Gestion recrute

ASSISTANT DE GESTION

4, rue Claude-Massé,
17000 LA ROCHELLE.

Nous sommes un
GROUPE INDUSTRIEL SUISSE DE TOUT PREMIER PLAN
(CA 22 milliards de F, 10 000 personnes) et dans le cadre du développement d'une de nos usines situées en
ALSACE
nous recherchons

Chef de production

Son sens de l'organisation, de la gestion et du commandement lui permet d'encadrer avec efficacité les 300 collaborateurs chargés de la production en grande série. (Réf. 9051 A)

Chef de fabrication

Cet ingénieur est responsable de l'encadrement d'une équipe de 180 personnes. (Ref. 9051 B)

Ingénieur méthode

Une expérience de la production en grande série et par lots unitaires lui est demandée. (Ref. 9051 C)

2 Ingénieurs recherche et développement

De formation agro-alimentaire ou maîtrise de chimie, biochimie, ... ils sont débutants ou ont une première experience. (Ref. 9051 D)

Merci d'adresser votre candidature avec photo et prétentions sous référence du poste choisi à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

ALSTHOM

LYON

LA DIVISION APPAREILLAGE ELECTRIQUE COMPREND 7500 PERSONNES, REALISE UN C.A. DE 4 MILLIARDS ET POSSEDE DES FILIALES FRANCE ET ETRANGER. DANS LE CADRE DE RECENTS DEVELOPPEMENTS LA DIRECTION GENERALE ETOFFE SON CONTROLE DE GESTION ET SON SERVICE AUDIT.

2 JEUNES CONTROLEURS DE GESTION
HEC, ESSEC, ESCP...

Appelés à renforcer le Contrôle de Gestion de la Division et notamment celui des filiales étrangères.

Agés d'au moins 26 ans, ils auront de préférence une première expérience au sein d'un cabinet conseil en gestion ou dans le contrôle de gestion d'une société à vocation internationale.

Connaissance de l'Anglais souhaitée et de l'Allemand nécessaire pour l'un des deux postes. Réf. 4114 M

AUDITEUR INTERNE

Chargé d'assurer des missions d'Audit comptable dans les différents départements, établissements et filiales.

Agé d'au moins 26 ans, de formation Economique Supérieure, il a une première expérience de l'Audit comptable soit au sein d'un cabinet, soit dans un groupe industriel.

La connaissance de l'Allemand est indispensable.

Réf. 4115 M

Ces postes sont basés à VILLEURBANNE, ils comportent de fréquents et courts déplacements. Réelles possibilités d'évolution.

Merci d'écrire avec C.V. détaillé sous référence du poste choisi à MAMREGIES, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui transmettra.

— LYON —

Pour faire face à son expansion, PME de 150 personnes, filiale d'un groupe important, concepteur et constructeur d'équipements pour le secteur textile (C.A. à l'export : 95 %), attend impatiemment son

Ingénieur Responsable Pays Germanophones

Ce poste s'adresse à un jeune **INGÉNIEUR AM ou équivalent,** possédant éventuellement des connaissances en électronique et voulant valoriser par une action à l'export un acquis technique qui sera adapté à la spécificité de nos produits à l'aide d'une très solide formation complémentaire. Il pourra venir d'un BE, d'une unité de fabrication où d'un SAV de biens d'équipements industriels. Sa mission sera d'intervenir comme appui technique, commercial et relationnel auprès des unités de vente du Groupe, ce qui implique de nombreux déplacements à l'étranger.

Il s'agit d'une opportunité exceptionnelle de carrière pour un jeune ingénieur voulant s'ouvrir aux relations extérieures tout en développant sa technicité de base.

L'allemand oral et écrit est IMPÉRATIF. Poste basé à LYON.

Écrire au **CABINET GATIER,** 32, rue Barrème, 69006 LYON, **sous réf. 270/M.**

Cabinet Gatier



Dans le cadre de l'expansion de sa division **AUTOMATIQUE** et **ELECTRONIQUE** située à **AIX EN PROVENCE,** la première société Européenne de Recherche et Développement Industriels sous contrats recrute :

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

ayant 5 à 10 ans d'expérience en

ELECTRONIQUE ANALOGIQUE.

Pour conduite de projets dans les domaines :
- de la protection analogique de matériels,
- du génie biomédical,
- des télécommunications.

Envoyer C.V. et prétentions s/réf. **CG/11** à
BERTIN & CIE
BP 3 - 78373 PLAISIR Cedex.

Pierre Lichau S.A.

Ecole d'architecture de Saint-Etienne recrute :

1 PROFESSEUR D'ARCHITECTURE P3

Adr. cand avec c.v. av. le 7-2-86 à Ecole d'architecture de Saint-Etienne, 1, rue Buisson, 42000 Saint-Etienne.

CABINET
D'EXPERTS COMPTABLES
recherche

COLLABORATEUR

niveau DECS ou plus.
Lieu de travail : NEVERS.
Ecrire sous le nº 314.741 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

consultant HF
MANAGEMENT DES HOMMES

LYON. Créée il y a 5 ans, notre société a su acquérir sur le plan national une notoriété dans le domaine du Conseil en Management des Hommes auprès d'entreprises de premier plan (cf annuaire 1986 BP Communication). L'efficacité et l'originalité de notre approche reposent entre autres sur l'adaptation de recherches scientifiques nouvelles au domaine de l'entreprise. Notre maîtrise de la communication comme outil privilégié d'optimisation de la performance du dirigeant et des équipes qu'il anime nous permet de nous engager chez nos clients à des résultats concrets. Nous proposons à un (e) professionnel (le) du Conseil en Communication et Relations Humaines de nous rejoindre afin d'associer son action à la nôtre. Il (Elle) trouvera une équipe solidaire, ambitieuse et innovante et un climat très favorable au développement de sa performance et de sa créativité. Son désir de participer à l'expression d'un nouveau métier et son souci d'excellence seront les meilleurs gages d'une collaboration de qualité. Nous lui demandons d'être diplômé (e) de l'Enseignement Supérieur, âgé (e) d'au moins 30 ans, et d'avoir confirmé sa réussite de Consultant (e) sur une période de 5 ans minimum. Très autonome, il (ou elle) conçoit, promeut et négocie auprès de Directions Générales des actions spécifiques et originales. Il maîtrise et conduit des interventions variées : pilotage d'actions de changement, animation de séminaires, harmonisation des hommes et des structures, ... Une expérience antérieure en entreprise ainsi que la pratique de l'Anglais seront des atouts complémentaires.

Merci d'adresser votre réponse sous référence 1147-M à
Nello Bernard ABRAMOVICI qui vous garantit une totale discrétion
(entretiens sur Lyon et Paris)

réalise

54 Cours Lafayette - 69003 Lyon

هكذا من الأصل



emplois régionaux

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

RHONE-ALPES
ÉTABLISSEMENT FINANCIER
SIÈGE LYON

recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES ANALYSTE FINANCIER

FORMATION :
Formation supérieure : ESSEC, ESC, IAE, licence sciences économiques, DECS.

EXPÉRIENCE :
2 à 3 ans d'expérience profess. minimum, bonne connaissance des problèmes de financement dans l'entreprise.
Un fort potentiel commercial est indispensable.

MISSION :
Rattaché(e) au siège mais disposant d'une grande autonomie dans l'organisation de son activité. Son action s'exercera, dans le cadre de responsabilités très motivantes, sur une zone géographique étendue (un ou plusieurs départements).

Placé(e) sous la responsabilité du directeur de l'exploitation, ses objectifs comprendront :

- La prospection et le développement d'un fonds de commerce constitué d'entreprises industrielles et commerciales ;
- L'instruction, le montage et la présentation pour décision finale de dossiers de financement.

Rémunération : motivante.

Adresser c.v. et prétentions sous nº 314 829 M
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

CABELTEL

CABLES POUR L'ELECTRONIQUE ET LES TELECOM.
210 MILLIONS DE F - 400 PERSONNES
FILIALE DU GROUPE C.G.E.
rech. pour son SIÈGE et USINE à
FUMAY (Ardennes)
près CHARLEVILLE-MÉZIÈRES

Jeune CONTROLEUR DE GESTION
Formation supérieure

Rattaché au D.A.F. et en collaboration avec le D.G. il aura en charge l'ORGANISATION ADMINISTRATIVE, l'élaboration des BUDGETS ET LEUR SUIVI, la refonte des TABLEAUX DE BORD. En objectif PRIORITAIRE, IL PILOTERA LE PROJET

Gestion de production assistée par ordinateur

- FORMATION SUPÉRIEURE INDISPENSABLE : ÉCONOMIQUE (ESC - 3e cycle universitaire) OU INGÉNIEUR + I.A.E.
- 1re EXPÉRIENCE (même courte) de C. de G. EN USINE de préf. ou DÉBUTANT

Poste évolutif

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo sous réf. 8361 à

sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

---

institut de l'audiovisuel et des télécommunications en europe
IDATE
département économie et stratégies industrielles
recherche pour montpellier

Jeunes économistes

pour
- études d'économie industrielle,
- gestion de bases de données économiques,
- travaux de modélisation

sur les industries et marchés de l'information et de la communication.

Envoyer candidature et prétentions à :
IDATE - Laurent GILLE
bureaux du polygone, 34000 montpellier

SOCIÉTÉ SUCRIÈRE

recherche

INGÉNIEUR FABRICATION
(E.N.S.I.A. OU ÉQUIVALENT)

Sous l'autorité du Directeur de l'usine, il aura en charge :
- La fabrication avec l'ensemble de l'équipe technique ;
- L'entretien et les travaux neufs d'une partie de l'usine.

Il participera à la définition des programmes d'investissements et aux études nécessaires.

Une attention particulière sera portée aux qualités d'organisateur et d'animateur.

Expérience sucrière indispensable.

Merci d'adresser votre c.v. et lettre manuscrite à SOCIÉTÉ SUCRIÈRE DE SAINT-GERMAINMONT, 08190 ASFELD.

MATÉRIAUX COMPOSITES

Ingénieur de développement haut niveau Mines, ECP, AM...

PPG BOUSSOIS

La Société BOUSSOIS, filiale de PPG, *premier groupe verrier mondial, développe des produits nouveaux à base de matériaux composites.*

Pour participer à la réussite de projets ambitieux et pour s'intégrer dans une équipe performante, nous recherchons un Ingénieur diplômé d'une grande école généraliste.
Il aura de bonnes connaissances en résistance des matériaux et de préférence une première expérience professionnelle impliquant leur mise en œuvre.
Il s'agit d'un poste opérationnel, impliquant la capacité de mener complètement des projets de développement, en liaison étroite avec les clients, les fournisseurs et les services de fabrication.
Réelles perspectives d'évolution dans le groupe pour candidat dynamique, ayant le goût de la technique et le sens des réalités économiques.
Connaissance de l'anglais appréciée.

Poste : ville nord France.

Ecrire sous réf. BN 327 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec — PUBLIPANEL

Directeur d'établissement

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (700 personnes environ) de prestations de services techniques et commerciaux, filiale d'un puissant groupe du secteur tertiaire recherche un Responsable d'Etablissement.

Sa mission :
Le candidat doit assumer de façon autonome, dans le cadre d'objectifs précis, la gestion efficace et rentable d'une unité (50 à 100 personnes) ayant une activité de réparation automobile et de commercialisation de différents produits et services (vente voitures, pièces détachées, neuves ou d'occasion, location...).
Il aura à sa disposition, en matière de gestion de production et commerciale des techniques de pointe, intégrant l'informatique, tout à fait originales et performantes.

Sa formation :
De formation ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce, il disposera d'une expérience d'animation et de gestion complète d'unité performante.
Intéressé simultanément par les activités techniques et la gestion, le candidat devra posséder des qualités de rigueur, de dynamisme alliées à un réel sens commercial.

Possibilités d'évolution au sein du Groupe.
Poste : région parisienne proche.

Ecrire sous réf. JV 334 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec — PUBLIPANEL

Mines, ECP, ESE, AM...

Chef de projet gestion

Une carrière évolutive



Premier fabricant français en équipements automobiles implantation mondiale - 28.000 personnes (12 milliards de CA), offre au sein de VALÉO ÉCLAIRAGE CIBIÉ, un poste de Chef de Projet Informatique de Gestion.

Ce secteur en développement étoffe et renforce sa structure informatique et recherche un Chef de Projet motivé par l'innovation et la réalisation.
Disposant d'une expérience de préférence 2 ou 3 ans en conception et réalisation de système de gestion de pointe, il participera à toute les phases du projet auprès des utilisateurs France et étranger.
Les candidatures d'ingénieurs grandes écoles débutants seront prises en considération dans le cadre de ce développement.
Poste à Paris.

Ecrire sous réf. LX 336 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Membre de Syntec — PUBLIPANEL

Responsable commercial à fort potentiel

NORSOLOR, leader de la chimie européenne, dans le domaine des acryliques (2 milliards de chiffre d'affaires dont 60% à l'exportation), renforce ses structures commerciales et recherche un candidat à fort potentiel.

De formation HEC, ESSEC, ESC ou ingénieur grandes écoles, il aura de préférence réussi une première expérience dans la vente de produits industriels et devra être en mesure à court terme d'assurer la commercialisation d'une ligne de produits représentant un CA important, en France et à l'exportation.
Anglais courant indispensable.

Poste à pourvoir à Paris.

Ecrire sous réf. GS 331 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris



Membre de Syntec — PUBLIPANEL

Responsable technico-commercial

UNE SOCIÉTÉ DE PRESTATIONS DE SERVICES POUR L'INDUSTRIE solidement implantée et rattachée à un très important Groupe, recherche un **Responsable technico-commercial.**

Il sera chargé de prospecter de grandes sociétés industrielles dans la région parisienne, de négocier les contrats, de gérer sa clientèle.
Ce poste conviendrait à un candidat, ingénieur ou niveau équivalent, ayant environ 2 à 3 ans d'expérience commerciale (la candidature d'un débutant de fort potentiel peut être envisagée), dynamique, ayant qualités d'initiative et goût de la vente.
Sa réussite dans ce poste lui ouvrira de réelles perspectives d'évolution de carrière.

Poste : banlieue sud Paris.

Ecrire sous réf. DP 329 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec — PUBLIPANEL

Jeune X, ECP, Mines...

Étude et réalisation de projets industriels

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS LEADER (12.000 personnes) *réalisant des prestations de service auprès des collectivités publiques,* recherche un **jeune Ingénieur débutant** (formation complémentaire en gestion appréciée) ou ayant une première expérience dans l'étude ou le suivi de projets (ingénierie, aménagement urbain, organisation industrielle...).

Après mise au courant, il étudiera, sur les plans technique et économique, des projets mettant en œuvre des techniques diversifiées et il participera à leur réalisation. Poste très formateur, ouvrant de réelles et larges perspectives d'évolution de carrière, qui conviendrait à un candidat motivé, de bon contact, aimant voyager.

Le poste peut être basé à Paris ou au Mans.

Ecrire sous réf. FR 330 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec — PUBLIPANEL

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

Le Département Grands Systèmes de la DIVISION CONSEIL ET INGÉNIERIE (500 personnes, C.A. 240 MF, expansion 35%/an) recrute

INGÉNIEUR COMMERCIAL... ...DÉVELOPPEZ NOTRE BUSINESS
(Formation supérieure)

- Rattaché au Directeur du Département, vous vendrez auprès des Directeurs Informatiques, des prestations intellectuelles de haut niveau, conçues et réalisées par des ingénieurs et des consultants spécialisés.
- Professionnel du service, vous avez le sens de la rentabilité et une sensibilité technique.
- Votre expérience réussie de 2 ans vous permettra d'intégrer un poste évolutif où votre salaire sera à la hauteur de vos performances.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions), sous réf. 1880 LM, à notre **Conseil F.M.L. recrutement** 43, rue Liancourt, 75014 PARIS – Tél. : 43.20.69.29.



HAVAS CONTACT

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

MEMBRE DE LA CHAMBRE SYNDICALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

Société industrielle leader dans la transformation de certaines matières premières de haute valeur destinées aux industries de pointe, exportant 50 % de son C.A. (Japon, RFA, Europe du Nord...)

filiale d'un grand groupe industriel

recherche

cadre commercial confirmé

pour poste au sein de la

DIRECTION COMMERCIALE

(4 cadres) Paris

Profil : HEC, SUP DE CO, ESSEC. 5 à 10 ans d'expérience commerciale internationale dans les produits et services industriels. Anglais + allemand ou espagnol.

Mission : responsable pour une zone géographique de l'analyse marketing, des négociations et du suivi des contrats (long terme 3 à 10 ans) avec des clients industriels très importants, soucieux de la qualité du service, de la fiabilité technique et commerciale. Le dialogue avec les usines nécessite le goût de la technique.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 86-111 M à notre Conseil, qui vous garantit une totale discrétion.

Organisation et Publicité

nicole outin 15 rue marcel renault, 75017 paris.

...ET VOS PROJETS RESPIRENT.

LE DEFI PERMANENT DES MARQUES MIR, LACROIX, MINIDOU, REX, PERSAVON A LA CONQUETE DE MARCHES PARMI LES PLUS CONCURRENTIELS DU MONDE, C'EST L'AVENTURE PASSIONNANTE DE LESIEUR-COTELLE

LA COMPTABILITE ANALYTIQUE ET GENERALE. UN DEMARRAGE DYNAMIQUE DE VOTRE CARRIERE.

Jeunes diplômés HEC, ESSEC, ESCP..., vous êtes passionnés par l'Informatique, curieux de découvrir les grandes fonctions de l'Entreprise.

Venez rejoindre, au sein de LESIEUR-COTELLE, LA DIRECTION DU CONTROLE DE GESTION ET DE LA COMPTABILITE.

Vous participerez, dans un premier temps, à la conception et à la mise en place d'un système en temps réel.

Vous pourrez ensuite évoluer en fonction de vos aspirations et des besoins de l'Entreprise vers le Marketing, les Relations Humaines, le Commercial, l'Industriel... fonctions dont la connaissance est indispensable à la formation du responsable que vous serez demain au sein de notre Groupe.

Intéressés ? Alors, adressez-nous très vite lettre manuscrite, CV + photo, sous réf. 206, à LESIEUR Recrutement et Carrières Cadres, 122 avenue du Général Leclerc 92100 Boulogne.

GROUPE LESIEUR

médiasystem

Jeune trésorier France et export

Le poste est basé à Paris, mais l'activité de notre société s'exerce dans l'ouest et le nord de la France sur plusieurs sites. Le trésorier que nous recherchons assurera les opérations de trésorerie du siège et tous les mouvements entre le siège et les unités de production.

Il établira les situations consolidées de trésorerie ainsi que les prévisions annuelles et en suivra la réalisation. Son poste s'étendra aux relations avec le pool bancaire et les organismes de financement internationaux. Il devra monter des crédits export et des crédits acheteur, gérer les risques de change.

Nous souhaitons intégrer à notre service financier un jeune diplômé ayant un minimum de trois ans d'expérience dans le domaine de la trésorerie acquise soit dans une banque, soit dans une entreprise. Si vous avez envie de rejoindre une équipe de financiers compétents, adressez votre candidature aux consultants de CLEAS, sous référence 8607 LM.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine 75017 PARIS

MEMBRE DE SYNTEC

Transports Internationaux

Cette société de transports internationaux, filiale d'un important groupe européen, développe actuellement des projets d'expansion et de diversification de ses activités en France et à l'étranger.

Dans cette perspective, elle met en place une structure financière et comptable susceptible de seconder efficacement la Direction Générale.

Controller

250/300 000 F/an + Voiture

Rattaché au Directeur Général, il assure la responsabilité du service financier et comptable de la société : comptabilité, budgets, reporting, trésorerie. Il met en place un contrôle de gestion et une comptabilité analytique performante. Ce poste convient à un candidat de 35 ans environ, ayant l'expérience d'un poste similaire dans une PME/PMI et connaissant les normes anglo-saxonnes. D'excellentes qualités relationnelles et d'organisation sont nécessaires. Connaissance de l'anglais indispensable, allemand apprécié. (réf. NM 50501)

Chef Comptable

180 000 F/an

Relevant du Controller, ce jeune professionnel assure l'organisation et le bon fonctionnement de la comptabilité, générale et fournisseurs, établit les résultats, mensuels, et annuels, les déclarations fiscales et prépare le reporting groupe.

Le poste requiert une formation DECS, 5 ans d'expérience réussie en PME - de préférence dans les services - et la capacité d'animer une équipe de cinq personnes. (réf. RVR 50601)

Credit Man

160 000 F/an

En liaison avec le Controller, il gère les comptes clients avec le minimum de risques, suit le recouvrement et la situation de trésorerie, effectue les relances, assisté de deux personnes.

Ce poste convient à un jeune candidat de formation financière et comptable, avec une expérience de 2 à 4 ans de la gestion «clients» et du recouvrement. (réf. IB 50701)

Ces postes sont basés en banlieue Est de Paris.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence qui vous intéresse, à TEG, 113 rue de l'Université - 75007 Paris.

The Executive Group (France) Management

DESSEIN

Jeunes Managers

CHEZ NOUS, ON PEUT APPRENDRE PLUSIEURS METIERS, ET FAIRE CARRIERE SANS CHANGER D'EMPLOYEUR !

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole Supérieure de Commerce).

Vous possédez une ou deux années d'expérience de la fonction commerciale.

Comme nous, vous le savez, seul un travail sur le terrain, en contact avec le marché et les hommes qui font les ventes, est efficace.

Comme nous, vous avez compris l'importance stratégique du développement régional.

Le Directeur de notre activité «Maison Individuelle» recherche ses 3 assistants directs. Les candidats retenus effectueront auprès de lui, pendant une année environ, des missions d'assistance, de contrôle et de conseil dans toutes les régions de France. Ils seront appelés ensuite à prendre la direction d'un centre de profit dans la région de leur choix.

Après quelques années, le GROUPE MAISON FAMILIALE leur permettra de faire évoluer leur carrière dans des domaines aussi passionnants et différents que la finance (FICOFRANCE), l'assurance (SOCIAFRANCE) ou l'hôtellerie internationale (ULLYS).

Si vous souhaitez faire évoluer votre carrière de manière diversifiée, sans changer nécessairement d'employeur, avec une rémunération très motivante directement liée à vos résultats personnels, adressez votre candidature (C.V. + photo + prétentions) à :

Jean-François DUFORT - GROUPE MAISON FAMILIALE - 1461, avenue du Cateau - 59342 CAMBRAI Cedex.

Groupe Maison Familiale

MEDIA BL



emplois régionaux

COMPAGNIE ORIS INDUSTRIE

recherche

UN BIOCHIMISTE ou IMMUNOCHIMISTE

confirmé, possédant une bonne expérience de la chimie des anticorps et des protéines (fragmentation, couplage, purification), pour s'intégrer à une équipe pluridisciplinaire dont l'objectif est le développement d'immuno essais non isotopiques.

Lieu de travail
MARCOULE (Gard)

Adresser les c.v. à Cie ORIS-I Marcoule/Lapam B.P. 171, 30 205 Bagnols-sur-Cèze.

SOURIAU Leader de la Connexion

Le Directeur Scientifique du Groupe Souriau (3600 personnes - 11 filiales France et étranger) recherche un adjoint

RESPONSABLE RECHERCHE MATERIAUX

Il participe à l'élaboration de la Politique Recherche société. Il pilote un département (électrochimie, plasturgie, métallurgie) composé d'une quinzaine de personnes qui réalise l'ensemble du programme recherche matériaux, au sein des usines de fabrication situées près du Mans.

Ingénieur diplômé, chimiste ou physico-chimiste (ESPCI, INSA ou équivalent) il connaît parfaitement la recherche appliquée et la vie industrielle. Son anglais est aisé. Enfin ce sont surtout ses qualités d'ouverture et son sens des contacts humains qui lui permettront de réussir dans cette fonction.

Dans le cadre de l'enrichissement de ses structures, la Direction Achats créé des postes d'

INGENIEURS METHODES ACHATS

Tout en participant à la politique achats, ils assurent la prospection de fournisseurs et de nouvelles techniques. Ils apportent une aide technique auprès des services de production achats. Ces postes riches en contacts (Bureau d'Etudes production, qualité, fournisseurs) *sont de nature à intéresser de jeunes ingénieurs débutants et confirmés, mécaniciens ou micromécaniciens ayant une bonne conaissance de l'anglais.*

Postes à pourvoir à PARAY VIEILLE POSTE (proximité d'Orly)

Merci d'adresser CV + lettre manuscrite + prétentions ou salaire actuel à la Société SOURIAU, 9-13 rue du Général Galliéni - 92100 BOULOGNE

DESSEIN

CEP

Importante société de services, réputée pour sa compétence et sa polyvalence dans la MAITRISE DES RISQUES TECHNIQUES, recherche

SPECIALISTE APPAREILS DE LEVAGE

INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

Intégré dans notre Direction Technique, il sera chargé de participer à l'évolution de nos prestations et de conseiller les responsables opérationnels dans la résolution de leurs problèmes techniques.

Pour réussir dans cette fonction, il devra pouvoir analyser des textes et rédiger des procédures internes, avoir le sens du contact et des aptitudes pour la formation des hommes.

Adresser votre candidature à
CEP - Direction Technique
34, rue Rennequin 75017 Paris.

CONTESSE

Banque privée
moderne et dynamique

recrute pour le
MIDI ET LA RÉGION RHONE-ALPES

DES GESTIONNAIRES DE CLIENTÈLE ENTREPRISES

Ils devront conjuguer l'esprit d'analyse à l'esprit d'entreprise pour développer le portefeuille qui leur sera confié.

Expérience bancaire adaptée et formation supérieure exigées.

Adresser c.v., photo, lettre manuscrite à :
LE MONDE PUBLICITÉ,
sous nº 314 687 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS.

JEUNES INGENIEURS CHOISISSEZ VOTRE ENTREPRISE

Hommes de terrain par tempérament, passez aux réalisations concrètes, diversifiées et formatrices !
La qualité de vos **contacts**, des choix techniques **compétitifs, innovants et adaptés**, le respect de vos **engagements**, assurent le développement et la fidélité de notre clientèle.
Organisateurs et gestionnaires rigoureux vous **décidez** rapidement en fonction de l'optimum qualité – délais – prix.
Meneurs d'hommes, dans un climat de travail stimulant, vos collaborateurs s'épanouissent et progressent pour la **réussite** de l'entreprise.

Siège Social **VIAFRANCE**
92/98 Bd Victor Hugo
92115 Clichy cedex
Téléphone : 16 (1) 47.31.11.71



Etablissements Régionaux : 25
C.A. : 1 200 MF
Effectifs : 2 300
Groupe GÉNÉRALE DES EAUX

Construction de routes – Autoroutes – Réseaux divers – Sols industriels – Revêtements spéciaux – Aménagements urbains et paysagers – Terrains de sport et de loisirs.

SOCIÉTÉ DE LIBRAIRIES — PAPETERIES — PRESSE (SLPP)

recrute futur

DIRECTEUR DE MAGASIN
(Homme ou femme)

Ce poste conviendrait à un cadre de plus de 28 ans, mobile, de formation supérieure, possédant une bonne culture générale, et ayant impérativement une expérience de 3 ans dans la gestion d'une LIBRAIRIE.

Ce candidat dynamique devra être capable d'assurer la Direction d'un magasin en PROVINCE, après un stage de formation.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions à SLPP 13, rue du Mail, 75002 PARIS.

URGENT

C.M.P.E. recrute des

CHARGÉS D'INFORMATION

pour animer des centres d'information régionaux

Nous souhaitons :

- Connaissance des problèmes d'information locale (élus, autorités administratives, presse locale, population, etc...).
- Expérience réussie auprès de collectivités ou organismes publics en qualité de responsable de communication.
- Capacité de concevoir, préparer et organiser des actions d'information, et en assurer le suivi.

Nous offrons :

- Un poste passionnant en province, en relation avec une équipe de professionnels jeune, dynamique et performante.
- Une possibilité d'évolution dans le poste ou sur Paris en fonction du succès de l'intervention et des opportunités de développement du groupe.
- Une rémunération attractive tenant compte de l'expérience et de l'efficacité.

Si vous êtes passionné(e) par la communication et libre immédiatement

Ecrivez sous réf. : CIV/RP
Marie-Josée BILLIAUD, C.M.P.E.
59, rue des Petits-Champs – 75001 PARIS.

Lafarge Coppee

Jeune professionnel de l'audit

Nous vous offrons une opportunité de carrière dans un puissant Groupe Industriel international poursuivant sa diversification dans des secteurs porteurs.

De formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po. ou équivalent (DECS apprécié) vous disposez de 2 ou 3 années d'expérience acquise dans un cabinet spécialisé ou au sein d'une direction de l'audit d'une importante société.
Dans un premier temps, vous valoriserez cette expérience tout en acquérant la connaissance du Groupe, puis vous accéderez à de réelles responsabilités opérationnelles dans une filiale en France ou à l'étranger ou dans les services de la société mère.
Bonne connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. KZ 326 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec – PUBLIPANEL

Chef du service informatique

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE (700 personnes) de prestations de services techniques, filiale d'un puissant groupe du secteur tertiaire, et sachant allier une expérience approfondie dans un secteur bien spécialisé à un dynamisme innovateur, recherche un **Chef du Service Informatique.**

Sa mission :
Rattaché au Directeur Général, il animera un service et sera chargé :

- de la réalisation et du suivi d'un projet d'informatisation de gestion de production dans les différents établissements de la société,
- d'une activité de recherche et de développement permettant la réalisation d'une banque de données et de nouveaux systèmes informatiques en liaison avec une SSCI,
- d'initier et de développer la diffusion de nouveaux produits informatiques à l'extérieur de la société.

Sa formation :
De formation ingénieur grande école, le candidat, informaticien généraliste, devra disposer d'une expérience confirmée en gestion et animation de service et de bonnes connaissances en statistiques. Il possédera des qualités de rigueur, de communication et de dynamisme afin de gérer l'activité de son service à l'intérieur et à l'extérieur de la société dans un esprit de développement commercial.

Rémunération motivante.
Poste : banlieue est de Paris (RER)

Ecrire sous réf. KW 335 AM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec – PUBLIPANEL

Banque d'affaires internationale
recherche

ANALYSTES DE CRÉDIT CONFIRMÉS (niveau cadre)

Fonction :

Analyse technique et financière des dossiers de crédit avant présentation au comité de crédit. La fonction comprend également l'étude des risques pays et celle de secteurs d'activité industrielle ou commerciale.

Profil :

- Diplômé de l'enseignement supérieur (grande école commerciale ou diplôme économique, MBA apprécié mais non exigé);
- 3 à 5 ans d'expérience dans la profession acquise de préférence dans un département international ;
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise (écrit/parlé);
- Bonnes connaissances de comptabilité.

Env. c.v. et prétentions
sous/nº 8 141

LE MONDE PUBLICITÉ,
5, rue de Monttessuy, Paris-7ᵉ.

ECP, Mines, AM...

une carrière évolutive chez un premier mondial

Notre société est rattachée à un Groupe international premier mondial dans son domaine.

Pour participer à de vastes projets de développement concernant de grands clients internationaux, nous recherchons un **Ingénieur** de fort potentiel, ayant de préférence une première expérience professionnelle acquise en travaux neufs, ingénierie ou méthodes (secteur industrie lourde si possible). Dans un premier temps, il dirigera la cellule investissements : étude technique et économique d'investissements importants faisant appel à des disciplines variées.
Puis il élargira rapidement ses responsabilités dans le développement de produits nouveaux.
La réussite dans ce poste implique de bonnes compétences techniques conjuguées avec de solides qualités de rigueur, d'animation et de contact.
Larges perspectives d'évolution de carrière.
Connaissance de l'allemand appréciée.
Poste : ville nord France.

Ecrire sous réf. CO 328 CM
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec – PUBLIPANEL

Ingénieurs chimistes

postes opérationnels en usine

NORSOLOR, leader dans le domaine des acryliques, **recherche des Ingénieurs Chimistes pour des postes en usine, sur des unités fonctionnant en continu.**

Ces postes très formateurs, permettant de faire ses preuves dans l'exercice de responsabilités concrètes touchant les domaines techniques, humains et la gestion, conviendraient à des ingénieurs chimistes, diplômés de grandes écoles, ayant de solides connaissances en génie chimique et quelques années d'expérience ou débutants.

Les postes à pourvoir sont situés :

- **dans le Pas-de-Calais :** **réf. HT 332 AM**
- **et en Moselle :** **réf. IU 333 AM**

Larges possibilités d'évolution de carrière dans le Groupe.

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

4, rue Massenet 75116 Paris etap

Membre de Syntec – PUBLIPANEL

---

la seigneurie

UN ATOUT POUR VOTRE CARRIERE

Jeune auditeur interne

LA SEIGNEURIE, *Filiale du Groupe* ***ELF AQUITAINE,*** *a une vocation industrielle d'avenir.* Premier producteur français de peintures et revêtements pour le bâtiment, elle réalise un chiffre d'affaires consolidé de plus de 700 MF et emploie 1 100 personnes.

Au sein de la Direction Financière, vous serez responsable de l'assistance et de l'audit des filiales en France et à l'étranger, ainsi que de la consolidation. Vous assurerez, dans l'ensemble du Groupe **SEIGNEURIE** des missions ponctuelles d'analyse financière ou d'organisation.

- Diplômé de l'enseignement supérieur (ESCP, ESSEC, HEC...) une première expérience d'environ 2 ans en Cabinet vous a permis de bien maîtriser les techniques d'audit, de contrôle budgétaire, de fiscalité.
- Votre diplomatie, votre sens du contact, vos capacités d'organisation et d'innovation seront nécessaires au bon accomplissement de votre mission.

Pratique de l'anglais nécessaire, déplacements à l'étranger.

Jouez gagnant avec un Groupe qui réussit, vous bénéficierez de son image de marque, de sa solidité financière et de larges possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence **M 21E** à notre Conseil : **ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS**

ARCO

emp

Directeur adjoint des ressources humaines

Groupe Financier de 1ᵉʳ plan, très fortement implanté sur l'Est de la France, nous formons une vaste organisation à structures décentralisées, employant près de 6 000 personnes. Notre Directeur des Ressources Humaines prépare sa succession et recherche dès maintenant un Directeur-Adjoint chargé de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une stratégie de Groupe en matière de Ressources Humaines.

Il s'agit d'imaginer l'avenir, en tenant compte de l'évolution des esprits et des mutations technologiques et de répondre aux attentes immédiates des structures qui réclament conseil et assistance technique.

Cette mission suppose évidemment une parfaite maîtrise de la fonction dans son ensemble : gestion prospective et quotidienne du personnel et des cadres, définition d'un plan général de formation, relations avec les partenaires sociaux.

Elle est le fruit d'une expérience d'une dizaine d'années auprès d'organisations tertiaires ou au siège de grandes sociétés ayant une politique sociale réputée. Et le Directeur qui l'assurera possède, en plus de sa compétence, assez de persévérance, de force de conviction et de disponibilité pour se faire accepter autant comme conseiller du Président que comme interlocuteur des unités autonomes sur le terrain.

Merci de réfléchir à ces exigences en adressant votre dossier sous réf. RH 110 M à SEFOP que nous avons chargé de cette recherche.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.
MEMBRE DE SYNTEC

• De formation supérieure, vous avez une expérience réussie de 2 à 5 ans dans l'un des domaines suivants :

informatique - gestion commerciale
comptabilité - gestion du personnel

• Vous savez

ECOUTER, COMPRENDRE, CONSEILLER, GUIDER.

• *Vous recherchez une entreprise moderne en pleine expansion qui vous confiera rapidement des responsabilités.*

Alors vous devez nous rencontrer d'urgence car vous êtes l'un de nos futurs

ingénieurs d'affaires



"SPI, Société de Services et d'Ingéniérie en Informatique, filiale de PECHINEY, c'est aujourd'hui près de 500 personnes.
La Division Progiciels connait une très forte progression de CA en France et à l'Etranger car nos progiciels intéressent les plus grandes entreprises nationales et internationales.
En 1986, nos perspectives sont ambitieuses, et je souhaite étoffer nos équipes commerciales et informatiques d'hommes et de femmes de qualité".

Daniel Pelletier
directeur division progiciels.

"Responsable Commercial de la Division Progiciels, ma conception de la vente est résolument tournée vers le dialogue, le conseil et l'accompagnement à la décision. Voici donc le projet que je vous propose : après une formation intensive et complète (technique et commerciale), je vous confierai un portefeuille d'entreprises que vous prendrez en charge au sein de notre équipe.
Par votre expérience d'informaticien, ou de gestionnaire ouvert à l'informatique, vous saurez conduire avec succès les négociations commerciales avec les Directions utilisatrices de ces entreprises.
Ce que j'attends de vous : le sens du dialogue et des capacités de synthèse qui vous permettront d'instaurer un climat de confiance et de coopération. Pensez toujours que, pour le prospect, vous êtes celui qui sait rassurer, conforter, et apporter la réponse la plus adéquate à toute question soulevée".



Olivier Chastenet de Géry
chef du département commercial



Services et Progiciels Informatiques

Si ce projet vous intéresse, adressez votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prétentions, en précisant la référence AM, à notre Responsable du Recrutement Eric Schlumberger - SPI
98, boulevard Victor Hugo - 92115 CLICHY

PECHINEY

MEMBRE DE SYNTEC-Informatique

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

LE BUREAU FRANCIS LEFEBVRE

Conseil Juridique et Fiscal
Neuilly/Sablons
offre des situations d'avenir à des

CONSULTANTS

de haut niveau

Fiscalistes

Vous avez complété votre formation en grande école ou université de gestion par un 3e cycle de droit fiscal et après 5 à 8 ans de pratique en cabinet de conseil ou en entreprise. vous combinez efficacement votre compétence fiscale et votre expérience de la gestion des affaires.

Ecrire sous réf. 4924 M

Juristes en droit des sociétés

Votre formation de 3e cycle a fait de vous des juristes de haut niveau en droit privé et vous avez 4 à 5 ans d'expérience en entreprise ou en cabinet. Dotés de créativité et de sens pratique, vous privilégiez l'intelligence des situations et vous savez associer diagnostics et recommandations. Une expérience des entreprises en difficulté sera appréciée.

Ecrire sous réf. 4925 M

Juristes en droit social et du travail

Après une formation spécialisée, vous avez déjà une première expérience de 3 ans en cabinet ou en entreprise. Vous interviendrez auprès de nos clients dans le cadre général des rapports juridiques du monde du travail.

Ecrire sous réf. 4926 M

Expérience réelle de la vie de l'entreprise, connaissances juridiques très approfondies, capacité de sécuriser vos interlocuteurs, mobilité et sens aigu de l'organisation, pratique de l'anglais, sont les conditions nécessaires à la réussite de votre future mission dans notre cabinet.

Si vous pensez avoir le profil de l'une des personnes que nous recherchons, merci d'envoyer votre dossier, en précisant la référence, à Pierre Lemahieu, Sérifo, 47 bis, avenue Bosquet, 75007 PARIS.



Membre de Syntec



rejoignez une équipe qui gagne

SERETE recrute, pour consolider son avance sur le marché de l'ingénierie industrielle en France, un

ingénieur d'affaires

maîtrisant la négociation de projets industriels complexes dans un ou plusieurs des domaines suivants :

pétrole, pétrochimie, chimie, éthanol

Vous prendrez en charge de manière autonome le développement commercial et tous les aspects de la négociation liés à votre activité. Le poste que nous vous proposons offrira à un candidat de valeur l'occasion de confirmer ses compétences commerciales et de faire valoir son expertise. Merci d'envoyer votre candidature à SERETE, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75013 Paris en précisant la référence 86.02 M

Ingénieurs Ensia - Ensaia

des usines du futur pour l'Agro-Alimentaire

Serete (800 personnes) est leader sur le marché de l'Ingénierie Agro-Alimentaire en France. Nos équipes conseillent et assistent nos clients dans la conception et la réalisation de leurs *projets les plus diversifiés et les plus ambitieux* :

études d'optimisation, plans directeurs industriels, restructurations ou constructions d'unités...

Pour consolider son avance, Serete renforce son potentiel de Technologues Agro-Alimentaires ayant acquis une première expérience de la production ou de la modernisation d'unités industrielles dans les domaines suivants :

boissons, laiteries, plats cuisinés...

Vous aspirez aujourd'hui à prendre en charge des missions plus globales de diagnostics, confirmer vos compétences et valoriser un savoir-faire en découvrant des horizons technologiques nouveaux. Le poste que nous vous proposons correspond à vos aspirations. Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 83.60-M à Serete, Service du Recrutement, 86, rue Régnault, 75640 Paris Cedex 13.



ASSIGRAPH
la CAO intelligente

Ingénieurs concevez et réalisez la CAO de demain

ASSIGRAPH, filiale d'un grand Groupe industriel international, développe et met sur le marché les applications les plus performantes de la CAO dans les domaines propres aux Bureaux d'Etudes :

schématiques, simulation, cartographie et réseaux urbains, planification de projets industriels,...

Pour consolider son avance ASSIGRAPH renforce son potentiel d'ingénieurs ayant acquis une première expérience dans les domaines suivants :

RESEAUX, SGBD, UNIX, IA, MICRO, GRAPHIQUE, GENIE LOGICIEL, ...

Vous aspirez aujourd'hui à prendre en charge des missions plus complexes sur des outils très performants au sein d'une Société dynamique et créative. ASSIGRAPH vous permettra de confirmer vos compétences et valoriser votre savoir-faire en découvrant des horizons technologiques nouveaux. Merci d'adresser votre candidature en précisant la réf. 85.01-M à Patrick LECLERC, ASSIGRAPH, 72, Quai des Carrières, 94227 Charenton le Pont Cedex.

Nous recherchons pour notre SIEGE SOCIAL (PARIS 13me)

contrôleurs de gestion

Au sein de la DIRECTION FINANCIERE, ils seront chargés d'un secteur commercial ou Après-Vente réalisant chacun de 600 à 900 millions de Francs de C.A.
Ils auront pour mission :
- l'Elaboration et l'application des Procédures budgétaires
- l'Etablissement et la Consolidation des prévisions
- l'Analyse des résultats
- l'Assistance et l'information de leur secteur.

PROFIL SOUHAITE :
Formation HEC, ESC ou équivalent.
Les candidats auront acquis une expérience de plusieurs années, de préférence dans le secteur Commercial de produits «professionnels», ou, à défaut, dans un secteur industriel à forte valeur ajoutée. Celle-ci leur aura permis de développer leurs capacités de communication et d'animation ainsi que leur autorité et leur compétence dans les aspects financiers et de gestion.

Une bonne connaissance de l'outil informatique et spécialement de la micro-informatique est vivement souhaitée.
Perspectives intéressantes d'évolution au sein du GROUPE.

Merci d'adresser votre candidature à T.R.T. - Direction du Personnel. 5, avenue Réaumur, 92350 LE PLESSIS-ROBINSON.

TRT

L'une des 1ères Sociétés Françaises d'Electronique Professionnelle

CONSULTANTS

HAUT NIVEAU

X MINES, CENTRALE... + 1re EXPERIENCE ORGANISATION ET INFORMATIQUE

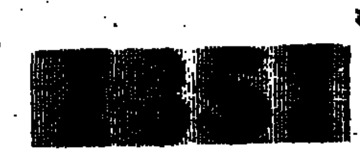
Notre dynamisme nous a permis, en quelques années, de nous classer parmi les premières sociétés de services en informatique : 620 collaborateurs et une croissance annuelle de 70 %.

L'important succès de notre département Conseil nous amène à recruter un nombre élevé de consultants de haut niveau.

Vous êtes ingénieur Grande Ecole (X, Mines, Centrale, ...) et vous avez déjà une expérience en organisation et en informatique.

Nous vous offrons : un salaire attractif, de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe, des responsabilités à la mesure de vos ambitions.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence PF/CS, à IBSI - 365, rue de Vaugirard - 75015 PARIS. (Réponse et discrétion assurées).



MEDIA 84

PRECISION MECANIQUE LABINAL
7 000 personnes, 20 usines en France, 12 filiales à l'étranger, C.A. : 2,2 milliards de francs
recherche pour sa **DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE**

CADRE ADMINISTRATIF

Formation BTS, DUT ou équivalent.
Rattaché au Directeur des Services Administratifs et Juridiques, le candidat devra traiter plus particulièrement les problèmes ayant trait à la fiscalité des collectivités locales et aux taxes *diverses, fiscales et parafiscales.*
En liaison avec le contrôle de gestion et les services comptables, il assurera également la préparation et le suivi des différents budgets de la Direction Administrative et Financière.
Pour réussir dans ce poste, il est nécessaire de posséder une expérience de quelques années en entreprise dans une fonction similaire.
Lieu de travail : MONTIGNY LE BRETONNEUX.



Adresser CV et prétentions à PM LABINAL Direction des Affaires Sociales BP 64 - 78391 BOIS D'ARCY Cedex.

CONTESSE

EVOLUEZ VERS L'AUDIT INTERNATIONAL

De formation supérieure (niveau Expertise Comptable), vous possédez une solide expérience en matière de comptabilité dans un environnement très informatisé.
Vos audits porteront sur l'ensemble des activités des Directions de notre Fonction International : tous leurs aspects comptables et fiscaux tant au Siège que dans le réseau de nos Succursales à l'étranger.
Si vous souhaitez participer à l'expansion des activités internationales du Crédit Agricole, merci de nous envoyer votre lettre de candidature avec CV détaillé, photo et rémunération actuelle, sous réf. : FR/0103 à CNCA - Gestion des Personnes - 12 Boulevard des Chênes 78280 Guyancourt.

CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

Juriste confirmé

Droit bancaire

Une importante **banque française de dépôts,** en fort développement, recherche pour sa Direction des Affaires Juridiques un JURISTE CONFIRMÉ.
Au sein d'une petite équipe, il aura un rôle d'étude et de conseil auprès des différentes directions, filiales et succursales du groupe.
Ce poste basé à **Paris** conviendrait à un cadre justifiant d'une **expérience de 5 ans environ,** acquise dans le cadre du service juridique d'une banque commerciale.
La taille et la volonté d'expansion de la banque permettent à un *élément de valeur d'envisager à* terme **d'intéressantes perspectives d'évolution.**
Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3744 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIERES 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



Nous sommes une chaine de grands magasins spécialisés en prêt-à-porter pour femmes, hommes et enfants. Poursuivant notre expansion (actuellement 30 magasins), nous recherchons de futurs **ACHETEURS.**

CADRES COMMERCIAUX

Jeunes diplômés d'une E.S.C.A.E. (ou équivalent), débutants ou avec une première expérience professionnelle, la gestion vous attire mais vous avez aussi un tempérament commercial. Vous recherchez un travail en équipe, une large délégation de responsabilités, des négociations en France et à l'étranger. Vous avez une bonne maîtrise parlée et écrite de l'anglais et si possible de l'allemand.

Vous recevrez une formation approfondie étalée sur 2 ans qui vous permettra d'accéder progressivement à l'ensemble des missions de la fonction. Vous serez alors entièrement responsable de la constitution et du maintien de l'assortiment d'une ligne de produits en fonction des objectifs définis. Vous négocierez directement au plus haut niveau avec les fournisseurs. Vous gérerez ensuite vos produits pour l'ensemble de la chaine.

Les conditions de travail et d'environnement social très favorables, une formation approfondie et continue permettant une évolution au cours de votre carrière, font partie des éléments clés de notre projet d'entreprise.

A partir de Paris-La Défense, des voyages fréquents en France et à l'étranger sont à prévoir.

Les candidats intéressés sont invités à adresser une lettre manuscrite avec c.v. et photo à C & A France, Direction du Personnel, Réf. JBB/M, CEDEX 12, 92081 PARIS LA DÉFENSE.

Pion Chomo



BANQUE REGIONALE D'ESCOMTE ET DE DEPOTS

Première Banque populaire française - 3 000 collaborateurs, 176 Agences

La BRED
Recherche pour sa filiale **INTEREPARGNE**

RESPONSABLE DE LA COMPTABILITE DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT

Ce collaborateur sera chargé au sein de la Direction des Actions Financières de diriger, d'animer et de coordonner l'activité d'une équipe qui assure la gestion administrative et comptable des FCP.
Une expérience dans une fonction similaire d'au moins 2 ans est exigée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à

BRED
PEO 8475
9 rue d'Argenson
75008 Paris.

SOURCES

Dans le cadre de l'expansion de notre département GÉNIE LOGICIEL, nous recherchons

GROUPE SYSECA

ingénieurs informaticiens

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, maîtrise.
De 4 à 5 ans d'expérience.
Désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :
- traduction de langages
- systèmes d'exploitation (UNIX)
- moniteurs temps réel
- analyseur de complexité
- atelier logiciel.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. M 271/FM à GROUPE SYSECA - Direction du Personnel, 315, Bureaux de la Colline, 92213 SAINT-CLOUD CEDEX.

SYSECA (280 MF de C.A., 800 collaborateurs dont 85% d'ingénieurs) est une Société de services et d'ingénierie informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Emplois et Entreprises

fonciers.
les meilleurs à tout prix !

Votre volonté de réussir réellement s'appuie sur un diplôme de l'Enseignement Supérieur et une expérience confirmée de jeune professionnel acquise dans une société de promotion immobilière ou de lotissement.

Passionné par votre métier, travailleur acharné, ambitieux, vous avez ces qualités précieuses de contact et de commandement qui font la différence. En bref, vous êtes ce spécialiste du foncier et de l'immobilier qui, chez nous à toutes les chances d'aller loin.

Notre assise financière, notre expansion sont quelques uns des gages d'une carrière évolutive.
Venez compléter nos équipes régionales de la **REGION PARISIENNE, LORRAINE et NORMANDIE.**

Adressez votre candidature manuscrite avec c.v., photo et prétentions en précisant la région qui vous intéresse, s/réf. 1499 A AXIAL Publicité, 27, rue Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Avec nous, vous irez au bout de vos idées

Nous aussi avons ressenti un jour en entreprise le besoin d'avoir plus d'initiative, une écoute plus grande de nos propositions, une vue plus large des choses, tout en gardant la passion d'entreprendre. Nous avons alors choisi le métier de consultant et rejoint Bernard Julhiet Conseils qui assiste les entreprises dans la maîtrise de leur évolution, l'accroissement de leurs performances marketing et commerciales, le développement de leur potentiel humain.

Cette assistance, nous l'apportons tant au niveau de la réflexion qu'à celui de la mise en œuvre opérationnelle des solutions retenues par les entreprises, en étroite collaboration avec leurs hommes. Pour nous, c'est cela aller au bout de nos idées.

Notre quotidien : des études stratégie développement, des diagnostics du commercial ou du marketing, des réflexions sur la politique commerciale, sur l'organistion, sur les structures, la conception et la mise en œuvre de plans d'actions ou de lancement de produits. Et bien sûr la promotion de Bernard Julhiet Conseils, la recherche de nouveaux clients ou la recherche de nouvelles méthodologies d'intervention.

Nous sommes plutôt jeunes, ou un peu moins. Trente ans ou plus en tout cas. Pour la plupart diplômés d'études supérieures commerciales, nous avons souvent réussi auparavant en entreprise dans des fonctions centrées sur le marketing ou le commercial, à des postes de responsabilités

Notre développement remarqué ces dernières mois (le groupe Bernard Julhiet compte à ce jour 10 sociétés et 200 personnes) nous conduit à rechercher de nouveaux consultants qui nous ressemblent :

• CONSULTANT SENIOR "INDUSTRIE" — Réf. BJ86.1

L'industrie commence à s'ouvrir au marketing. Nous avons investi depuis plus de cinq ans dans ce domaine. Nous recherchons un consultant "industrie" de bon niveau expérimenté ou un responsable développement marketing d'une entreprise industrielle à l'expérience diversifiée et très attiré par notre métier.

• CONSULTANT "ETUDES - RECOMMANDATIONS" — Réf. BJ86.2

Vous démontrez au delà d'un minimum d'expérience d'études économiques, marché, statistiques etc... des qualités de synthèse et d'expression écrite et orale que les relations à haut niveau avec nos clients imposent. Votre formation supérieure généraliste économique ou littéraire ou sciences humaines s'allie à un intérêt net pour l'informatique. Votre expérience réussie dans l'industrie, les services ou en profession libérale a démontré votre sens de l'autonomie.

• CONSULTANT "GRANDES ORGANISATIONS" — Réf. BJ86.3

Services publics, grandes administrations, organisations importantes font des efforts particuliers pour se rapprocher des consommateurs, acquérir une démarche marketing, un état d'esprit d'entreprise. Nos références dans le domaine sont solides. Votre réussite dans des fonctions commercial/marketing, votre goût des grandes structures, votre attirance pour le conseil, votre conviction dans la capacité des grands organisations à évoluer de manière dynamique font de vous l'homme ou la femme de la situation.

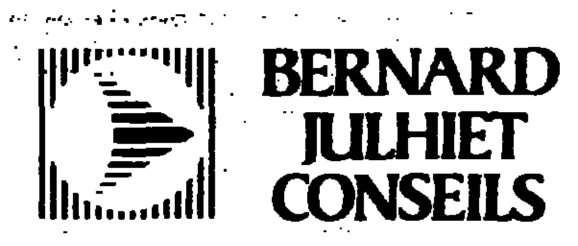
• CONSULTANT "PRODUITS GRANDE CONSOMMATION" — Réf. BJ86.4

Les entreprises PGC font de plus en plus appel à des "conseillers opérationnels" d'entreprises pour les aider à s'adapter à leur environnement et pour appuyer leur démarche de techniques de plus en plus professionnelles dans les domaines qui sont les nôtres.

Votre expérience réussie dans une entreprise PGC depuis environ une dizaine d'années a démontré votre sens de l'autonomie et votre goût de convaincre.

Notre message vous a convaincu que le passage de l'entreprise au conseil est une ouverture séduisante. Si notre offre vous intéresse, nous vous remercions d'écrire au plus tôt suivant la référence indiquée en joignant à votre lettre un CV et une photo. (H.F)

Bernard Julhiet Conseils est installé au 28 Boulevard Belle-Rive - 92500 Rueil-Malmaison. Nos bureaux sont en bord de Seine. Notre effectif est de 50 personnes.



SOURCES

RHÔNE-POULENC

recherche
pour les activités chimiques de ses Divisions à vocations internationales

CHIMIE DE BASE, MINERALE FINE ET SPECIALITES CHIMIQUES

Ingénieurs procédés

CENTRALE, ENSIC, ESPCI, ENSCP, ESCIL...

Il leur sera confié des postes de **DEVELOPPEMENT** et **D'ASSISTANCE TECHNIQUE** auprès d'unités de fabrication, dans des secteurs de hautes technologies. Différents niveaux de responsabilités sont offerts en fonction de l'expérience et du profil des candidats, **CONFIRMES** ou **DEBUTANTS**.

Les Divisions chimiques de **RHONE-POULENC**, en forte progression en C.A. et en résultats, poursuivent une politique active de développement industriel (nouvelles installations, optimisation des procédés, nouveaux produits...) à travers le monde. Elles offrent de réelles opportunités de carrière, en France et à l'étranger, à des candidats à fort potentiel, autonomes, voulant prendre rapidement des responsabilités.



Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence M 18C à notre Conseil :

ARCO - 25, rue Cambon - 75001 PARIS

amp

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Chargés d'affaires

200 / 250.000 F

Financement d'entreprises - Un organisme spécialisé, réputé dans son secteur (convention collective des sociétés financières) et ayant pour vocation de concevoir et de vendre des produits financiers (prêt à long terme, crédit-bail, caution...) à une clientèle d'entreprises sélectionnées, recherche deux nouveaux chargés d'affaires. Basés à Paris, ils seront placés sous l'autorité du responsable du département production et chargés de la gestion et du développement d'un portefeuille clients. Responsables de la négociation et du suivi des contrats de financement, ils participeront également à l'évolution des produits existants et à l'élaboration des produits nouveaux. Ces postes qui supposent une réelle disponibilité, s'adressent à des cadres âgés de 29 ans minimum, diplômés de l'enseignement supérieur commercial ou de gestion (type ESC, Sciences Eco, Gestion...) et dotés d'un réel sens commercial. Ils doivent justifier d'une première expérience (2 ans minimum) qui leur ait permis de mettre en pratique leurs connaissances comptables et financières, soit en tant qu'exploitant «entreprises» dans une banque ou un établissement financier, soit en tant que controleur financier ou de gestion dans une entreprise industrielle. Fonction des compétences présentées, la rémunération annuelle de départ pourra atteindre 250.000 francs + intéressement. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9130M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Jeune contrôleur de gestion

Paris

Notre groupe (1 200 personnes) connaît depuis 3 ans une très forte activité. Le développement (grands projets industriels : chimie, agro-alimentaire, techniques avancées, productique...) justifie la création de deux postes de contrôle de gestion auprès de la direction financière. Diplômé d'une grande école de gestion ou jeune ingénieur, vous confirmerez une première expérience ou débuterez dans la vie professionnelle soit par la gestion et le suivi budgétaire de grands projets, soit par le contrôle de gestion des filiales. Dans les deux cas, vous participerez à l'évolution *du système de gestion et utiliserez des outils bureautiques et informatiques performants*. Le développement du groupe assurera à des candidats de valeur d'intéressantes perspectives de carrière. Ecrire en précisant la référence A/2706M

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Filiale (300 personnes) d'un très important Groupe Industriel International (8 000 personnes) exerçant son activité dans un domaine très specialisé

(métallurgie fine métaux non ferreux)

la Direction Technique

recherche

ingénieur de projet

Ce poste peut être confié à un debutant diplômé d'une ENSIC ou à un ingénieur possedant dejà une première expérience industrielle dans le *domaine de la chimie ou de l'hydro-métallurgie.*

Ce collaborateur devra étudier, évaluer et réaliser des équipements ou installations nouvelles en liaison avec les services de la Production.

Expérience souhaitée en ingénierie et technologie.

Cabinet Leconte ***nous garantissons la qualité de collaboration offerte par nos clients.***

Pierre Lichau S A

4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS Réf. 50270

Jeune cadre commercial

Chef de publicité

L'USINE NOUVELLE

L'USINE NOUVELLE présente plus de 1800 pages de publicité d'offres d'emploi par an à 600.000 lecteurs décisionnaires dans les entreprises industrielles. Pour participer au développement d'un chiffre d'affaires global de plus de 70 millions de francs, la direction des annonces classées recherche un jeune cadre commercial - chef de publicité. Il sera responsable à part entière de la gestion de son activité comprenant prospection, négociation et suivi d'entreprises, de cabinets de recrutement et d'agences. Parallèlement, il participera à des actions de relations publiques. *Le candidat doit justifier* d'un bon niveau de formation de type école supérieure de commerce et, si possible, d'une première expérience professionnelle de la vente de services à ce type de clientèle. Le niveau de rémunération offert pour ce poste est évolutif et motivant dès le départ. Ecrire à G. *MARECAUX*, directeur des annonces classées, *L'USINE NOUVELLE* - 59, rue du Rocher - 75008 PARIS

Jeune diplômé ESC ou équivalent

Financement d'entreprises - Un organisme spécialisé, réputé dans son secteur (convention collective des sociétés financières) et ayant pour vocation de concevoir et de vendre des produits financiers (prêt à long terme, crédit-bail, caution...) à une clientèle d'entreprises sélectionnées, recherche un exploitant junior. Basé à Paris, il intègrera le département production et sera, dans un premier temps, chargé d'assister un groupe d'exploitants confirmés dans le montage des dossiers et le suivi des contrats... avant de prendre progressivement son indépendance commerciale. Parallèlement à son rôle d'assistant, il assumera également, après avoir reçu une formation adaptée, la responsabilité de l'exploitation du système informatique de son département. Ce poste s'adresse à un cadre débutant, diplômé de l'enseignement supérieur commercial ou de gestion (type ESC, Sciences Eco, Gestion...) et désireux d'aborder une carrière commerciale dans le secteur financier. Il doit également justifier d'un intérêt réel pour la micro informatique. Fonction des diplômes et des compétences offertes la rémunération annuelle de départ pourra atteindre 150.000 francs. Ecrire à JM. JACLOT en précisant la référence A/R 9129M



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Une importante société de transports à vocation internationale recherche pour la Direction Financière de son siège situé à Paris un

RESPONSABLE ADMINISTRATIF et JURIDIQUE

Il assure le suivi juridique et administratif des filiales et participations du groupe.
Il participe aux modifications de structure des filiales.
Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur (École de Commerce, DECS, Maîtrise en Droit des *Sociétés ou Certificat Juridique et Fiscal* d'Expertise Comptable).
Une expérience minimum de 2 ans dans une fonction équivalente ou dans un service financier, juridique est indispensable.
La pratique de l'Anglais et de la micro-informatique sont souhaitées.
Des possibilités d'évolution existent au *sein du groupe pour un candidat de* valeur.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 03501 à : BLEU Publicité - 17, rue du Dr Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

OUEST PARIS

Société de haute technologie avec une forte concentration de cadres recherche :

RESPONSABLE FORMATION COMMUNICATION

HF 300 000 F

A 35 ans environ, diplômé(e) d'études supérieures, votre expérience vous a permis de dominer la compréhension des politiques de gestion sociale des entreprises.
Déceler les réels besoins de formation, les positionner dans une politique prévisionnelle, assurer leur satisfaction en ayant recours aux intervenants les plus adaptés, voilà l'un des *aspects de cette fonction. L'autre aspect* relève de votre expérience et de vos talents en matière de communication, car vous devrez participer à la mise en place de la politique de communication conçue pour rendre encore plus performants les résultats et l'implication de chaque collaborateur de la société.
Vous serez soutenu dans votre mission par une Direction des Affaires Sociales dynamique et efficace.
A une rémunération importante s'ajoutent de nombreux avantages sociaux.

Merci d'adresser votre candidature avec lettre, C.V. et photo s/référence 1486 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui vous assure de la confidentialité et de la réponse à votre candidature.

CONTESSE

N'hésitez pas à téléphoner pour être sûr que ce poste est une bonne opportunité pour vous. Tél. : (1) 42 96 14 00 poste 426.

Jeune manager VPC

130 000 +

Grand de la VPC, 45 millions de catalogues, 1 200 personnes, nous recevons chaque jour hors commande 3 000 lettres que nous traitons. Cela implique un outil très performant dont nous souhaitons vous confier la responsabilité.

Maintenir et faire évoluer notre système informatisé de gestion automatique de courrier, intervenir qualitativement sur notre bibliothèque, soit environ 1 000 textes de réponses qu'il nous faut perpétuellement adapter, voilà quelques-unes de vos responsabilités. Cette masse quotidienne de courrier est porteuse de renseignements sur notre clientèle, qui une fois analysés et regroupés par vous, revêtent une importance stratégique. Il convient *donc qu'avec notre direction informatique, vous mettiez sur pied un* système d'information à usage de l'ensemble de la société.

Environ 25 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous êtes un généraliste avec un sens commercial certain. Interlocuteur compétent de notre informatique, votre contact et votre goût du travail en équipe vous permettront de vous intégrer et d'évoluer avec nous.

Merci d'adresser, lettre, CV et photo. Nous vous assurons confidentialité et réponse. Référence 7314 M. 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

SOURCES

Bougez, Vivez...

45% de croissance moyenne sur les dix dernières années. Ces résultats nous donnent raison, nous avons su faire les bons choix stratégiques et attirer des candidats de valeur à la réalisation de nos projets.

Evoluer, s'adapter : la mobilité est une des armes du succès. Ainsi, pour anticiper les besoins du marchés nous consacrons 11% de notre C.A. à la recherche et développement. Aux hommes et aux femmes qui souhaitent partager notre futur, nous demandons d'être animés du même état d'esprit.

Spécialiste Marketing CAO

Ambassadeur de la CAO à l'intérieur et à l'extérieur de Digital, vous participerez à la définition des besoins en applications CAO sur le marché français, vous assurerez la promotion des produits auprès de notre Force de Vente, des technico-commerciaux et de nos clients.

De formation Ingénieur (Electronicien ou Mécanicien), vous avez une expérience informatique de 3 à 5 ans dans un bureau d'études ou des méthodes et avez développé des produits CAO. Cette fonction nécessite impérativement le sens de la relation avec autrui, des qualités de coordinateur afin de gérer au mieux les ressources humaines de Digital, l'esprit d'analyse, de synthèse et de décision et une ouverture d'esprit qui vous permettra d'évoluer au sein de la société. L'anglais est essentiel.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MON 148 à Marie-Claire SAN QUIRCE, DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux - B.P. 136 - 91004 EVRY Cedex.

N° 2 mondial de l'informatique

digital

Curriculum

L'hygiène industrielle : un combat pour la qualité

L'objectif de notre jeune Société est de sensibiliser, conseiller et former les Entreprises à la prévention des risques responsables de la non-qualité. C'est une PME française leader sur le marché du service et de l'assistance en *hygiène industrielle depuis 50 ans qui nous a "lancés". Nous connaissons et* maîtrisons le marché, nous nous sommes fixés des objectifs ambitieux et nous sommes dotés des moyens nécessaires. Aujourd'hui nous recherchons l'homme qui animera et coordonnera nos équipes.

Responsable de projets

Rattaché à la Direction Générale, il assumera ses responsabilités en étroite collaboration avec le spécialiste interne, choisira et animera des équipes pluridisciplinaires.

Des missions vastes et diversifiées l'attendent :

- Développement commercial
- Etudes (bilan, diagnostic...)
- Création et actualisation d'outils destinés à la formation interne et externe, à la mise en œuvre des opérations préventives chez les clients
- Etudes de réimplantation/réorganisation (conception et agencement de locaux industriels)
- Animation de sessions de formation, de réunions, de groupes de travail.

Le profil recherché est celui d'un Consultant Senior que l'expérience professionnelle a confronté à des responsabilités similaires. Homme d'analyse/synthèse, de communication, de créativité, son professionnalisme est reconnu et son tempérament est celui d'un "challenger". Une formation supérieure de type Arts et Métiers est souhaitée.
Le poste est basé à Paris.

Nous remercions les candidats d'adresser un dossier en précisant leurs motivations et leurs prétentions sous référence 2026M à

SOURCES 144 rue de Rivoli - 75001 Paris qui transmettra en toute confidentialité

هكذا من الأصل

Télé-vente, télé-marketing... Nos vecteurs de développement Votre responsabilité...

200 000+

Grand de la VPC nous utilisons bien entendu le courrier mais aussi le téléphone, et avec un réseau de 34 BPCT (Bureaux de Prises de Commandes par Téléphone) nous couvrons l'ensemble du territoire national. Cet outil plutôt administratif (renseignements, réception des commandes...) nous avons décidé de lui donner un rôle actif de campagnes de ventes et nous recherchons aujourd'hui l'homme qui saura procéder à cette "mutation".

Animer un réseau, le dynamiser, en assurer la formation et en faire évoluer les mentalités... Voilà au quotidien le travail de fond que vous aurez à mener. Bien évidemment, 34 bureaux, 100 personnes, vous êtes aussi l'organisateur qui équilibrera notre nouvelle activité avec l'ancienne. Patron de ce centre de profit, vous savez budgéter, gérer et rentabiliser. En parallèle, homme de marketing vous faites aussi partie chez nous de ceux qui ont la responsabilité de notre réflexion diversification.

30 ans environ, diplômé d'une école de commerce, votre expérience de marketing direct et si possible de vente par téléphone sera fortement appréciée. Votre tempérament de commercial et votre sens de la gestion, font de vous le responsable aux qualités de contact, dynamisme et mobilité intellectuelle que nous recherchons. Pour ce poste très évolutif, basé à Orléans, de nombreux déplacements sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre, CV, photo. Nous vous assurons réponse et confidentialité. réf. 7315 M - 24 rue Eugène-Flachat - 75017 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Applications Monétiques

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

Paris

Le CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE représente, avec un effectif global de 7500 personnes, un des premiers organismes bancaires français. Face à son développement, il crée, au sein du service Monétique de son département Informatique, le poste de Chef de Projet.

Rattaché au Responsable du service, et en autorité sur une petite équipe qu'il devra animer et superviser, il sera chargé de mener à leur terme les différentes missions qui lui seront confiées, dans la conception, la planification et la réalisation (analyse et programmation) de développement des applications "Carte Bleue" sur matériels IBM 30.81 sous OS/CICS. Il assurera par ailleurs les liaisons avec les différents services de la structure, impliqués dans ces projets.

Ce poste doit motiver un informaticien de bon niveau, de formation supérieure (Ingénieur, Maîtrise Informatique ou équivalent), âgé de 28 ans minimum, et pouvant justifier d'une expérience professionnelle de trois années au moins, impérativement acquise à ce niveau de responsabilités, dans un environnement IBM/MVS, sous CICS. La pratique d'une méthodologie d'analyse constituerait un atout. La lecture de l'anglais technique est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M1/839B à :

EGOR TECHNOLOGIES
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

CHEF DE PRODUIT

La Société CECA (filiale d'ELF AQUITAINE), dont l'activité s'exerce dans la chimie de spécialités, recherche pour ses gammes de produits utilisés principalement dans le bricolage et la décoration, **SADER** et **SAK-MIX**, un Chef de produit.

Vous devrez :
- rassembler les données permettant de définir les besoins des utilisateurs,
- susciter toutes les actions permettant de parfaire l'adaptation des produits à ces besoins,
- définir les moyens promotionnels et publicitaires à mettre en œuvre pour optimiser les ventes ou lancer de nouveaux produits en **France et à l'étranger.**

Vous êtes diplômé d'une Ecole Superieure de Commerce, option Marketing. En outre, vous avez acquis plusieurs années d'expérience dans une fonction identique ainsi qu'une bonne maîtrise de la langue anglaise.

La connaissance de l'allemand serait un atout supplémentaire.

Adresser lettre + C.V. + photo + prétentions à **CECA S.A.** - 11, avenue Morane-Saulnier - 78140 VELIZY.

SADER.

Unité industrielle 700 personnes

JEUNE INGÉNIEUR RESPONSABLE QUALITÉ

Notre industrie est exigeante (feu continu) et son process est complexe : de nombreuses techniques y sont mises en œuvre. Actuellement, chaque secteur important de production gère sa qualité. Nous voulons, dans une de nos usines, créer un poste de RESPONSABLE QUALITÉ.

Rattaché au Directeur de l'unité, il aura pour mission de rassembler tous les éléments liés à la fonction, les faire vivre et les développer au niveau global.

Nous souhaitons rencontrer un jeune ingénieur électromécanicien, débutant ou ayant une première expérience industrielle (1 à 3 ans) acquise en fabrication, contrôle ou gestion de la qualité dans une entreprise produisant en grande série ou en 4/8.

Après un stage de formation à nos techniques spécifiques, il prendra son poste dans notre usine située à une heure de Paris. Après avoir tenu ce poste durant 2/3 ans, il évoluera à l'intérieur de notre Branche (10 usines, 8000 personnes) ou du Groupe.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 4/212 AY à :

EGOR TECHNOLOGIES
Département Industrie
19, rue de Berri - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

Un patron au service des communes.

Rendre la ville plus belle et plus facile pourrait être la devise de la CGEA depuis plus de 70 ans. Notre groupe multiprovincial de service aux collectivités locales (collecte des déchets industriels et ménagers, transports urbains...) est filiale de la Compagnie Générale des Eaux.

Responsable direct d'une centaine de personnes qui attendent un "patron", vous superviserez la collecte des déchets sur des communes importantes de la grande banlieue parisienne. Une autonomie complète sur un centre de profit d'une vingtaine de millions de francs vous est assurée. Vous maintiendrez les meilleurs contacts avec les élus locaux et garantirez sur votre secteur une qualité de service sans faille. Ainsi, vous détiendrez la clé du renouvellement de nos contrats.

Nous vous laisserons sortir des schémas traditionnels pour augmenter la productivité de vos équipes et sur ce point vos études supérieures (Ingénieur ou école de commerce) vont largement y contribuer. Les consultants de SIRCA qui nous assistent dans ce recrutement vérifieront vos qualités de commercial, de gestionnaire et surtout d'animateur. Ils vous expliqueront notre projet d'entreprise qui repose sur l'implication de chaque collaborateur dans la qualité du service rendu. Envoyez leur un CV sous référence 482 775 M - 64 rue la Boétie - 75008 Paris.

Sirca

Membre de Syntec

norelec

CHEF D'AGENCE

Paris

Notre entreprise, spécialisée dans le domaine de l'électricité, de l'instrumentation et de l'automation, réalise, avec 1500 personnes, un C.A. de 600 millions de francs. Nous sommes implantés dans la moitié nord de la France ainsi qu'en Guyane et aux Antilles. Notre développement et notre restructuration nous amènent à rechercher un chef d'agence.

Une agence est considérée comme un centre de profit. Le chef d'agence est chargé de développer et de gérer son agence. Il génère un courant d'affaires auprès des maîtres d'ouvrages publics et privés, fait les études de prix relatives aux appels d'offres ou aux marchés traités de gré à gré, anime, dirige et contrôle l'activité du personnel de l'agence (travaux/études/administratif).

Ce poste concerne un ingénieur d'affaires ou chef d'agence dans le domaine des travaux d'électricité, dont l'expérience professionnelle est supérieure à 5 ans. Il est à pourvoir dans la région parisienne, mais le développement de l'entreprise autorise les postulants d'autres régions à faire acte de candidature.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M16/1216A, à :

EGOR RHONE-ALPES
Tour du Crédit Lyonnais - 129, rue Servient - 69431 Lyon Cedex 3

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

Crédits aux Entreprises

Vous êtes jeune; votre intérêt pour la **matière financière** s'est déjà traduit par des stages ou une expérience professionnelle dans ce domaine. Vous souhaitez vous orienter vers une fonction permettant d'exprimer largement votre goût des contacts, votre sens des responsabilités et votre dynamisme.

Organisme privé de premier plan, nous vous proposons de prendre la **responsabilité** de l'appréciation d'un tissu régional d'entreprises, après formation à nos techniques.

La fonction implique de mener avec une **grande autonomie** la recherche et l'analyse d'informations permettant une décision de crédit.

Plusieurs postes sont à pourvoir rapidement dans nos services régionaux.

Ils offrent de réelles perspectives d'évolution en Province ou à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. 3743 M à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS.

Responsable Administratif

Nous sommes un des premiers groupes français de services en mini-informatiques, un C.A. de 280 millions de FF, une croissance régulière de 40 % par an, un effectif de 300 personnes. Nous créons le poste de Responsable Administratif.

Ce Responsable, de 35-40 ans, diplômé de l'enseignement supérieur fera partie de l'équipe de la Direction Générale, sera membre du Comité.

Son but, avec l'appui du Président : gérer cette croissance.

Pour cela, il doit être d'abord un organisateur, un homme de procédures qui a su maîtriser au départ de sa vie professionnelle tous les domaines comptables. Il remettra en ordre nos circuits, instaurera un contrôle de gestion (maison mère et filiales).

Si votre personnalité s'accorde avec le dynamisme et la créativité de notre Entreprise, merci d'adresser votre candidature, sous référence 31509 M. à Madame Claude FAVEREAU.



13 bis, rue Henri Monnier 75009 PARIS

GENIEUR CONFIRME

PONTS - TP

GERER, RENTABILISER, DEVELOPPER...

Telle est la mission principale que vous propose aujourd'hui notre grand groupe industriel français pour différents centres de profit.

Dans ce cadre, nous vous offrons d'exercer des fonctions variées :
- Analyser la rentabilité des sociétés du secteur BTP et étudier la possibilité d'y prendre des participations.
- Mener à bien des négociations de rachat.
- Développer des activités nouvelles.

Pour réussir ce challenge, il vous faudra justifier d'une expérience du secteur BTP ou connexe, notamment dans le domaine des agrégats.

A 35 ans environ, si vous souhaitez valoriser cette expérience renforcée par de solides qualités de gestionnaire alliées à un sens aigu des affaires, rencontrons-nous rapidement.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V., photo (exigée) et prétentions, sous réf. 3950/LM, à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens 75002 Paris
qui transmettra

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ ÉVOLUANT DANS UN
SECTEUR DE POINTE
RECHERCHE POUR L'UNE DE SES DIRECTIONS UN :

Responsable des relations avec les pouvoirs publics

homme ou femme

MISSIONS : Rattaché(e) au Directeur, il est chargé de promouvoir la société auprès des pouvoirs publics et d'assurer les relations avec ceux-ci.
Il conçoit et met en place une politique de communication avec les pouvoirs publics, politique qu'il anime au sein de la Direction et coordonne au sein de la société. Il assure des missions ponctuelles à la demande du Directeur.

PROFIL : 30-35 ans, de formation supérieure (ENA, IEP...) ce poste conviendrait à un professionnel des relations extérieures ayant une solide expérience du milieu informatique et de l'Administration, ou à un Responsable commercial senior ayant assuré la diffusion de produits informatiques dans le secteur public.
Le poste offre des perspectives de carrière très intéressantes au sein d'un groupe à vocation internationale. Poste en région parisienne.

Merci d'adresser sous réf. AM38 : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à notre conseil :
STANDARDATA - 128 Bd Haussmann
75008 Paris.

STANDARDATA

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



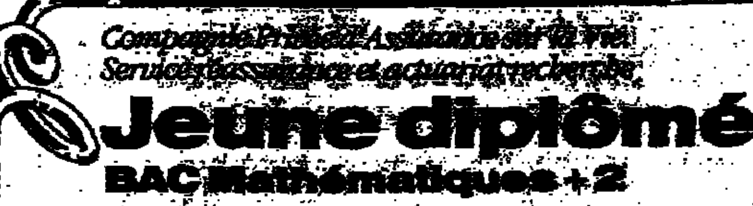
IPPSO

Formateur consultant

Psychosociologue niveau Doctorat de culture française ou franco-américaine (USA)

CEGOS IPPSO Institut pour le Perfectionnement Psycho-sociologique des Organisations, crée un nouveau poste de formateur-consultant. Il concevra et réalisera des actions de formation inter et intra-entreprises dans les domaines des nouvelles méthodes de management et de responsabilités sociales des Cadres. Les moyens mis à sa disposition l'ambiance de travail offrent des conditions optimales de développement et d'efficacité au formateur-consultant créatif, ayant l'expérience de l'entreprise, de la formation et du conseil, motivé pour intégrer notre équipe. Merci d'adresser votre candidature, *CV + lettre manuscrite s/réf. 23733/M à Jacques TEBOUL, CEGOS IPPSO - Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.*

Publival



pour participer à la gestion administrative et technique de son service Réassurance et Actuariat. Larges possibilités d'évolution pour élément dynamique qui saura faire ses preuves.

Adressez CV, lettre manuscrite et prétentions, photo à Media System sous Réf. 8570, 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris.

Responsable haut niveau

DE L'UNE DE NOS SOCIETES

Important groupe industriel français, nos activités se situent dans un domaine lié au BTP.

Aujourd'hui, l'une des sociétés de notre Groupe recherche son Responsable.

A 40 ans environ, votre formation d'ingénieur, vos capacités de gestionnaire et votre sens commercial font de vous un véritable patron de PME.

Si vous souhaitez valoriser votre expérience en relevant un challenge difficile mais passionnant,

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo (**exigée**) et prétentions, sous la référence 3949/LM, à



Communiqué

Secrétaire de rédaction

HEBDOMADAIRE d'audience nationale, nous recherchons un(e) secrétaire de rédaction.

Ce poste conviendrait à un(e) candidat(e) diplômé(e) d'une école de journalisme ou d'un diplôme d'études supérieures + CFJ, et disposant d'une première expérience professionnelle.

Une solide culture générale, le sens de l'illustration (photos, graphiques, pictogrammes...) et de la mise en page, de l'initiative et un goût réel pour l'actualité économique sont nécessaires.

Une connaissance du travail sur console (système CERCI) est souhaitée.

Adresser candidature avec CV et prétentions en toute discrétion sous référence 9001 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

Valorisez votre expérience en statistiques médicales.

Société de recherche pharmaceutique du groupe Synthélabo, nous recrutons pour notre Département de Recherche Clinique un

CHARGE DE RECHERCHE EN STATISTIQUES MEDICALES

Vous avez complété votre diplôme d'études supérieures par une expérience dans les problèmes relatifs à la statistique médicale.
De plus, vous avez des connaissances dans la méthodologie des essais cliniques.
Intégré à l'équipe statistique du groupe de Biométrie du Département de Recherche Clinique comprenant une dizaine de statisticiens, vos principales missions seront :

- le traitement des données recueillies au cours des essais thérapeutiques menés aussi bien en France qu'à l'étranger.
- la rédaction de la partie statistique des rapports concernant ces essais.

Familiarisé avec les mini-ordinateurs, vous utiliserez de façon intensive les moyens informatiques importants mis à votre disposition.
Homme ou femme de contact et de dialogue, vous entretiendrez des relations permanentes avec l'équipe informatique du groupe Biométrie et les différents groupes de médecins cliniciens.

Le poste est basé à Paris.
Avantages sociaux, horaires mobiles, restaurant d'entreprises.

Adresser CV et photo, à Média-System (réf. 5121), 2 rue de la Tour-des-Dames 75009 Paris, qui transmettra.

L.E.R.S

LABORATOIRES D'ETUDES ET DE RECHERCHES. SYNTHELABO.



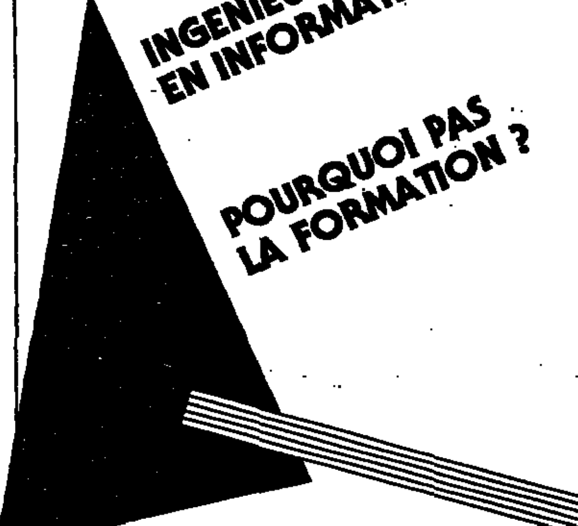
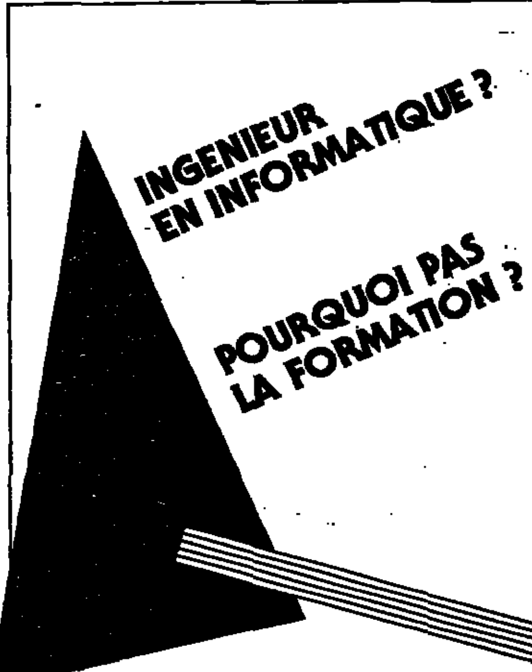
(3000 personnes, C.A. 3,4 milliards de F.). Importante société française filiale d'un groupe international spécialisée dans la production et la distribution de produits de grande consommation (AXION 2, ULTRA-BRITE, DONGE, SOUPLINE, AJAX, CALINES, TENDRESSE, CADUM, GAMA...) recherche, pour son Siège Social situé à Courbevoie-La Défense, un(e)

Juriste d'entreprise

Au sein d'une équipe de trois juristes, sous la responsabilité du Directeur Général des Services Juridiques et des Relations Extérieures, il aura pour mission de conseiller la Direction et l'ensemble des services du groupe français.

Possédant un diplôme en droit : DESS, DJCE ou DOCTORAT, le candidat a une première expérience en entreprise ou en cabinet juridique, il maîtrise parfaitement la langue anglaise et possède un bon esprit d'analyse et le goût des contacts.

Si cette opportunité vous intéresse, adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.), sous réf. LM 27/1, à Colgate-Palmolive, Sce Central de l'Emploi et des Carrières -55 bd de la Mission Marchand 92401 Courbevoie Cédex.

Notre secteur : la mini et micro. Un secteur où nous excellons et qui nous vaut une place de leader. Conscients que la formation de nos collaborateurs va dans le sens de l'expansion de notre entreprise, nous voulons en confier la responsabilité à un Ingénieur Informaticien. Il peut être débutant, l'essentiel étant qu'il manifeste de réelles qualités de pédagogue. Et c'est précisément pour l'utilisation de nos outils bureautiques qu'il exercera ses talents.

A terme, de réelles possibilités d'évolution vers d'autres secteurs d'activités lui seront proposées.

Adressez CV, photo et prétentions sous référence 4947 M à DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.

DESSEIN



Bankers Trust Company

Département Trésorerie et Change

Vendre des obligations, des billets de trésorerie...

Diplômé d'une grande Ecole de Commerce. • Vous avez acquis une première expérience des marchés financiers et démontré de réelles qualités de **vendeur**. • Vous maîtrisez parfaitement l'Anglais.

Après quelques mois de formation à Londres, vous aurez à faire vos preuves à Paris dans la vente de produits financiers français et internationaux, auprès d'une clientèle d'investisseurs institutionnels.

Votre progression sera liée à votre niveau de performance.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle, sous référence MCC à : Bankers Trust Company, Direction du Personnel, 12-14 Rond Point des Champs-Elysées, 75386 Paris Cedex 08.

CADRE de FORMATION PROFESSIONNELLE

Salaires :

150 000 à 175 000 francs/an

Le Centre Yves BODIGUEL

Recrute

SON RESPONSABLE DE FORMATION

en maintenance micros et mini-systèmes informatiques.

Le niveau D.U.T., 5 ans d'expérience professionnelle dans une ou plusieurs entreprises.

Lieu de travail MEUDON-LA-FORET.

Le travail consiste à participer en équipe à la formation professionnelle d'adultes dans les métiers de la maintenance soit en formation continue, soit en stage agréé d'un an.

La compétence technique et des aptitudes à l'enseignement seront appréciées par un essai professionnel, des tests et les entretiens.

Ecrire avec C.V. et Photo à FGMM/CFDT, 5, rue Mayran - 75009 PARIS qui transmettra

PLURIAL

Optyl

Filiale française du leader mondial de la lunetterie (**Christian Dior, Dunhill, Playboy, Porsche, Carrera...**). Croissance et modernisation nous ont conduit à faire largement appel à l'informatique (2 IBM 34, bientôt 36, 15 terminaux) et à la bureautique

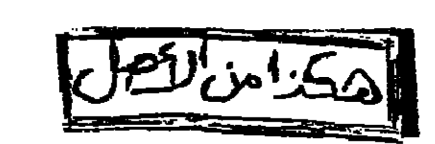
ORGANISATEUR - ANALYSTE

En coopération avec une petite équipe performante vous organisez les **systèmes d'information** de la société, établissez les **cahiers des charges** avec les utilisateurs, réalisez des **analyses fonctionnelles**. Vous participez à l'analyse organique, la programmation et l'exploitation pour concrétiser vos opérations.

ESCAE, maîtrise ou minimum bac + 4, vous avez ou souhaitez acquérir une **expérience polyvalente** en organisation, gestion et informatique. Vous avez la pratique d'un langage de programmation. L'anglais ou l'allemand seront appréciés. La connaissance du traitement de texte est souhaitable.

Goût des contacts, capacité de rédaction et de synthèse, écoute et compréhension des utilisateurs, souplesse et esprit d'équipe vous permettront d'assurer **des responsabilités motivantes.**

Adresser lettre, CV, rémunér., s/réf. 106 au Directeur Administratif et Financier d'OPTYL 3, Rue Chanzy 75011 PARIS.



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

INTER SPORT La Hutte

1ère Centrale d'Achats dans le secteur Sports Loisirs recherche dans le cadre de son expansion pour son siège situé en Banlieue Sud de Paris

Un Jeune Assistant au Directeur Financier

Conseil auprès de nos adhérents dans les domaines de la gestion, de la finance et du juridique (Droit des Affaires, des Sociétés, Commercial et Social).

Ce poste dynamique et polyvalent conviendrait à jeune diplômé d'Ecole de gestion, Maîtrise de gestion ou Sciences Po + connaissances juridiques indispensables.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous référence LM 2701 à notre Conseil Maryvonne LABEILLE

Cabinet Panissod-Suhner
109, rue de Turenne 75003 Paris

Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris

recherche

JURISTE
DEA ou DOCTORAT

- Ayant une formation en droit public et droit des affaires
- Pour réaliser des études en droit de la concurrence et de la consommation et conseiller les entreprises.

Première expérience (en entreprise) souhaitée.

Envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à CCIP Direction du Personnel et des Relations Sociales 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.

DIACTION
CONSEIL

Agence-conseil en développement recherche dans le cadre de son expansion :

UN FORMATEUR/CONSULTANT FUTUR DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT FORMATION

Vous êtes âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure universitaire ou grandes écoles.

Vous avez une expérience acquise dans un cabinet ou en entreprise, vous avez une bonne connaissance de la fonction commerciale et marketing et vous avez l'aptitude d'animer des séminaires ayant trait à ces fonctions.

Vous serez sous l'autorité du directeur de division, vous aurez à terme la responsabilité du développement de cette activité.

Envoyez lettre + CV à :
Marc SMIA
DIACTION - 3, rue Vernier
75017 PARIS



CONTROLE CONSTRUCTION

L'APPAVE est un important organisme de vérifications techniques de sécurité.

L'ensemble des compétences acquises et le potentiel technique qu'elle représente lui confèrent une notoriété liée directement aux hommes qui la composent.

Pour notre service CTC en développement, nous recherchons un

INGENIEUR HF
ETP, AM, INSA, ...

Sa mission consiste à :
- vérifier des plans et des calculs de structures,
- participer à la prospection commerciale (administrations, mairies, ...),
- assurer les visites de chantiers.

Une expérience de 4 à 5 ans est indispensable et le diplôme CHEPBAF très apprécié.

Merci d'adresser votre c.v. détaillé, photo et prét. sous réf. 86.08 à APPAVE - Service Recrutement 17, rue Salneuve - 75854 PARIS Cedex 17.



IMPORTANT GROUPE DE SERVICES

recherche

SPÉCIALISTE EN DROIT DES SOCIÉTÉS

Pour son service de gestion des filiales (140 sociétés)

DOMAINE D'ACTIVITÉ

Constitution de sociétés, secrétariat juridique des conseils d'administration et des assemblées générales, publicités légales, services titres, restructurations, etc...

Le candidat retenu sera appelé à court terme à prendre la responsabilité du service.

Il sera âgé d'au minimum 30 ans et disposera d'une expérience acquise en secteur bancaire ou au sein d'un service similaire d'un groupe de sociétés.

Lieu de travail : banlieue sud de Paris.

Ecrire avec photo, C.V. et prétentions à CREORD 26, rue de Gramont — 75002 PARIS.

NOUS SOMMES UN IMPORTANT CABINET DE GROUPE NOUS RECHERCHONS DES

fiscalistes confirmés

Expérience minimum 3 ans (et plus, souhaitée) :
— soit dans l'Administration fiscale,
— soit dans un Cabinet de Conseil fiscal,
— soit dans le service fiscal d'une grande entreprise.

Situation comportant larges responsabilités et autonomie.
Rémunération motivante.

Envoyer C.V. manuscrit avec prétentions + photo sous référence 3045 à

INTER P.A. - BP 508 - 75068 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Dans le cadre de son expansion

Banque privée

recrute pour
ANNECY - GRENOBLE - MONTPELLIER

DE JEUNES AGENTS COMMERCIAUX

chargés de gérer et de développer UNE CLIENTÈLE DE PARTICULIERS

Des perspectives réelles d'évolution en fonction des résultats concrets.

Une expérience dans la banque ou dans la vente de produits financiers sera un atout certain.
La formation de base exigée sera au minimum Bac + 2

Adresser C.V., photo, lettre manuscrite à :
LE MONDE PUBLICITÉ
sous le nº 314.686 M, 5, rue de Monttessuy
75007 Paris, qui transmettra.

Cabinet de Conseil en Organisation

Formation **INGENIEUR** indispensable (Grandes Ecoles, débutants ou confirmés)

Nous sommes ambitieux, optimistes...
Peut-être que vous aussi ?
Nous pouvons vous confier des projets importants en tant qu'**INGENIEUR en ORGANISATION.**

2 postes à pourvoir rapidement :
— PARIS
— LYON, avec une responsabilité d'agence.

Vous pouvez accéder aux résultats financiers de l'entreprise.

Envoyer CV, photo, prétentions à :
OBJECTIFS CONSEIL
160, rue de Bagnolet - 75020 PARIS

Groupe de sociétés d'assurances IARD
(quartier Saint-Lazare)

RECHERCHE

RESPONSABLE HAUT NIVEAU (H/F)

SINISTRES TOUTES BRANCHES

Sous l'autorité du Directeur juridique du groupe, il sera chargé, en liaison avec les directions concernées, de coordonner, d'animer et de contrôler l'activité sinistres.

Interlocuteur du secteur informatique, il participera activement à la recherche et à la mise en place de nouvelles méthodes administratives.

QUALITÉS REQUISES :

disponibilité, rigueur, dynamisme.

Les candidats, titulaires d'un diplôme juridique de 3e cycle, devront justifier d'une pratique d'environ 10 ans en règlement de sinistres (convention et hors convention), dont 5 ans d'encadrement effectif d'un service.

Adresser candidature avec c.v. manuscrit, photo et rémunération actuelle au MONDE PUBLICITÉ sous nº 314 681 M, 5, rue de Monttessuy, 75007 PARIS qui tr.

CENTRE NATIONAL DES CAISSES D'EPARGNE ET DE PREVOYANCE

Chef de Réseau de 450 Caisses d'Epargne et 21 sociétés régionales de financement.
La Direction Financière recrute

Cadre financier et comptable

Au sein d'une équipe animée par un expert-comptable, il sera chargé de définir et de faire appliquer la règlementation comptable du réseau et d'organiser les procédures et circuits financiers internes et de proposer de nouvelles méthodes de gestion.

La fonction s'adresse à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ESC + DECS, ou ayant le niveau du certificat supérieur de révision comptable), pouvant justifier d'une expérience de trois ou quatre ans des problèmes financiers et comptables, soit dans un cabinet d'expertise comptable, soit à la direction financière d'une banque. La connaissance de la règlementation bancaire serait appréciée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prét.) au CENCEP (sous réf. M 27) - 5, rue Masseran - 75007 PARIS

FABRICANT POMPES SPECIALES INDUSTRIELLES recherche pour son service **EXPORTATION** en développement

TECHNICO - COMMERCIAL

- Niveau technique BTS Mécanique-Hydraulique bilingue anglais, notions d'allemand appréciées
- pour correspondance commerciale, devis, suivi des affaires, rédaction de notices, connaissance de l'administration des ventes.
- poste sédentaire basé à PARIS.
- disponible rapidement.

Envoyer candidature manuscrite avec CV et références, sous nº 0116, à HYPERBOLE, 86, rue de Richelieu 75002 Paris.

AVIS

Le département de la Seine Saint-Denis
recrute
par voie de détachement
un fonctionnaire
de catégorie A qui aura en charge :
- la préparation du budget, l'établissement du compte administratif ;
- la gestion de la dette départementale ;
- la réalisation des études financières.

Les candidatures sont à adresser à :
M. le Directeur général des services départementaux
Hôtel du Département
124, rue Carnot, 93009 BOBIGNY CEDEX.

Recherchons

ANIMATEURS

Expér. dynamique de groupes, haut niveau en philosophie et bonne pratique du piano exigés. Envoyer C.V. avec photo sous nº 314.606 M, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Magazine féminin recherche

DIRECTEUR(TRICE) ARTISTIQUE

sachant :
- concevoir des images ;
- diriger des prises de vue ;
- prendre en charge la maquette ;
- s'occuper du suivi technique de la compo et de la photogravure.

Expérience sérieuse de la presse indispensable
Tél. à Michèle FOREST au 47-70-55-50.

CORA S.A.R.L.

CONSEIL ET INGÉNIERIE EN C.A.O. ET INTELLIGENCE ARTIFICIELLE recherche

INGÉNIEUR (H. ou F.)

Ayant si possible 2 ans d'expérience en C.A.O.

Pour conseiller nos clients et participer avec notre équipe de haut niveau au développement de logiciels en intelligence artificielle

Ecr. à CORA S.A.R.L. 22, rue Caumartin, 75009 Paris.

SOCIÉTÉ D'ENTREPRISE COMPTABLE Paris-8e recrute

CHEFS DE GROUPE

7 ans expér. min. Cabinet CS ou équivalent

RESPONSABLE DE MISSION

5 ans expér. min. Cabinet DECS ou équivalent

ASSISTANTS CONFIRMÉS

3 ans expér. min. Cabinet DECS ou équivalent

Env. lettre, C.V. et prét. à Petitsau Scacchi et Associés 31, rue du Colisée, Paris-8e.

URGENT

rech. MAQUETTISTE à mi-temps pour mise en page magazine concept. graphique et exécution Expérience souhaitée Envoyer C.V. avec photo et prétentions à Société d'éditions REGIREX FRANCE 62, rue Ampère, 75017 PARIS.

Agent important pour réservation d'hôtels dans le monde entier recherche

gérant(e) expérimenté(e)

pour établir et diriger nouveau bureau à Paris. Parfaitement bilingue franco-anglais. Traitement élevé plus prime. Envoyer c.v. détaillé à : The Chairman Hotel Bookings International Kingsgate House, Kingsgate Place London NW6 4HG, R.U.

Le département du Val-de-Marne recrute par voie de concours sur épreuves pour le service des espaces verts départementaux

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE du cadre départemental

DATE DU CONCOURS : les 18, 19, 20, et 21-3-86.

DATE DE CLOTURE DES INSCRIPTIONS : le vendredi 21 février 1986, délai de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

CONDITIONS :
— Etre âgé de 18 ans au moins et de 45 ans au plus au 1er janvier de l'année du concours (sauf dérogations exceptionnelles prévues par dispositions particulières en vigueur);
— Etre de nationalité franç.

TRAITEMENT NET MENS. AFFÉRENT AU 1er ÉCHELON : 7 103,13 F + prime de technicité.

Pour tous renseignements s'adresser à : hôt. du dép. du V.-de-Marne : Dir. du person. départemental ; Bur. du rec., bur. 403, 4e ét. : Avenue du Général-de-Gaulle, 94000 CRÉTEIL. 48-99-94-99, p. 24-03, 24-82.

Sté négoce, produits de laboratoire et appareillage scientifique recherche JH ou JF formation scientifique pour service technico-ccial. Ecrire sous nº M. 2458 BLEU, 17, rue Lebel, 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

RECHERCHE

CHEF DE COMPTABILITÉ

Quartier OPERA à PARIS. 45/50 ans. Libre de suite. Chef de comptabilité pour organismes de prévoyance et de retraite. Sens du travail en équipe avec la Direction ; de l'organisation, du contrôle et de la direction humaine d'une équipe d'exécution des tâches nécessaires. Connaissances en informatique appréciées

Ecrire avec C.V. à H. HEUSSE, 4, av. Marceau, 75008 PARIS (Tél. 47-23-54-10) qui prendra rendez-vous s'il y a lieu.

Recherche

ASSISTANTE-RESPONSABLE

Magasin galerie, créations contemporaines Paris 6e. Départ. liturgique, angl. nécessaire. Notions secrétariat

Adr. lettre manus., C.V., photo, prétentions sous nº 314.825 M. LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris 7e.

LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

pour mieux vivre

recherche

RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT
200 000 +

Diplômé de l'enseignement supérieur, doté d'une énergie intense, d'un sens aigu des contacts et de la négociation, d'un goût affirmé pour l'immobilier et ayant une bonne connais. du marché parisien

Vous serez responsable de la négociation et du montage des affaires nouvelles (bureaux et habitation — neuf et rénovation) : étude approfondie du marché, relations avec les prescripteurs, négociations foncières, étude de faisabilité, recherche de partenaires, obtention des autorisations de construire, placement aux investisseurs institutionnels.

Votre rémunération motivante sera fonction de votre expérience et de votre performance et comprendra un intéressement

Env. CV + lettre manuscrite + prétentions à Mme Anny Gala, Les Nouveaux constructeurs Transactions, tour Maine-Montparnasse 33, avenue du Maine, 75755 Paris cedex 15

ORGANISME DE FORMATION recherche

CONSULTANTS FORMATEURS EXPÉRIMENTÉS

- Informatique, réf. 402
- Vente et négociation, réf. 403
- Management humain (haut niveau) réf. 405

Expérience de l'entreprise indispensable

Adresser C.V. et prétentions en précisant la réf. choisie à OBEA — Immeuble Montréal 3 à 5, rue du Javelot 75013 PARIS.

Société de Conseil en organisation et information recherche

INGÉNIEUR H./F.

Grandes écoles
3 à 5 ans d'expérience en organisation administrative.
Connaissance informatique et intéressé par les technologies nouvelles de l'information.
Connaissance de l'Anglais exigée.

Envoyer CV + prétentions à Bureau Marcel VAN DIJK 106 bis, rue de Rennes 75006 PARIS.

CONSEIL EN ORGANISATION recherche VACATAIRES en Gestion de Production ou Audit social ou Cercles de qualité. 3 à 5 ans d'expérience exigée et possibilité d'intégration si réussite.

Adresser lettre + C.V. à Média System, 2, rue de la Tour des Dames, 75009 Paris sous enveloppe portant la réf. 7122, qui transmettra.

---

la connexion
HENRI POUYET
PARIS

INGENIEUR B.E.

De la conception de nos produits, à la réalisation de votre carrière...

tout peut aller très vite, surtout, dans un secteur de pointe et une structure qui innove et se modernise sans hésitation... Avec nous, vous pouvez prévoir un important développement de carrière.

LEADER DANS LE DOMAINE DE LA CONNEXION DES TELECOMMUNICATIONS, nous comptons 400 personnes et sommes filiale d'un grand groupe français.

Concevoir nos matériels de RACCORDEMENT, de PROTECTION et FILTRAGE pour RESEAUX DE TERMINAUX, sera votre première mission. Avec vos quelques années d'expérience en transmission dans le domaine des réseaux téléphoniques, vos connaissances en raccordement de terminaux (protection et protocole seront appréciés), vous vous sentirez vite opérationnel. Vos fortes capacités à innover, votre sens de l'initiative dessineront votre avenir. Votre poste est basé à PARIS.

Si notre proposition vous intéresse, adressez C.V. et prétentions à :
Henri Pouyet - Service du Personnel - B.P. 63 - 44160 Pontchateau.

fiabilité sur toute la ligne

---

secrétaires — secrétaires

LE DIRECTEUR GENERAL D'UN GROUPE INDUSTRIEL MULTINATIONAL (Plus de 2.000 personnes en France) recherche sa

SECRETAIRE

Possédant une expérience professionnelle d'une dizaine d'années, acquise dans une entreprise industrielle de plus de 1.000 personnes, ayant pratiqué le secrétariat de Direction, cette collaboratrice de haut niveau sera parfaitement trilingue Anglais et Italien. Ayant une position de cadre, elle assurera un secrétariat complet, comportant notamment les liaisons avec les Directeurs du siège et des usines, les actionnaires, les interlocuteurs extérieurs et leurs secrétariats respectifs. Dynamique et disponible, attachant une grande importance à sa vie professionnelle, elle saura s'adapter à des situations variées.



Les candidates sont priées d'écrire (lettre manuscrite) avec C.V. et photo en mentionnant sur l'enveloppe le Nº 6802 à PARFRANCE ANNONCES - 4 rue Robert Estienne — 75008 PARIS — qui transmettra

---

SOCIÉTÉ CONSEIL EN IMMOBILIER D'ENTREPRISE, Paris-8e recherche

JEUNE FEMME
30 ANS MINIMUM

POUR prise en charge de l'activité de documentation et le suivi du marché des bureaux en assurant les rapports par téléphone avec les propriétaires et les confrères de la profession

TRAVAIL très commercial :
- 50 % contacts téléphoniques ;
- 50 % administratif et secrétariat.

IL FAUT :
- disposer d'une bonne mémoire et d'une bonne organisation ;
- niveau d'études supérieures souhaité ;
- esprit vif et rapidité dans l'action.

ADR. IMPÉRATIVEMENT C.V., prétentions et photo à : S.I.P. Publicité (sa réf. S.M.) 11, r. d'Uzès, 75002 Paris.

Organisme professionnel Porte Dauphine recherche

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

EXPÉRIMENTÉE

Adr. lettre manuscrite + C.V. + photo sa nº 3.846 Bleu, 17, rue Lebel 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

---

représentation offres

RECHERCHONS

Représentants multicartes introduits dans la distribution de fournitures industrielles, pour diffusion d'outillage de poinçonnage, grugeage, cisaillage pour charpente métallique

Pour tous renseignements SOCIÉTÉ SOFRAMO Téléphone : (1) 48-40-97-57.

formation professionnelle

CNAM
Conservatoire National des Arts et Métiers
Formation de Techniciens et d'Ingénieurs informaticiens du CNAM

On peut encore s'inscrire pour les unités de valeur dispensées en cours du soir à partir du 17 février 1986
- Algèbre Matricielle A.
- T.P. Informatique *appliquée au Calcul Scientifique* A.
- Informatique Générale A.
- Mathématiques pour informatique A.
- Structures et bases de données A.
- T.P. Recherche Opérationnelle B.

Lieux : La Défense, Courbevoie, Rueil, Nanterre, Les Mureaux. Droit d'inscription : 350 F par pers. Centre Ouest-Parisien associé au CNAM, 14, r. Mars-et-Roty, 92800 PUTEAUX. Tél. : 45-06-37-74.

Demandeurs d'emploi candidats à un poste

PRÉPARATION A L'ENTRETIEN DE SÉLECTION
- Formation « à la carte » : individuelle et personnalisée.
- Double analyse : technique de communication orale et psychologie ; à partir d'enregistrements magnétoscopés.
- C.V. et lettre d'accompagnement.

Pour tous renseignements : aux heures de bureau Blanchet-Medioni 43-58-31-61.

LANGUES VIVANTES ADELE

ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

COURS INTENSIFS
(1 A 4 SEMAINES)
9 H-13 H
SPÉCIAL INTENSIF HIVER 86
3-10 - 17 FÉVRIER
- ANGLAIS COURANT
- ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES »

1, rue de la Pépinière, 75008 Paris. Face gare Saint-Lazare. - Tél. : 45-22-51-18.

DEVENEZ CRÉATEUR D'ENTREPRISE

Stage de création d'entreprise agréé par le Conseil de Paris, pour cadres et assimilés, demandeurs d'emploi.

Du 3 mars au 25 juillet.

Renseignements : ISEF FORMATION

42-60-95-08

Inscriptions à l'ANPE avant le 24-2-86.

Réunion d'information : vendredi 31 janvier de 14 h à 17 h. 23, rue de la Sourdière, 75001 PARIS.

Stage rémunéré (Bourse du Conseil général de Paris)

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

en systèmes informatiques. Formation théorique et pratique (800 h. temps plein) pour demandeurs d'emploi H/F. diplômés enseignement supérieur (ou expér. équivalente) domiciliés à Paris.
INSCRIPTION IMMÉDIATE
GFN 14, avenue de l'Opéra, 75001 Paris. T : 42-96-12-58.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les *Français avec ou sans diplôme.* Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée FRANCE CARRIÈRES (C 16) BP 402-09 *PARIS CEDEX 09.*

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une docu*mentation (gratuite) sur la re*vue spécialisée MIGRATIONS (LM) BP 291-09 PARIS CEDEX 09.

DEMANDES D'EMPLOIS

CADRE EXPORT
43 ans (I.C.I. + E.A.P.)

- 15 ans expérience export. Europe, Extrême et Moyen-Orient, produits de grandes consommation dans sociétés d'importance nationales et multinationales.
- Parfaitement quadrilingue : anglais, allemand, néerlandais + conn. prat. arabe.
- Homme de terrain avec forte motivation marketing et profit.

RECHERCHE : poste direction export (agro-ali. ou produits grande consommation) dans P.M.E. ou poste à responsabilités, division internationale, grand groupe Paris/r.p.

Ecrire sous le nº 3 469
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS-7e.

PRESSE — COMMUNICATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE
Journaliste Économique et financier
Études supérieures, 15 ans d'expérience Finances, Bourse, Industrie. Rompu aux contacts haut niveau.
Grandes capacités rédactionnelles. Créatif et discret.
SPÉCIALISÉ EN COMMUNICATION
(Interne, externe, définition de stratégie, réalisation rapports annuels, journaux...)
Propose ses compétences à entreprises ou agences de communication. Missions acceptées. Étudie toutes propos.
Ecrire sous le numéro 6 831
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Monttessuy, PARIS 7e.

Ingénieur UTC génie biologique H. 26 ans, compétences biotechnologie, informatique, gestion de la qualité. *Libre rapid.* Ecr. sous le nº 6.854 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris 7e.

Jne ing. 26 ans techn. de l'eau. Formateur 2 a. Algérie. Ch. Empl. France-étranger. Tél. : 44-53-27-79.

JURISTE, h. 8 ans d'exp. réussie à *haut niveau en cabinet ch.* poste opérationnel, de préf. *dans les SERVICES* Ecrire sous numéro 314.838 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, r. de Monttessuy. 75007 Paris.

Diplômée études internat., 3e cycle, Ec. Diplomatique Madrid Franç.-Espagnol parfaits, ch. emploi. (1) 60-68-20-94.

Diplômée études internationales, 3e cycle Ecr. Diplomatique, Madrid. Franç., espagnol, parfaits cherche emploi Téléphone : (1) 60-68-20-94.

FISCALISTE CONFIRMÉ
Grande entreprise, rech. collaboration dans cabinet. Ecrire sous nº 314.840 M LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue Monttessuy, Paris 7e

AGRÉGÉE DE LETTRES
sachant lire et écrire cherche à exercer. Tél. : 42-82-22-29.

38 ans architecte cherche emploi sur projet immobilier entreprise. 47-70-24-38.

J.F. 24 ans ch. emploi de bureau, classement, temps part. à Montparnasse. 30-59-84-10.

travail à domicile

Artisane effectue tous travx de traitement de texte et dactylographie. Tél. 34-61-14-22.

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

JARDIN DES PLANTES Beau 3 pces 78 m², 5e ét. asc. VUE CALME, BALCON VERDURE — 47-83-94-49.

6e arrdt

RUE GUENEGAUD. Imm. XVIIe séjour + chbre, cuisine, bains hauteur sous plafond, 3,40 m + chbre serv. 1.100.000 F. CARACTÈRE. 45-67-66-18.

7e arrdt

CHAMP-DE-MARS
Imm. pierre de t. 5 P. IMPECCABLE, tt cft + chbre serv. 1er ét. 2.500.000 F *Possib. profession libérale* Sur place mardi 15 h à 18 h 29, AVENUE DE SUFFREN.

INVALIDES, 260 m²
Et. élevé, asc. 47-03-32-44.

VANEAU : SÉJ. + CHAMBRE cuis., bains, parfait état GARBI - 45-67-22-88.

9e arrdt

LUXUEUX 6 P., 3 s. de bains 185 m², chbre de serv. Park. poss. 1 700 000 F. 48-78-97-52.

11e arrdt

BD MÉNILMONTANT, ds imm. rénové, BEAU DUPLEX 100 m², rez-de-chaussée, cour *800.000 F. 45-05-13-50.*

18e arrdt

2 P. CFT. 249.000 F.
Refait neuf, imm. pierre de t. Bon XVIIIe Immo Marcadet. 42-52-01-82.

19e arrdt

HAUT DES BUTTES *Mº Botzaris, 4/5 pièces* 100 m², résidence standing park., 3e étage. 900.000 F. *Mº Télégraphe, 5 pièces* 115 m² + 25 m² loggias, très *récent, plein sud, chf. mixte,* parking. Prix : 1.200.000 F A.B.C. Tél. 42-08-08-14.

94 Val-de-Marne

Bon Vincennes. Construction *prêts conventionnés, dans* petit imm. de standing, livrable 1er trimestre 87, à vendre grandes surfaces brute de décoffrage à aménager, 8.000 F *m² ou appts équipés* du 2 au 6 P. 10.000 F m². Téléphoner à A.P.P.E.L. 75 au 42-60-22-30.

Province

Cannes vue panoramique mer et Esterel, except. 6 pces standing 192 m² + terrasses nord-sud, 4 chbres, 3 bains impec. + 2 garages. Libre juin 1986, rare — 2 500 000 F *Mich. Berge — 93-99-62-52 N.W.*

appartements achats

JEAN FEUILLADE 54, av. de La Motte-Picquet. Paris-15e. Tél. 45-66-00-75. *Recherche pour clients sé*rieux appts à partir de 100 m² dans 15e et 7e ardts.

ORPI
1re force de vente à PARIS recherche tous appartements RÉALISATION RAPIDE
ORPI - 45-77-46-10.

Recherche 1 à 3 P. PARIS *préfère RIVE GAUCHE* avec ou sans travaux PAIE COMPTANT chez notaire 48-73-20-67, même le soir.

PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE
un *logement* avec ou sans cft Adressez-vous à un spécialiste Immo Marcadet. 42-52-01-82.

immobilier information

Informations sur différents logts à louer, du studio au 6 P., de 2.000 F à 10.000 F *également échanges possibles. Nous ne sommes ni agence ni* marchand de listes, mais une Association sans but lucratif Ecr. A.P.P.E.L. 75. 7, r. Ste-Anne 75001 Paris. Réponse assurée *à tout courrier sérieux.*

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL *rech. pour sa direction beaux appts de standing. 4 pièces* et plus. Tél. : 45-26-18-95.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine 75008 PARIS recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de Stés Multinationales.
TÉL. 45-62-78-99.

Pour cause mutation, Personnel et Cadres supérieurs GDE BANQUE FRANÇAISE rech. à *louer* appts ttes catégories, studios, villas, Paris, proche banlieue. 45-04-04-45.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. *(1) 48-89-89-66, 42-83-57-02.*

bureaux

Locations

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
43-55-17-50

BUREAU D'AFFAIRES ou Domiciliation avec service BUSINESS BURO Téléphone : (1) 43-46-00-55.

SIÈGE SOCIAL
Secrétariat + bureaux neufs Démarche R.C. et R.M. SODEC SERVICE Champs-Elysées : 47-23-55-47 Nation : 43-41-81-81.

ÉTOILE - GEORGE-V
Loue directement 1 bureau ou + ds imm. stand. 45-63-17-27.

VOTRE SIÈGE A PARIS-17e *Domiciliation RM - RC - SARL constitution sté 47-63-47-14.*

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS TRÈS HAUT NIVEAU SALLES DE RÉUNIONS DOMICILIATIONS SECRÉTARIAT-TÉLEX T4. (1) 47-27-15-58.

DOMICILIATION 8e, 2e
Secrétariat, tél., télex. Location bureaux. Toutes démarches pour constitution de société.
ACTE - 43-59-77-55

fonds de commerce

Ventes

A SAISIR
Cause familiale, école privée secondaire en expansion Beaux locaux, proche gares année scolaire, stages vacances. Ecrire sous le nº 314.789 M. LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Hôtel restaurant : 15 chbres, 2 *, dans parc 1 ha et cité mé*diévale, superbe affaire de ca*ractère. C.A. 2.800.000 F. Cède sous valeur, cause urgence. 1.500.000 F. Possibilité vente murs. Agial/Thiriot. *Téléphone : 63-54-17-57.*

Le Monde

ECONOMIE

Le malaise des éleveurs

LES prix sur le marché de la viande dégringolent nettement au-dessous des prix officiels (prix d'orientation et prix d'intervention) fixés chaque année par les ministres de l'agriculture de la Communauté européenne, ce qui témoigne de l'inefficacité du régime de soutien mis en œuvre en vertu de la réglementation communautaire. Des stocks publics considérables – ils atteignent aujourd'hui 730 000 tonnes – résultent des achats d'intervention opérés pour tenter de raffermir les cours, mais avec un effet tout à fait insuffisant. Le coût du soutien (frais de stockage, subventions à l'exportation des excédents) dépassait 2,5 milliards d'ECU en 1985, soit 17 milliards de francs.

Autant d'indices d'un marché en crise, d'une réglementation européenne qui ne joue pas son rôle et qu'il convient par conséquent d'aménager. Personne ne le conteste, car la situation actuelle est déplorable tant pour les exploitations, qui voient leurs revenus baisser, que pour les gouvernements membres, qui sont contraints de payer une ardoise de plus en plus élevée.

Tel est le résultat d'une offre qui dépasse la demande. Mais cette surproduction a été considérablement aggravée depuis un an et demi par l'abattage massif de vaches après la décision prise par les Dix, le 31 mars 1984, de contingenter la production laitière.

La Commission s'apprête à soumettre aux Douze, en même temps que ses propositions annuelles de prix, un plan de réforme de la réglementation applicable à la viande bovine. Mais, pour favoriser la concertation avec les administrations et les organisations professionnelles, elle en a déjà rendu publiques les grandes lignes.

Réduire les achats d'intervention

L'idée maîtresse est d'enlever à l'intervention le rôle central qu'elle occupe aujourd'hui parmi les mécanismes de régulation. Pourquoi garder l'intervention puisque, telle qu'elle fonctionne, elle ne remplit pas sa mission, qui est de soutenir les prix, et qu'elle concourt, en revanche, au développement des excédents, et donc des dépenses nécessaires pour stocker et exporter, explique en substance M. Frans Andriessen, le commissaire chargé des affaires agricoles.

En deux ans, les achats d'intervention se seraient progressivement réduits pour ne plus devenir qu'une mesure exceptionnelle utilisée en cas de fluctuation brutale des prix. La Commission estime que le mécanisme est complètement dévié et que bon nombre d'éleveurs ne cherchent pas à commercialiser leur bétail, mais qu'ils produisent avec, d'entrée de jeu, l'intention de vendre à l'intervention. Elle lui reproche également de s'appliquer de manière aveugle tant aux producteurs spécialisés dans la viande qu'aux producteurs de lait qui font abattre leurs vaches devenues trop vieilles. Or, fait-elle valoir, les seconds n'ont pas besoin d'être soutenus, car la viande n'est pour eux qu'un sous-produit.

A la place de l'intervention, la Commission propose, pour soutenir le marché, d'accroître l'aide au stockage privé, et surtout d'octroyer des primes aux exploitants spécialisés dans la production de viande. Cette prime serait fixée à 20 ECU par tête (136 F) et serait octroyée pour les cinquante premiers bovins de l'exploitation. La prime à la vache allaitante, qui est déjà accordée dans le même but d'aider les producteurs spécialisés et qui est également de 20 ECU par tête, serait maintenue.

Les Français contestent

La majorité des pays membres, accablés par l'accroissement des dépenses et par les difficultés rencontrées pour brader sur le marché mondial les stocks existants, ont accueilli plutôt favorablement les idées de la Commission. Les Français, appuyés par les Irlandais, les contestent. Ils soulignent que le marché est actuellement désorganisé, en raison de l'abattage des vaches laitières, et que ce n'est peut-être par le meilleur moment pour décider une réforme en profondeur. A terme, font-ils valoir, l'abattage massif entrepris ne peut qu'accentuer, et de manière durable, la reprise des cours attendue pour le courant de l'année. Evidence biologique...

La crise actuelle, à leurs yeux, a un caractère exceptionnel et provisoire. Dans ces conditions, ils sont opposés à une quasi-élimination de l'intervention comme source de régulation des cours. Ils estiment que les formules de remplacement préconisées par Bruxelles ne permettront pas de soutenir au niveau des prix d'orientation, c'est-à-dire des prix considérés comme politiquement stables par les ministres, le revenu des agriculteurs.

Selon la France, le régime de primes combiné au renforcement de stockages privés contribuerait à perpétuer les graves difficultés rencontrées par les exploitants. Cela dit, Paris ne conteste par la nécessité d'aménager l'intervention en la rendant plus sélective. On doit constater qu'au moins à ce stade la démonstration française n'a guère trouvé d'écho.

Ph. L.

La passion des taurillons

800 francs de moins par bête entre 1983 et 1985, mais un métier chevillé au corps.

« *LE stéack de gauche augmente moins vite que celui de droite.* » Ce slogan malheureux, paru ces jours-ci dans la presse (*le Monde* du 15 janvier), ira droit au cœur des cent cinquante mille producteurs de viande bovine, dont la chute de revenu est telle depuis deux années que le gouvernement français a décidé, il y a peu, de leur attribuer une enveloppe de 350 millions de francs. Cette aide sera répartie à raison de 265 millions de francs pour l'ensemble des éleveurs spécialisés, 35 millions de francs pour les jeunes producteurs endettés et 50 millions de francs pour la modernisation de la filière.

Dans la Vienne, autour de Poitiers, on cherchera en vain les grands bœufs blancs tachés de roux de la chanson : le bœuf de trois ans est trop vieux. Les éleveurs ne peuvent plus se permettre de conserver ces coffres-forts à quatre pattes. Plus question de laisser dormir des dizaines de milliers de francs dans les champs. Aujourd'hui, l'argent est cher, les trésoreries sont exsangues, la monnaie doit tourner. Une seule solution, le taurillon...

Carthage : la ferme de M. et Mme Prioux a hérité ce nom d'un ancien camp romain, dit-on. A quarante-sept et quarante ans, ce sont de « jeunes » agriculteurs, puisqu'ils ont repris l'exploitation en 1976 seulement, après avoir été métayers. Mais ils produisent du taurillon depuis 1970. Leur voisin, M. Gaborit, qui, à La Chaboissière, travaille avec ses deux frères, a construit, en 1974, une cathédrale de parpaings : la nef est occupée par deux travées de cinquante vaches charolaises, rangées par tranche d'âge. Sur les bas-côtés dorment les veaux nouveau-nés.

Aujourd'hui, la génisse c'est un luxe

Le père de M. Gaborit faisait du taurillon, depuis 1965 déjà. Les plus jeunes éleveurs rencontrés dans le département se souviennent : il y avait bien, autrefois, deux ou trois bêtes hautes et lourdes sur la ferme, mais guère plus. L'adoption du taurillon, c'est déjà l'affaire d'une génération, « *parce que, les anciens, ils n'étaient pas plus bêtes que nous* ».

Le jeu consiste à faire grossir les veaux le plus possible dans le moins de temps possible. Pour obtenir un animal de 400 kilogrammes, on est passé de vingt à dix-huit mois, avec des techniques d'élevage de plus en plus sophistiquées. On en est arrivé à calculer le gain de poids par jour d'élevage. La norme économique, c'est 1 300 grammes par jour. Plus le temps d'élevage est réduit, moins l'animal coûte cher à nourrir ; plus vite il est vendu, moins longtemps le capital est immobilisé.

De ce point de vue, M. Prioux a un problème avec ses génisses de viande. Bon an mal an, bien que, paraît-il, on soit sur le point de pouvoir choisir le sexe des bovins, il y a autant de mâles que de femelles qui naissent sur l'exploitation. Les meilleures génisses sont conservées pour renouveler les vaches mères du troupeau ; les autres sont engraissées comme les taurillons, mais vendues à trente mois au lieu de dix-huit.

« *La marge,* explique-t-il, *est nulle, voire négative. A 27 F du kilogramme, on passerait, mais pas à 21 F ou 22 F. Il vaut mieux les vendre à huit mois comme broutards ou les échanger contre des mâles que j'engraisserai. Aujourd'hui, la génisse de viande, c'est un luxe. Le boucher de la commune a divisé ses achats par deux, pour cette qualité, entre 1983 et 1985. Pourtant la population a augmenté.* »

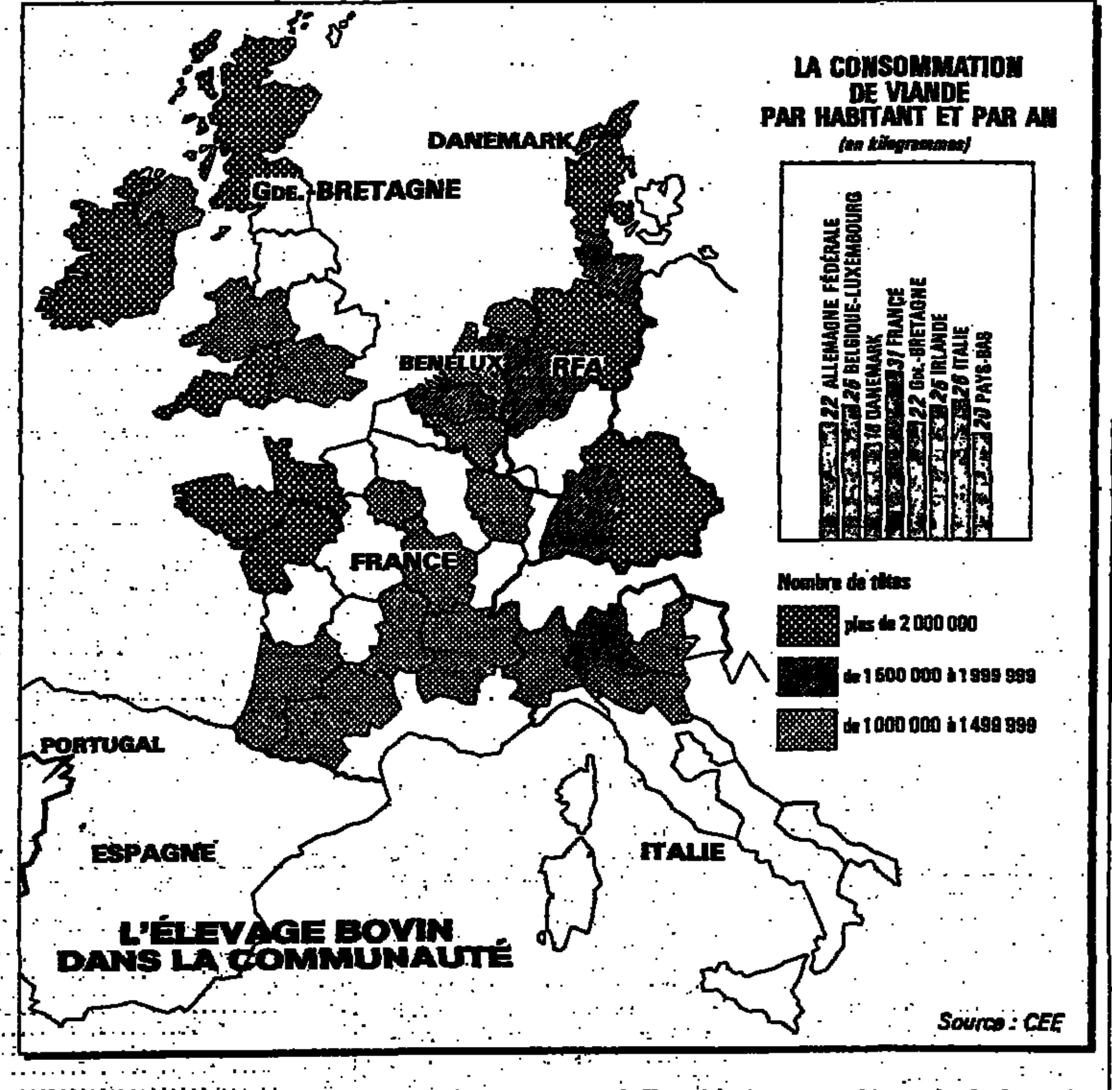
La qualité, c'est connu, ne paie pas. Mais de quelle qualité s'agit-il ? Membre du bureau de l'Unité de promotion de la race (les fameux Herd Book d'autrefois) maine-anjou, M. Guyot, trente-sept ans, éleveur à la Grange-des-Brandes, estime qu'aujourd'hui on ne peut « *gérer une race sans tenir compte de la demande de l'aval* ».

« *La grille de conformation* (1) *n'a plus d'intérêt. Les industriels recherchent une standardisation des muscles et l'élimination du gras. Depuis vingt ans, la sélection des maine-anjou a été différente de celle des charolais et des limousins. Nous avons opté pour des qualités d'élevage, quand les autres sélectionnaient sur la conformation, en fonction de la demande du marché italien, que nous jugeons artificielle.*

JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 40.)

(1) Les animaux sont classés selon une grille européenne baptisée EUROPA, chaque lettre de ce mot correspondant à une qualité, dans l'ordre décroissant.



Le troupeau bovin de la Communauté européenne est dispersé. Toutefois il se rassemble sur les herbages des régions du Nord-Ouest qui bordent la mer du Nord, la Manche ou l'océan Atlantique. Ce troupeau est également important dans les régions montagneuses d'Allemagne fédérale et de France. En revanche, l'élevage est faible dans les régions méditerranéennes, comme le Mezzogiorno et la Grèce, en raison de la longue sécheresse estivale.

En suivant le chevillard

A travers l'Europe une seule préoccupation : bien gérer le capital animal.

SOURCE de fierté et de succès : la BBB. Ce ne sont pas les initiales d'une nouvelle locomotive, mais, plus bucoliquement, celles d'une race à viande de haute qualité, la « blanc-bleu-beige », qui permet à la Wallonie de ne ressentir que de manière atténuée la crise qui frappe le marché. Car, au vu des statistiques nationales toutes races confondues – laitières, mixtes ou « viandeuses », comme on dit ici, – le malaise est bien réel.

Les prix du marché se situaient, fin 1985, à 76 % du prix d'orientation, dont 15 % au-dessous du prix d'intervention. Ces données chiffrées sont préoccupantes dans un pays qui, depuis une quinzaine d'années, réoriente peu à peu son cheptel du lait vers la viande.

Les vaches allaitantes, c'est-à-dire celles qui nourrissent leur veau en vue de la production de viande, n'existaient pas il y a vingt ans. On en recense aujourd'hui 170 000 sur un cheptel total de 1,1 million de têtes.

Tous sont frappés, mais de manière bien inégale ! Les cours de la vache laitière conduite à l'abattoir par l'exploitant – que la nouvelle réglementation communautaire contraint depuis le 1er avril 1984 à réduire ses livraisons – ont assurément dégringolé. Mais ceux des races à viande ont tenu.

L'alimentation objet de tous les soins

« *Je suis intégré dans un système de viande de qualité et, de ce fait, je ne subis pas la loi de l'offre et de la demande. La BBB se traite nettement au-dessus du prix d'intervention. Depuis dix-huit ans le chevillard revient ici tous les quinze jours. Seule manifestation de la crise, il ne m'achète actuellement que cinq ou six animaux à chacun de ses passages, au lieu de sept ou huit d'habitude à la même époque. Si cette situation persistait, j'achèterais moi-même moins d'animaux.* » M. Pierre Reymens n'est pas inquiet.

Son exploitation, à l'entrée d'Ophain-Bois-Seigneur-Isaac, un bourg du Brabant wallon, près de Bruxelles, s'étend sur 35 hectares, dont 21 cultivés en maïs, 7 en blé et 7 en betterave. M. Reymens est un engraisseur : il achète des bêtes qui pèsent autour de 150 kilos et les vend, huit à dix mois plus tard, lorsqu'elles ont atteint environ 550 kilos. Il se fournit en animaux maigres auprès d'« assembleurs » dans les Ardennes ou dans le Condroz, à des prix d'achat au kilo en baisse : 101 FB en 1983, 96 FB en 1984 (1).

C'est un gestionnaire attentif. L'alimentation est l'objet de tous ses soins. « *Les chaînes commerciales aiment avoir une viande standard ; pour 75 % la ration alimentaire, où le maïs tient la place principale, est produite à la ferme, ce qui est relativement rare. Mon kilo de matière sèche me revient ainsi à 7,5 FB, au lieu de 12 à 13 FB s'il me fallait, comme c'est le cas pour les ateliers hors sol, m'approvisionner dans le commerce. La différence me permet de rétablir l'équilibre par rapport à mes concurrents qui utilisent des hormones.* » Il met en relief comme difficulté dans son métier, au moins pour ceux qui débutent, l'augmentation des besoins en capital. Presque un problème de luxe !

Même cas rassurant chez M. Jean Gilot et son fils, dont la ferme – 90 hectares en prairie et culture – est située à l'autre bout du village : « *Je ne vois pas l'effet de la crise. En améliorant la qualité il y a toujours moyen de s'en sortir. La BBB est un peu votre charolaise.* » M. Gilot est nourrisseur et engraisseur. Il a produit du lait jusqu'en 1979.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 40.)

(1) 1 franc belge = 0,69 F.

Le malaise des éleveurs

En suivant le chevillard

(Suite de la page 39.)

« On trayait 60 à 70 vaches. Cela demandait de la main-d'œuvre. On s'est mis peu à peu à la viande. En 1982 j'avais 100 bêtes nourrissières ; mais cela impliquait trop de surveillance. Maintenant, j'ai 360 vaches allaitantes, j'élève au total 150 bêtes par an. Je les vends à un chevillard qui les écoule dans la région liégeoise. » Les « culards » de M. Gilot se vendent un bon prix : 135 FB le kilo vif, alors que le prix d'orientation est de 91 F. Cependant, selon lui, le revenu de la vache allaitante ne suffit pas ; il faut en plus les recettes du lait ou bien des cultures.

Son problème : comment passer progressivement la main à celui de ses quatre enfants qui va reprendre l'exploitation ? *« Pour tenir ce bétail-là, il faut être bien assis. Une vache vaut 100 000 FB. Je ne vois pas un jeune reprendre une telle exploitation. Le problème numéro un, c'est le capital. »*

A l'autre bout du Brabant wallon à Melin, autre village où la superbe pierre de Gobertange remplace l'habituelle brique du Nord, M. Jules Tiets qui exploite 50 hectares de culture et de prairie et dont la viande représente 40 % du chiffre d'affaires, constate un certain tassement du prix de ses taurillons, en moyenne 100 FB le kilo en 1985, au lieu de 107 en 1983.

Un Irlandais ambitieux

« On sent un malaise. L'augmentation des prix ne couvre plus l'inflation. Mais ce n'est assurément pas catastrophique. Ce qui m'inquiète, c'est la réduction supplémentaire des quotas laitiers, qu'on nous annonce et qui va provoquer à nouveau l'abattage des vaches exédentaires, ce qui pèsera sur les coûts. »

Le tableau est tout autre, sombre, très sombre, dans la verte Irlande. Les producteurs de viande avaient été épargnés en 1984. Le premier ministre, M. Garret Fitzgerald, avait obtenu à Bruxelles que le contingentement de la production laitière soit différé d'un an, ce qui avait retardé d'autant l'abattage des vaches excédentaires. En 1985, « ce fut la catastrophe : des pluies diluviennes — un record absolu depuis quatre-vingts ans — ont ravagé le pays, détruisant les récoltes de céréales et pourrissant l'herbe. L'Irlande, qui ne s'en remet pas, cherche désespérément du fourrage. Les prix se sont effondrés en août.

« C'est la première année où l'on a assisté à une augmentation des abattages de vaches à viande. Les gens n'avaient pas de quoi les nourrir et avaient besoin de trésorerie. Nos prix sont de très loin les plus bas de la Communauté, autour de 65 % du prix d'orientation. Les conditions climatiques sont venues aggraver cette année nos handicaps naturels, la faiblesse de la demande intérieure (85 % de la production doit être exportée), l'éloignement de nos marchés, la mauvaise structure des exploitations, l'insuffisance de la formation d'un grand nombre d'agriculteurs, l'insuffisance aussi des moyens financiers », nous raconte un jeune fermier de Wickloo-Hills, au sud-ouest de Dublin.

Un coin désolé où apparemment il est le seul agriculteur à avoir réussi. *« Sur mes huit voisins, il n'y en a plus que deux qui exploitent à plein temps. Les autres ont dû prendre de petits boulots »*. Il gère 180 hectares *« faits de montagne et de terres de mauvaise qualité »*. On peut en faire de la prairie, mais à condition de drainer, ce qui coûte cher. En 1974 il s'est lancé avec l'aide des pouvoirs publics et de l'argent communautaire dans un plan de développement ambitieux : augmentation de la production laitière et du troupeau de moutons.

« Nous avons atteint tous nos objectifs, sauf ceux concernant notre revenu. Sans le salaire de ma femme, qui est interprète, on ne s'en serait pas sorti. » Les taux d'intérêt sont trop élevés. La viande bovine représente 20 % de ses recettes. Dans la région, comme dans les autres zones pauvres du pays, les agriculteurs achètent des veaux qu'ils élèvent pendant un an ou un an et demi, jusqu'à 350-400 kilos, puis, incapables d'aller plus loin, les revendent à des *« finisseurs »*.

C'est ce qu'on appelle le *« store cattle »*, l'élevage du pauvre. Ceux qui en ont les moyens, les bâtiments, une exploitation d'une taille suffisante, — ils sont en minorité, — engraissent leurs vaches ou leurs taurillons jusqu'à maturité, environ 550 kilos.

Tel n'est pas le cas des éleveurs de la vallée de Shannon. Pour eux, une calamité supplémentaire, l'inondation qui se répète chaque année plus ou moins tôt. Comment pratiquer un élevage moderne avec six mois de crue, neuf mois en 1985. Avant chaque élection, les candidats promettent d'engager les travaux nécessaires pour régulariser le cours de la rivière, puis, les élections passées, oublient. Les éleveurs de la vallée réclament l'aide de la Communauté pour maîtriser leur rivière — c'est leur obsession, — mais aussi pour soutenir le marché.

« Sans la politique agricole commune, nous ne pouvons pas exister », nous dit l'un d'eux. C'est un couplet que récite l'Irlande tant atteinte. La production de viande bovine y avait été négligée depuis 1973, l'année de l'entrée dans le Marché commun : le lait, le mouton promettaient une hausse du revenu, et rapidement. Le contingentement de la production laitière a provoqué un regain d'intérêt pour la viande. Mais les Irlandais demandent à Bruxelles plus de crédits pour s'équiper, plus de primes, plus de subventions pour exporter.

L'Allemand informé

Nous voici à quinze kilomètres de Munich. *« Mes deux fils qui travaillent avec moi voudraient bien continuer l'exploitation, mais comme les choses se passent aujourd'hui, ça ne sera pas possible. Si les prix restent ce qu'ils sont, notre agriculture est condamnée. Les solutions ne peuvent être que politiques. »* M. Pöttinger philosophe avec mélancolie. L'homme est ouvert, curieux des choses, il connaît la PAC (politique agricole commune), ses règles et son évolution — une fois de plus un paysan dont l'information dépasse, et de loin, celle qu'on observe le plus souvent chez les chefs d'entreprise de l'industrie.

Son pouvoir d'achat est celui d'un prince comparé à celui des paysans prolétaires qui s'escriment sur les bords de la rivière Shannon. Cependant, depuis deux ans, son revenu s'écorne sérieusement, bien que — la fiche signalétique qu'il nous montre en témoigne — il gère une exploitation modèle. Sa recette provient pour 85 % de la viande. C'est un engraisseur. Il achète des veaux à 70-80 kilos et revend la plupart d'entre eux lorsqu'ils ont atteint 550 kilos.

Faute de place, et par besoin de trésorerie, une cinquantaine sont livrés à des finisseurs à 160-200 kilos. Il produit son propre maïs (17 hectares), son blé (8 hectares) et cultive 8 hectares de pommes de terre qui sont vendues à la brasserie. Il gère 18 hectares de forêt. Pour augmenter ses rentrées il a six chevaux en pension.

« Jusqu'en 1984 le gain sur un taurillon était de 500 marks (1 mark : 3 F). *Aujourd'hui il est de 200 marks. La recette a diminué de plus de la moitié. »* Cet écroulement des prix a, selon lui, une triple cause : l'abattage des vaches laitières ; la suppression depuis le 1er janvier des montants compensatoires monétaires (MCM) qui jouaient comme des subventions à l'exportation et permettaient d'écouler des quantités considérables ; les importations en provenance des pays tiers, et singulièrement de la RDA, qui pèsent sur les cours.

« Le problème des monnaies vertes et des MCM a tout fichu en l'air. Cette situation où l'on ne peut pas exporter va se perpétuer. » De fait, les perspectives offertes par l'exportation, surtout vers le marché italien où la demande est considérable, expliquent pour une large part le développement spectaculaire de la production de viande en Bavière depuis quinze ans. Les MCM rendaient les Allemands imbattables, leur suppression, ressentie comme une injustice imposée par les Français, rétablit des conditions de concurrence où la Bavière n'a pas que des atouts ; la taille modeste des exploitations (15 hectares en moyenne), le manque de place constituent un vrai handicap.

Quinze kilomètres plus loin, la ferme des Shultz, moins sophistiquée. C'est une exploitation mixte, dont le revenu provient pour deux tiers du lait et pour un tiers de la viande. Quinze hectares d'orge et de maïs, 12 hectares de prairies pour faire de l'herbe et du foin, 3 hectares de pommes de terre. *« Tout le fourrage vient de la ferme, on n'achète que le soja. »*

Trente vaches laitières, une vingtaine de taurillons engraissés chaque année et vendus au boucher. Trois fils, dont un seul travaille sur l'exploitation. Ce qui frappe ici c'est l'exiguïté : dans les deux étables les bêtes s'entassent. M. Shultz confirme : *« Il n'y a pas de place, pas d'extension possible. L'activité est plafonnée. »*

Depuis 1984 les recettes de l'exploitation ont diminué de 20 000 DM. Il y a eu d'abord, nous dit le fermier, la limitation obligatoire de la production laitière qui a coûté 10 000 marks, puis, à partir de 1985, le prix de la viande qui, de manière continue, s'est mis à baisser. *« Tout ça, c'est la faute des Français*, commente, avec un rire timide, Mme Shultz. *On ne peut plus exporter vers l'Italie. »*

Son mari, comme elle, ne croit pas que les prix vont repartir. On achète à la RDA : *« Les industriels font des affaires sur notre dos. »* Le couple ne se sent que très lointainement concerné par ce qui se passe à Bruxelles. *« On peut encore vivre ; mais on ne peut plus investir. Pour deux familles, le revenu n'est plus suffisant. »* Afin d'améliorer l'ordinaire, M. Shultz loue deux chambres à des ouvriers employés à Munich.

PHILIPPE LEMAITRE.

La passion des taurillons

(Suite de la page 39.)

» Aujourd'hui, on voit les acheteurs italiens se tourner vers la production allemande et celle des pays de l'Est. Le haut de gamme perd du terrain au profit de la gamme intermédiaire. Pour les viandes de qualité, certains, comme les éleveurs limousins, cherchent à jouer le label. C'est une politique qui a ses limites : tout dépend de la différence de prix entre une entrecôte limousine et une entrecôte maine-anjou et de la perception aussi d'une éventuelle différence de goût... »

Le problème, précise un autre éleveur, M. Bujon, trente-quatre ans, qui a choisi les limousines parce qu'elles vêlent facilement et qu'il n'aime *« pas trop se lever la nuit »*, *« c'est qu'entre le haut de gamme et la fourniture c'est la catrastrophe »*. La fourniture, ce sont les vaches âgées, réformées, et le reste des animaux de qualité médiocre, qui fournissent d'excellents steaks hachés. Moins chère de 3 à 4 francs par kilo, cette qualité plaît à l'industrie de la transformation.

Avec les abattages importants (du fait des quotas) des vaches laitières en 1984, un peu moins nombreux en 1985, l'offre est abondante, surtout si l'on ajoute les exportations en provenance des autres pays de la Communauté. L'Allemagne fédérale expédie ainsi les quartiers arrière de ses vaches, le consommateur germanique se contentant des avants, moins charnus. Du coup, les viandes de gamme moyenne trouvent difficilement preneur, les prix sont tirés vers le bas. Le taurillon est court-circuité.

Les résultats sont probants : M. Prioux dégageait une marge brute par tête de taurillon de 1 361 F en 1982 ; elle n'atteint que 1 312 F en 1985 *(voir encadré)*. M. Guyot obtient depuis trois ans — de 1983 à 1985 — le même résultat brut d'exploitation, soit 370 000 F, après, concède-t-il, *« les années euphoriques de 1970 à 1976 »*. L'ensemble des témoignages concordent : entre 1983 et 1985, les cours en vif ont perdu 2 F par kilo, soit 800 F par bête environ, alors que, dans le même temps, les charges continuaient à progresser.

M. Fournier, qui exploite 75 hectares aux Chaumes, regrette... de ne plus payer d'impôts. *« Mon chiffre d'affaires a doublé entre 1977 et 1984, preuve que l'exploitation tourne. Depuis cinq ans, je payais des impôts sur le revenu. En 1985, il a tellement diminué que je ne suis plus imposable. »*

S'il y a bien quelques récriminations contre les intermédiaires — les négociants, qui, eux, conservent leur marge, ou les groupements de producteurs, qui *« servent surtout à nourrir des techniciens »*, — on sent bien que l'activité des uns et des autres n'est pas contestée. M. Prioux, plus simplement, regrette qu'il n'y ait pas assez de concurrence entre les différents acheteurs.

Les marchands ne paient plus comptant

Fils et petit-fils de négociant à Aslonnes, à la tête d'une entreprise qui emploie sept personnes, avec un chiffre d'affaires de 210 millions de francs en 1984, M. Rousseau confirme : *« En dix ans, le nombre des marchands de bestiaux a diminué de moitié. Avec ce tri, il est resté les meilleurs. »* Signe de la fragilité des temps, les marchands ne paient plus comptant comme autrefois, mais avec un délai de dix à vingt jours. *« C'est*, dit-on, *la faute au marché italien... »*

Parmi les arguments qui militent en faveur des groupements par lesquels les producteurs assurent eux-mêmes la vente, deux principaux sont à retenir : *« On n'a plus le temps d'aller sur les marchés. L'époque du marchandi-marchandage, c'est terminé »* ; *« Avec les marchands qui déposent le bilan sans prévenir, on court le risque de ne jamais être payé. »*

« Les implants, j'ai essayé... »

« Dans notre groupement, *déclare M. Guyot*, certains utilisent les implants de substances hormonales. C'est mettre la charrue devant les bœufs : on compense les difficultés par les implants au lieu de jouer l'amélioration génétique. En fait, on améliore surtout les gains du vétérinaire et ceux des firmes pharmaceutiques. J'ai essayé sur trois bêtes : un taurillon, une génisse et une vache de réforme. Le résultat économique n'était appréciable que sur la génisse...

» Quand les Italiens ont fermé leur frontière aux animaux gonflés aux hormones, on a été amené à faire signer aux producteurs une déclaration de garantie. La fraude existe, sur les vaches de réforme, pas sur les taurillons, mais elle est assez limitée. Par contre, les trois quarts des producteurs de taurillons utilisent un produit autorisé, le monensin sodium, qui améliore l'indice de consommation des fourrages. »

Le seul groupement originaire du département, Vienne-Viande, renaît de ses cendres après avoir fait faillite en 1976. L'abattoir de Poitiers, créé en 1960, a fermé ses portes le 7 décembre 1985 : plus assez rentable, plus assez de tonnage. La concentration est aussi passée par là, *« au détriment du côté pratique et des bouchers traditionnels »*, note M. Rousseau.

L'autre groupement, le GERCO (Groupement des éleveurs de la région Centre-Ouest), dont le siège est à Parthenay (Deux-Sèvres), vient de *« perdre son indépendance »*. Pour suivre son produit et pouvoir travailler aussi les vaches de réforme, le groupement avait créé une salle de découpe (Viande-Ouest, à Bressuire) et repris une société de cheville, les Etablissements Bafou. Echec financier et arrêt de l'activité en mai 1985.

« C'était osé de vouloir créer une structure supplémentaire, raconte M. Guyot. *Le Crédit agricole n'a pas suivi. Plutôt que d'être intégré par SOCOPA ou rejoindre Bocaviande* (respectivement les première et deuxième entreprises de viande), *dont les difficultés sont connues, on a préféré adhérer à la CANA* (Coopérative agricole de la Noelle-Ancenis), *avec laquelle le groupement a des affinités syndicales et politiques. »*

« En fait, poursuit M. Guyot, *qu'il s'agisse des groupements de producteurs ou des négociants, nos animaux n'ont pas énormément de débouchés. Le négoce, comme les groupements, est un prestataire de services des grandes maisons, pour la mise en lot des bêtes et la négociation des prix. »*

De là à dire que l'aval fait la loi, il n'y a qu'un pas. M. Rousseau affirme ainsi que tous les maux de la filière viennent de la commercialisation par *« les grandes surfaces, qui ont accaparé la majorité des consommateurs, portant préjudice à la boucherie traditionnelle. Dans le commerce, si vous contrôlez l'offre et la demande, vous êtes le roi. Il n'y a plus de discussion possible, mais c'est une entrave déguisée à la liberté »*. A l'appui de sa thèse, il cite la récente prise de contrôle (40 %) de la Société vitréenne d'abattage par Intermarché.

« Enfin, vous savez peut-être que le nombre de têtes de bétail diminue. Les consommateurs, non. C'est inquiétant, sauf à voir la place prise par la viande argentine. » M. Rousseau met le doigt sur une question grave : le cheptel bovin français rétrécit (9,87 millions de vaches en 1984 contre 10,29 millions en 1976). Les coûteux stocks réfrigérés ne doivent pas faire perdre de vue que, pour produire dans l'avenir de la viande, fût-elle de taurillon, il faut conserver un troupeau de vaches mères.

« Dans le département, les petits élevages disparaissent », dit un producteur. M. Prioux avoue que, pour passer le cap de 1986, il sera *« contraint de décapitaliser un peu »* et de réduire son troupeau de cinquante à quarante-quatre vaches, *« en attendant de remonter l'année suivante »*. Pourtant, son exploitation est viable, moderne même.

Marge

	F
Prix de vente	8 794
Prix de revient*	7 482
Marge (y compris amortissements et main-d'œuvre)	1 312
* Achat de l'animal	4 880
Coût de l'alimentation	2 064
Frais financiers	538
Frais vétérinaires	40
Frais divers	40

On bazarde le troupeau

« Jusqu'alors, explique-t-il, *j'ai pu compenser la baisse des prix par des gains de productivité. »* L'augmentation journalière de poids par tête de taurillon est passée de 1 171 grammes en 1981 à 1 435 grammes en 1985. *« Si les difficultés persistent, la tentation sera grande de liquider le capital vache, ce qui me délivrerait de mes emprunts, et de faire uniquement de l'engraissement. »*

« Il ne faut pas rêver, renchérit un autre éleveur, M. Billy, trente et un ans, installé à Saint-Joseph, depuis l'an passé seulement à son compte, *le volume de capitaux nécessaire est tel en bovins à viande que, si l'on s'en défait, on ne peut pas y revenir. D'ailleurs, parmi les jeunes, s'ils ne prennent pas la succession des parents, aucun ne choisit les bovins à viande. »*

Dans l'ensemble, les éleveurs rencontrés sont sans illusion : *« La crise va durer »*, car on mangera de moins en moins de viande bovine, et les primes (250 F par tête de taurillon), sur l'efficacité desquelles ils s'interrogent, *« ne dureront pas toujours »*. D'ailleurs, dans leur esprit, il s'agit moins de primes que d'un remboursement des taxes parafiscales qu'ils acquittent. *« Si cela continue de baisser*, déclare de son côté M. Bujon, *on bazarde le troupeau. » « Mais les techniciens disent qu'il faut s'attendre à une reprise, fin 1986-courant 1987. On compte là-dessus »*, lance-t-il en riant.

Le plus rageant pour eux, c'est qu'ils ont conscience d'avoir progressé et monté des entreprises équilibrées. La plupart cherchent à obtenir sur l'exploitation même la nourriture nécessaire : maïs-ensilage, orge et blé, transformés en farine sur la ferme. M. Gaborit estime qu'il est arrivé à un maximum de productivité, sauf peut-être, dans cette région humide, à investir dans le drainage, *« mais ces investissements, pourra-t-on les payer »*, se demande-t-il ?

Il a mis au point une astuce qui lui permet d'obtenir un prix stable de ses vaches de réforme. *« Depuis dix ans, je livre quarante bêtes par an au boucher, qui est devenu un ami. C'est le circuit le plus direct. On s'accorde sur un prix pour six mois, avec garantie de part et d'autre. Et attention ! on joue le jeu : nous n'avons pas de viande au frigo pour notre consommation personnelle. Tout est acheté chez le boucher. »*

Face à la crise, les systèmes d'exploitation se diversifient. *« Contrairement aux conseils des techniciens, on abandonne la production spécialisée au profit de la polyculture. C'est plus de travail, mais plus de sécurité aussi »*, explique M. Billy. Sur ses 85 hectares, dont 55 en prairie, il produit, outre les céréales, des semences de graminées fourragères : il dispose ainsi du revenu des semences et de la repousse des graminées pour faire paître le troupeau en arrière-saison. La paille, enrichie à l'urée, devient un aliment nutritif de qualité.

Enfin, au troupeau de bovins à viande dont certains sujets sont vendus comme reproducteurs, s'ajoute une troupe de cent cinquante brebis, dont les besoins sont complémentaires. *« Si je dois changer de système, je chargerai plus en mouton. A l'automne dernier, j'ai fait drainer 36 hectares. En fonction du résultat, on pourra peut-être faire plus de céréales. »*

D'ici au printemps, M. Guyot doit décider de réorganiser son entreprise : en transformant plus de blé et d'orge produits sur la ferme en aliments pour les animaux, en supprimant le maïs au profit de cultures de vente, comme le tournesol et la féverole. *« Il faut s'adapter, sinon, dans quatre ans, on arrête*, dit-il en tirant tranquillement sur sa pipe. *Je ne vois pas d'autre piste, sauf le lapin, mais cela demande un investissement considérable. Ce n'est pas le moment de se reconvertir. »*

Pour M. Bujon, la respiration indispendable pourrait bien venir du troupeau de chèvres, dont s'occupe sa femme : *« Pour obtenir des prêts, il fallait autre chose en plus des bovins. »*

Le calme des éleveurs est en général impressionnant. Moins astreignant que l'élevage laitier, la production de viande demande une attention de tous les instants. Certaines étables sont équipées d'un circuit de télévision pour suivre l'évolution des vêlages du fond de son lit. Tous avancent des horaires de travail de soixante à quatre-vingts heures par semaine.

M. et Mme Prioux sont partis deux fois en vacances. Plus rien depuis 1979. *« A quarante-deux ans*, dit Mme Gaborit, *on n'a pas vécu. On prenait des vacances de temps en temps ; mais plus depuis trois ans qu'on a fait construire la maison. »* Les vacances, c'est le désir premier, *« pour changer d'air et voir du monde »*.

Pourquoi donc tant d'obstination pour un métier difficile ? La réponse est simple : *« L'élevage, c'est passionnant »*, dit M. Prioux. *« Avant, nous ne faisions que des céréales. Par goût, j'ai choisi les animaux »*, explique M. Bujon. *« Tu aurais du mal à te passer des bêtes »*, dit à son mari Mme Billy, venue de la ville, comme de plus en plus de femmes d'exploitants. En fait, ce qui fait tenir encore les producteurs de viande bovine, c'est la passion pour leur métier.

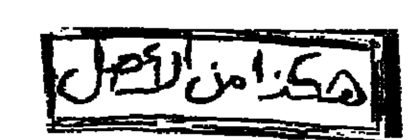
JACQUES GRALL.

Près de 80 millions de bêtes

	Cheptel (en milliers de têtes)	Viande (en milliers de tonnes)
Allemagne fédérale	15 552	1 609
Belgique-Luxembourg	3 183	319
Danemark	2 876	247
France	23 519	1 392
Grande-Bretagne	13 157	1 147
Grèce	769	85
Irlande	5 812	389
Italie	9 221	1 882
Pays-Bas	5 369	515
A Dix	79 418	7 485

(Source : CEE pour 1984.)





Le malaise des éleveurs

Un sujet explosif : le beurre néo-zélandais

Saisissant contraste entre le cadeau de la CEE à Wellington et les sacrifices des producteurs européens.

par ROBERT PELLETIER (*)

LE gaspillage que représente l'importation de beurre néo-zélandais prend des allures burlesques. Lors de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, il avait été convenu par le protocole annexe numéro 18 que le Royaume-Uni serait autorisé jusqu'en 1977 à importer de Nouvelle-Zélande les mêmes quantités de beurre et de fromage qu'avant son adhésion au Marché commun. Il était expressément prévu, par l'article 2 de ce protocole, que ces importations devraient s'effectuer à des conditions ne mettant pas en danger l'écoulement du beurre et du fromage de la Communauté.

Ce cadeau fait à la Nouvelle-Zélande faisait partie du paquet très lourd des conditions dérogatoires que la Grande-Bregagne avait réussi à imposer à ses partenaires lors de son adhésion, de façon à cumuler les avantages du Commonwealth, ceux de la zone de libre échange et ceux de son entrée dans le Marché commun. L'habileté manœuvrière du Foreign Office, ajoutée aux pressions de la Nouvelle-Zélande, dont les exportations de beurre représentent 30 % des ressources d'exportation, expliquent des concessions qui devaient avoir pour date limite d'application le 31 décembre 1977.

Finalement, de prolongation en prolongation, la Communauté a encore reçu, *via* la Grande-Bretagne, en 1985, environ 81 000 tonnes de beurre, alors même que l'Europe croule littéralement sous les excédents et qu'une véritable montagne de beurre, de 1 200 000 tonnes, est stockée dans des frigos surchargés dont les seuls frais de fonctionnement représentent une énorme dépense.

Les excédents sont tels sur le marché mondial que la CEE brade littéralement son beurre en stock, notamment à l'URSS, au prix de 450 dollars la tonne, pour des quantités qui dépassent de peu le montant des importations de Nouvelle-Zélande. Des contrats actuellement en cours de négociation tournent même autour de 300 dollars la tonne.

Au même moment, la CEE offre à la Nouvelle-Zélande le prix garanti à l'intervention, soit, après un prélèvement forfaitaire fortement minoré par rapport au beurre des autres pays tiers, un peu plus de 2 000 dollars la tonne.

Si l'on additionne tout le beurre importé inutilement dans la CEE depuis le fameux accord sur la Nouvelle-Zélande, on atteint le volume de stock de beurre actuellement dans les frigos communautaires. Certes, ce n'est pas forcément le même beurre, car, pour des raisons de conservation évidentes, la Communauté liquide chaque année, parfois sous la forme de « butter oil » (beurre concentré, destiné aux usages industriels) (1), le beurre devenu impropre à une consommation en l'état. Mais il reste que la coïncidence entre le volume des importations de beurre néo-zélandais et les 1 200 000 tonnes de beurre invendues montre l'absurdité de la situation actuelle.

Secret d'Etat

L'évaluation du coût final du cadeau à la Nouvelle-Zélande est presque un secret d'Etat. On n'en trouve nulle part la trace en clair dans le budget de la CEE, comme si un consensus existait au sein du Conseil pour éviter que ne soit mis sur la place publique un sujet dont on devine le caractère explosif, tout particulièrement pour le monde agricole, actuellement durement secoué par la politique européenne de restriction de la production laitière.

On peut arriver néanmoins à une évaluation convenable du coût du cadeau fait à la Nouvelle-Zélande. L'importation du beurre néo-zélandais oblige la CEE à exporter, dans les conditions de prix analysées plus haut, une quantité équivalente de beurre. En admettant que ce beurre soit vendu à l'Union soviétique – hypothèse la plus vraisemblable puisque ce pays est de loin le plus grand client, sinon le seul, de la CEE dans ce domaine – au prix de 450 dollars la tonne, la Communauté perd par tonne livrée la différence entre 2 000 dollars et *450 dollars, soit 1 550 dollars.*

Toutefois, ce calcul sous-estime considérablement le coût réel de l'opération. En effet, il néglige le fait qu'avant d'être exporté le beurre a été manipulé, stocké, puis conditionné... Or les seuls frais de stockage sont de 1 ECU par tonne et par jour. Les 1 200 000 tonnes de beurre en stock ont jusqu'à trois ans et demi d'existence. En admettant que le beurre néo-zélandais soit stocké pendant une durée de trois ans (1), on peut reconstituer sans grave risque d'erreur le coût de l'opération, soit 220 millions de dollars *(voir notre tableau).*

Le niveau considérable de l'aide de la CEE à la production laitière néo-zélandaise forme un contraste saisissant avec les sacrifices demandés par ailleurs aux producteurs européens dans ce même domaine. En effet, depuis 1977, face à une surproduction laitière de la Communauté, une politique de réduction de la production a été imposée avec un mécanisme de « coresponsabilité », c'est-à-dire un prélèvement payé par les producteurs de lait.

En 1984, le système a été considérablement renforcé avec l'établissement de seuils et de quotas au niveau des laiteries ou des exploitations individuelles, ce qui a provoqué une réduction de 3 % en 1985 du revenu des producteurs et a pratiquement condamné tout progrès de productivité des exploitations laitières. En France a été mis en place un système de primes à la cessation complète de production de lait entraînant la disparition de 85 000 exploitations depuis 1983.

Pendant la même période, la Nouvelle-Zélande augmentait allègrement sa production en maintenant des aides et en augmentant le prix du lait. La hausse du prix du lait a été de 34 % pour la campagne 1984-1985 par rapport à la campagne 1981-1982. En 1984, les livraisons ont augmenté de 15 %. Depuis 1980, la production laitière a pratiquement doublé.

La Nouvelle-Zélande n'est *pas* un pays en voie de développement qui justifierait une aide de l'Europe du type de celle accordée aux pays ACP à travers les importations de sucre. Les exploitations laitières de Nouvelle-Zélande ont en moyenne 150 vaches sur une surface immense, compte tenu de la faible valeur de la terre. En Europe, la moyenne des exploitations se situe entre 15 et 16 vaches sur des terres exiguës et chères.

En 1982-1983, dernières statistiques connues, 56 % des exploitations laitières avaient un revenu supérieur à 20 000 dollars néo-zélandais, soit nettement plus de 100 000 francs de l'époque. En France, le revenu des exploitations laitières n'a pas varié en moyenne depuis cinq ans. Pour la moitié d'entre elles, le revenu annuel moyen est de l'ordre de 50 000 F, c'est-à-dire très nettement en dessous du SMIC. En francs constants, le revenu de l'ensemble des exploitations agricoles françaises a baissé de 7,8 % en 1985, d'après la commission des comptes de l'agriculture.

Sacrifice

Comment expliquer à des agriculteurs durement touchés que leur sacrifice sert en réalité à favoriser une concurrence parfaitement artificielle et à subventionner sur leurs propres ressources des agriculteurs dont le revenu est plus du double du leur ? Les gouvernements français, sans distinction d'appartenance politique, ont fait preuve d'une étonnante faiblesse face à ce problème depuis l'année 1977 qui devait marquer le terme des concessions faites à la Nouvelle-Zélande.

Les données du problème sont aujourd'hui parfaitement claires : en principe, l'accord prolongeant les importations de beurre de Nouvelle-Zélande couvre les années 1985-1986. En fait, il serait sans doute possible de remettre en question les importations pour 1986. Mais, en toute hypothèse, les importations de beurre de Nouvelle-Zélande doivent cesser en 1987, si le conseil des ministres de la CEE ne décide pas à l'unanimité de les reconduire par une décision qui doit être prise avant le 1er août 1986.

Personne ne comprendrait que la France accepte une telle reconduction. D'autres pays, telle l'Irlande, partagent largement ce point de vue. Les organisations professionnelles européennes représentatives des agriculteurs, y compris les Britanniques, ont renouvelé tout récemment auprès de la Commission, par l'intermédiaire du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE), leur condamnation d'une concurrence anormale débouchant sur un gaspillage pur et simple des ressources du budget agricole.

La même méconnaissance des intérêts des agriculteurs se trouve avec le problème de portationde 245 000 tonnes de viande de mouton de Nouvelle-Zélande. Les effets sur le marché européen, et particulièrement français, sont également catastrophiques.

(1) Cette hypothèse est modérée, car le beurre en provenance de Nouvelle-Zélande est de mauvaise qualité, ne serait-ce qu'en raison du délai d'acheminement de la Nouvelle-Zélande vers l'Angleterre. De ce fait, le beurre néo-zélandais est davantage soumis à l'intervention que le beurre frais.

(*) Membre du comité économique et social des Communautés européennes.

Une perte de 1,7 milliard de francs

	En millions de dollars
Importation de 87 000 tonnes (2 000 dollars/t)	174
Exportation de 87 000 tonnes (450 dollars/t)	– 39
Perte pour la revente	135
Frais de stockage sur trois ans	+ 85
Perte totale	220



PROTECTIONNISME JAPONAIS

Le lobby du vin contre les bonnes bouteilles

« LE *beaujolais nouveau est arrivé.* » Cette inscription en japonais dans des supermarchés de Tokyo, apparue pratiquement en même temps – milieu novembre – qu'en France, a de quoi surprendre. Il s'agit certes d'une opération promotionnelle, réalisée à grands frais – par fret Air France – fondée sur le goût des Japonais de paraître à la page.

Son succès commercial témoigne cependant des potentialités du vin étranger sur le marché japonais. Pour l'instant, il ne répond qu'à 20 % de la demande, la majorité du marché étant contrôlée par les producteurs locaux. Avec cette précision : 80 % du vin vendu comme étant d'origine japonaise est fabriqué à partir d'importations de moût et de vin en vrac.

Selon la loi, en effet, un vin peut être considéré comme japonais s'il contient 5 % de vin produit localement et par conséquent 95 % de mélange. Le moût et le vin en vrac bénéficient d'ailleurs de droits de douane faibles par rapport à ceux frappant les vins en bouteille. Aussi les producteurs étrangers s'estiment-ils discriminés et réduits au rôle de pourvoyeurs de matières premières.

Le vin et le whisky, logés à la même enseigne, sont des exemples limites de produit dont la pénétration au Japon est pratiquement bloquée par un jeu de taxes et de tarifs douaniers qui les placent d'emblée hors du marché de la grande consommation. Les fabricants de whisky écossais estiment qu'ils sont victimes sur le marché japonais d'un manque à gagner de 200 millions de dollars par an.

Il s'agit de deux productions qui n'ont aucune tradition au Japon et sont nées en tant qu'activité de substitution aux importations. D'ailleurs, le coût de production locale tant du vin que du whisky ne correspond à aucune rationalité économique. Il ne s'agit ni d'un secteur « stratégique » ni d'une industrie traditionnelle et encore moins d'un domaine où le savoir-faire nippon garantit une qualité supérieure à celle des produits importés. Mais ce sont des industries fortement protégées par des groupes de pression politiques en contact avec les producteurs locaux.

Longtemps somnolent, le problème du marché des vins et spiritueux étrangers au Japon est en train de devenir l'un des terrains de confrontation entre Tokyo et ses partenaires commerciaux. Ceux-ci estiment en effet que les mesures prises par le gouvernement dans le cadre de son programme d'action, non seulement sont insuffisantes, mais encore aggraveront la disparité entre les coûts des vins dits japonais et ceux des vins importés.

La CEE vient de publier une volumineuse étude mettant en lumière ce qu'elle estime être les pratiques discriminatoires dont sont victimes les vins et le whisky étrangers au Japon. Quant au Etats-Unis, également concernés, ils envisagent d'avoir recours à l'article 301 du GATT sur les pratiques protectionnistes.

Près du mont Fuji

La fabrication du vin a commencé au Japon dans les années 50. Il y a actuellement quatre grands producteurs qui se partagent le marché : Suntory, Mann's Wine, Mercian et Sainte Neige. Tous sont implantés dans la préfecture de Yamanashi, près du mont Fuji, dont le climat est le moins mauvais pour la vigne. D'une manière générale, les conditions climatiques au Japon, en particulier une forte humidité en été, ne sont pas favorables à la vigne.

Les producteurs japonais ne peuvent répondre qu'à 18 % de la demande nationale. Mais ils contrôlent les trois quarts du marché, bien que leurs coûts soient 500 % plus élevés qu'en Europe ou aux Etats-Unis, avance le document de la CEE.

Le vin ne représente actuellement que 1 % du total du marché des boissons alcoolisées au Japon (les Japonais consomment par tête 0,8 litre de vin par an, contre 80 litres dans le cas des Français). Mais la consommation devrait passer de 70 millions de litres à 300 millions de litres en 1993 en raison d'une demande de plus en plus grande pour les boissons à faible teneur en alcool.

Le marché de l'alcool est dominé actuellement par la bière et le saké qui représentent respectivement 65 et 19 % de la consommation totale. La vente du *shochu* (alcool fait à partir de féculents) a brutalement augmenté en 1984, passant de 4 à 8 % du total de la consommation d'alcool.

L'arrivée des femmes sur le marché des boissons alcoolisées explique le phénomène : elles veulent en effet des boissons à faible teneur en alcool et que l'on peut couper d'eau. Les experts estiment que le vin pourrait aussi répondre à cette demande. De manière symptomatique, le vin n'a pas été affecté par le « boom » du *shochu*, alors que le whisky l'a été.

Les marins et le whisky

Le whisky a, lui, commencé à être produit au Japon dans les années 30. Ce sont les marins japonais, entraînés au début par la British Navy, qui en ont introduit le goût au Japon. La consommation du whisky représente 5 % du total de la consommation d'alcool. Les producteurs japonais, Suntory et Nikka, répondent à 93 % de cette demande, la part du whisky importé étant tombée ces deux dernières années de 10 à 7 %.

Pour les Anglais, le whisky japonais fabriqué à partir de scotch importé en vrac, auquel on ajoute de l'alcool produit localement, peut difficilement soutenir la comparaison avec leur production. Mais, par le jeu des taxes, le whisky écossais n'a aucune chance de parvenir au niveau du marché de grande consommation. « *Dans l'échelle des prix, il y a vingt autres possibilités pour le consommateur avant d'arriver à un Johnny Walker (red label), qui vaut déjà 7150 yens (1 yen = 0,04 franc)*, nous dit un importateur. *Il serait hors marché même s'il n'était pas vendu, mais donné.* » Les taxes et les droits de douane représentent 1798 yens, auxquels s'ajoutent les marges du détaillant (20 %) et du grossiste (5 %), ce qui met la bouteille sur le marché à 2680 yens, soit 30 % plus chère que le whisky japonais de qualité moyenne.

Les mécanismes du marché du vin dirigent aussi inévitablement le produit importé vers le haut de gamme : en moyenne, une bouteille de vin de table importée coûte 40 % plus cher qu'un vin japonais. Il en résulte une discrimination dont est victime en priorité le produit de qualité, même si au départ son prix de revient est inférieur à celui du vin local.

Certains importateurs se disent satisfaits d'un créneau de distribution étroit mais rémunérateur. Toutefois, une telle politique ne contribue pas à ouvrir le marché, fait-on valoir à la représentation de la CEE à Tokyo.

L'ouverture du marché du vin suppose certes une formation du consommateur. Celui-ci a découvert avec quelque étonnement au printemps dernier, à la faveur d'un scandale, que le vin japonais est fabriqué à partir du vrac importé. Il faut aussi un recul du lobby des producteurs locaux dont l'influence sur le Parti libéral démocrate paralyse, semble-t-il, jusqu'au ministère des finances.

PHILIPPE PONS.

La chronique de Paul Fabra

Au bout du tunnel

ON a tellement dit que la décision de construire un tunnel sous la Manche prise par le président Mitterrand et Mme Thatcher est « historique », et ce jugement flatteur paraît effectivement, en l'occurrence, tellement justifié, qu'on est à première vue, mais bien à tort, surpris de l'extraordinaire bataille de chiffonniers à laquelle a donné lieu l'attribution de cet énorme contrat, dont les caractéristiques économiques et financières sont aussi remarquables que la signification politique. Ce n'est pas rabaisser les grandes choses, ni les hommes qui les font, que de regarder aussi les petitesses auxquelles ils se livrent, avec d'autant plus d'aplomb que l'enjeu est considérable.

A se fier aux déclarations contradictoires des ex-concurrents, le public a le plus grand mal à se faire une idée des mérites respectifs des projets qui étaient en compétition, et de la qualité propre à celui qui a été choisi de concert par le chef de l'Etat français et le premier ministre britannique. Tant sur le plan technique que sur le plan financier, on aura entendu jusqu'au dernier moment de la décision les arguments les plus extrêmes. Et même après — la querelle ne risque-t-elle pas de rebondir tant que les ratifications parlementaires, prévues pour octobre prochain, n'auront pas été acquises ?

Fallait-il, comme cela a été convenu, retenir la solution du tunnel purement ferroviaire préconisée par les sociétés française (France-Manche) et britannique (Channel Tunnel Group — CTG) ?

A cette question, les représentants du projet concurrent et malheureux Euroroute, présenté du côté français par un groupement qui rassemblait notamment la Société générale, Paribas, la CGE, Alsthom, Usinor, répondent sans nuances. *« Les intérêts en place, qui ont su se faire entendre, ont poussé à une solution médiocre »*, dit l'un d'eux (banquier de son état). A la voie ferrée, *« qui était, et pour cause, le moyen auquel pensaient déjà les ingénieurs du dix-neuvième siècle »*, les partisans d'Euroroute reprochent deux graves défauts : elle ne permet pas d'assurer un service permanent (au contraire de l'autoroute) et elle entraîne, par nature, une rupture de charge. Ils en concluent que *« la concurrence des nouveaux ferries sera redoutable »*.

Leurs adversaires de France-Manche, société qui regroupe le Crédit lyonnais, la Banque Indosuez, la BNP, le Crédit agricole et, du côté des industriels, Bouygues, Dumez, Société auxiliaire d'entreprises, SPIE-Batignolles, rétorquent : *« Prendre place sur la navette ne sera pas plus difficile au conducteur d'un véhicule que de changer de file sur une autoroute ; l'opération d'embarquement se fera en six secondes pour une voiture, en douze secondes pour un camion. Peut-on encore parler de « rupture de charge »*. Et de préciser : *« La navette ne sera pas autre chose qu'un immense tapis roulant à 160 km/h qui permettra de traverser la Manche en trente minutes. Les navettes pourront se succéder toutes les trois minutes ; aux temps creux, les départs auront lieu toutes les vingt minutes. Les techniques que nous allons mettre en œuvre (conduite automatique, signalisation, etc.) sont les plus modernes, elles n'existaient pas il y a trente ans. »*

C'EST pourquoi, selon eux, *« le service sera en réalité beaucoup plus permanent que sur la fausse autoroute proposée par Euroroute »*, lequel prévoyait la construction d'une voie routière empruntant d'abord de chaque côté un pont gigantesque pour descendre ensuite sur 20 kilomètres dans un tunnel (1). Jean-Paul Parayre, président de France-Manche (et aussi directeur général chez Dumez, où il est entré après avoir quitté Peugeot), est un ingénieur des ponts et chaussées. Il est à ce titre ancien constructeur d'autoroute : *« Là où il n'y a pas d'homogénéité*, dit-il, *il n'y a pas d'autoroutes à proprement parler. Dans les deux spirales de descente vers le tunnel central, on n'aurait pas pu circuler à plus de 40 kilomètres à l'heure : c'était la certitude d'embouteillages, sans parler des risques d'accidents. »*

France-Manche avait aussi étudié la solution d'un tunnel routier ; elle est apparue, selon Jean-Paul Parayre, techniquement prématurée.

On a d'autant plus de mal à s'y retrouver que Francis Bouygues, qui, en tant que membre de France-Manche, sera un des constructeurs du tunnel, se moquait naguère de cette solution : *« Un pont aurait l'avantage d'être un ouvrage d'art exceptionnel qui marquerait son époque alors qu'un tunnel n'est jamais qu'un trou noir... Il n'y a de surcroît aucun problème technique pour le réaliser... »*, disait-il il y a moins de deux ans à un journaliste de *Match*.

L'incertitude inhérente à toute entreprise de cette envergure n'aura cessé d'être exploitée, dans un sens ou dans un autre, à des fins de propagande, et de façon décourageante pour le profane. Pour éviter une trop forte pente dans les colimaçons de descente, Euroroute avait prévu de poser le tunnel au fond de la mer, et non pas de le creuser au-dessous comme le feront France-Manche et CTG. Ses tenants disent : *« Les techniques sont éprouvées : ce sont celles des plates-formes pétrolières de la mer du Nord, posées dans des conditions infiniment plus dangereuses. »* *« Pas du tout*, répondent les experts de France-Manche, *car le degré de précision n'est absolument pas du même ordre ; pour le tunnel, il aurait fallu poser des blocs pesant chacun 90 000 tonnes sans s'écarter du tracé de plus de quelques centimètres. La craie bleue du sous-sol marin se prête au contraire au creusement grâce à sa grande imperméabilité. »*

Je ne puis m'empêcher, malgré la grandiose beauté des ouvrages d'art évoqués (cela vaut aussi, de toute évidence, pour la navette super-rapide et leur caractère démiurgique), de comparer ces invectives apparemment savantes aux propos venimeux tenus par un simple vendeur d'automobiles sur la marque concurrente.

Au lieu de leur inspirer une certaine circonspection de paroles, l'importance des sommes en jeu a, au contraire, comme enflammé les protagonistes, qui, dans leurs critiques réciproques, en prennent à leur aise avec les chiffres, pratiquant l'amalgame et les comparaisons forcées. France-Manche fait grief, sans autre forme de procès, à Euroroute (qui se targue au contraire de la précision de ses évaluations et de leur caractère « ferme ») d'avoir pour les besoins de la cause ramené, à l'approche de la décision, son budget prévisionnel de 125 milliards de francs à 81 milliards. Euroroute, dans un dernier communiqué publié le 22 janvier (après la décision) par l'Agefi, accuse France-Manche d'avoir minoré le montant de ses dépenses d'un bon tiers (40 milliards pour un chiffre réel de l'ordre de 60 milliards). Le choix du tunnel ferroviaire ne résulterait-il pas, laisse-t-on entendre, de la conjonction du désir des Britanniques de ménager les intérêts futurs du puissant M. Sherwood (auteur d'un projet routier), concessionnaire de la plus importante société de ferries, et de la faveur accordée par l'Elysée à un projet patronné par trois des banquiers socialistes les plus en vue : Jean Deflassieux (Crédit lyonnais), Jean Peyrelevade (Indosuez), Jean-Paul Huchon (Crédit agricole) ?

CES querelles, qui témoignent de l'intensité de la bataille, ne prouvent finalement qu'une seule chose qui est une bonne chose : les protagonistes disent au moins ce qu'ils pensent quand ils assurent que l'établissement d'un « lien fixe » entre les deux rives sera une opération rentable, faute de quoi on comprendrait mal l'acharnement dont ils ont fait preuve pour emporter la concession.

L'important, dans ce magnifique projet, est que, en dépit de tout ce qu'on dit sur les multiples dérèglements du système financier, un groupe d'entreprises et de banques françaises et anglaises puisse s'engager à mobiliser, en comptant sur les seules ressources du marché, un volume considérable d'épargne en vue de financer un investissement à long terme. C'est que les deux gouvernements concernés, le socialiste à Paris et le conservateur à Londres, avaient en lançant leur « consultation » (en réalité une sorte d'appel d'offres) au mois de mars dernier posé des conditions très strictes : pas de fonds publics, pas de garantie de l'Etat, pas de subventions. Les malheurs du temps ont fait redécouvrir de vieux principes (souvent méconnus pendant l'époque de la folle expansion des crédits qui prit fin en 1982) qu'on applique grâce à la mise au point de formules modernes.

Telle est la formule du « financement de projet » fondée sur l'idée, à première vue très simple, selon laquelle on ne finance que des projets dont la rentabilité est jugée largement suffisante pour assurer le paiement des intérêts et le remboursement. De là, on passe à une autre idée selon laquelle les banques acceptent de limiter leurs voies de recours contre le promoteur, les garanties étant en principe fournies par les seuls actifs du projet lui-même (le gisement de pétrole en cas de financement de son exploitation, par exemple).

La formule entraîne, entre autres, deux conséquences : les banques n'acceptent plus de s'engager que dans des pays où le risque politique est minime ou nul ; elles exigent que le taux de rentabilité soit calculé en tenant compte largement des aléas de l'entreprise. Cet ensemble d'exigences financières ne rendait-il pas quasi inévitable pour l'établissement du « lien fixe » à travers la Manche, l'adoption de la solution la plus prudente ?

Le coût du projet de France-Manche-CTG est évalué à 27 milliards de francs d'aujourd'hui ; ce coût a été majoré (« inflaté ») de 7 % par an pour la période de construction afin de tenir compte de la possible dévalorisation, ce pourcentage paraît très élevé aujourd'hui, du franc et de la livre. Cela porte le coût « inflaté » à 42 milliards de francs, à quoi on ajoute le paiement des intérêts pendant la période de construction, soit environ 8 milliards de francs, calculés sur la base d'un taux moyen nominal de 12 %. Compte tenu d'autres frais, on est arrivé à un besoin de financement total qualifié de « maximum » de 52 milliards de francs. Pour financer ce montant, on compte réunir un capital qui sera situé entre 7,7 et 11,7 milliards de francs, plus des trois quarts de la somme devant être fournis par l'emprunt bancaire (entre 39 et 45 milliards de francs). Cependant, à ce « maximum », on prévoit une rallonge pour faire face à toute éventualité qui pourrait retarder la mise en exploitation, une seule année de retard peut coûter 5 milliards de francs d'intérêt. C'est pourquoi le projet prévoit l'engagement par les banques de prêter, en cas de besoin, 11,7 milliards de francs en plus, d'où le total de 60 milliards de francs cité par le concurrent Euroroute.

Les promoteurs du plus grand ouvrage européen du vingtième siècle (1987-1993 ?) feront-ils mieux que les constructeurs du canal de Suez (1859-1869, avec une interruption de trois ans entre 1863 et 1866) ? Le coût de ce dernier ouvrage était monté à plus du double des prévisions. Les actions, émises à 500 F-or, ne valaient plus que 163 F au moment de l'ouverture (1869). Mais elles devaient ensuite connaître une brillante carrière, puisqu'elles étaient cotées 1 000 F en 1880 et 5 000 F (des mêmes francs-or) en 1914.

(1) Le projet d'Euroroute comportait aussi un tunnel ferroviaire, mais, bien sûr, seulement pour train (pas de navette).

A LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DE L'AGRICULTURE

Le nouveau président, H. Gaulandeau, en campagne

« Dans le paysage politique, je ne vois aucune formation, aucun responsable capable de s'attaquer aux vrais problèmes de l'agriculture. La baisse du revenu a été quasi constante depuis 1974. Un soubresaut a été juste perçu avec le passage d'Edith Cresson, qui a été le ministre de l'agriculture le moins médiocre parce qu'elle a su batailler ferme à Bruxelles. »

M. Henri Gaulandeau, le nouveau président de la Fédération française de l'agriculture — née d'une scission de la FNSEA à Tours en 1969, — n'appellera pas sa formation à chasser M. Mitterrand comme elle avait appelé à chasser M. Giscard d'Estaing en 1981. *« Il faudra sanctionner ceux qui ont fait baisser le revenu agricole »*, se contente-t-il d'affirmer. Mais peu trouveront grâce, car pour ce Tourangeau de trente-trois ans, qui exploite 100 hectares près de Richelieu, il n'est pas encore né celui qui pourra s'opposer à la volonté des sept grands trusts agro-alimentaires.

Le successeur d'Alexis Arette — démissionnaire pour cause de candidature aux législatives — a choisi la FFA en 1974 *« parce qu'elle parlait du juste revenu des agriculteurs en fonction du prix des produits et non pas de l'augmentation des rendements »*.

Pas plus tendre avec le pouvoir actuel qu'avec les précédents, le président de la FFA se félicite pourtant du rapport Gouze sur le statut juridique des entreprises agricoles, qui tend à dissocier les biens de l'exploitation de ceux des exploitants.

La FFA, qui a obtenu 7 % des voix aux élections professionnelles de 1983 et qui est surtout implantée dans l'Ouest, l'Est et le Nord-Est, voit, selon son nouveau responsable, son développement bloqué par le gouvernement, qui, comme ses prédécesseurs, ne veut traiter qu'avec un syndicat unique.

ALEXIS BODDAERT.



économie

AFFAIRES

UN RAPPORT DU PLAN SUR LES PERTES DE COMPÉTITIVITÉ

L'industrie c'est du commerce

Les grands équilibres économiques du pays semblent en voie de rétablissement, l'inflation se réduit, les entreprises retrouvent le chemin du profit, l'investissement repart, et pourtant, la France perd des parts de marché dans le commerce mondial. Cette dégradation inquiétante jette une ombre sur les autres bons résultats.

Pourquoi le commerce extérieur, « point noir » de la politique gouvernementale, reste-t-il déséquilibré en dépit des efforts de « modernisation » ? C'est tout l'intérêt d'un rapport du Plan (groupe de stratégie industrielle n° 7) intitulé « Produits et marchés en France », que d'apporter des réponses à cette question trop souvent laissées pudiquement de côté. Gauche et droite, à l'approche des élections, préfèrent rivaliser sur les grands thèmes de la dénationalisation ou de la déréglementation alors que les réels blocages de l'industrie française sont autres, selon le rapport du Plan, moins spectaculaires sans doute, mais plus profonds.

Le texte note une dégradation « tendancielle » des parts de marché de l'industrie française dans le commerce mondial, passées de 8,3 % en 1979 à 6,8 % en 1983. Ce recul s'inscrit certes dans celui, plus général, de l'Europe face aux États-Unis et au Japon. Mais *« la France ne dispose pas de vastes pôles de compétitivité comme ceux autour desquels s'organisent les industries ouest-allemande et japonaise. Sa spécialisation est plus diffuse et faite à travers toutes les grandes branches d'activité (...). Les pôles de compétitivité se sont déplacés vers les biens d'équipement professionnel, entraînant une forte complémentarité avec l'Italie, mais exposant l'industrie française à une concurrence accrue de la RFA. Cette évolution affecte aussi bien sa part de marché sur son propre marché intérieur que dans le monde »*.

Les exemples détaillés de la machine-outil et du meuble montrent comment s'opère le processus de dégradation. Le mauvais *« positionnement »* de l'industrie française provient d'une trop forte spécialisation sur les produits banalisés, fortement sensibles à la concurrence par les prix. Devant l'attaque des importations provenant de pays à bas coût de main-d'œuvre, *« les producteurs nationaux sont amenés à remonter dans la gamme des produits et à abandonner aux importations une partie du marché national »*. Ensuite, réfugiés sur le très haut de gamme, les Français subissent cette fois-ci les assauts de l'industrie ouest-allemande dont l'image de marque est bien meilleure.

Prise, schématiquement, comme dans un étau entre Hongkong et Munich, l'industrie française manque aussi pour se défendre d'une organisation commerciale cohérente. *« On ne vend plus un produit isolé mais une fonction globale, un service, un système, etc. »*, explique le rapport du Plan. Or *« c'est peu de dire que les transformation dans la distribution ont été insuffisamment maîtrisés par l'industrie »*. Le tissu industriel du pays est trop peu adapté à la vente. *« Il ne suffit pas d'assurer un développement de l'investissement technique pour que les produits se retrouvent positionné correctement face à la demande. »*

En difficulté, l'industrie se tourne alors vers l'Etat. Mais celui-ci, lorsqu'il engage des restructurations, ne veille pas assez aux pertes de savoir-faire commercial.

Toute reconquête ne peut donc passer, estime le rapport du Plan, que par le repositionnement de l'industrie française. Cette politique *« dépend fondamentalement des entreprises, mais elle implique que les pouvoirs publics aient une stratégie en termes de produits et de marchés »*. Les efforts doivent porter dans cinq directions : la qualité, la coopération au sein des filières, l'information, la formation et le financement des coûts de commercialisation. *« Moins que jamais la compétitivité ne peut se réduire à une question de prix. Elle est d'abord la satisfaction globale d'un besoin qui évolue dans le temps. »*

Les investissements de modernisation ne prennent leur sens que s'ils répondent à une meilleure adéquation aux marchés. Les entreprises ont donc cette responsabilité de concevoir leur stratégie en tenant compte de leur environnement commercial. L'Etat, pour sa part, *« ne doit pas se contenter de parler de filières de fabrication, mais aussi veiller à préserver les filières de vente »*, conclut le rapport. Investir ne suffit pas, dévaluer non plus, sans doute encore moins dénationaliser le redressement du commerce extérieur français proviendra d'efforts plus souterrains, mais aussi plus difficiles et plus longs. On l'oublie trop souvent : l'industrie, c'est d'abord du commerce quotidien.

E. L. B.

La chimie française en 1985 : lanterne rouge en Europe

Encore à la traîne il y a deux ans, la chimie française n'a pas réussi en 1985 à recoller au peloton de la concurrence européenne, dont l'allure s'est pourtant ralentie. De nouveau, elle s'est fait distancer pour arriver à la dernière place.

Le bilan dressé par M. Jean-Claude Achille, président de l'Union des industries chimiques, n'est pas très brillant : si l'augmentation du chiffre d'affaires (+ 8,5 %), qui s'est élevé à 280 milliards de francs, est encore honorable – elle avait été de 11,7 % en 1984, – la croissance en volume est assez décevente (+ 1,9 % contre 3 %), tout en restant néanmoins supérieure à la hausse de la production industrielle française (+ 1 %).

Bien qu'en progression moins forte, les grandes industries chimiques du Vieux Continent ont enregistré des taux plus élevés : + 4 % en Grande-Bretagne (contre 4,5 %), 3,5 % en Italie (contre 5,5 %), 3 % en RFA (contre 6 %), 3 % en Belgique (contre 7 %), 2,5 % aux Pays-Bas (contre 8 %).

L'évolution secteur par secteur donne un meilleur aperçu de la situation et du ralentissement de l'activité : + 0,3 % de croissance en volume pour la chimie organique (contre 1,7 %), – 0,5 % pour la chimie minérale (contre + 6,3 %), 1,7 % pour la parachimie – peintures, encres, détergents, etc. – (contre 2,6 %). Seule la pharmacie, grâce aux affections hivernales, a passé la vitesse supérieure (+ 7,5 % : contre 3,5 %).

Comme l'a expliqué M. Achille, la stagnation de la chimie organique et de la chimie minérale a été due, pour l'une, à la conjoncture très médiocre en France dans la pétrochimie et les plastiques, pour l'autre à la baisse des ventes d'engrais notamment. La parapharmacie a dû sa résistance à la reprise de la consommation des ménages et au meilleur comportement du bâtiment.

Même le commerce extérieur, en pointe l'année précédente, s'est détérioré : les exportations ont seulement augmenté de 4 % en volume (contre 8,4 %), alors que les importaltons ont progressé de 6 % (contre 7 %). Si l'excédent commercial n'a guère varié (25,7 milliards de francs contre 26 milliards), en revanche, le taux de couverture à légèrement fléchi (128 % contre 132 %), en raison de la réactivation de la concurrence américaine.

Bref, la chimie française n'a pas administré la preuve d'une grande vigueur, si ce n'est dans les investissements (plus de 10 milliards de francs, en hausse de 12 %). Du reste, ses bénéfices seront légèrement inférieurs à ceux de l'année précédente. Ainsi, Rhône-Poulenc n'en dégagera guère plus qu'en 1984 (près de 2 milliards).

Maigre consolation : les chimistes américains ont été mis à la portion congrue, avec un chiffre d'affaires stagnant (214 milliards de dollars) et des profits en chute libre de 18 % (10,6 milliards de dollars). Mais les affaires, paraît-il, iront mieux cette année pour eux (+ 10 %).

La chimie européenne, elle, ne doit pas s'attendre à des miracles. Sa croissance serait limitée (de 1 % à 2 %). Pour la France, M. Achille avance un taux de 1,3 %, mais cette progression viendra surtout des activités en aval (parachimie, pharmacie). A cause des pressions exercées par les producteurs du golfe Persique, la pétrochimie et la chimie minérale marqueront le pas.

A. D.

REPÈRES

Carburants : les prix (HT) français les moins chers d'Europe

Le prix français hors taxes de l'essence, du super et de l'ordinaire sont les moins élevés de l'Europe des Dix. Selon le dernier bulletin pétrolier de la Commission européenne, le prix (HT) du super, calculé en monnaie de compte européenne, n'atteignait, le 6 janvier dernier, dans l'Hexagone, que 264,39 ECU, soit 10,5 % de moins que la moyenne européenne et 13 % de moins qu'en Allemagne fédérale. En revanche, les prix français du gasoil et du fuel domestique, produits sur lesquels la concurrence est moins vive, n'arrivaient qu'au cinquième et au sixième rang européen, le prix du fuel domestique étant même supérieur de 4,5 % à la moyenne européenne.

Chômage : augmentation

En décembre dernier, le nombre des chômeurs dans la Communauté économique européenne moins la Grèce, l'Espagne et le Portugal a augmenté de 1,4 % par rapport à novembre, atteignant 12,9 millions, contre 12,7 millions, soit 11,3 % de la population active, contre 11,2 %. Cette augmentation, essentiellement saisonnière, du nombre des chômeurs, est constatée dans tous les pays, sauf la France. Elle est supérieure à la moyenne en RFA (+ 6,2 %), en Irlande (5,2 %) et au Danemark (+ 2,6 %). Fin décembre, le taux de chômage était de 18,5 % en Irlande, de 13,5 % en Italie, de 13,2 % aux Pays-Bas, de 13,1 % en Belgique, de 12,3 % en Grande-Bretagne, de 10,5 % en France, de 8,7 % en RFA, de 8,1 % au Danemark et de 1,6 % au Luxembourg. Sur l'ensemble de l'année 1985, le nombre de chômeurs a atteint 12,7 millions en moyenne, soit 11,2 % de la population active, en augmentation de 3 % par rapport à l'année 1984 (12,6 millions) et 15,8 millions avec la Grèce, l'Espagne et le Portugal. Signe encourageant : le chômage a diminué de 10,9 % au Danemark, de 7,5 % aux Pays-Bas, de 6,3 % en Belgique et de 4 % au Luxembourg. Mais il a continué à augmenter en Italie (de 8,9 %), en Irlande (de 7,7 %) et à un moindre degré en France (de 3,7 %), en Grande-Bretagne (de 3,5 %) et en RFA (de 1,8 %).

● **Augmentation de la rémunération des TUC.** – La rémunération des TUC (travaux d'utilité collective) est augmentée de 50 F à compter du 1er janvier, passant de 1 200 F à 1 250 F par mois. Les allocations d'insertion des femmes seules chargées de famille passent de 2 580 F par mois à 2 622 F. Celles pour les catégories particulières d'allocataires (réfugiés, rapatriés, etc.) passent de 1 290 F par mois à 1 311 F ; elles atteindront 1 332 F par mois au 1er juillet. Les préretraités voient leur salaire de référence revalorisé de 1,3 % au 1er janvier et de 1,1 % au 1er juillet. Enfin, les rémunérations forfaitaires des stagiaires de la formation professionnelle sont revalorisées de 1,7 %.

ENTREPRISES

Société générale : progression des bénéfices de plus de 30 %

Le bénéfice de la Société générale, troisième banque française de dépôts, devrait progresser de plus de 30 % pour l'exercice 1985. La progression sera importante en métropole, où la forte demande de crédits en provenance des particuliers et le développement de nouveaux produits ont pris le relais des crédits aux entreprises, en voie de contraction. A l'étranger, cette progression a été moindre, en raison de la baisse du dollar, qui, toutefois, masque une amélioration des conditions d'exploitation, notamment celles de la filiale en participation European American Bank (EAB), redevenue bénéficiaire. En 1984, les pertes de cette filiale avaient pesé à hauteur de 255 millions de francs sur les résultats consolidés de la Société générale (927 millions de francs de bénéfice).

Jardine Matheson va créer un géant mondial de courtage d'assurance

Le groupe financier et commercial Jardine Matheson, basé à Hongkong, s'apprête à créer un géant de l'assurance, qui figurera au huitième rang mondial en prenant le contrôle d'une des plus grosses sociétés américaines de courtage d'assurance. Jardine Matheson Holdings Ltd. a annoncé à Hongkong qu'il allait racheter Emett and Chandler Companies Inc. – douzième firme américaine de courtage d'assurance, en vertu d'un accord de rachat portant sur 1,94 million de dollars et signé le 24 janvier à Los Angeles (Californie). Cet accord est encore soumis à l'approbation des actionnaires d'Emett and Chandler. Jardine a annoncé dans un communiqué qu'Emett and Chandler serait fusionné avec Jibi, la filiale américaine de la branche assurance de Jardine, qui occupe actuellement le onzième rang aux Etats-Unis. Avec des revenus d'environ 170 millions de dollars, le nouveau groupe se situera au huitième rang mondial, a précisé Jardine.

CGEE-Alsthom prend une participation dans une firme américaine de contrôle industriel

CGE-Alsthom, filiale du groupe nationalisé CGE (Compagnie générale d'électricité), spécialisée dans les systèmes de contrôle des procédés industriels, a pris une participation minoritaire (35 %) dans la firme américaine Setpoint Inc., elle-même spécialisée dans le développement de logiciels de contrôle et de commande, notamment pour les procédés de raffinage pétrolier et de la pétrochimie. Basée à Houston (Texas), Setpoint a réalisé, au cours de l'année fiscale 1984-1985, un chiffre d'affaires de 11,3 millions de dollars et a enregistré sur les cinq dernières années une croissance annuelle supérieure à 30 %. L'accord prévoit que CGEE-Alsthom pourra accroître sa participation dans Setpoint.

ÉTRANGER

LES NÉGOCIATIONS SUR L'AID

Nouveau test de l'assouplissement de la politique américaine

Coup d'envoi aux négociations sur les moyens financiers de l'Association internationale de développement (AID), filiale de la Banque mondiale chargée de l'aide à très long terme aux plus démunis des pays du tiers-monde, la réunion de trente-trois pays donateurs, le lundi 27 et le mardi 28 janvier, à Paris, constitue un test nouveau de l'assouplissement de la politique de Washington à l'égard de l'aide au développement.

La volonté des Etats-Unis d'éviter une crise majeure de la dette désastreuse pour leur système bancaire comme pour les jeunes démocraties surendettées d'Amérique latine ne fait pas de doute. Même si le « plan Baker » visant à assurer aux débiteurs les moyens d'une reprise de leurs croissance laisse nombre de banques *perplexes* et a *quelques* difficultés à se mettre en place, le souci de Washington de voir la Banque mondiale renforcer son rôle dans cette recherche d'une meilleure stabilité mondiale, a été réaffirmé. De plus l'administration Reagan manifeste un intérêt accru pour les difficultés énomiques accumulées par l'Afrique.

Jusqu'où les responsables américains veulent-ils ou peuvent-ils aller sur cette voie nouvelle, ouverte au grand soulagement de leurs partenaires des pays industriels ?

Tout en soulignant que les premières discussions sur la reconstitution des fonds dont l'AID disposera entre 1988 et 1990 (AID VIII) s'ouvrent dans un climat nettement plus favorable, les participants sont conscients de l'importance des difficultés, ne serait-ce que parce que les Etats-Unis, qui contribuent pour 25 % à ces fonds, doivent tenir compte à la fois de la nécessité de réduire leur déficit budgétaire et de l'opposition de nombreux parlementaires ou fonctionnaires à l'aide multilatérale dont l'application, contrairement à l'aide bilatérale, échappe aux donateurs.

A priori, tout le monde est d'accord pour donner la priorité à l'Afrique. Ce continent abrite la grande *majorité* des pays *les* plus pauvres de la planète et a déjà bénéficié d'une bonne part des prêts sur cinquante ans accordés par l'AID aux nations dont le revenu par tête est inférieur à 790 dollars par an. C'est d'ailleurs pour parer au plus urgent et compenser en faveur des pays africains la diminution des fonds dont disposait l'Association pour la période 1985-1987 — 9 milliards contre 12 milliards durant les trois années précédentes — qu'a été créé, en juillet 1985, un Fonds spécial pour l'Afrique, doté de 1,2 milliard de dollars pour trois ans. Paradoxe de l'évolution de l'attitude américaine, le gouvernement fédéral n'a pas participé à ce fonds, mais les parlementaires viennent de lui attribuer une somme symbolique de 75 millions de dollars.

Un faible intérêt ?

Avant même de décider des moyens à offrir à l'AID, il s'agira de chercher à s'entendre sur les condi*tions appliquées aux crédits* de l'Association. Assimilables à des dons, puisqu'ils ne sont assortis que d'un agio de 0,75 % sur les sommes déboursées et de 0,50 % supplémentaire pour couvrir les dépenses administratives de l'Association, ces prêts devraient, selon les Américains, porter un taux d'intérêt faible, mais réel. Leurs partenaires y sont, pour le moment, opposés, n'envisageant à la rigueur qu'une réduction de cinquante à (peut-être) quarante ans de leur durée. Et même si ce sujet n'est pas directement abordé à la réunion de *Paris*, le montant *de* l'enveloppe nécessaire à l'AID sera présent dans tous les esprits.

Echaudés par la leçon de l'interminable histoire qui a abouti à limiter à 9 milliards de dollars les fonds 1985-1987 de la dernière AID, les responsables de l'Association se sont, jusqu'à présent, abstenus de mettre un chiffre quelconque sur la table. Assurer le simple maintien des opérations tout en tenant compte des besoins de l'Inde et surtout du *dernier venu de la Banque mondiale* et de ses filiales, la Chine, exigerait sans doute quelque 16 milliards de dollars.

Le Fonds spécial pour l'Afrique étant une opération ponctuelle de trois ans, non renouvelable, il convient également d'en tenir compte pour que l'AID puisse poursuivre, au sud du Sahel, sur sa lancée.

Aussi le secrétaire américain au Trésor, M. James Baker, avait, dès octobre dernier, devant l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, préconisé un montage où se retrouveraient des prêts de l'AID, un cofinancement avec des banques privées, ainsi que l'attribution d'une part du fonds fiduciaire du FMI (2,8 milliards de dollars sur six ans) *dont l'Inde et la Chine ont accepté* de ne pas être bénéficiaires.

D'autres envisagent un cocktail où le renouvellement des 9 milliards de la dernière AID se verrait augmenté de l'équivalent du Fonds spécial pour l'Afrique et d'une part du *fonds fiduciaire. Au mieux*, l'Association se verrait ainsi dotée de quelque 12 milliards de dollars. Avant *même* d'aborder l'importance des efforts consentis par chacun, il faudra faire le point de la marge de manœuvre politique et budgétaire des pays donateurs.

En cette période d'austérité généralisée, l'exercice s'annonce délicat. D'autant plus délicat pour les Américains que la loi Gramm-Rudman sur la réduction du déficit budgétaire américain pourrait aboutir à des coupes automatiques si la Maison *Blanche* et le Congrès ne parviennent pas à s'entendre sur les économies à réaliser dès 1987. Autant dire que le dossier de l'AID, après un premier défrichage à Paris, sera à reprendre lors de chacune des grandes réunions internationales qui *vont se succéder au cours des prochains mois.*

FRANÇOISE CROUIGNEAU.

LES SURPLUS AGRICOLES ET LA PÉNURIE ALIMENTAIRE

Le Conseil économique propose un plan de développement euro-africain

La Commission européenne a proposé, lundi 20 janvier, un plan de réhabilitation de l'agriculture pour les huit pays africains les plus touchés par la famine. D'une durée d'un an, il sera doté de 100 millions d'ECU (670 millions de francs). Le commissaire au développement, M. Lorenzo Natali, a indiqué qu'un plan à long terme pour lutter contre la désertification était également envisagé. De son côté, le Conseil économique et social suggère la mise en place d'un programme de développement concerté entre l'Europe et l'Afrique.

« Les surplus agricoles et la pénurie alimentaire » : le Conseil économique et social (CES) vient de consacrer un rapport au plus choquant des paradoxes de notre temps. Ce travail avait été confié à M. René Raimbault, agriculteur, militant de la coopération, engagé dans l'action avec le tiers-monde, puisqu'il préside l'association Agriculteurs français et développement international (AFDI).

Le CES avance diverses propositions. A propos des solutions d'urgence d'abord, il reconnaît la nécessité de *l'aide*, plaide pour *la* rapidité de son acheminement et pour son articulation avec le développement des productions locales. Il faut pousser les recherches dans plusieurs directions : l'utilisation des fonds dégagés par la vente des produits destinés à l'aide alimentaire pour le financement de projets locaux, l'emploi direct des produits pour le démarrage d'unités de transformation, la réalisation d'opérations triangulaires (achat et transfert d'excédents locaux vers les zones déficitaires), les aides en nature (semences, engrais, etc.) ou en crédit pour favoriser la reprise après un aléa climatique.

Au-delà de l'urgence, les pays en voie de développement (PVD) doivent conduire des politiques agricoles volontaristes avec un minimum de 20 % des dépenses publiques en faveur de l'agriculture, des politiques de prix et de marchés cohérentes. Ce développement, poursuit le rapport du CES, doit s'appuyer sur une base sociale. Cela signifie notamment que *« les gouvernements ne doivent pas s'opposer à l'organisation libre et indépendante de leurs paysanneries »*. Les organismes socio-professionnels des pays industrialisés devront, estime le rapporteur, voir leur participation renforcée dans les instances nationales et internationales traitant de développement et d'alimentation et dans les actions de coopération. Une formule de détachements d'experts rémunérés sans but lucratif pourrait être adoptée.

Au plan financier, le rapport insiste *sur* l'encouragement, fiscal notamment, à donner pour la mobilisation *de l'épargne privée et* des dons vers les pays en voie de développement et sur celle de l'épargne des PVD pour les PME et PMI. Il insiste sur la stabilisation des recettes d'exportation des PVD.

Face à l'endettement, le CES suggère un moratoire pour les pays les moins avancés et un rééchelonnement pour les pays en développement à revenu intermédiaire. Pour favoriser la stabilité de l'environnement économique, le rapport propose l'établissement de « contrats de codéveloppement » donnant la priorité à l'autosuffisance alimentaire et à la valorisation des ressources *locales* dans les PVD *et à la création* d'emplois dans les pays développés. L'Europe pourrait, pour sa part, mettre en place un plan de développement agricole et rural euro-africain d'une durée de dix ans. Quoi qu'il en soit de l'autodéveloppement, l'accroissement des importations alimentaires par les PVD est inéluctable. On prévoit un doublement d'ici à l'an 2 000. *« La CEE ne peut et ne doit pas laisser les Etats-Unis répondre seuls à ce surcroît de demande. »* Dès lors elle doit se doter d'une politique commerciale authentique. Mais, poursuit le rapport, des réponses alternatives sont nécessaires, puisque, bien que considérable, le potentiel commercial a ses limites. D'où quatre pistes : meilleure maîtrise (en fait limitation) de certaines productions, reconquête des marchés internes (protéines pour animaux, oléagineux, huiles végétales), recherche de la qualité et débouchés industriels pour les produits agricoles.

J. G.

FAITS ET CHIFFRES

Étranger

● **Israël : ralentissement de l'inflation.** — Six mois d'austérité draconienne ont permis de réduire sensiblement l'inflation galopante dont Israël souffre depuis des années. Les prix à la consommation ont en décembre 1985, augmenté de 1,3 %, la poussée mensuelle la plus faible depuis dix ans. Sur l'ensemble de l'année, l'inflation a été ramenée à 185,2 % — ce qui reste impressionnant — contre 444,9 % en 1984 et 190,7 % en 1983.

Transports

● **L'hécatombe routière a diminué de 10,7 % en 1985.** — Selon les chiffres publiés par le ministère de l'urbanisme, du logement et des transports, le nombre des tués dans les accidents de la route s'est élevé, en 1985, à 10 432, contre 10 685 l'année précédente (— 10,7 %). Le nombre des blessés a été de 269 697 contre 284 907 (— 5,3 %). La poussée d'accidents enregistrée au mois d'août 1985 ne s'est donc pas confirmée. Il semble que la menace du retrait immédiat du permis de conduire en cas d'état alcoolique du conducteur et la répression accrue des excès de vitesse, décidées par le premier ministre, aient porté leurs fruits : la diminution du nombre des tués a été de 17 % au mois de novembre 1985 et de 18 % au mois de décembre.

● **Un contrat de 15 milliards de francs pour McDonnell Douglas.** — La compagnie aérienne Delta Air Lines achètera quatre-vingts biréacteurs MD 88, un nouveau modèle dérivé du DC9, au constructeur américain McDonnell Douglas. Le montant du contrat est de 2 milliards de dollars (15 milliards de Francs). Le MD 88 sera équipé de réacteurs Pratt et Whitney JT8D. Il transportera cent quarante-deux passagers et sera livré au transporteur à partir de 1987.

POUR MAINTENIR L'EMPLOI

Les syndicats de la FIOM approuvent la modernisation de Renault

Tous les syndicats de la régie Renault, sauf la CGT, vont signer le protocole sur l'indemnisation du chômage partiel. Celui-ci prévoit, d'une part, un aménagement des horaires et, d'autre part, un nouveau système de cotisation pour assurer cette indemnisation, le fonds de réserve constitué par la firme arrivant à épuisement. La CFDT, FO, la CGC, la CFTC, ont décidé de signer pour assurer une indemnisation des journées chômées, malgré leur réserve générale sur la politique salariale de l'entreprise, et bien que certains, notamment la CFDT, jugent la réduction du temps de travail prévue insuffisante pour préserver les emplois. Cette priorité à l'emploi a aussi été exprimée par les syndicats Renault de la FIOM (fédération internationale des organisations des travailleurs de la métallurgie) réunis à Paris du mercredi 22 au vendredi 24 janvier (1).

« La politique de mondialisation de Renault est une nécessité. Nous n'accepterions pas et nous ne comprendrions pas un arrêt de la politique mondiale de Renault. » Après l'offensive lancée par la CGT en faveur du repli des investissements de Renault sur la France en priorité, un tel langage surprend, d'abord, de la part de syndicalistes. C'est pourtant la position très nette prise par la conférence des syndicats Renault de la FIOM, dont font partie en France FO et la CFDT. Pour ceux-ci, la survie de la Régie exige un minimum d'intégration dans l'appareil industriel des pays où elle vend. Cela correspond pour eux à une solidarité et les amène à des positions opposées à celles de la CGT : ils ont exprimé leur refus d'un désengagement de Renault à l'étranger, et notamment aux Etats-Unis, sans négociation préalable avec les syndicats. Ainsi un délégué de l'usine AMC de Kenosha (Wisconsin), où 875 emplois viennent d'être supprimés et où résident plus de 2 700 salariés (4 000 ayant été licenciés les années précédentes), soulignant ses inquiétudes sur l'avenir du site, a souhaité que l'on remplace la R 9 et la R 11, actuellement montées dans l'usine, par la R 25 plus adaptée au marché américain (en fait une version de celle-ci sera construite dans la nouvelle usine de Brampton au Canada) et que AMC trouve un partenaire pour maintenir l'usine de Kenosha. Il a aussi exprimé l'espoir qu'une autre usine AMC soit construite aux Etats-Unis : cinq Etats sont déjà sur les rangs.

Enfin la conférence a apporté un appui à la CFDT ainsi qu'à FO face à une CGT encore dominante chez Renault. Les syndicalistes de la FIOM ont réaffirmé la priorité absolue attachée à la sauvegarde de l'emploi, par une réduction « importante » de la durée du travail, l'élimination des heures supplémentaires obligatoires, la possibilité pour les salariés d'intervenir sur les conditions et l'organisation du travail.

GUY HERZLICH.

(1) Des représentants des syndicats français, belges, espagnols, portugais, argentins, colombiens, américains et canadiens ont participé à cette conférence.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	7,3870	7,3900	+ 35	+ 50	+ 70	+ 100	+ 260	+ 360
$ can.	5,2279	5,2356	– 90	– 72	– 168	– 136	– 393	– 305
Yen (100)	3,7612	3,7646	+ 58	+ 72	+ 116	+ 138	+ 446	+ 508
DM	3,0722	3,0747	+ 99	+ 112	+ 192	+ 212	+ 616	+ 673
Florin	2,7228	2,7249	+ 63	+ 72	+ 123	+ 138	+ 403	+ 451
F.B. (100)	15,0112	15,0234	– 264	– 196	– 549	– 421	– 1137	– 757
F.S.	3,6335	3,6368	+ 127	+ 143	+ 249	+ 273	+ 809	+ 879
L.(1 000)	4,5015	4,5061	– 373	– 338	– 753	– 696	– 1803	– 1697
£	10,1667	10,1760	– 388	– 338	– 739	– 662	– 2126	– 1918

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 3/4	8	8	8 1/8	8	8 1/8	8	8 1/8
DM	4 5/8	4 5/8	4 1/2	4 5/8	4 9/16	4 11/16	4 9/16	4 11/16
Florin	5 5/8	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16
F.B. (100)	9	10	10 1/8	10 5/8	10 3/8	10 7/8	10	10 1/2
F.S.	1	2	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8	4 1/4	4 3/8
L.(1 000)	15	17	17 1/2	18 1/2	17 7/8	18 7/8	17	17 1/2
£	11 1/4	11 1/2	13 1/8	13 1/4	13 3/8	13 1/2	13 3/8	13 1/2
F. franç.	8 5/8	8 7/8	10 1/4	10 3/4	11 3/8	13 1/2	12 1/4	12 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Un rapport de M. Jeantet sur les mutations de l'économie sociale

L'économie sociale a-t-elle la capacité d'affronter les mutations qui lui sont imposées ? Tel est le thème d'un rapport que M. Thierry Jeantet (1) vient de remettre à M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale.

Comblant certaines lacunes de l'économie de marché, l'économie sociale s'est aussi développée dans le secteur non lucratif pour répondre à des besoins sociaux. Elle a alors pris la forme d'associations. Elle a également un aspect philosophique, voire politique. Les sociétés mutualistes organisaient la solidarité, les coopératives de consommateurs y voyaient un moyen de sortir d'un système traditionnel de distribution.

L'économie sociale, c'est aujourd'hui treize millions de familles adhérant à la Mutualité française, vingt millions de membres d'associations, des milliers de clients de banques ; 1,2 million de salariés (soit 6 % de la population active). Qui ne connaît UNICO, CODEC ou La Hutte ?

L'économie sociale traverse actuellement une période de turbulences. Le rôle traditionnel des coopératives (dans le bâtiment notamment) est remis en cause. Elles n'ont pas échappé aux impératifs économiques. Les salariés ont découvert à la fois la crise et le rôle du « patron ». D'autre part, de nouvelles formes de participation ont fait leur apparition, et les salariés ont la possibilité d'investir leurs indemnités de chômage capitalisées en choisissant ainsi leur patron et en participant à la gestion de leur entreprise. Une loi permet également l'actionnariat ouvrier.

Les associations ont aussi des difficultés de recrutement. Les mères de famille sont sollicitées par leurs propres enfants. Les jeunes et les préretraités ne pensent pas spontanément au bénévolat. Les pouvoirs publics interfèrent dans le champ traditionnel de l'économie sociale. Les entreprises intermédiaires (créées pour les jeunes) sont gérées par le ministère du travail. La coopération entre les jeunes et les préretraités est organisée par les missions locales pour l'insertion des jeunes.

L'économie sociale a un avenir. Elle se développe en répondant à des problèmes locaux. M. Gatel mise sur la « micro-économie ». La décentralisation est un atout pour ce type d'économie. La souplesse qu'elle prône est réclamée par les chefs d'entreprise.

Il reste que, en dépit de réformes récentes (1985 pour les coopératives, 1982 pour les SCOP), l'économie sociale doit trouver sa place et faire ses preuves. Elle s'oriente vers les nouvelles technologies mises en place par les pouvoirs publics. Il s'agit pour elle d'évoluer pour survivre. M. Jeantet en est bien conscient, qui craint pour l'économie sociale la « *banalisation* ».

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

(1) M. Thierry Jeantet, longtemps secrétaire général d'une banque coopérative, est l'auteur de livres et d'études sur l'économie sociale, notamment *la Révolution conviviale* et *l'Economie sociale* (en collaboration avec Roger Verdier), édités par la Coopérative d'information et d'édition mutualiste, 26, boulevard Sébastopol, 75004 Paris.

● **Chômage technique chez Moulinex.** – Les 9 700 employés des treize usines de Moulinex observeront quarante-trois jours chômés cette année, a annoncé la direction lors d'un récent comité d'entreprise. Elle a précisé qu'aucun licenciement n'est prévu à court terme. Les quarante-trois jours de chômage prévus ne sont qu'une estimation. Moulinex a déjà déposé auprès des pouvoirs publics un projet de convention prévoyant un chômage de longue durée. La direction explique que cette mesure est due au fléchissement prévu des exportations.

SOCIAL

Le régime local d'assurance-maladie d'Alsace-Moselle tend à s'aligner sur le régime général

De notre correspondant

Metz. — Le régime local d'assurance-maladie d'Alsace-Moselle (MA-BIS), différent du régime général, est en déficit de 130 millions de francs pour 1985, soit près de 17 % des ressources (770 millions de francs). Pour tenter de retrouver l'équilibre cette année, la cotisation de 1,5 % acquittée par les ressortissants actifs sera *prélevée sur la totalité des rémunérations* versées à compter du 11 janvier. Elle était, jusqu'à présent, calculée sur le plafond de la Sécurité sociale (9 220 F par mois depuis le 1er janvier 1986).

Ce déplafonnement devrait accroître les ressources du régime local de 120 millions de francs par *an. Le ministère des affaires sociales* a suivi la recommandation émise par six des huit conseils d'administration des caisses primaires d'assurance-maladie des départements de Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin. Le décret entérinant cette mesure (*Journal officiel* du 4 janvier 1986) stipule, en outre, que la prise en charge du forfait hospitalier (23 F par jour) jusque là provisoire devient une prestation légale du régime local d'Alsace-Moselle.

Elles étaient jusqu'à présent financées par un fonds de réserve qui a littéralement fondu. Ce dernier dépassait, à la fin de la dernière *décennie, 500 millions de francs ; il* est à présent ramené à quelque 80 millions de francs, les comptes définitifs n'étant pas encore arrêtés.

Cette situation entraînera pour 1986 la suppression des prestations *supplémentaires* traditionnellement accordées par le régime local à ses ressortissants les plus défavorisés. Déjà réduite en 1985, l'enveloppe affectée à ces actions (indemnités funéraires, compléments aux pensions d'invalidité, aides ménagères aux invalides et aux retraités...) représentait 50 millions de francs en 1985. Ainsi, depuis le 1er janvier une cinquantaine des cinquante-sept assurés mosellans infirmes de moins de soixante ans ne bénéficient plus d'aides ménagères.

Le versement de prestations supplémentaires ne peut en effet être autorisé aux termes d'un arrêté de janvier 1975 que si le fonds de réserve du régime local est supérieur à 20 % du montant des prestations obligatoires. Or, cette année, il dépassera à peine le seuil minimal autorisé de 10 % au-dessous duquel le taux de cotisation de 1,5 % doit être relevé.

JEAN-LOUIS THIS.

[*Le régime local d'Alsace* (Haut-Rhin et Bas-Rhin) et de Moselle résulte de la rencontre entre le régime général des salariés, créé en France en 1945, et un régime d'assurances sociales allemand qui avait subsisté après 1918.

Moyennant une cotisation supplémentaire de 1,5 % (payée exclusivement par les salariés), les salariés des trois départements ont droit à des remboursements complémentaires de l'assurance-maladie.]

EN BOURSE

Morgan Stanley va mettre 20 % de son capital dans le public

Morgan Stanley Group Inc, *l'une des principales banques* américaines d'investissement (les banques commerciales et les banques d'affaires constituent encore deux catégories séparées aux Etats-Unis), va ouvrir son capital au public, afin de renforcer sa situation financière et de mieux résister à la concurrence des grandes firmes de courtage new-yorkaises. A cet effet, Morgan Stanley va procéder à une émission d'actions nouvelles de *quelque 200 millions de dollars*, réservées au public, ce qui devrait représenter environ 20 % de la valeur de l'entreprise évaluée à 1 milliard de dollars, selon certains spécialistes.

Le reste du capital de ce groupe privé continuera à être détenu par les actuels actionnaires (les deux cent soixante dirigeants de l'entreprise), lesquels ne présenteront pas leurs titres à l'offre. Cet élargissement *du capital marque « une étape importante »* dans la stratégie de la firme, précise le président du groupe, M. S. Parker Gilbert. Elle lui permettra de renforcer ses fonds propres et d'accéder par la suite aux marchés financiers et de capitaux dans le monde *entier, a-t-il fait valoir.*

On notera sur ce sujet que Morgan Stanley est l'une des six firmes d'investissement étrangères (*quatre américaines et* deux britanniques) à avoir obtenu récemment l'autorisation d'opérer sur le marché financier japonais. La plupart des concurrents de Morgan Stanley ont également fait appel au public pour augmenter leur capital au cours des dernières années ou ont été rachetées par des groupes plus importants. Ainsi, Merrill Lynch, le numéro un de la profession, une société cotée en Bourse, est *détenu par une quantité de petits* actionnaires (dont Paribas depuis la cession de Becker). Morgan Stanley, dont la valeur représente moins d'un quart de celle de Merrill Lynch et sans doute la moitié de celle de Goldman Sachs et Drexel Burnham Lambert, deux autres grandes ban*ques d'investissement non intro*duites en Bourse, avance, pour sa part, une rentabilité nette annuelle égale ou supérieure à 30 % des capitaux investis pour la plupart de ses derniers exercices.

ÉNERGIE

Le contre-choc pétrolier

L'IRAN BAISSE SA PRODUCTION ET Mme THATCHER N'EXCLUT PAS DE FAIRE DE MÊME

L'érosion, la semaine passée, des prix du pétrole — aujourd'hui stoppée à un cours légèrement inférieur à 20 dollars le baril pour le brut de *la mer du Nord — continue de susciter* réactions et commentaires.

● A TEHERAN, le président de la République islamique, l'hodjatoleslam Ali Khamenei, a violemment dénoncé *« le grand complot de l'oppression mondiale contre les pays de l'OPEP »*, et le vice-président du pétrole est allé jusqu'à annoncer *« des sanctions »* contre l'Angleterre et la Norvège si la tendance baissière se poursuivait.

Pour enrayer ce mouvement et parce qu'*« elle n'accepte pas la réduction des cours internationaux du brut »*, la République islamique affirme qu'elle s'est abstenue de vendre sur le marché libre depuis dix jours et qu'elle n'a fourni de pétrole *qu'aux titulaires de contrats* à long terme. Son offre de brut aurait ainsi diminué de moitié.

● A MASCATE, dans le sultanat d'Oman, le conseil des ministres a décidé le 25 janvier de dévaluer de près de 10 % le ryal omanais, par rapport au dollar, *« pour maintenir l'équilibre de la balance des paiements à la suite de la chute des prix du pétrole »*. C'est la première dévaluation de la devise omanaise depuis 1973.

● A LONDRES, dans un entretien télévisé, Mme Thatcher a répété que le niveau des prix du pétrole devait dépendre de l'offre et de la demande, mais elle n'a pas complètement exclu la possibilité d'intervenir sur le niveau de production de la mer du Nord. *« On ne doit recourir à une telle action qu'en dans des circonstances très très rares »*, a-t-elle cependant souligné.

● A CARACAS, une réunion entre le président Jaime Lusinchi et son collègue mexicain, Miguel de La Madrid *« pour s'entretenir de la situation incertaine que connaît actuellement le marché pétrolier »* aura lieu cette semaine.

● A PARIS enfin, alors que le *président d'Elf-Aquitaine*, M. Michel Pecqueur, estime qu'un baril à 20 dollars *« reste encore dans des limites acceptables »*, M. Bérégovoy a affirmé, le 26 janvier, que *« le prix du super pourrait baisser jusqu'à 4,50 F en France si la baisse des cours du pétrole se poursuit »*. Le prix moyen du super est actuellement de 5,11 F selon le ministère des finances. — (*AFP, Reuter.*)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNITED TECHNOLOGIES

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE 1985

UTC vient d'annoncer pour le quatrième trimestre 1985 un revenu dégagé des activités opérationnelles de 165,9 millions de dollars contre 160,1 millions pour le quatrième trimestre 1984, en progression de 4 %. Le chiffre d'affaires a augmenté de 6 %, passant de 4 milliards de dollars au quatrième trimestre 1984 à 4,2 milliards.

Pour l'ensemble de l'année 1985, le revenu dégagé des activités opérationnelles s'élève à 636,4 millions de dollars, contre 608,9 millions en 1984, en progression de 5 % (excluant un crédit d'impôt de 44,6 millions de dollars). Le chiffre d'affaires est passé de 14,8 milliards de dollars en 1984 à 15 milliards en 1985.

Le bénéfice dilué par action dégagé des activités opérationnelles a progressé de 2 % et s'élève, au quatrième trimestre 1985, à 1,19 dollar, calculé sur la base de 139 308 000 actions, contre 1,17 dollar sur la base de 137 778 000 actions, au quatrième trimestre 1984.

Le bénéfice par action au quatrième trimestre 1985 est de 1,25 dollar, calculé sur la base de 122 850 000 actions, contre 1,21 dollar sur la base de 121 319 000 actions, au quatrième trimestre 1984.

Le carnet de commandes se chiffrait à *11,7 milliards* de dollars au 31 décembre contre 11,8 milliards l'année précédente à la même date.

Pour l'ensemble de l'année 1985, le bénéfice dilué par action des activités opérationnelles s'élève à 4,58 dollars calculé sur la base de 138 997 000 actions contre 4,76 dollars sur la base de 137 368 000 actions en 1984. Le bénéfice par action ressort pour 1985 à 4,76 dollars sur la base de 122 539 000 actions, contre 4,97 dollars sur 120 795 000 actions en 1984.

dauphin o.t.a.

Les informations comptables à fin novembre et les prévisions pour décembre permettent d'estimer que le chiffre d'affaires de la société pour 1985 sera en progression de plus de 12 % par rapport à 1984.

Le quatrième trimestre a en effet *largement compensé le retrait conjonc*turel observé pendant les mois d'été.

L'évolution ainsi constatée serait donc supérieure de deux points à celle prévue par l'IREP (Institut de recherche et d'étude publicitaire) pour l'ensemble de la branche publicité extérieure en 1985, évolution prévue à 10 %.

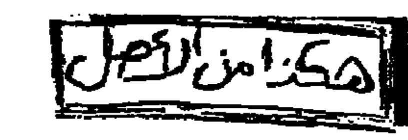
Elle est également supérieure au budget prévisionnel de la société établi sur la base d'un accroissement de 11 %.

Compte tenu d'un taux d'inflation de 5,7 % en 1985, la progression en volume ressortirait donc à plus de 6 %.

Les résultats quant à eux seront supérieurs d'environ 13 % à ceux enregistrés en 1984, qui étaient, rappelons-le, de 20,8 millions après déduction de la participation du personnel.

L'exercice 1986, compte tenu des ordres déjà enregistrés, peut être envisagé avec confiance.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 16 janvier
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	379 796
dont :	
Or	210 163
Disponibilités à vue à l'étranger	89 057
ECU	63 254
Avances au Fonds de stabilisation des changes	17 320
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	31 734
dont :	
Concours au Trésor public	25 580
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	156 302
dont :	
Effets escomptés	83 659
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	62 165
5) DIVERS	8 392
Total	638 391

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	207 087
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	11 095
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	16 798
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	86 400
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	27 890
5) ECU A LIVRER AU FECOM	59 987
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	242 868
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	11 122
Total	638 391

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1985

	17 janv.	24 janv.
Valeurs franç. à revenu variable	103,8	104,4
Valeurs industrielles	102,9	103
Valeurs étrangères	105,1	102,7
Pétroles-Énergie	108,1	99,6
Chimie	98,9	98,2
Métallurgie, mécanique	104,1	107,2
Électricité, électronique	102,8	102
Bâtiment et matériaux	103,6	104,5
Ind. de consommation non alimentaire	103,3	103
Agro-alimentaire	102,9	105,8
Distribution	104,4	99,6
Transports, loisirs, service	102,5	106,9
Assurances	114,4	116,4
Crédit banque	107,1	112,9
Sicomi	100,7	102,1
Immobilier et foncier	101,9	102,4
Investissement et portefeuille	106,6	109
Base 100 : 31 décembre 1985		
Valeurs françaises à revenu fixe	100,9	101,1
Emprunts d'État	100,3	100,4
Emprunts garantis et assimilés	101,1	101,4
Sociétés	100,6	101
Base 100 en 1949 :		
Valeurs françaises à revenu variable		
Valeurs étrangères		
Base 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable		
Valeurs étrangères		
Base 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe		
Emprunt d'État		
Emprunts garantis et assimilés		
Sociétés		
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	276,5	277,3
Produits de base	190,5	182,5
Construction	227,6	230,2
Biens d'équipement	267,8	264,8
Biens de consom. durables	298,9	293,9
Biens de consom. non durables	327,1	324,9
Biens de consom. alimentaires	288,2	293,7
Services	243,9	246,7
Sociétés financières	436,2	448,6
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	271,2	281,2
Valeurs industrielles	262,2	249,7
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	224,8	222

AUTOUR DE LA CORBEILLE

CRÉDIT NATIONAL : RÉSULTAT NET EN HAUSSE DE 20 % EN 1985. – Le résultat net de cet établissement en 1985 *« pourrait progresser d'un peu plus de 20 % »* par rapport à celui du précédent exercice (122 millions de francs). Les résultats de 1985 avant impôts, amortissements et provisions, devraient être en augmentation de l'ordre de 15 % sur les mêmes bases de comparaison. Ces commentaires ont été faits alors que le titre Crédit national poursuit son envolée à la Bourse de Paris. Au cours de la semaine du 20 au 24 janvier, l'action a gagné près de 13 % pour s'établir vendredi à 1 100 F.

BOLLORÉ TECHNOLOGIES LANCE UNE OPE SUR SOFICAL. – Spécialisée dans l'ultramince, la société Bolloré Technologies, dont les titres sont cotés au second marché de la Bourse de Paris (*le Monde* du 5 novembre 1985), vient de lancer une offre publique d'échange (OPE) sur les actions de Sofical, société de financement industriel, commercial et agricole, dont la cotation était suspendue depuis le 18 décembre dernier, sur un dernier cours de 625 F. Bolloré propose l'échange de deux de ses actions contre une action Sofical, l'OPE devant être considérée positive si le nombre de titres présenté à l'OPE est supérieur ou égal à cette offre. Sofical est une société holding qui contrôle diverses entreprises, notamment au Cameroun et en Amérique du Nord.

SOFINNOVA : PLUS DE 7 MILLIONS D'ACTIONS DEMANDÉES A L'OPE. – Au cours de l'introduction, le 24 janvier 1986, de la société Sofinnova sur le second marché de la Bourse de Paris, selon la procédure publique de vente (OPV), après une première tentative le 20 janvier (*le Monde* du 24 janvier), 7,03 millions d'actions étaient demandées au prix d'offre de 300 F face à 95 829 actions offertes au public. Finalement, 1,40 % des demandes ont pu être satisfaites.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1985)

	23 janv.	24 janv.
Valeurs françaises	103,7	107,1
Valeurs étrangères	100,3	102,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1981)

	23 janv.	24 janv.
Indice général	271,3	277,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE
Effets privés du 27 janvier .... 8 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	24 janv.	27 janv.
1 dollar (en yens)	198	196,15

BOURSE DE PARIS — Comptant — 24 JANVIER

Actions au comptant

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV 24/1

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% + –
....	4,5 % 1973	....	....	....	....
4170	C.N.E. 3 %	4175	4175	4175	....
1072	B.N.P.	1072	1075	1095	+ 2 14

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 24/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 518	7 458	7 200	7 700
ECU	6 661	6 658	....	....
Allemagne (100 DM)	307 030	307 240	297 500	314 500
Belgique (100 F)	15 027	15 007	14 400	15 300
Pays Bas (100 fl.)	272 520	272 580	263 500	279 500
Danemark (100 krd)	83 410	83 450	79	86
Norvège (100 k)	98 930	98 800	95	101
Grande-Bretagne (£ 1)	10 367	10 398	10	10 700
Grèce (100 drachmes)	5 030	5 018	3 600	3 900
Italie (1 000 lires)	4 503	4 505	4 100	4
Suisse (100 fr.)	382 400	383 140	352 500	372 500
Suède (100 krs)	98 330	98 240	94 500	100 500
Autriche (100 sch)	43 650	43 680	42 800	44 800
Espagne (100 pes.)	4 892	4 881	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 736	4 735	4 200	5 100
Canada ($ can 1)	5 352	5 271	5 100	5 500
Japon (100 yens)	3 720	3 793	3 610	3 780

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 24/1
Or fin (kilo en barre)	84600	85500
Or fin (en lingot)	85000	85600
Pièce française (20 fr)	541	560
Pièce française (10 fr)	450	.....
Pièce suisse (20 fr)	566	563
Pièce latine (20 fr)	528	520
Souverain	645	640
Pièce de 20 dollars	3505	3590
Pièce de 10 dollars	1902 50	2000
Pièce de 5 dollars	1260	.....
Pièce de 50 pesos	3325	3410
Pièce de 10 florins	548	548
Or Londres	352 75	356 25
Or Zurich	349 50	357 50
Or Hongkong	361 55	361 95
Argent Londres	6 19	6 19

Le Monde

En URSS

Le remplacement du ministre de l'intérieur pourrait être lié à un prochain remaniement à la tête du parti en Ukraine

De notre correspondant

Moscou. — Le ministre de l'intérieur, M. Vitali Fedortchouk (soixante-sept ans) a été *« libéré de ses fonctions »* et remplacé par M. Alexandre Vlasnov (cinquante-quatre ans) qui était jusqu'à présent chef régional du parti à Rostov-sur-le-Don, a annoncé dimanche 26 janvier la *Pravda*. Le quotidien ajoute que M. Fedortchouk va recevoir *« une autre affectation »*, sans préciser laquelle.

L'événement serait banal si M. Fedortchouk *« partait à la retraite »*, comme d'autres hauts personnages ces derniers mois. M. Gorbatchev a, en effet, systématiquement remplacé par des hommes de sa génération les principaux responsables du pays, dont l'âge oscillait généralement autour de soixante-dix ans. M. Fedortchouk ne rentre pas dans ce cas de figure : il a, certes, l'âge de la retraite, mais ne la prend pas, il n'est pas limogé, puisqu'on lui promet un autre poste.

Mais il n'est vraisemblablement pas sur le point de recevoir une promotion majeure, car celle-ci aurait alors été annoncée avant que la *Pravda* ne fasse état de son départ du ministère de l'intérieur. Les usages protocolaires de la nomenklatura ont le mérite d'être précis, même s'ils ne résolvent pas toutes les énigmes. M. Fedortchouk, à défaut d'accéder au paradis ou à l'enfer, entre donc dans les limbes.

Ce statut atypique s'explique peut-être par la situation autrement plus critique d'un membre du bureau politique âgé comme lui de soixante-sept ans, M. Vladimir Chtcherbitsky, premier secrétaire du PC pour l'Ukraine. Les carrières des deux hommes apparaissent inextricablement liées. A travers le premier, c'est le second qui semble être visé.

M. Fedortchouk naît en 1918 en Ukraine et fait la guerre dans les services de renseignements avant de diriger l'antenne ukrainienne du KGB de 1970 à 1982. A ce titre, il joue un rôle majeur en 1972 dans la nomination de M. Chtcherbitsky à la tête du PC ukrainien. C'est en effet M. Fedortchouk qui, sentant le vent, a «déstabilisé» le premier secrétaire ukrainien d'alors, Piotr Chelest. La mise à l'écart de M. Chelest s'est faite avec la bénédiction évidente de M. Brejnev, qui sera désormais le protecteur sans faille de M. Chcherbitsky.

Le remplaçant d'Andropov

En mai 1982, M. Fedortchouk «monte» à son tour à Moscou pour remplacer Andropov à la tête du KGB de l'URSS. Est-il le choix de ce dernier pour tenir la maison ? On peut en douter, car, un mois à peine après son arrivée au pouvoir suprême, en décembre de la même année, Andropov rétrograde M. Fedortchouk au rang inférieur de ministre de l'intérieur de l'URSS. M. Fedortchouk n'aura «régné» que sept mois sur le KGB.

M. Fedortchouk apparaissait comme un des derniers remparts de M. Chtcherbitsky, dont les positons sont de plus en plus menacées. Les rangs des «vieux brejnéviens» ne cessent de s'éclaircir au bureau politique. M. Grichine, qui a déjà perdu le 24 décembre ses fonctions prestigieuses de chef du parti pour la ville de Moscou, ne devrait plus demeurer longtemps dans cet organisme, saint des saints du système. Le processus pourrait être le même pour M. Chtcherbitsky. Il perdrait d'abord la direction du PC ukrainien, le reste viendrait ensuite. Le prochain congrès du PC ukrainien a lieu le 6 février. M. Chtcherbitsky sera-t-il réélu à sa tête ?

Le dirigeant ukrainien n'est pas en odeur de sainteté auprès de M. Gorbatchev : il se serait prononcé contre lui en plusieurs occasions ces dernières années, lors des réunions du bureau politique. M. Chtcherbitsky n'a en tout cas été associé à aucune des grandes initiatives du secrétaire général en politique intérieure. Il s'est permis en outre d'exprimer en public des réserves à l'égard de l'ouverture pratiquée par M. Gorbatchev en direction des Etats-Unis. M. Chtcherbitsky fait même figure, selon certains, de porte-parole de la fraction «dure» de l'armée, peu satisfaite de mesures telles que le moratoire unilatéral soviétique sur les essais nucléaires.

M. Gorbatchev pourrait avoir recours à une des plus vieilles ficelles du système soviétique en proposant à M. Fedortchouk le poste de M. Chtcherbitsky ; cela aurait du piquant. Il est plus vraisemblable qu'il souhaite seulement isoler un peu plus ce dernier en attendant l'estocade finale. Quoi qu'il en soit, l'hypothèse généralement admise à Moscou est que M. Chtcherbitsky va être prochainement mis à l'écart.

Le nouveau titulaire du ministère de l'intérieur, M. Vlasov, a le même âge que M. Gorbatchev et a commencé sa carrière en Sibérie (à Irkoutsk, puis en Yakoutie) ; il a ensuite été responsable régional du parti pendant neuf ans chez les Tchetchènes-Ingouches, dans le Caucase du Nord, avant d'être nommé en juillet 1984 à Rostov-sur-le-Don.

Chez les Tchetchènes-Ingouches, il s'est acquis une réputation de pourchasseur de la corruption qui sied bien à un futur ministre de l'intérieur. Ce « profil » n'a pas toujours été celui du titulaire de ce poste. Le prédécesseur de MM. Fedortchouk et Vlasov au ministère de l'intérieur s'est en effet suicidé en décembre 1984 après un règne de seize ans sous Brejnev. Nikolai Chtchelokov s'était donné la mort à la veille de l'ouverture de son procès, qui promettait de faire du bruit. On aurait trouvé chez lui une quantité de lingots d'or et de bijoux de provenance inexpliquée. Son épouse s'était également suicidée quelques mois auparavant. La lutte contre la corruption fait partie des thèmes obligés de tout discours du ministre de l'intérieur en URSS, surtout depuis Andropov.

DOMINIQUE DHOMBRES.

A B C D E F G

La CIA protégerait un important transfuge du KGB

Washington. — Un espion soviétique de très haut niveau a fait défection au printemps 1985 et se trouve actuellement aux Etats-Unis, où la CIA l'entoure du plus grand secret, affirme l'hebdomadaire américain *US News and World Report*, dans son dernier numéro publié samedi 25 janvier et daté du 3 février. Le magazine, qui cite des sources non identifiées des services de renseignements américains, indique que ce membre du KGB, qui est de nationalité soviétique et a le grade de général, fournissait des informations secrètes à Washington. Il aurait été évacué clandestinement d'Allemagne de l'Est — *« en hélicoptère »*, écrit l'hebdomadaire, — fin avril ou début mai 1985. Il n'aurait été conduit aux Etats-Unis qu'après le sommet de Genève en novembre et plusieurs mois de *« debriefing »* en République fédérale. La CIA s'est refusée à tout commentaire à ce sujet, mais une source proche de l'organisation a déclaré n'avoir jamais entendu parler d'un tel personnage. — *(AFP, AP.)*

LE FACE-A-FACE AMÉRICANO-LIBYEN

Les « baleines humaines » du colonel-amiral

En dépit de menaces de représailles guerrières proférées par le colonel Kadhafi, des navires de guerre américains ont effectué, dimanche 26 janvier, sans incident, une série de manœuvres dans le golfe de Syrte, que la Libye considère comme faisant partie de ses eaux territoriales. Des journalistes d'une chaîne de télévision américaine ont filmé plusieurs bâtiments de la VIe flotte en manœuvre en Méditerranée, au sud du parallèle 32,5 marquant la limite nord du golfe de Syrte.

La veillé, le colonel Kadhafi avait tenu à patrouiller en personne dans le nord du golfe de Syrte à bord d'une vedette équipée de missiles. Le dirigeant libyen, coiffé à cette occasion d'une large casquette d'amiral, a déclaré à des journalistes américains, dûment convoqués à bord, qu'il entendait ainsi *« visiter la ligne de la mort »* (le parallèle 32,5). *« La Libye,* a-t-il dit, *ne peut plus vivre sous le règne du terrorisme des Etats-Unis »*, et des *« combats américano-libyens peuvent survenir à n'importe quel moment »* de ces manœuvres de la VIe flotte. Les officiers libyens — à en croire l'agence libyenne Jana — sont d'ailleurs formés aux formes les plus originales de lutte sous-marine. Un officier « révolutionnaire » a ainsi expliqué samedi qu'il était prêt avec ses collègues à se *« transformer en baleine humaine explosive pour détruire les bâtiments de la VIe flotte »*.

Le roi Hassan II du Maroc a estimé la situation suffisamment inquiétante pour proposer ses bons offices à Washington et à Tripoli. Dans un message adressé au président Reagan, le souverain — dont le pays est lié à la Libye par un traité d'alliance depuis 1984 — relève que la tension approche *« dangereusement un point de non-retour »* aux conséquences imprévisibles. — *(AFP, Reuter.)*

UN BIMOTEUR ITALIEN S'ÉCRASE SUR LES ALPES

(De notre correspondant.)

Grenoble. — L'épave d'un avion italien, un bimoteur Cessna 310, qui était porté disparu depuis l'après-midi du dimanche 26 janvier au-dessus de Grenoble, a été localisée, lundi matin, à la suite d'un vol héliporté. L'avion, qui avait décollé de Milan, dimanche en fin de matinée, avec quatre personnes à bord, et qui se rendait à Lyon, s'est écrasé sur la face ouest du Rocher blanc (2900 mètres), dans le massif des Sept-Laux.

«POUR LES OTAGES FRANÇAIS DU LIBAN, «J'AI PU RELANCER L'INITIATIVE», déclare M. Roland Dumas.

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, était l'hôte du «Club de la presse» d'Europe 1, dimanche 26 janvier. Il a abordé notamment les points suivants :

● *Les relations avec l'URSS :*

A propos des cas humanitaires en suspens avec l'URSS, M. Dumas a précisé qu'*« autant de personnes »*, vingt-six dans un cas, vingt-huit dans l'autre, ont pu quitter l'URSS depuis la visite à Moscou de M. Mitterrand en juin 1984 que pendant la période 1981-1983.

● *Les otages français au Liban :*

« Notre action ne s'arrête pas. Les fils peuvent passer par deux ou trois capitales, car il n'est pas question de négocier avec les ravisseurs, mais avec les Etats responsables (Liban, Syrie, Iran). Nous sommes passés assez près d'une solution il y a quelques semaines. Les revendications des ravisseurs se sont alors tranformées. J'ai pu relancer les initiatives. Aujourd'hui, j'ai bon espoir (...). Permettez-moi de vous demander de me faire confiance. »

● *Les sanctions contre la Libye :*

« Nous n'entendons en rien gêner ce que veulent faire les Etats-Unis. Mais il ne faut pas, sous prétexte d'aller faire « de la gesticulation » dans la zone », réussir à renforcer celui que l'on voudrait atteindre. »

Sur le vif

Ça va, la tête ?

Vous savez ce que c'est, vous, un Bragard, un Dagovérarien, un Audomorois, un Néovicien ? Oui ? Je ne vous crois pas. Moi, je n'en savais rien. J'ai regardé dans le dictionnaire, c'est un mec qui habite Saint-Dizier, Ville-d'Avray, Saint-Omer *ou Neuilly. S'il vit en Ile-de-*France, il peut dire : moi, qui suis francilien, j'emmerde les Carolopolitains. *Si, si, il a le droit. Il* l'avait pas, mais maintenant, il l'a. L'Académie française vient de le lui donner. Il paraît qu'ils sont fous de joie à Garges-lès-Gonesse.

C'est à se cogner le derrière au lustre, avouez. Quel sens ça a de forger tous ces noms ridicules, invraisemblables, impossibles à retenir, à prononcer, à *écrire sans se gourer ?* A qui c'est destiné ? Il y a vraiment des jours où on croit rêver, on se *pince, on se dit : Enfin, c'est pas* croyable ! Elle a perdu la tête, l'élite. Elle décolle, elle plane, elle est complètement coupée de la réalité.

C'est quoi, la réalité ? C'est le Soleil qui tourne autour de la Terre, aux yeux de près d'un quart des Français. C'est des élections législatives à un tour ? A deux tours ? On nous a posé la question cette semaine dans l'« Obs ». On était encore près de la moitié à donner une mauvaise *réponse ou pas de réponse du* tout. *Je ne vous parle pas des ré*gionales. Alors, là, c'est le noir total. Moi qui travaille dans un journal, je ne sais toujours pas pourquoi il faut que je me trimballe à la communale de mon quartier le 16 mars. J'ai demandé aux copains. Ils m'ont en*voyée promener : C'est trop long* à t'expliquer. T'es tellement bête, tu comprendrais jamais.

Je ne suis pas plus bête qu'une autre. Pas plus bête que Martine, la jeune chômeuse qui a interrompu le père Barre, l'autre soir, sur FR 3 en le traitant de *« gros cul »*. Elle n'aurait pas dû. C'est pas poli. Cela dit, c'est vrai, il y en a marre de ce discours politique *ronronnant*, hermétique — ils l'ont épinglé hier matin à « L'oreille en coin », c'était marrant, — de cette toupie à musique gravitant à des millions d'années-lumières de nos préoccupations. Qu'est-ce qu'ils connaissent de la vie, ces gens-là ? Ce que leur en dit leur chauffeur quand ils condescendent à lui adresser la parole.

Il s'est montré très magnanime, Barre : Elle a des problèmes, la pauvre petite, elle n'arrive pas à *les* surmonter, elle est aigrie, elle est bien à plaindre. Merci, monsieur le premier ministre ! Vous avez un cœur gros comme....ça.

CLAUDE SARRAUTE.

AVANT LE DÉBAT AUX COMMUNES SUR L'AFFAIRE WESTLAND

Mme Thatcher annonce qu'elle entend toujours briguer un troisième mandat

De notre correspondant

Londres. — Dans une interview, diffusée dimanche 26 janvier par la quatrième chaîne de télévision britannique, Mme Thatcher a rejeté la responsabilité de la crise que traverse son gouvernement sur son ancien ministre de la défense, M. Michael Heseltine. A plusieurs reprises, le premier ministre a souligné que le *« travail d'équipe »* du cabinet avait été gravement perturbé pendant plusieurs semaines parce que M. Heseltine *« n'agissait plus vraiment comme doit le faire un membre d'une équipe »*.

Mme Thatcher a ainsi donné le ton de la défense qu'elle entendait présenter lors du nouveau débat extraordinaire consacré à l'affaire Westland, lundi après-midi, devant la Chambre des communes. Elle a indiqué qu'elle entendait répondre avec précision aux questions sur son propre rôle dans l'organisation de la fuite d'un document destiné à discréditer M. Heseltine avant sa démission, une manœuvre qui vient de coûter à M. Leon Brittan son poste de ministre de l'industrie et du commerce. Les députés conservateurs ont, semble-t-il, décidé de serrer les rangs. Lundi matin, on s'attendait que la majorité d'entre eux se prononcent dans la soirée en faveur du gouvernement lors d'un scrutin que l'opposition envisage comme un vote de «défiance».

Cependant, les résultats d'un sondage publiés dimanche par *l'Observer* indiquent que le Parti travailliste, avec 36 %, précède de cinq points le Parti conservateur et que 43 % des personnes interrogées estiment que Mme Thatcher devrait se retirer. Telle n'est pas l'intention du premier ministre qui a déclaré à la télévision qu'elle briguerait un troisième mandat lors des prochaines élections.

En remplacement de M. Brittan, le premier ministre a nommé M. Paul Channon au ministère de l'industrie et du commerce. M. Channon était depuis trois ans secrétaire d'Etat à ce ministère. C'est un «modéré» notoire, peu enthousiaste à l'égard de la politique monétariste du premier ministre.

FRANCIS CORNU.

Sur
CFM
de 19 heures à 19 h 30
à *Paris* (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8)
à Limoges (102,1 MHz)
à *Toulouse* (88,6 MHz)

LUNDI 27 JANVIER
Allô « le Monde »
PÉTROLE : OU VA LA CRISE ?
avec M. PIERRE DESPRAIRIES
président de l'Institut français du pétrole
et VÉRONIQUE MAURUS
Emission préparée par
FRANÇOIS KOCH

MARDI 28 JANVIER
« Le Monde » reçoit M. Louis Mermaz
Président de l'Assemblée nationale
avec PHILIPPE BOUCHER

GRÈVE DES OUVRIERS DU LIVRE

La Fédération française des travailleurs du Livre (FFTL-CGT), le Comité intersyndical du Livre parisien CGT et le Syndicat national des journalistes CGT (SNJ-CGT) organisent, lundi 27 janvier, une «journée d'action et de mobilisation» à propos des négociations en cours sur l'introduction et la mise en œuvre de nouvelles techniques (notamment l'informatisation des rédactions) dans la presse de province. Un arrêt de travail de deux heures est prévu, qui devrait perturber l'édition des journaux.

Les délégués CGT des entreprises de presse avaient adopté, le 21 janvier, une résolution concernant ces nouvelles techniques et décidé de cette *« journée d'avertissement »* du 27, en raison *« du danger imminent de la signature d'un accord entre le patronat de la presse régionale et certains syndicats de journalistes »*, accord qui pourrait *« transférer vers d'autres catégories de salariés les attributions revenant aux ouvriers du Livre »*. Les délégués exigeaient *« la reprise immédiate des négociations, sur la base des propositions de la FFTL pour la conclusion d'un accord-cadre national concernant toutes les catégories de travailleurs de la presse et de l'information »*.

Dans un communiqué, l'Union des syndicats de la presse quotidienne régionale (USPQR) a précisé que les négociations sur la modernisation des entreprises de presse avaient toujours eu lieu *« avec l'ensemble des organisations représentatives »* des journalistes et des ouvriers et qu'*« aucun accord n'a encore été signé, ni avec les unes ni avec les autres »*. L'USPQR a en outre fait remarquer qu'elle n'avait *« jamais considéré qu'il y avait rupture des négociations, ni sur le problème de la modernisation, ni sur le problème des salaires »*.

[Du fait de cet arrêt de travail, la distribution du *Monde* de ce jour risque d'être perturbée. Nous prions nos abonnés et nos lecteurs de bien vouloir nous en excuser.]

Le numéro du « Monde »
daté 26-27 janvier1986
a été tiré à 423518 exemplaires



